

ART VÉTÉRINAIRE et LEGISLATION MAROCAINE

THÈSE

Présentée

A L'UNIVERSITÉ CLAUDE BERNARD DE LYON

(Médecine - Pharmacie)

et soutenue publiquement le 1 Avril 1980
pour obtenir le grade de Docteur Vétérinaire

par

Driss MOUHAB



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41554203_0018



NE VOIENT-ILS PAS QUE NOUS AVONS CREE POUR EUX,
PARMI LES OEUVRES SORTIES DE NOS MAINS , DES
TROUPEAUX DONT ILS SE SONT RENDUS MAITRES, NOUS
LES LEUR AVONS SOUMIS : CERTAINS D'ENTRE EUX
LEUR SERVENT DE MONTURES ET D'AUTRES , DE
NOURRITURE . ILS EN RETIRENT DES PRODUITS UTILES
ET DES BREUVAGES, NE SERONT-ILS PAS RECONNAISSANTS ?

" LE CORAN "

.. A MON PAYS

A MON PERE,

pour qui mon instruction a toujours
été essentielle et qui, par son sacri-
fice, a pu me faire suivre ce chemin.
Qu'il trouve ici le témoignage de ma
reconnaissance.

A MA MERE,

pour l'abnégation dont elle a fait
preuve pour m'élever. Qu'elle trouve
ici toute ma gratitude.

A MA FEMME,

pour l'aide précieuse qu'elle a
apportée à l'élaboration de ce
travail.

A NOS ENFANTS , HAKIM ET MEHDI,

pour la joie et le courage qu'ils
me donnent.

Qu'ils trouvent tous trois dans cet
humble travail toute mon affection.

1. The first part of the paper

describes the general principles of the theory of the structure of the atom, and the results of the experiments of Rutherford and his colleagues, which have shown that the atom is not a homogeneous mass, but that it consists of a central nucleus, surrounded by a cloud of electrons.

The second part of the paper deals with the question of the structure of the nucleus, and the results of the experiments of Chadwick and his colleagues, which have shown that the nucleus is composed of protons and neutrons.

The third part of the paper discusses the question of the structure of the electron, and the results of the experiments of Compton and his colleagues, which have shown that the electron is not a point particle, but that it has a finite size.

A MONSIEUR LE PROFESSEUR A. BERTOYE

de l'Université Claude Bernard de LYON
pour l'honneur qu'il nous fait en
acceptant la Présidence de notre jury
de thèse.

Hommages respectueux.

A MONSIEUR LE PROFESSEUR CH. FLACHAT

de l'école nationale vétérinaire
de LYON,
pour l'accueil qu'il nous a réservé.
Qu'il trouve ici l'expression de
notre profonde gratitude et de notre
grande considération.

A MONSIEUR LE PROFESSEUR J. FROGET

de l'école nationale vétérinaire
de LYON,
qui nous honore en acceptant de
faire partie du jury de notre
thèse.

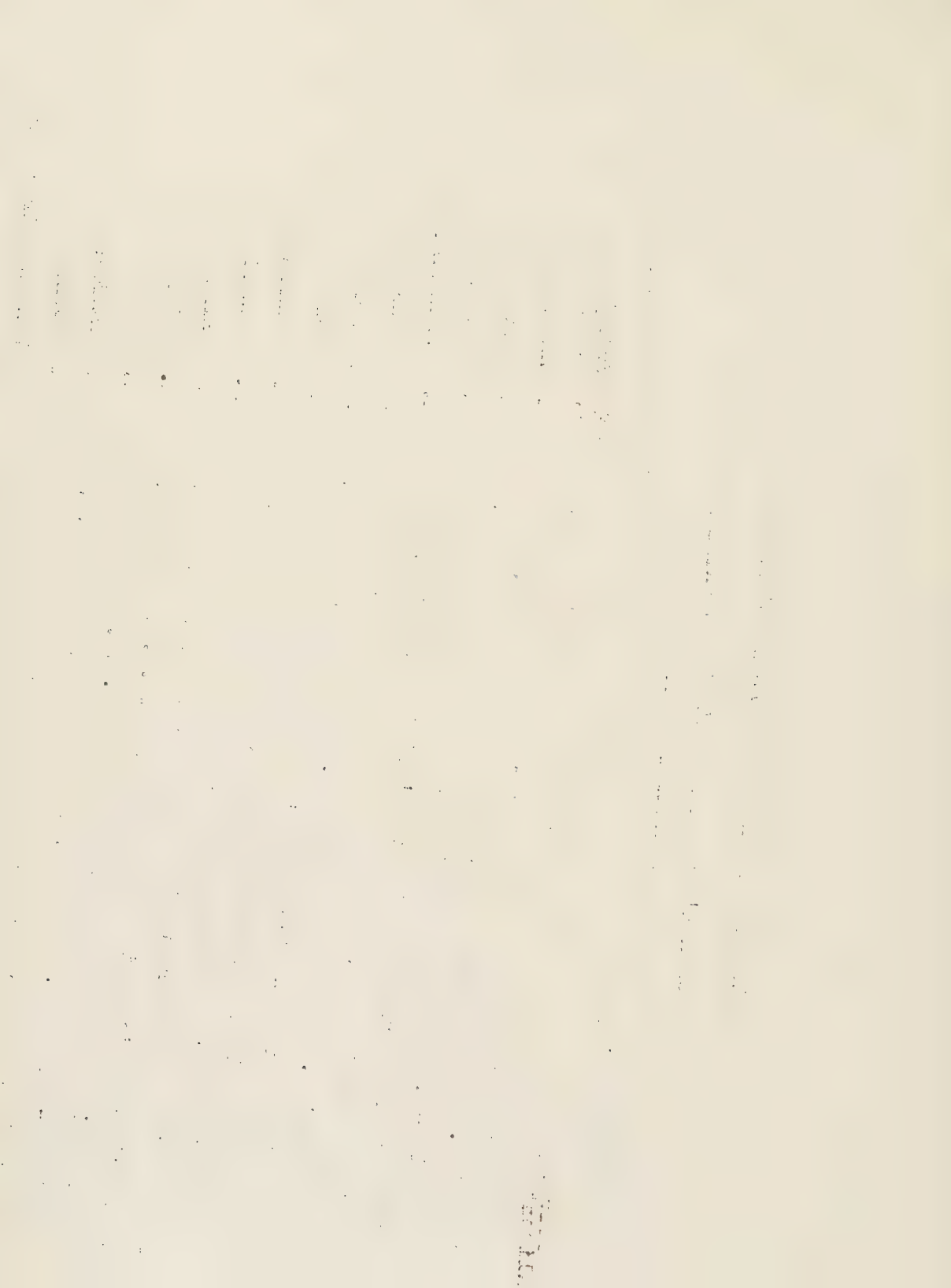
Nos vifs remerciements.

A TOUS NOS MAITRES DE L'ECOLE VETERINAIRE

ETAT DES MEMBRES DU CORPS ENSEIGNANT

EN FONCTION A L'ECOLE NATIONALE VETERINAIRE DE LYON

Chaires		Directeur	M. le Professeur COTTEREAU
<u>Alimentation</u>			<u>Professeurs</u>
Anatomie			M. WOLTER
Chirurgie			M. BARONE
Histologie - Anatomie pathologique			M. COULON
Hygiène et Ind trie des aliments d'origine animale			M. TISSEUR
Maladies contagieuses			M. CHANTEGRELET
Parasitologie			M. JOUBERT
Pathologie générale - Microbiologie			M. EUZEBY
Pathologie médicale du bétail			M. OUDAR
Pathologie médicale des équidés			M. COTTEREAU
Pathologie de la reproduction			M. FONTAINE
Pharmacie - Toxicologie			M. BERTRAND
Physiologie			M. LORGUE
Physique - Chimie			M. BOST
Zootéchnie			M. DELATOUR
C.F.T.S.V.			M. FROGET
			M. FLACHAT directeur



PROFESSEURS SANS CHAIRE

MM. JEAN-BLAIN, LE NIHOULANNEN, GASTELLU, PRAVE, LAPRAS, DESCHANEL, BOIVIN, et
Mlle LAVALL.

MAITRES-ASSISTANTS AGREGES

MM. KLOCK, FRANCK.

MAITRES-ASSISTANTS

MM. GOUY, NEYRET, DENOIX, FAU, BELLI, DEMONT, CHOMEL, GEVREY, Mme CHAUVE, MM. EUZEBY,
RICHARD, LEGEAY, Mme RACHAIL, MM. JAUSSAUD, GARNIER, Mlle COUBSAT.

ASSISTANTS

M. GENIN, Mme FOURNEL, M. CHARLET, Mme CHAPPUIS, M. LE FOURNIE, Mlle RAGUIN, M. NGO
TAN HUNG, Mlle FAUBLEE, Mlle FRENAY, DEZEUD, NAY, Mme HACHLER, MM. THIEBAULT, BENOIT
THIEVENAZ.

- I N T R O D U C T I O N -

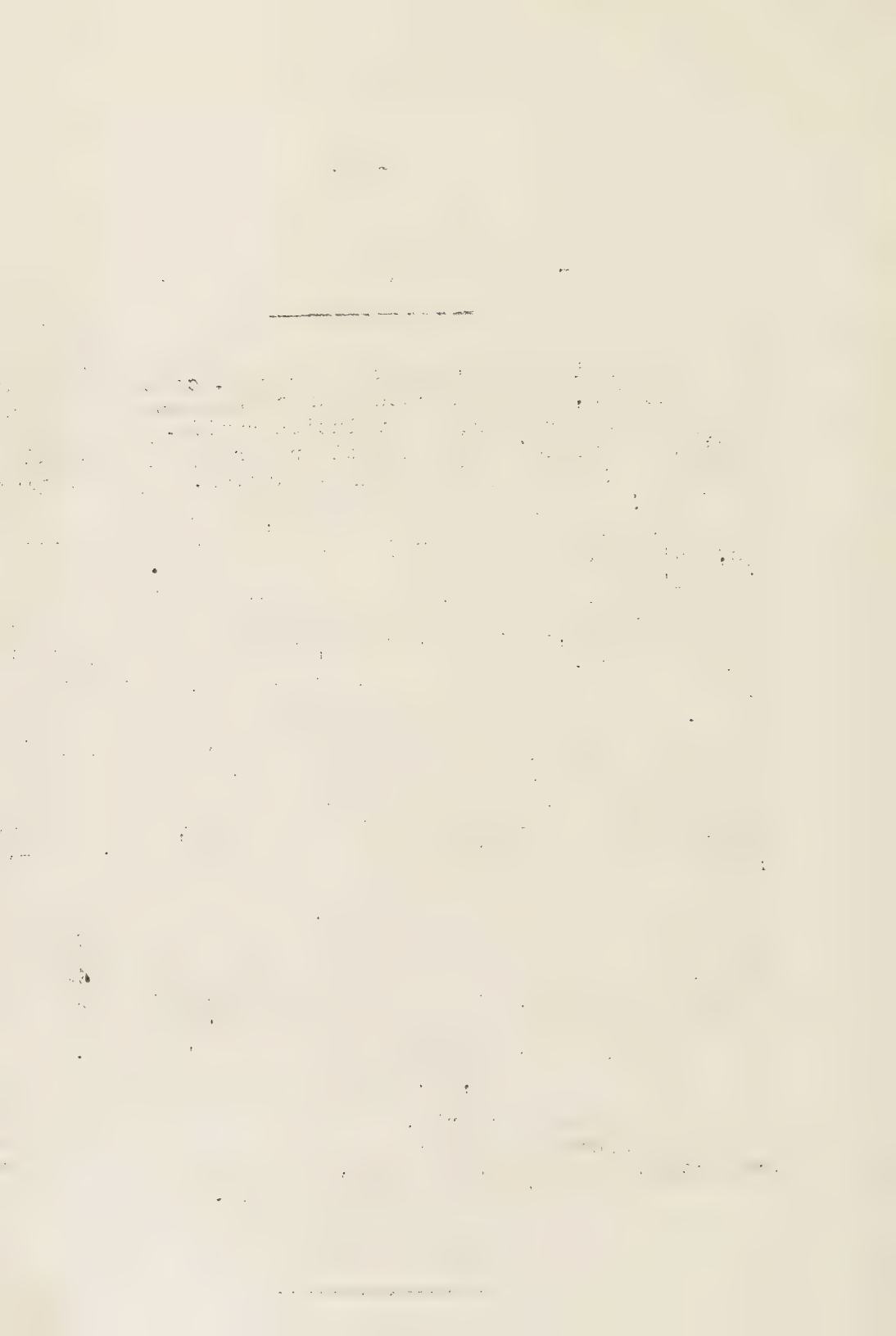
Le domaine de l'élevage au Maroc, comme sous toutes les latitudes, est un secteur aux composantes dynamiques régi, par des paramètres à évolution rapide. Il serait utopique de vouloir le schématiser par quelque croquis que ce soit, le résoudre en une équation, aussi complexe soit-elle, et de là, chercher et prétendre trouver les solutions adéquates aux problèmes d'ordres multiples posés, qu'ils soient socio-économiques ou sanitaires... C'est l'un des côtes nobles du monde animal.

Certes, une analyse assez réaliste de ce secteur est réalisable, mais toujours limitée dans le temps et dans l'espace. Elle permet de s'adapter au mieux à des exigences socio-économiques conjoncturelles et à court terme.

Le dossier, ouvert depuis que l'animal a nourri et habillé l'homme, le restera toujours : loin de nous la prétention de vouloir le clore. Cependant, notre souhait est de contribuer à cerner quelques composantes qui pourraient permettre une meilleure rentabilité de ce secteur.

Nous nous attacherons à l'étude de l'élevage au Maroc. Si nous avons pris tant de recul pour arriver à l'époque actuelle, c'est pour mieux percevoir deux paramètres qui semblent fondamentaux pour l'élevage : la législation, qui contribue à son conditionnement, et le praticien vétérinaire, qui le manie et l'encadre.

Pour plus de clarté, et afin de rester dans la ligne des préoccupations actuelles du Maroc en matière de production de protéines nobles, nous limiterons le cadre de ce travail à l'élevage bovin et ovin.



P L A N

- INTRODUCTION

- L'ELEVAGE AU MAROC

I- PERIODE 1920-1950

A- LES BOVINS

a) secteur autochtone

b) secteur importé

B- LES OVINS

II- PERIODE 1950-1970

- LEGISLATION EN MATIERE D'ELEVAGE

- L'ELEVAGE DE 1970 A NOS JOURS

A- PROFIL

I- L'ELEVAGE BOVIN

I-1. Structures

I-2. Reproduction

I-3. Production

I-4. Répartition géographique

II- L'ELEVAGE OVIN

B- ORGANISATION

1) Bases légales

2) Echelon central

3) Echelon provincial

- PROPOSITIONS

A- LEGISLATION

B- INTERVENTION DE L'ETAT

C- INTERVENTION DU SECTEUR PRIVE

- CONCLUSIONS

- BIBLIOGRAPHIE

100

100

100

100

100

100

100

100

100

100

100

100

100

100

100

100

100

100

100

100

100

100

100

L'ÉLEVAGE AU MAROC

I- PERIODE 1920-1950

A- LES BOVINS

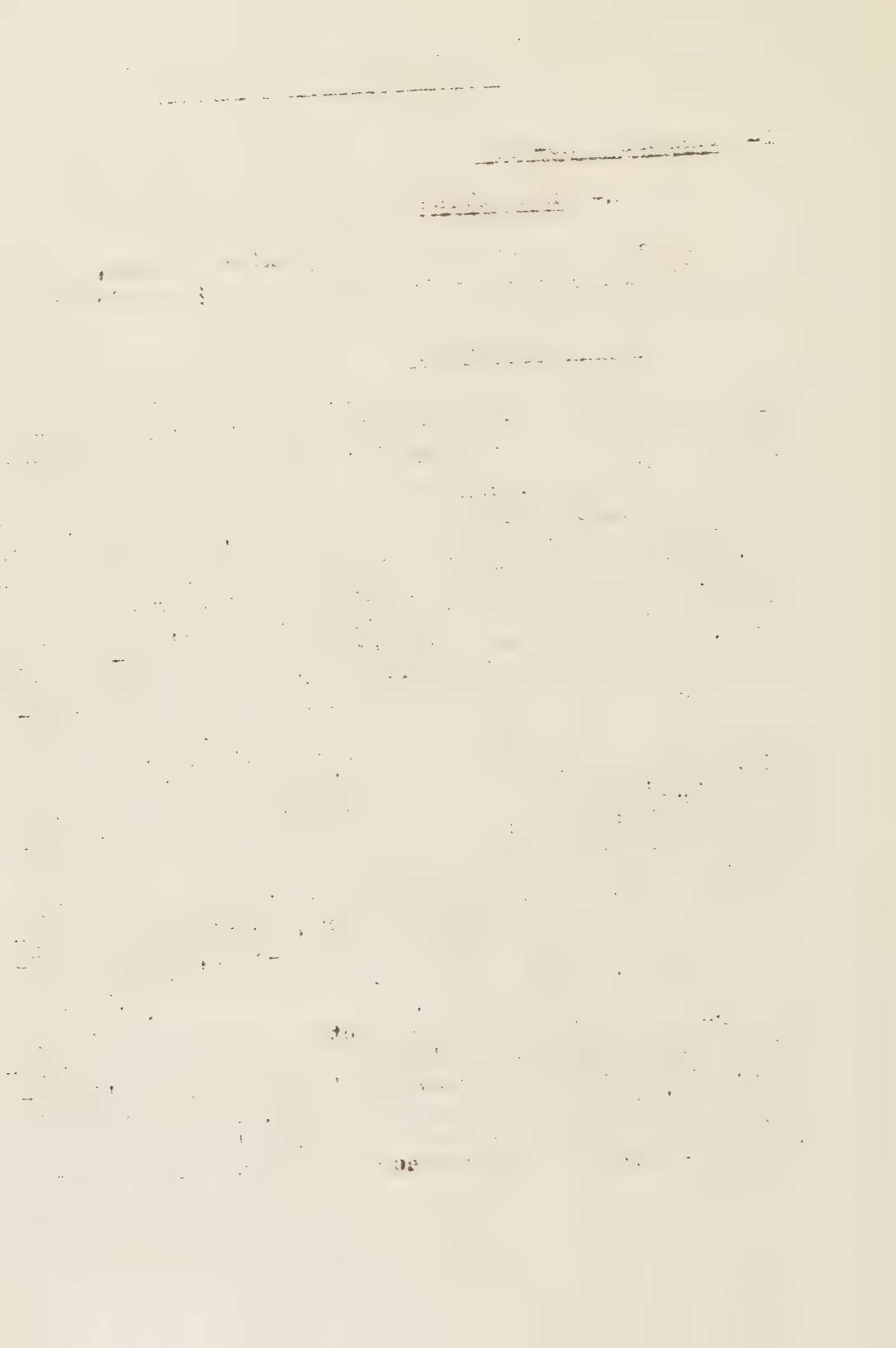
En cette première moitié du XXIème siècle, l'élevage bovin au Maroc revêtait deux aspects : autochtone et importé.

a) secteur autochtone

La répartition des animaux obéissait aux lois géo-climatiques du pays. Les bovins se rencontraient surtout dans les plaines côtières, les plateaux et les premiers contreforts de la chaîne montagneuse de l'Atlas.

Cet élevage, conduit sous la forme extensive, subissait la sélection naturelle qui obéit d'une part au climat, d'autre part aux affections microbiennes et parasitaires. La seule qualité du bétail était sa résistance acquise aux agressions de la chaleur en été, du froid en hiver, aux infections microbiennes et à la sous-nutrition pendant six mois de l'année. Cette résistance était loin de compenser les pertes économiques subies par le cheptel ; le nombre de têtes composant les troupeaux restait limité et sans commune mesure avec celui du troupeau ovin. Le caractère extensif de l'élevage bovin tenait au fait que l'exploitation des pâturages était faite par la " Jmaa " ou commune : chaque paysan de la " Jmaa " possédait entre un et vingt bovins.

En fait, le fellah marocain de l'époque régissait son exploitation en système intégré, pratiquant la polyculture. Il possédait aussi une basse-cour, quelques têtes de bétail, bovins et ovins. Il serait difficile alors de parler de spécialisation, donc de promotion. L'agriculteur-éleveur considérait le bétail comme un capital. Gardant très rarement de l'argent liquide de ses spéculations, céréalières ou autres, il s'empressait de l'investir dans l'achat de bétail. En général, il sélectionnait dans son effectif un ou deux taureaux qu'il mettait à l'engrais. Quand l'agriculteur menait un animal en-



graissé à la foire hebdomadaire de sa commune, il en rachetait immédiatement un autre, maigre, le bénéfice de la transaction étant dépensé en menus achats.

L'effectif du cheptel était extrêmement variable d'une année à l'autre du fait des aléas climatiques. Les données les plus plausibles sont celles des recensements du " Tertib " effectués entre 1941 et 1948 et portant seulement sur quelques régions.

Les relevés doivent être considérés avec quelques réserves compte tenu du genre de vie des populations : sédentaire, nomade et transhumant. L'effectif ovin était le plus important après celui des ovins. Sur un total de 2.160.000 bovins, 2.000.000 (soit 93 p. cent) étaient élevés par des marocains et 160.000 (soit 7 p. cent) par des européens. (Voir tableau n° 1).

L'élevage bovin autochtone était composé en majeure partie du type " Brune de l'Atlas " dans les zones montagneuses et du type " Blonde Oulmès Zaër ". Ces deux types, au gré du mouvement du bétail et des croisements, ont donné de nombreuses variétés dénommées selon leur région d'origine : ZEMMOUR, DEHNAT....etc. On trouvait également, dans la banlieue de Meknès et quelque peu à Fes, le type " pie-Noire de Meknès ", élevé par l'agriculteur marocain et orienté surtout vers la production laitière. D'origine étrangère indéterminée, selon certains auteurs, ce type bénéficie de la même résistance et de la même rusticité que la " Brune de l'Atlas " et la " Blonde Oulmès Zaër ". Mais du fait de la relative richesse en unités fourragères des régions où elle est implantée, la " Pie-Noire de Meknès " souffre moins de la disette (du mois de Mai au mois d'Octobre selon la pluviométrie annuelle). Il est remarquable que la " Pie-Noire de Meknès " soit la seule vache marocaine à avoir retenu l'attention du service de l'élevage ; par élection, la station expérimentale de Meknès en a augmenté le format et le poids ainsi que les aptitudes laitières.

Le tableau n° 2 fait ressortir quelques caractéristiques des types des trois races rencontrées.

La production journalière d'une bonne vache, hors la pie-noire de Meknès, était de 5 à 6 litres de lait très riche en matières grasses. Les animaux étant essentiellement destinés au travail et à la boucherie, le rendement en viande des sujets engraisés pouvait dépasser 50 p. 100. Les performances



TABLEAU N° 1

Données statistiques sur l'élevage des bovins au Maroc pour la période 1941-1948 (d'après l'Atlas agricole marocain.)

Régions administratives	B O V I N S		
		éleveurs marocains	éleveurs européens
total %		218 375	6,20
AGADIR		99,80	
CASABLANCA		93	7
FES		95,70	4,30
MARRAKECH		98,20	1,80
MEKNES		99	1
OUJDA		80	20
RABAT		86	14
totaux %		2. 154.740	6,75

Yield 1 1/2 bushels per acre

1884

1884

1884

1884

1884

1884

1884

1884

1884

1884

1884

de la Pie-Noire, seul intéressée par la sélection, sont résumées dans le tableau n° 3.

L'encadrement sanitaire du cheptel était insuffisant, voire inexistant dans la plupart des régions. Le premier Chef du service zootechnique et des épizooties, le vétérinaire-colonel Monod, resta en poste jusqu'en 1930, année de sa retraite. Des vétérinaires-militaires lui étaient adjoints. Les attributions du service étaient bien définies, la mission du vétérinaire parfaitement tracée, mais il était difficile de l'exercer sur le terrain. En fait, ce fut une période d'exploration de la pathologie animale et de mise en place des structures administratives, entravée par le manque de vétérinaires praticiens. Les efforts des pouvoirs publics furent concentrés dans quelques régions, surtout autour des grandes villes. Ils ont été naturellement fonction de la densité des éleveurs européens qui, bien que possédant seulement 7 p. 100 du cheptel, était à même de le mieux rentabiliser (bovins importés).

b) - Secteur importé

En réel contraste avec le précédent, il était pratiqué par les colons européens selon la méthode intensive. Sa répartition géographique était totalement déterminée par les pouvoirs publics : il était concentré dans les régions les plus riches du Maroc. En effet, les aléas climatiques étaient réduits au minimum (élevage en stabulation-nourriture abondante), l'éleveur averti des techniques modernes, l'encadrement technique assuré, cet élevage était un élevage d'élite, avec parfois, pour certaines races, des performances supérieures à celles qu'elles réalisent dans leurs pays d'origine. Certaines étables avaient un effectif de cent têtes et plus, soit chez les particuliers, soit dans les stations expérimentales servant de pépinières. La spécialisation était de modèle européen, la conduite rationnelle. Les lois en vigueur garantissait un commerce florissant, à l'exportation et à l'importation.

En ce début du XXème siècle, tous les pays d'Europe, certains pays d'Amérique, l'Afrique du Sud etc... avaient choisi leurs options majeures en élevage bovin. Au Maroc se réalise une transplantation de ces techniques et options.

TABLEAU N° 2

TYPE	caractéristiques	ROSE	TAILLE	POIDS	
				Mâle	Femelle
BRUNE DE L'ATLAS	Coloration fauve foncé renforcé de noir vers la tête et les membres, plus claire sur la ligne du dos.		1,15 m	450 Kg	300 Kg
			à 1,35 m	à 500 Kg	
BLONDE OULMES ZAËR	Couleur acajou chez le mâle, froment foncé chez la femelle. Mueuses roses.		1,20 m	450 Kg	300 Kg
			à 1,25 m	à 325 Kg	
PIE-NOIRE DE REKNES	Pie-noire. Le blanc s'étend largement sur la partie inférieure du corps de l'intéters jusqu'à la mamelle qui est parsemée de petites pigmentations circulaires noirâtres.		1,30 m	500 Kg	350 Kg
			à 1,45 m	à 400 Kg	

TABLEAU N° 3

PIE-NOIR DE ALKES	1 9 2 9	1 9 5 0
- VACHE MOYENNE	1.366 L. / LACTATION	1.020 L. / LACTATION
- VACHE D'ELITE	1.600 L. / LACTATION	2.280 L. / LACTATION

L'une des caractéristiques du monde rural étant, sous toutes les latitudes, de s'adapter difficilement aux nouveautés, l'éleveur marocain n'a pas fait exception. Ce n'est que quelques dizaines d'années plus tard que l'élevage intensif, conduit selon les techniques modernes, fera vraiment son entrée au Maroc. De ce fait, le cheptel importé en cette période marquera pour le cheptel national et les techniques importées entreranno difficilement dans les moeurs de l'éleveur marocain, sauf en de rares exceptions.

Les bovins importés sont surtout de type laitier ou d'aptitudes mixtes. Ce nouvel élevage prend le pas sur l'élevage autochtone, non par ses effectifs mais par son aptitude à la production. Les principales races bovines importées leur répartition et leur comportement au Maroc méritent d'être passées en revue.

- Race Hollandaise

Dans les années quarante, l'élevage de la race bovine hollandaise en France a eu un développement considérable dans toute la région du Sud - Ouest.

En 1948, par suite des conditions avantageuses de l'accord commercial Franco-Néerlandais, un apport massif de bétail laitier Pie-Noire a été fait au Maroc ; 19 taureaux et 604 vaches. Dans son pays d'origine, ce bétail très perfectionné est élevé sur le littoral de la Mer du Nord. Or il a particulièrement bien réussi en régions chaudes, a priori inadéquates (Tadla, Khouribga et Djerada). L'explication est simple : les prophylaxies sanitaires et médicales ont été bien menées.

- Race " Brune des Alpes " ou " Schwyz "

Introduite en France dans le courant du XIX^{ème} siècle, son élevage ne prit corps qu'en 1900 dans les Chatillonnais. A peu près à la même époque, les industriels de la région de Castres et Mazamet importèrent ce bétail dans leur élevage de la Montagne Noire.

Au Maroc, l'importation de la Schwyz a commencé dans les années trente. Cette race a beaucoup souffert de l'avitaminose A et D, de tuberculose, à laquelle elle a payé le

plus lourd tribut, des piroplasmoses.

En 1937, le service de l'élevage a importé du canton de Schwyz un lot de vaches qui furent placées à la station expérimentale de Sidi-Slimane. En 1940, Un essai de croisement a été fait sur les rives du Sebou, entre un taureau Schwyz et trente vaches marocaines : il est demeuré sans suite. Les principaux élevages de race pure étaient implantés dans la plaine du Gharb. Il n'en subsiste plus guère aujourd'hui, le climat de cette région étant défavorable à ce type de bovins. Par contre, le milieu le plus favorable est celui des régions de moyenne altitude au climat continental. C'est le cas des plateaux en bordure du Moyen-Atlas comme le prouve la réussite d'un élevage remarquable à El Hajeb, à 800 m d'altitude, entre Meknès et les premiers contreforts du Moyen Atlas. La règle de conduite y est très sévère, les prophylaxies sanitaires et hygiéniques rigoureuses : tuberculisation annuelle, lutte contre les piroplasmoses, compléments minéraux, apports vitaminiques....etc. Ces conditions réunies, les performances laitières sont bonnes et on peut arriver, pour la viande, à une conformation des animaux qui serait meilleure que celle du bétail dans son pays d'origine ; la culotte notamment est mieux développée. Mais ce bétail n'a pu se maintenir du fait des contraintes d'élevage.

- La race Monbéliarde

Elle fait partie de l'importante population bovine pie-rouge élevée dans une quinzaine de départements de l'Est de France. L'aire d'origine de cette race se trouve dans le département du Doubs, dans la zone comprise entre Monbéliard et Pontarlier.

Au Maroc, cette race a été implanté dans la région de Marrakech et quelque peu aux environs de Fès. Il existe fort peu de vaches de race pure importée. Par contre, dans plusieurs exploitations, le croisement continu a été entrepris depuis 1920 - 1925 ; en 1950, l'effectif est donc constitué d'animaux pouvant être considérés comme pratiquement de race pure.

L'aptitude mixte de la race (lait - viande) d'une part, une certaine rusticité d'autre part, sans parler de la

capacité de travail, ont fait apprécier cette race au Maroc par les colons.

Des taureaux améliorateurs, dits " taureaux recommandés " (issus de grand'mère et mère ayant donné plus de 4000 kg de lait à 38 pour mille de taux butyrique moyen) ont été importés.

Malgré les possibilités de zones géographiques susceptibles de convenir à la race Monbéliarde au Maroc, son développement n'a pas été suivi car ses exigences alimentaires sont élevées.

- La race tarentaise

Le berceau d'origine de la race tarine se trouve en Savoie, plus particulièrement dans la Haute Vallée de l'Isère, dans la zone comprise entre Moutiers, Bourg-St-Maurice et la frontière italienne.

Les premières importations ont été effectuées dans les années trente dans la région de Casablanca, mais surtout à l'intérieur du pays, Fès et Taza.

La rusticité de la race a été illustrée par l'observation du docteur vétérinaire Laizte, inspecteur du service de l'élevage d'Algérie, dans un élevage de la région du Tiaret : " Les observations ont été relevées dans un troupeau comportant en 1950 une centaine de têtes. Ce troupeau a pour origine une douzaine de vaches et deux taureaux achetés dans la région de Bourg-Saint-Maurice. Dès leur implantation dans le pays, les bovins ont vécu jour et nuit à l'extérieur, luttant contre le froid rigoureux en hiver et la grosse chaleur en été, trouvant le plus gros de leur nourriture aux champs, et recevant seulement pendant les mois rudes un complément de ration composé de fourrage et de betterave. La descendance a connu et connaît encore le même mode d'existence. "

Malgré ce fait constaté à l'époque, les pouvoirs publics au Maroc n'ont pas encouragé le développement de cette race.

Il a été constaté aussi dans la région de Fès que la tarentaise produit plus de lait au Maroc que dans son pays d'origine. Lorsqu'elle reçoit une nourriture appropriée, son rendement atteint et dépasse parfois 3500 l. par lactation.

Le Docteur Lamire, vétérinaire inspecteur régional Chef du Bureau de Zootechnie au service de l'élevage de Rabat, cite l'exemple de la vache " Tunis ", âgée de 7 ans importée en 1949. par un éleveur de la région de Meknès ; le rendement était de 3640 litres et aurait certainement été voisin de 4000 l. si une atteinte de théilériose n'avait entraîné un fléchissement de la production en Février Mars.

Les meilleurs rendements constatés chez les vaches nées au Maroc ont été observés dans l'élevage de Bir-Jdid, dans la plaine des Doukkala.

- La race Normande

C'est de loin la plus importante des races bovines laitières françaises. Au concours général agricole de Paris en 1951, le premier prix laitier a été remporté par la vache " Karinette " dont la production en une lactation a été de 7505 kg. de lait à 56 pour mille de taux butyreux. Au Maroc, le plus important essai, que ce soit en race pure ou en croisement, a été fait dans la plaine du Gharb, en région côtière. Cet essai est loin d'avoir été concluant : sensibilité des animaux à la tuberculose et aux piroplasmoses, animaux très exigeants en alimentation, qualitativement et quantitativement. Tous ces facteurs ont fait abandonner progressivement cet élevage.

- La race charollaise

La grande renommée de cette race est due à sa grande précocité et à son aptitude à l'engraissement.

En 1932, cette race a été introduite au Maroc, à la station expérimentale d'Aïn Djmaa, région de Casablanca. Pendant quelques années, l'expérience a prouvé que ce bétail pouvait être exploité au Maroc, surtout dans la partie sud-ouest de la plaine des Doukkala, s'étendant de Djemma Ouled Ghanem jusqu'à Taine Gharbia où la ferme Pérez a apporté la preuve concluante de la rentabilité de cet élevage a été délaissé.

- La race limousine

Précocité et aptitude à l'engraissement sont les qualités de cette race.

En 1941, un troupeau a été constitué à la ferme expérimentale d'Aïn Djemma. Cette expérience qui a duré une dizaine d'années, a donné des résultats particulièrement positifs. Le croisement a été pratiqué par un particulier de la plaine du Gharb. Cet éleveur a utilisé la Blond Oulmès Zaïr et a obtenu de bons résultats. Mais l'expérience n'a pas eu de suite.

- Le Zébu

L'exploitation des zébus au Maroc n'a pas pris une grande extension : les animaux sont difficiles à manier, nerveux, indociles et même méchante. S'adaptant difficilement à l'élevage intensif, ils ont été abandonnés au Maroc.

Les aptitudes du zébu " Brahma " ont été utilisées au mieux aux Etats-Unis où il a été allié avec le " Shorthorn et l'angus aberdeen " pour la production de la viande.

B - LES OVINS

L'élevage ovin au Maroc repose sur une somme de tradition, de conditions sociales et économiques qui souvent sont plus fortes que les données de la nature, ou qui, tout au moins, les utilisent jusqu'à leur extrême limite. Le mouton apparaît comme étant la richesse du Maroc en matière d'élevage. A l'époque où la population rurale était faite de petits paysans et de pasteurs, soit sédentaires, soit nomades, elles exploitaient le mouton pour sa viande, sa laine et son lait. Pour le sédentaire, il représentait un facteur de vie et de prospérité, pour nomade, il était le seul moyen d'existence et d'échange. Il occupait ainsi la première place dans le cheptel local. En 1950, il a été recensé 10.000.000 de têtes d'ovins. Ce chiffre doit être considéré avec beaucoup de réserve : l'opération n'a pas intéressé l'ensemble du pays, le nomadisme et la transhumance n'ont pas facilité le recensement.

Le cheptel, élevé pratiquement en totalité par les autochtones (300.000 têtes seulement appartenant à des européens) est composé uniquement d'animaux de races locales. Le Docteur J. NIEGEVILLE estimait la valeur du capital ovin à 30 milliards de centimes.

[illegible]

UNIV. OF

Le classement zootechnique des sujets composant ce cheptel n'est pas aisé ; il subit de profonds brassages par échanges commerciaux et des variations quantitatives désordonnées dues aux vagues d'affections contagieuses ou aux famines.

Des caractéristiques phénotypiques, déterminées par le milieu, permettent cependant de classer la population ovine du Maroc en trois grandes races :

- La race de montagne
- La race des plateaux
- La race côtière atlantique.

- La race de montagne

Les pierres écrites à l'époque néolithique témoignent de l'ancienneté du peuplement ovin de ce type en Afrique du Nord. Au VIII^{ème} siècle, il a été refoulé dans la montagne où il vit depuis : Anti-Atlas, Moyen-Atlas et Grand-Atlas. c'est un animal de petite taille, 0,50 m à 0,65 m, de profil ultrabusqué, bréviligne, éllépométrique, avec une ossature fine, un dessus rectiligne et large, un garrot effacé, une côte ronde et un rein large. Ce mouton, rustique et très robuste, engraisse facilement quand il est bien alimenté. Le poids varie de 25 à 40 kg. Le rendement moyen en viande nette est de 48 à 50 p. Cent. La toison est de qualité inférieure : ouverte, très jareuse ; les brins, d'une longueur de 20 à 30 cm sont grossiers, sans ondulations et secs ; cette toison recouvre tout l'animal laissant la tête et les membres nus.

La race de montagne est un animal de boucherie. Il a été utilisé pour croisement industriel. Les produits étaient très recherchés par les exportateurs à destination de la France. On rencontre dans la race de montagne deux variétés à toison noire :

- . La variété d'Aknoul, au nord de Taza
- . La variété des Aït Bareka, au Sud de Marrakech

- La race des plateaux

La race des plateaux est composée de sujets à profil busqué, sublongiligne, eumétrique, à dessus rectiligne,

The first of these is the fact that the
the second is the fact that the
the third is the fact that the

the fourth is the fact that the
the fifth is the fact that the

the sixth is the fact that the
the seventh is the fact that the

the eighth is the fact that the
the ninth is the fact that the
the tenth is the fact that the
the eleventh is the fact that the
the twelfth is the fact that the
the thirteenth is the fact that the
the fourteenth is the fact that the
the fifteenth is the fact that the
the sixteenth is the fact that the
the seventeenth is the fact that the
the eighteenth is the fact that the
the nineteenth is the fact that the
the twentieth is the fact that the

the twenty-first is the fact that the
the twenty-second is the fact that the
the twenty-third is the fact that the
the twenty-fourth is the fact that the
the twenty-fifth is the fact that the
the twenty-sixth is the fact that the
the twenty-seventh is the fact that the
the twenty-eighth is the fact that the
the twenty-ninth is the fact that the
the thirtieth is the fact that the

the thirty-first is the fact that the
the thirty-second is the fact that the
the thirty-third is the fact that the
the thirty-fourth is the fact that the
the thirty-fifth is the fact that the
the thirty-sixth is the fact that the
the thirty-seventh is the fact that the
the thirty-eighth is the fact that the
the thirty-ninth is the fact that the
the fortieth is the fact that the

the forty-first is the fact that the
the forty-second is the fact that the
the forty-third is the fact that the
the forty-fourth is the fact that the
the forty-fifth is the fact that the
the forty-sixth is the fact that the
the forty-seventh is the fact that the
the forty-eighth is the fact that the
the forty-ninth is the fact that the
the fiftieth is the fact that the

à cou long, quelquefois avec fanon, à garrot plus saillant que chez le berbère ; la cuisse est musclée mais plus plate, le rein est large, la côte profonde.

C'est un mouton rustique, sobre et résistant, facile à engraisser, Sa taille, son poids, sa toison varient avec la région et le degré de croisement, surtout avec la race berbère.

Cette race, mieux suivie, car relativement sédentaire, se caractérise par la multitude de sous-races et de variétés qui en découlent, soit par l'imprégnation de l'aire géographique de son implantation, soit par le croisement. On distingue :

- . La race des plateaux de l'Ouest

- . La race des plateaux de l'Est

- * La race des plateaux de l'Ouest

On distingue dans ces plateaux deux sous-races :

- . le Tadla

- . Le Beni-Meskine

On trouve le tadla dans les régions de Kasba Tadla, Oued Zem et El Grouj. Quant au B'ni-Meskine, on le rencontre dans les régions d'El Brouj et de Settat.

Le tadla est le mouton le plus grand et le plus fort de la population ovine au Maroc ; sa taille, qui varie entre 0,85 m et 0,90 m peut atteindre chez certains béliers 1 mètre. Le poids peut atteindre et dépasser 100 kg chez les sujets d'élite, au printemps.

Ce mouton sera appelé à disparaître en tant que race pure du fait de la mise en valeur de son aire de pâture.

Le B'ni-Meskine, moins haut, 0,75 m à 0,80 m ; à ossature plus fine est de meilleure conformation. A dix mois il peut atteindre 45 à 50 kg avec un rendement de 50 p. Cent. On trouve dans cette population une variété caractérisée par des pigmentations noires autour du nez et des yeux, le " Sar-di ", implanté aussi dans certaines régions côtières.

Le croisement de la race des plateaux de l'ouest

• • • • •

[illegible]

avec la race de montagne a produit des variétés bien localisées dans des régions qui pourraient être appelées à devenir des berceaux de races pures. Il en est ainsi du Zaïan, centré à Khenifra, un mouton à ossature forte dont la taille varie entre 0,75m et 0,80 m. Il est moins bien conformé que le tadla et son rendement ne dépasse guère 45 p.cent.

A côté du Zaïan, on trouve des variétés de type médioligne dont la taille et le poids sont plus proches de ceux du berbère avec un rendement de 40 à 50 p.100. Ces variétés forment la population ovine du Moyen Atlas et ont pour berceau les régions d'El Hamam, Azrou, Timahdit. La variété Timahdit est en outre caractérisée par une grande prolificité.

L'harmonie de ce mouton du Moyen-Atlas, son poids et son rendement, en font un excellent animal de boucherie, qui a été très demandé à l'exportation vers la France.

Dans le sud du Maroc, le croisement tadla berbère donne la variété Rhanna Braghna qui peuple les plaines de Ben Guérir et d'El Klaa de Braghna. Dans ces régions, le Tadla a marqué par sa taille et le berbère par sa conformation avec un rendement moyen de 50 p.cent pouvant atteindre 51 à 52 p.cent si les conditions d'hygiène et d'alimentation sont optimales. Dans la région de Damnat, ce croisement a donné la variété Zemrane, de petite taille et ne dépassant guère 35 Kg, ayant cependant une bonne conformation.

• la race des plateaux de l'Est

Le cheptel ovin rencontré sur les parcours du Maroc oriental forme la race Beni Guil. C'est un excellent mouton, à chamfrein busqué avec un cou court et un dessus rectiligne, une côte ronde, une cuisse globuleuse et descendue. Il a été recherché pour l'exportation vers la France.

Cette population ovine, représentant la principale richesse des Hauts plateaux de l'oriental, est restée assez homogène. Cette région peut être prise comme exemple de berceau de race pure. Le prototype de la race Beni-Guil est représenté par la sous-race Marcha avec une variété bien spécifique que les éleveurs de cette région nomment Hmar-ras. On retrouve des traces du berbère de la

haute Moulouya mais centrées plutôt dans la vallée de la Moulouya, des plaines de guercif et de Midelt.

La race des plateaux dans son ensemble parait surtout de qualité bouchère. Quant à la laine, elle est d'autant plus médiocre que l'influence du berbère se fait sentir. Elle correspond aux qualités III et IV Roubaix-Tourcoing. Exception est faite des sous-races sélectionnées et qui ont moins subi le berbère comme le Tadla et surtout le Beni Guil dont la laine est classée II et III Roubaix-Tourcoing.

- La race côtière atlantique

Au contraire des races des plateaux et des montagnes qui ont surtout des qualités bouchères, la race côtière atlantique regroupent des sujets étroits dans les reins, la croupe et le gigot. Leur taille peut atteindre 0,90m chez les adultes mais le poids ne dépasse pas 70 KG. Ce sont des animaux qui engraisseront difficilement et leur rendement moyen est de 40 p.100.

Ce cheptel est réparti dans les plaines de Doukkala de abda et Gharb. Si la valeur bouchère de ces animaux est faible, ils ont par contre des prédispositions favorables pour la production de la laine. La variété peuplant la plaine du Gharb donne la meilleure laine du Maroc. En général la toison est très homogène, fermée et tassée; elle recouvre entièrement le corps, le front et les joues, descend parfois jusqu'aux onglons, la mèche est carrée, ondulée et élastique. Cette laine est classée dans la catégorie prime Roubaix-Tourcoing. La toison pèse environ 2 Kg chez la femelle et 4 Kg chez le mâle.

Du fait de la conformation et des aptitudes du mouton de la race côtière atlantique, certains auteurs voient en lui l'ancêtre du Merinos d'Espagne, d'autant plus que dans la plaine du Gharb, une fraction de la tribu qui pratique cet élevage porte le nom de "Beni Mérine!"

Les qualités des troupeaux ovins autochtones tant pour la production de viande que pour la production de laine, ont incité les éleveurs européens à ne pas intervenir dans cet élevage. L'effectif qu'ils ont encadré, soit 300.000 têtes sur les 1.000.000 recensées à l'époque,

avait pour fins d'approvisionner les centres urbains en agneaux de lait et en agneaux gris. Par contre, et les textes législatifs en témoignent, l'exportation vers la France était favorisée. Elle concernait soit les animaux sur pied, qui étaient utilisés dans les élevages où se pratiquait le croisement industriel, soit les carcasses qui servaient à l'alimentation de la métropole.

Le troupeau ovin du Maroc était élevé uniquement selon le mode extensif. L'alimentation était fournie exclusivement par les parcours : la pluviométrie jouait un rôle important sur les pâturages. Les troupeaux étaient périodiquement décimés par la sécheresse d'été et d'automne qui, déterminant un état de moindre résistance chez les animaux, créaient un milieu très favorable aux agressions microbiennes et parasitaires. Par exemple, à la suite de la sécheresse et de la disette des années 1944 et 1945, le troupeau ovin, qui comptait 13 millions de têtes en 1943, est tombé à 7 millions de têtes en 1946. A cela s'ajoute un phénomène reconnu en élevage bovin, la désertification des sols. A la saison chaude, les points d'eau s'amenuisent; les troupeaux sont alors rassemblés autour de points d'eau permanents. Du fait de la surcharge et du mode mécanique de pâture des ovins, les parcours avoisinant ces points sont rapidement transformés en terre inculte qui, petit à petit se désertifie. Les pouvoirs publics devront aborder ce problème majeur.

L'exploitation de ce cheptel revêtait à l'époque deux aspects: traditionnel et moderne. L'exploitation traditionnelle était pratiquée par les autochtones pour qui le mouton représente des ressources immédiates de viande et de lait, sans planification ni programme d'exploitation ou de commercialisation. Le mode moderne était pratiqué par les pouvoirs publics de l'époque.

En matière de viande, les efforts ont été orientés vers l'exportation puisque, théoriquement, les besoins intérieurs étaient largement dépassés. Selon certaines statistiques de l'époque, le Maroc comptait 8 millions d'habitants et disposait (d'après le docteur J. MIEGEVILLE adjoint au chef du service de l'élevage -Rabat) d'un mouton et quart par habitant. Le paysan autochtone ne consommait de la viande qu'une fois par semaine, à l'occasion de la foire hebdomadaire (souk). Il y avait donc des excédents exportables. Depuis les années trente, le consumma-

teur français ne recherchait plus la côtelette ou le gigot chargé de graisse; le mouton marocain était apprécié, comme le relevait le docteur HÉRIN, directeur des abattoirs de Montpellier, qui écrit t en 1935 :

"Toutes choses égales d'ailleurs, les moutons du Maroc supportent la comparaison en boucherie avec les Caussinards, qui peuplent les départements du Languedoc. Ils fournissent une viande fine, sans odeur ou goût de suint"

A cette époque en France, la population ovine est en chute verticale. Le troupeau français, qui comptait en 1860, 30 millions de têtes, est progressivement tombé à 17 millions en 1905, 14 millions en 1914, 9 millions en 1939, 8 millions en 1942 et 7 millions en 1949.

Avant la deuxième guerre mondiale, la consommation de viande de mouton en France était approximativement de 120 000 tonnes par an, dont 70 000 tonnes fournies par le cheptel ovin du Maroc.

Quant au mouton sur pied, il était exporté soit directement du Maroc, soit indirectement par le biais de l'Algérie qui s'approvisionnait dans le Maroc oriental pour réexporter en France sous le nom de "Petit oranais".

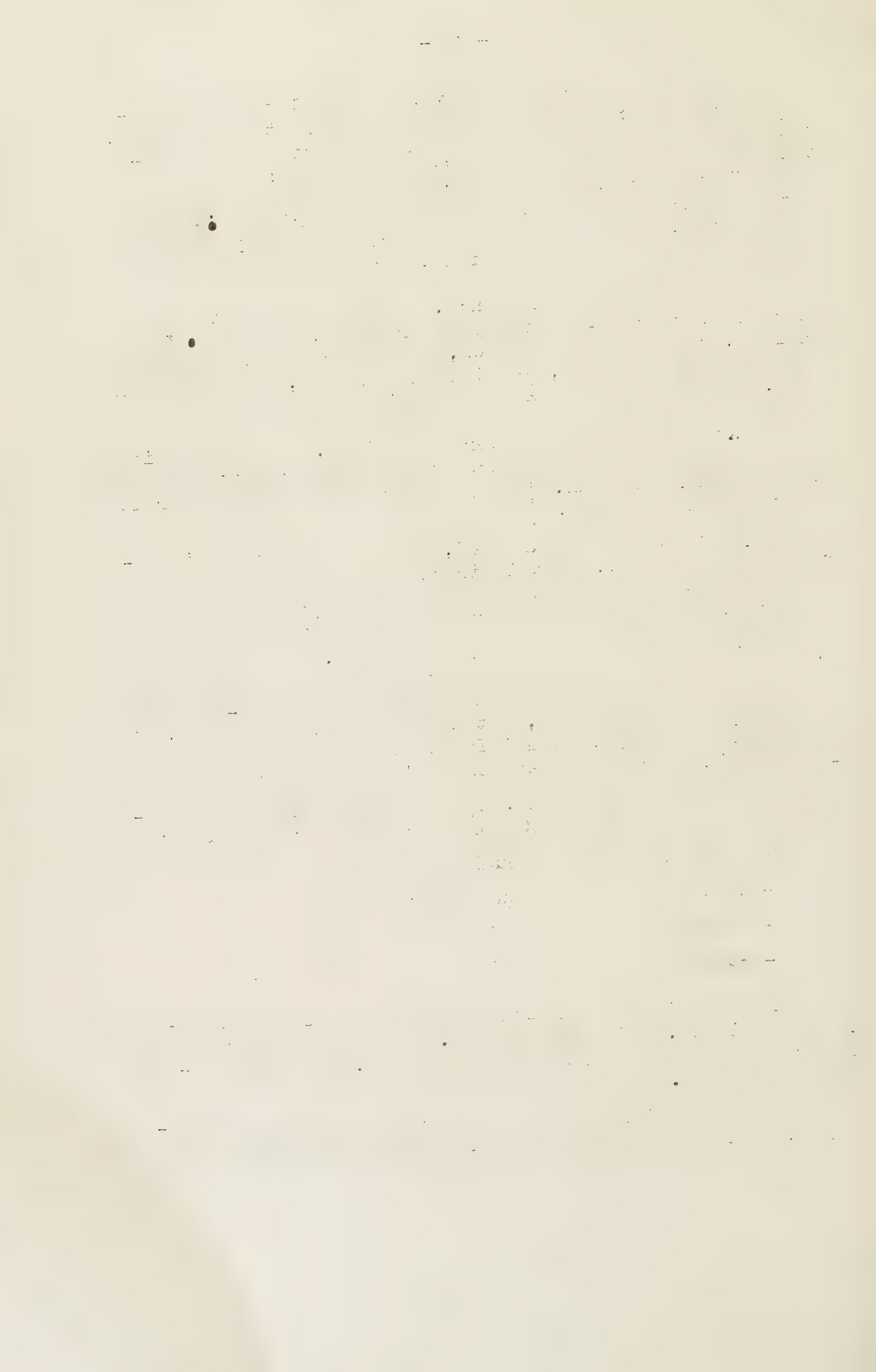
A la veille de la dernière guerre, les opérations d'exportation vers la France sont passées de 460 carcasses (essai de 1934) à 44.000 en 1936 pour atteindre 200.000 en 1938. Ces opérations, estompées pendant la guerre, ont repris en 1949 : en mai 1950, il a été exporté 27 282 ovins sur pied destinés à l'alpage en France.

En matière de laine, la production annuelle du Maroc était estimée à 11.000 tonnes classées comme suit :

- | | | |
|-----------|------------------|-------------|
| - 1500 T. | qualité prime | |
| - 2500 T. | qualité croisé I | |
| - 3000 T. | " | " II et III |
| - 4000 T. | " | " IV et V |

Les besoins locaux étaient évalués à 2000 tonnes. Le disponible, soit 9000 tonnes; était dirigé sur la France qui alors ne produisait que 13 p.100 de ses besoins en laine.

La protection sanitaire du troupeau était insuffisante, voire inexistante dans la plupart des régions du



pays, par manque de moyens matériels et humains. Quelques informations sont révélatrices : en 1950, la campagne de prophylaxie médicale (clavelée, charbon) n'a intéressé que 2.000.000 de têtes. Quant aux traitements antiparasitaires internes, ils n'ont été pratiqués que sur 3 millions de têtes.

Comment parler de prophylaxie médicale ? Quant à la prophylaxie sanitaire, elle est inexistante.

L'étude du cheptel ovin et bovin du Maroc de 1920 à 1950 démontre une sorte de stagnation, de non-evolution et même de recul. Mais elle fait apparaître aussi les possibilités économiques offertes par ce capital animal, obérées par l'exploitation irrationnelle, sans programme de développement. Il est toutefois évident que l'élevage est un secteur économique très important au Maroc et que les problèmes soulevés par les techniciens - et, à leur tête, les vétérinaires - doivent servir de programme de travail pour une rentabilisation optimale.

II- PERIODE 1950-1970

Au cours de cette période, le Maroc va évoluer très rapidement. Certains secteurs vont subir une véritable révolution d'organisation et d'exploitation. Le monde rural est intéressé par cette action. Cependant, l'urgence ne permet pas de longues études avant de déterminer un choix : des situations alarmantes obligent à faire face très rapidement. Les secteurs prioritaires sont nombreux dont, en premier lieu, l'enseignement, la santé et la nutrition. Ce dernier point mérite une attention particulière.

D'études entreprises de 1950 à 1960, il résulte que le niveau nutritionnel au Maroc est très critique. En 1960, les rapports des spécialistes, dont ceux de la F.A.O., montrent l'insuffisance des couvertures des besoins en protéines animales. L'élevage marocain est incapable de couvrir les besoins nationaux. Les quelques régions du pays où les élevages modernes, menés par des européens, étaient florissants, ont pratiquement arrêté leur production. Les colons se sont débarrassés de leur bétail, par souci vénal, sans se préoccuper de sauvegarder

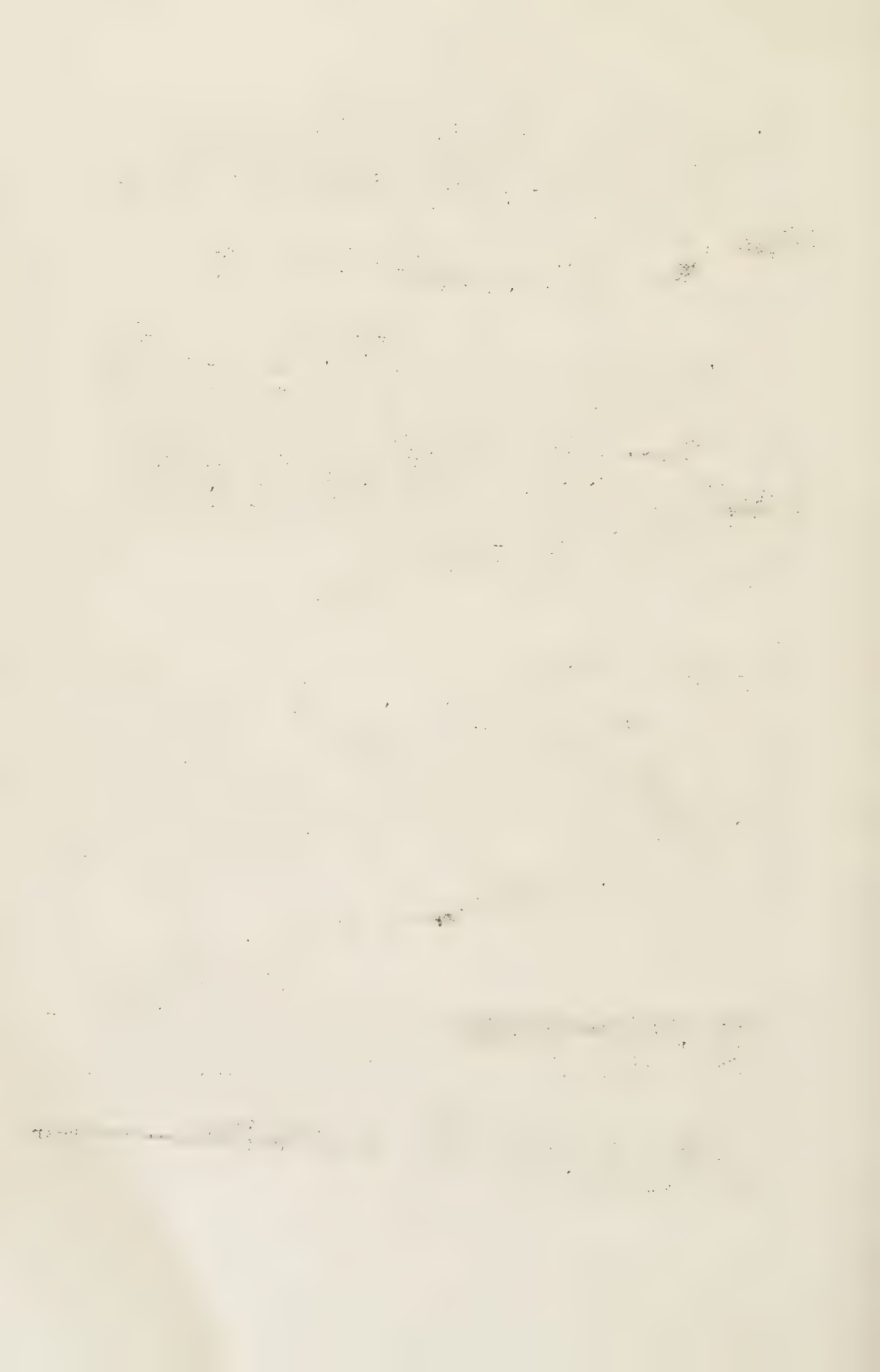
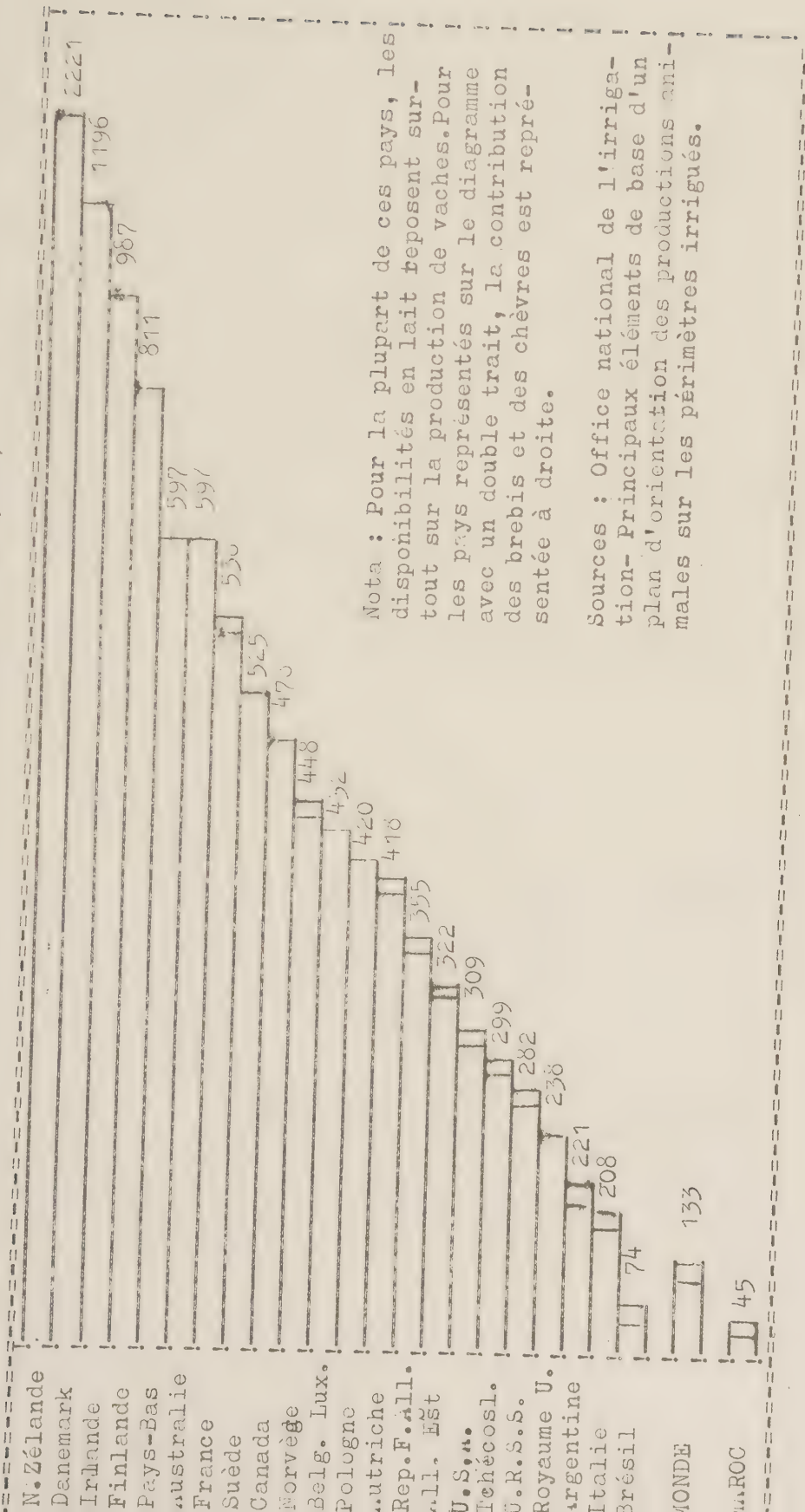


TABLEAU N° 4

DIAGRAMME

Comparison avec celle des pays plus favorisés de la situation des disponibilités en lait du Maroc.
(Kg / habitant / an 1961)



Nota : Pour la plupart de ces pays, les disponibilités en lait reposent sur tout sur la production de vaches. Pour les pays représentés sur le diagramme avec un double trait, la contribution des brebis et des chèvres est représentée à droite.

Sources : Office national de l'irrigation- Principaux éléments de base d'un plan d'orientation des productions animales sur les périmètres irrigués.

THE NEW YORK PUBLIC LIBRARY
ASTOR LENOX TILDEN FOUNDATIONS
500 5th Avenue New York 17, N.Y.



ces noyaux de race pure. C'est certainement l'une des raisons pour lesquelles le bétail importé n'aura pas rempli son rôle améliorateur des races locales. Les troupeaux sélectionnés vont fondre très rapidement et d'une façon désordonnée; il ne subsistera qu'un souvenir des beaux élevages des fermes de la région de Meknès, Kénitra, Casablanca ... De 1950 à 1960, on relève une stagnation, voire une régression des productions animales marocaines.

En 1960, le niveau de disponibilité annuelle en produits laitiers est très faible, comparé à la moyenne mondiale (voir tableau n° 4). Ce niveau, estimé par la F.A.O., est à 113 en 1960. Les produits laitiers marocains représentent à peine 39 p.100 du total et ne couvrent que 45,2 p.100 du besoin national. En viande, la production par habitant et par an est du même ordre de grandeur que la moyenne mondiale (11,95 Kg /habitant/an) mais reste très insuffisant par comparaison à la France (60 Kg/habitant /an) et aux pays de la C.E.E (45 Kg /habitant /an).

Les estimations des experts de la F.A.O., pour l'ensemble du Maroc, et pour la période 1959-1960, donnent les rapports nutritionnels moyens par habitant et par jour:

- 2167 calories
- 55 grammes de protéines végétales
- 10 grammes de protéines animales

Le Marocain de 1960, avec 10 grammes de protéines animales disponibles journalièrement, se situe à un niveau qui est à la moitié de la moyenne mondiale, le 1/4 de la moyenne de l'ensemble des pays de la C.E.E, entre le 1/6 et le 1/8 de la moyenne des pays les mieux placés, comme la Nouvelle-Zélande et les U.S....

La situation serait moins défavorable si le Marocain consommait du poisson. En 1960, la moyenne de consommation du poisson au Maroc était de 0,5g/habitant/jour, contre 10 g au Sénégal, 12 à 13g au Japon, 15g au Portugal. Le tableau n° 5 montre la place relative des protéines animales dans les disponibilités alimentaires au Maroc et dans quelques pays.

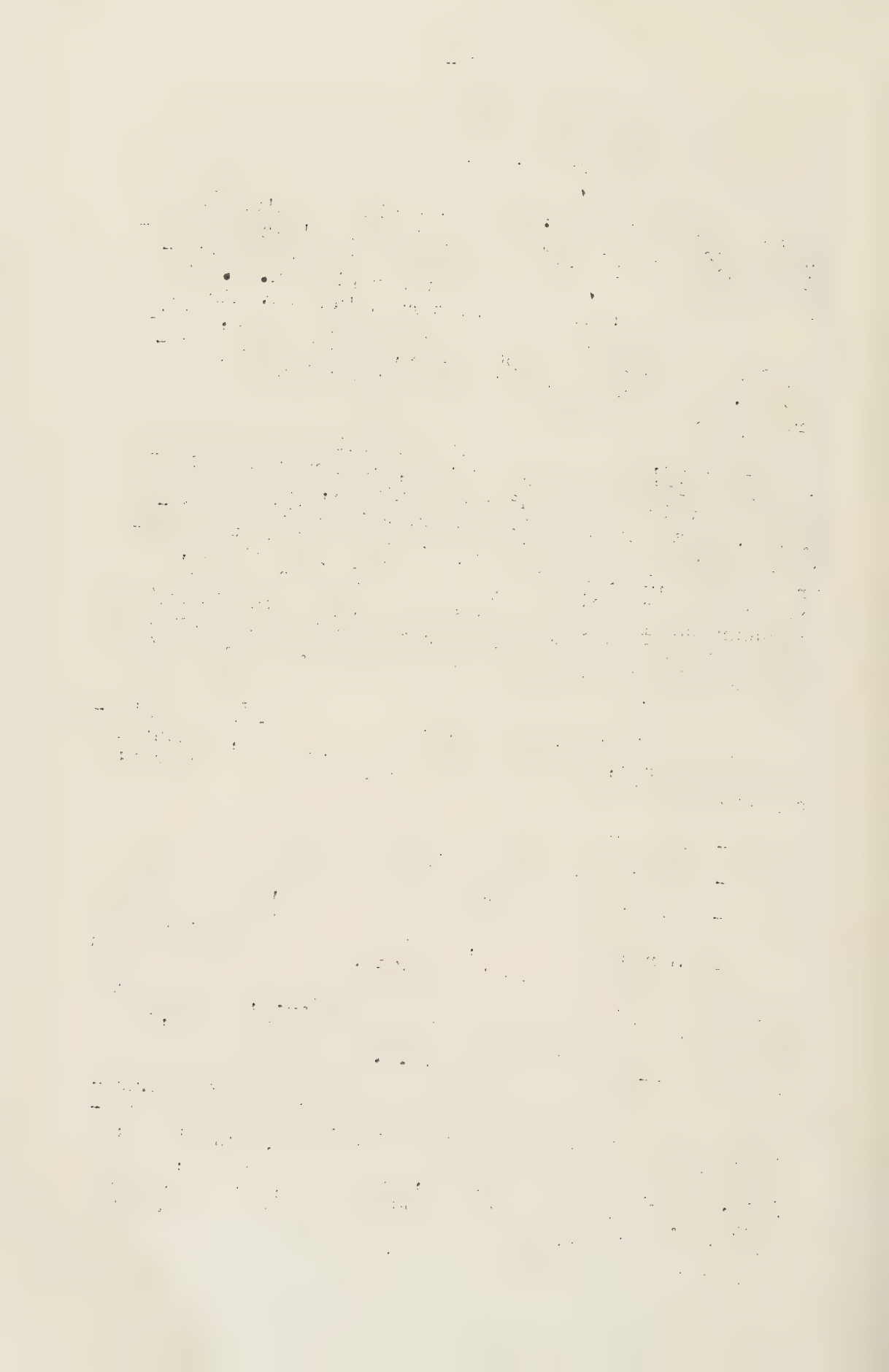


TABLEAU N° 5 Place relative des protéines animales
dans les disponibilités alimentaires au
Maroc et dans quelques pays.

PAYS	ANNEE OU PERIODE	Cal /J	Protéines totales G/J	Protéines animales G/J
N. Zélande	1962-1963	3510	112	70
U.S.A.	1948-49 /50-51	3190	90	60
	1957-58 /59-60	3100	92	65
FRANCE	1948-49 /50-51	2800	92	40
	1957-58 /60-61	2940	80	52
R.A.U.	1948-49 /50-51	2370	70	12
	1957-58 /59-60	2530	73	12
JAPON	1948-49 /50-51	1900	49	9
	1957-58 /59-60	2220	67	17
PAKISTAN	1948-49 /50-51	2010	48	8
	1957-58 /59-60	1980	46	7
INDES	1948-49 /50-51	1700	46	5
	1957-58 /59-60	1900	51	6
Moyenne C.E.E.	1960-1961			40
Moyenne monde	1959-1960			19,7
MAROC	1959-1960	2167		10

F.a.O. 1965

•

$$x = x_0 + \frac{1}{2} \Delta x, \quad y = y_0 + \frac{1}{2} \Delta y, \quad z = z_0 + \frac{1}{2} \Delta z$$
[illegible]

• • •

$\frac{1}{2} \times \frac{1}{2} = \frac{1}{4}$

A travers les études réalisées depuis 1950 apparaît la situation à laquelle doit faire face le Maroc pour la couverture des besoins en protéines animales du pays. L'objectif à atteindre est net : augmenter les productions animales en considérant que les quelques noyaux d'élevage de bovins importés ont été pratiquement tous dissouts et que l'élevage autochtone à lui seul ne peut permettre d'atteindre cet objectif comme le montre le tableau des rendements (tableau n°6). Il est à considérer aussi que le Maroc ayant un taux démographique des plus importants du monde, les besoins alimentaires du pays vont être multipliés très rapidement d'année en année, d'autant que la Santé publique est, à juste titre, un secteur prioritaire.

Le gouvernement marocain, pour faire face à cette situation, va entreprendre différents types d'actions:

- une action immédiate
- une action à court et moyen terme
- une action à moyen et long terme.

Immédiatement, il faut couvrir le déficit : il n'y a d'autre solution que l'importation de produits. Cependant, vu les potentialités du cheptel ovin au Maroc, cette importation va être axée sur les produits laitiers. En effet, la plus grande partie du lait produit est autoconsommé dans les campagnes, avec une surconsommation de lait, de beurre, bas-beurre, fromage, pendant les périodes de haute lactation et une malnutrition en lait et succédanés pendant les périodes de basse lactation qui sont longues (de 6 à 8 mois). L'approvisionnement des villes repose alors pour plus de 50 p.100 sur les importations où le beurre et les fromages occupent près de 80 p.100 de l'équivalent en lait des importations totales. Le tableau n° 7 résume l'importance de ces importations pour les années 1968-69-70.

Le principe de l'importation ayant été adopté pour faire face aux besoins immédiats du pays et ne pouvant durer sans être préjudiciable à l'économie nationale, il va être complété par une action à moyen terme, qui, petit à petit, va faire diminuer la charge supportée par l'Etat. C'est le programme tracé par le Ministère de l'Agriculture et de la Réforme agraire qui consis-

TABLEAU N° 6

Rendement physique annuel par vache reproductrice au Maroc et dans quelques pays du monde.

PAYS OU ZONE	ANNEE	Viande nette kg	lait kg	OBSERVATIONS
U.S.A.	1961	160	1225	42 % des vaches traites
France	1961	158	2320	Fort pourcentage de vaches traites
Danemark	1961	157,8	3700	Très faible pourcentage de vaches traites
R.F.A.	1961	144	3060	80% de vaches traites
Pays-Bas	1961	136	4150	Toutes vaches traites
Italie	1961	122,5	1980	70% des vaches traites
Argentine	1961	122	260	Faible pourcentage de vaches traites

(suite du tableau p.)

TABLEAU N° 6 (SUITE) Rendement physique annuel par vache reproductrice
au Maroc et dans quelques pays du monde.

PAYS OU ZONE	ANNÉE	Viande nette kg	Lait kg	OBSERVATIONS
Australie	1961	79	620	39 % des vaches traitées
Yougoslavie	1961	76,5	640	72% des vaches traitées
N. Zélande	1961	74	1610	60% des vaches traitées
Japon	1962	74	1220	52% des vaches traitées
	1950	38	220	110% des vaches traitées
MUNDE	1961	62	680	
MAROC	1960	48	218	

TABLEAU N° 7 Production locale et importation en produits laitiers et leur équivalent en lait frais : 1968-1970

	1968	1969	1970
	T. de produit	Eq. en T. de produit	T. de produit
	Eq. en T. de produit	Eq. en T. de produit	Eq. en T. de produit
PRODUCTION NATIONALE	-	437 170	-
IMPORTATIONS			
• beurre	20 410	469 430	25 736
• Fromages	2 335	23 360	2 492
• lait			
-conserve	9 906	24 765	9 839
-poudre	3 192	31 920	3 295
total importations	35 841	529 445	41 362
Consommations	-	966 615	-
Part couverte par la production nationale	-	44,3 %	-

Ces importations pèsent lourdement sur la balance commerciale car elles représentent régulièrement un niveau de valeur qui oscille entre 36 et 71 millions de Dirhams. Le tableau n°8 illustre ce bilan.

TABLEAU N°8

BILAN des échanges en produits laitiers
solde net = exportation (E) - Importation (I) en
milliers dirhams . Période 1960-1971

ANNÉE	L A I T	B A L A N C E	P R O D U I T S	T O T A L
1960	E	100	20	8
	I	16 270	13 802	12 187
	différence	16 170	13 782	12 179
				42 141
1961	E	139	9	10
	I	13 750	12 678	10 027
	différence	13 611	12 669	10 017
				36 297
1962	E	531	12	16
	I	16 685	13 607	7 484
	différence	16 554	13 595	7 460
				35 417
1963	E	21	14	14
	I	19 343	19 259	10 215
	différence	19 322	19 245	10 201
				46 700
1964	E	9	6	7
	I	19 135	18 305	9 222
	différence	19 126	18 299	9 210
				46 641
1965	E	10	10	8
	I	22 880	19 921	9 390
	différence	22 870	19 911	9 382
				48 162

suite du TABLEAU N° 8

ANNÉE	L A I T	B E U R R E	F R O I M A G E S	T O T A L
1966				
E	1	1	1	
I	20 470	16 909	8 218	
différence	20 469	16 900	8 217	45 594
1967				
E	1	3	1	
I	23 709	18 735	9 027	
différence	22 700	18 722	9 026	52 255
1968				
E	2	1	0	
I	28 217	21 574	11 443	
différence	26 215	21 573	11 443	61 221
1969				
E	1	0	0	
I	30 773	25 025	10 794	
différence	30 772	25 025	10 794	67 191
1970				
E	2	0	0	
I	31 763	26 097	11 559	
différence	31 761	26 097	11 559	70 217
1971				
E	1	1	0	
I	32 381	27 115	11 506	
différence	22 380	27 112	11 506	71 000

en matière de prophylaxie sanitaire et médicale. Malgré ces insuffisances qualitatives et quantitatives de l'encadrement du cheptel à cette époque, l'effort de l'Etat est tellement important que le résultat est atteint en partie et que la politique de l'élevage au Maroc est en cours d'évolution.

Ces actions à court terme et à moyen terme, engagées, sont complétées par une action à long terme : le programme d'irrigation entrepris par le Gouvernement marocain . C'est un travail de longue haleine qui va être réparti sur plusieurs plans. Travail difficile, très onéreux, ses résultats sont perceptibles dès les années 1970.

L'agro-industrie fait son apparition : les usines de transformation des produits agricoles vont apporter par leurs sous-produits de transformation (pulpe de betterave) des unités fourragères de haute qualité énergétique. A côté de cela, et grâce aux périmètres irrigués, les soles fourragères vont diminuer et dans certaines régions éliminer le problème posé par l'alimentation du bétail.

LEGISLATION EN MATIERE D'ELEVAGE

Après le schéma de l'élevage au Maroc et son évolution de 1920 à 1970, il faut récapituler les textes législatifs le concernant. L'objectif n'est pas de faire une étude juridique mais de dégager l'opportunité de tel ou tel texte vis à vis de la réalité du secteur auquel il doit être appliqué.

Le droit administratif marocain comprend deux volets :

- la législation, qui regroupe les textes tels que lois, décrets et ordonnances promulgués par Sa Majesté le Roi ou étudiés en tant que projet de loi, si celui-ci émane du gouvernement, ou en tant que proposition de loi, si celle-ci émane de la Chambre des Représentants elle-même et votés par le Parlement.

- La réglementation, qui regroupe les arrêtés, circulaires, instructions, etc... qui sont, soit ministériels, soit interministériels ou émanant des services d'un ministère donné.

C'est dans son sens le plus large que sera évoquée la législation. Il est évident que le travail fondamental doit porter sur les textes législatifs. La réglementation est bien plus facile à modifier car elle relève des prérogatives du pouvoir administratif, donc de la compétence du ou des ministres ou des services de leur département.

ARRETE VIZIRIEL

portant création du Service Zootechnique
et des épizooties

LE GRAND VIZIR,

Considérant que l'élevage est l'une des principales branches de la richesse agricole du Maroc et qu'il importe d'en sauvegarder les intérêts et d'en assurer l'amélioration et le développement par la création d'un service technique adapté aux besoins qui se révèlent progressivement :

A R R E T E :

Article premier.— Il est créé dans N otre Empire, un service zootechnique et des épizooties chargé :

1°— De l'étude des questions se rattachant à l'élevage du bétail.

2°— De la police sanitaire des animaux.

Art. 2- Ce service relève du Chef des Services de l'Agriculture ; il est provisoirement dirigé au point de vue technique par le Chef des Services Vétérinaires des Troupes d'occupation qui disposent d'un personnel de vétérinaires civils ou militaires.

Fait à Rabat, le 16 Hadja 1331

(16 Novembre 1913)

M'HAÏMED BEN MOHAMMED EL GEBBAS
Grand Vizir

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 21 Novembre 1913
Le Commissaire Résident Général

LYAUTEY.

DAHIR du 12 MAI 1914

portant réglementation de l'exercice de la médecine vétérinaire.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Moulay Youssef)

A Nos Serviteurs intègres, les Gouverneurs et Caïds de N otre Empire Fortuné, ainsi qu'à Nos Sujets.

Que l'on sache par les présentes-puisse Dieu Très Haut en illustrer la teneur !

Que notre Majesté Chérifienne,

Considérant que l'élevage des animaux domestiques est un élément de la richesse publique et qu'il y a lieu de le protéger en réglementant l'exercice de la médecine vétérinaire,

A DECRETE CE QUI SUIT :

Article premier.- (abrogé par dahir du 23 Avril 1927).

Art 2.- Sont considérées comme maladies contagieuses les affections parasitaires, microbiennes et non microbiennes, qui se transmettent des malades aux individus sains.

- Sont considérées comme transmissibles :

1° - Les maladies déterminées par les animaux ou par des végétaux de l'ordre des champignons ;

2° - Les maladies dites infectieuses et virulentes.

Art 3.4.5.6 et 7.- (Abrogés par Dahir du 23 Avril 1927)

Art 8.- Est réputée se livrer à l'exercice illégal de la médecine vétérinaire, en ce qui concerne les maladies contagieuses, toute personne qui, sans être munie d'un diplôme prévu à l'article premier, a l'habitude ou fait profession, moyennant salaire ou gratuitement, de conseiller pour les animaux atteints de maladies contagieuses un mode de traitement l'usage d'un médicament ou d'une substance quelconque (vaccin, virus atténué, sérum, ou d'autres produits),

1. The first part of the paper

is devoted to the study of the

properties of the function $f(x)$ defined by the equation

$$f(x) = \int_0^x \frac{1}{1+t^2} dt$$

It is shown that the function $f(x)$ is continuous and differentiable on the interval $(-\infty, \infty)$ and that its derivative is given by the formula

$$f'(x) = \frac{1}{1+x^2}$$

Furthermore, it is proved that the function $f(x)$ is bounded on the interval $(-\infty, \infty)$ and that its range is the interval $(0, \pi/2)$.

The second part of the paper

is devoted to the study of the

properties of the function $g(x)$ defined by the equation

$$g(x) = \int_0^x \frac{1}{1+t^4} dt$$

It is shown that the function $g(x)$ is continuous and differentiable on the interval $(-\infty, \infty)$ and that its derivative is given by the formula

$$g'(x) = \frac{1}{1+x^4}$$

Furthermore, it is proved that the function $g(x)$ is bounded on the interval $(-\infty, \infty)$ and that its range is the interval $(0, \pi/4)$.

The third part of the paper

qu'elle représente comme capable de guérir, de déceler ou de prévenir les affections.

Fait à Rabat le 16 Joumafa II 1332
(12 Mai 1914)

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 15 Mai 1914

LYAUTEY.

Dahir du 23 Avril 1927 (20 Chaoual 1345)
modifiant le dahir du 12 Mai 1914 (16 Joumada II 1332)
portant réglementation de la médecine vétérinaire.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Moulay Youssef)

A Nos Serviteurs intègres, les Gouverneurs et Caïds de
Notre Empire Fortuné, ainsi qu'à nos sujets.

Que l'on sache par les présentes - puisse Dieu Très Haut
en illustrer la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DECRETE CE QUI SUIT :

Article Unique.- Les articles 1,3,4,5,6 et 7 de Notre
Dahir du 12 Mai 1914 (16 Joumada II 1332) portant réglemen-
tation de l'exercice de la médecine vétérinaire sont modifiés
ainsi qu'il suit :

" Article premier.- Nul ne pourra, dans toute l'étendue
de la zone française de Notre Empire, exercer la profession
de Medecin-Vétérinaire en ce qui concerne les maladies conta-
gieuses, s'il n'est possesseur d'un titre en donnant droit en
France, dans le pays d'origine ou dans le pays dont il est
ressortissant."

" Art 3.- Toute personne désirant se livrer, même tempo-
rairement ou de passage, à la pratique de la médecine vétéri-
naire, en ce qui concerne les maladies contagieuses, sera te-
nue , dès son établissement et avant d'accomplir aucun acte
de sa profession, d'obtenir l'autorisation de pratiquer qui
lui sera délivrée par le Secrétaire Général du Protectorat.

Elle devra faire aux services municipaux ou à l'autorité locale de contrôle une déclaration à cet effet, accompagnée du dépôt de son diplôme ou certificat, du bulletin n° 3 de son casier judiciaire ou d'un document officiel en tenant lieu, ainsi que d'une pièce établissant sa nationalité.

Le Secrétaire Général du Protectorat délivrera, le cas échéant, l'autorisation de pratiquer qui sera inscrite au dos du diplôme ou certificat et valable pour toute l'étendue de la zone française de Notre Empire. Le diplôme devra être présenté ensuite aux fins d'enregistrement, au greffe du tribunal de première instance du ressort et pour visa aux services municipaux ou à l'autorité locale de contrôle. "

"**Art 4.**- Tout changement de domicile oblige à un nouveau visa du titre et, si le domicile est porté dans un ressort judiciaire différent, à un nouvel enregistrement au greffe du Tribunal de première instance du nouveau ressort.

S'il s'agit de débutants n'étant pas encore en possession de leur diplôme, ils devront faire enregistrer et viser comme il est dit ci-dessus le certificat provisoire leur donnant le droit d'exercer en France, dans leur pays d'origine ou dans le pays dont ils sont ressortissants.

Toutefois, dans le délai d'un an qui suivra le visa du certificat provisoire par le Secrétaire général du Protectorat, le diplôme devra être soumis aux mêmes formalités de visa et d'enregistrement que le certificat provisoire lui-même.

Les praticiens, qui, n'exerçant plus depuis deux ans, voudront de nouveau se livrer à l'exercice de leur profession, seront soumis aux mêmes formalités d'autorisation, d'enregistrement et de visa.

L'enregistrement du certificat provisoire ou du diplôme au greffe du tribunal donne lieu à la perception du droit fixe prévu pour tout acte de greffe par Notre Dahir sur les perceptions.

Ce droit n'est exigible qu'à l'occasion du premier enregistrement; les enregistrements ultérieurs du même titre ou d'autres titre du praticien pour l'exercice de la même profession étant gratuit."

"**Art 6.**- Il sera établi chaque année, par les soins du Secrétariat Général du Protectorat, une liste des médecins vétérinaires autorisés à exercer et exerçant effectivement en zone française au 1^{er} Janvier de chaque année. Cette liste, après avoir été communiquée au Parquet Général près de la Cour d'Appel, sera publiée au Bulletin Officiel et affichée ensuite dans toutes les villes érigées en municipalités et au siège des autorités locales de contrôle.

The following table provides a summary of the data collected over the past quarter. It includes a breakdown of revenue by department and a comparison of actual performance against the budget. The data shows a steady increase in revenue across most departments, with a slight dip in the marketing department. The overall performance is within the budget, indicating that the company is on track for a successful year. The table also includes a column for the percentage of budget variance, which helps in identifying areas that need further attention.

In addition to the financial data, the document also covers the operational aspects of the company. It discusses the efficiency of the production process and the quality of the products. The report highlights several areas where improvements have been made, such as streamlining the supply chain and implementing new quality control measures. It also mentions the challenges faced by the company, such as fluctuating raw material prices and the need for more skilled labor. The document concludes with a list of recommendations for future actions, including investing in employee training and exploring new market opportunities.

The final section of the document provides a detailed analysis of the company's financial health. It includes a comparison of the current financial position with the previous year, showing a significant improvement in profitability. The analysis also identifies the key factors contributing to this success, such as cost-cutting measures and increased sales volume. It also points out areas where the company still faces challenges, such as high debt levels and a need for more capital. The document ends with a strong statement of confidence in the company's future prospects, based on its solid financial foundation and strategic vision.

The document also includes a section on the company's environmental and social responsibilities. It details the various initiatives the company has undertaken to reduce its carbon footprint and improve its social impact. These include implementing energy-saving measures, supporting local communities, and ensuring fair labor practices. The report also mentions the company's commitment to transparency and accountability in its reporting. It concludes by expressing the company's dedication to sustainable growth and its commitment to being a responsible corporate citizen.

Un exemplaire de la liste sera adressée au Parquet de chacun des tribunaux de première instance et à la Direction Générale de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation."

"Art 7.- Toute personne qui usurpera le titre de Docteur Vétérinaire ou de Vétérinaire sera passible d'une amende de 500 à 5000 francs.

Toute personne qui se livrera à l'exercice illégal de la médecine vétérinaire en matière de maladies contagieuses sera passible d'un emprisonnement de six jours à deux mois et d'une amende de 16 à 400 francs.

Le tribunal pourra en outre, ordonner l'insertion intégrale ou par extrait du jugement dans les journaux qu'il désignera.

Les poursuites seront exercées par le Ministère Public soit d'office, soit à la requête des parties lésées."

Fait à Rabat le 29 Chaoual 1345
(23 Avril 1927)

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 5 Mai 1927
P. Le Commissaire Résident Général.
Le Ministre Plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence Générale,

URBAIN BLANC.

DAHIR DU 1^{er} NOVEMBRE 1917 (16 MCHARRREM 1336)

transformant le service des études économiques en Service du commerce et de l'industrie, et le service zootechnique en service de l'Elevage.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Moulay Youssef)

A Nos Serviteurs intègres, les Gouverneurs et caïds de Notre Empire Fortuné, ainsi qu'à nos sujets.

Que notre Majesté Charifienne,

Vu le Dahir du 28 Août (17 Chaoual 1333) créant une Direction de l'Agriculture, du Commerce et de la colonisation et fixant ses attributions,

... ..
... ..
... ..

... ..
... ..
... ..

... ..
... ..
... ..

... ..
... ..
... ..

... ..
... ..
... ..

... ..
... ..
... ..

... ..
... ..
... ..

... ..
... ..
... ..

... ..
... ..
... ..

... ..
... ..
... ..

... ..
... ..
... ..

... ..
... ..
... ..

... ..
... ..
... ..

... ..
... ..
... ..

... ..
... ..
... ..

... ..
... ..
... ..

A DECRETE CE QUI SUIT :

Article Unique..- Le Service des Etudes et Renseignements Economiques prend la dénomination de service du commerce et de l'industrie.

Le Service Zootechnique et des épizooties prend la dénomination de service de l'élevage.

Fait à Rabat le 16 Moharrem 1336
(1^o Novembre 1917)

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 2 Novembre 1917

P. Le Commissaire Résident Général
Empêché,
L'Intendant Général Délégué à la Rési-
dence P.I Secrétaire Général du Protec-
torat

LALLIER DU COUDRAY.

B.O N° 1179 du 31 Mai 1935

DAHIR DU 30 AVRIL 1935 (25 Moharrem 1354)
portant organisation du Service de l'Elevage et fixant les
attributions des vétérinaires municipaux et des vétérinai-
res libres.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes-puisse Dieu en élever
et en fortifier le teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu le Dahir du 12 Mai 1914 (8 Joumada II 1332) portant ré-
glementation de la médecine vétérinaire, modifié par le dahir
du 23 Avril 1927 (Chaoual 1345) ;

Vu le dahir du 24 Juillet 1920 (7 Kaada 1338) portant cré-
ation d'une direction générale de l'Agriculture, du Commerce
et de la Colonisation, modifié et complété, notamment par les
dahirs du 28 Février 1921 (19 Joumada II 1339) et du 9 Juin
1933 (15 safar 1352)

Vu le dahir du 1^o Novembre 1917 (16 Moharrem 1336) transfor-
mant le service des études économiques en service du commer-
ce et de l'industrie, et le service zootechnique en service de
l'élevage,

THE UNITED STATES OF AMERICA

Department of the Interior
Bureau of Land Management

Washington, D. C. 20250
June 1, 1964

Mr. J. Edgar Hoover
Federal Bureau of Investigation
Washington, D. C. 20535

Dear Mr. Hoover:

I am writing to you regarding the matter of the
Bureau of Land Management's interest in the
land owned by the Federal Bureau of Investigation
in the State of California. The Bureau of Land
Management has been advised that the land is
owned by the Federal Bureau of Investigation and
is being held for the use of the Federal Bureau
of Investigation.

RE: BUREAU OF LAND MANAGEMENT

The Bureau of Land Management has been advised
that the land is owned by the Federal Bureau
of Investigation and is being held for the use
of the Federal Bureau of Investigation.

RE: BUREAU OF LAND MANAGEMENT

The Bureau of Land Management has been advised
that the land is owned by the Federal Bureau
of Investigation and is being held for the use
of the Federal Bureau of Investigation. The Bureau
of Land Management has been advised that the land
is owned by the Federal Bureau of Investigation and
is being held for the use of the Federal Bureau
of Investigation. The Bureau of Land Management
has been advised that the land is owned by the
Federal Bureau of Investigation and is being held
for the use of the Federal Bureau of Investigation.

The Bureau of Land Management has been advised
that the land is owned by the Federal Bureau
of Investigation and is being held for the use
of the Federal Bureau of Investigation. The Bureau
of Land Management has been advised that the land
is owned by the Federal Bureau of Investigation and
is being held for the use of the Federal Bureau
of Investigation. The Bureau of Land Management
has been advised that the land is owned by the
Federal Bureau of Investigation and is being held
for the use of the Federal Bureau of Investigation.

A DECIDE CE QUI SUIT :

Article premier.- Le service de l'élevage comprend sous l'autorité d'un Docteur Vétérinaire, Chef de Service :

Un service central à Rabat ;

Un laboratoire de recherche à Casablanca ;

Des inspections de l'élevage où des vétérinaires inspecteurs, civils ou militaires sont chargés d'assurer :

A - des services sanitaires qui comportent :

a) un service médical

b) un service d'hygiène

c) un service prophylactique

B - des services zootechniques et économiques qui comportent :

a) l'expérimentation

b) la production en milieu européen et en milieu indigène.

Du point de vue médical, les vétérinaires inspecteurs sont chargés des consultations, des visites et des interventions gratuites en milieu indigène.

Du point de vue de l'hygiène, les vétérinaires inspecteurs sont tenus à des tournées périodiques dans les foires, marchés ruraux et chez les éleveurs. Ils surveillent les établissements classés comme insalubres incommodes ou dangereux et destinés au dépôt ou au traitement des animaux et produits animaux. Ils contrôlent la production laitière.

Au point de vue prophylactique, ils prescrivent toutes mesures sanitaires édictées par les textes en vigueur pour assurer la protection et la conservation du Cheptel.

Dans ce but, des tournées périodiques sont ordonnées par le Chef du Service de l'Elevage. Toutefois, lorsqu'il s'agit d'une maladie contagieuse qui nécessite une intervention immédiate, ces tournées peuvent être ordonnées par l'autorité administrative de la région intéressée, qui informe le Chef du Service de l'Elevage des missions confiées aux vétérinaires inspecteurs.

Les vétérinaires inspecteurs sont également chargés de la police sanitaire aux frontières de terre et de mer.

Du point de vue zootechnique, les vétérinaires inspecteurs sont chargés d'expérimenter dans les fermes de l'Etat, les meilleures races susceptibles d'améliorer les animaux du pays et d'assurer leur vulgarisation en milieu européen et en milieu indigène.

1. The first part of the report is a general introduction to the subject.

2. The second part of the report is a detailed description of the methods used in the study.

3. The third part of the report is a discussion of the results of the study.

4. The fourth part of the report is a conclusion and a list of references.

5. The fifth part of the report is a list of appendices.

Art 2.- Les vétérinaires municipaux relèvent de l'autorité municipale. Ils exercent exclusivement des fonctions officielles dans le périmètre municipal où ils assurent la surveillance des abattoirs, des viandes de boucherie, des établissements classés comme insalubres, incommodes ou dangereux et destinés au dépôt ou au traitement des animaux ou des produits animaux, des foires, des marchés et des laiteries.

Ils adressent périodiquement au Chef du Service de l'Elevage, par l'intermédiaire du Chef des Services Municipaux et sous le couvert du Directeur de l'Administration Municipale, tous renseignements techniques intéressant le fonctionnement des abattoirs, des marchés, établissements classés et le contrôle de la production du lait.

Art 3.- Les vétérinaires municipaux et les vétérinaires libres sont tenu de rendre compte au Chef du Service de l'Elevage des cas de maladies contagieuses dûment constatés dans l'exercice de leur profession et portées dans la liste des maladies insérée dans le cahier du 13 Juillet édictant des mesures pour garantir les animaux domestiques contre les maladies contagieuses, et dans les cahiers qui l'ont modifié ou complété.

Ils sont également tenu de prescrire toutes mesures sanitaires édictées par les textes en vigueur et ayant trait à tous les cas de maladies contagieuses constatés.

Art 4.- L'exercice de la clientèle payante est interdit aux vétérinaires inspecteurs de l'Elevage et aux Vétérinaires Municipaux.

Toutefois, lorsque aucun vétérinaire libre ne sera installé dans la limite du périmètre de leurs attributions, les vétérinaires inspecteurs de l'Elevage pourront être autorisés à exercer cette clientèle dans les conditions qui seront fixées par le Chef du Service de l'Elevage.

Des autorisations de même nature pourront être données aux vétérinaires municipaux par le Direction de l'Administration Municipale.

Art 5.- Le Directeur de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation et le Directeur de l'Administration Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent cahier.

Art.6.- La circulaire résidentielle, en date du 20 Février 1914, règlementant l'attribution respective du Service zootechnique et des services vétérinaires locaux et tous textes contraires au présent dahir sont abrogés.

Fait à la Baule le 24 Rebia II 1351
(30 Avril 1935)

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 24 Mai 1935
Le Commissaire Résident Général

HENRI PONSOT.

B.Q N° 1522 du 26 Décembre 1941

DAHIR DU 24 NOVEMBRE 1941 (5 KAADA 1360)
modifiant le dahir du 30 Avril 1935 (25 Moharrem 1354)
portant organisation du service de l'Elevage et fixant
les attributions des vétérinaires municipaux et des vétérinaires libres.

LOUANGE A DIEU SEUL :

(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes - puisse Dieu en élever
et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu le dahir du 12 Mai 1914 (8 Joumada II 1332) portant réglementation de l'exercice de la médecine vétérinaire, et les dahirs qui l'on modifié ou complété ;

Vu le dahir du 13 Juillet 1914 (19 Chaabane 1332) édictant des mesures pour garantir les animaux domestiques contre les maladies contagieuses et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le dahir du 30 Avril 1935 (25 Moharrem 1354) portant organisation du Service de l'Elevage et fixant les attributions des vétérinaires municipaux et des vétérinaires libres,

A DECIDE CE QUI SUIT :

Article Unique.- L'article 3 du dahir susvisé du 30 Avril 1935 (25 Moharrem 1354) est modifié ainsi qu'il suit :

" Art 3. - Les vétérinaires municipaux et les vétérinaires libres autorisés à exercer la médecine vétérinaire sont agréés en tant que vétérinaires sanitaires et à ce titre sont tenus de faire la déclaration de tout cas de maladie contagieuse dûment constaté et figurant sur la liste des maladies visées par le dahir du 13 Juillet 1914 (19 Chaâbane 1332) et par les dahirs qui l'ont modifié ou complété.

La déclaration sera obligatoirement adressée en même temps

- Au Chef de la Région ;
- Au Vétérinaire Inspecteur, Chef du Service Régional de l' Elevage.

Les infractions aux dispositions de l'alinéa précédent pourront entraîner pour les contrevenants le retrait de l'autorisation d'exercer la médecine vétérinaire, Cette sanction sera prononcée par le Secrétaire Général du Protectorat, sur la proposition du Chef du Service de l'Elevage. "

Fait à Rabat, le 5 Kaada 1360
(24 Novembre 1941)

Vu pour propulgateur et mise à exécution ;

Rabat, le 24 N ovembre 1941
Le Commissaire Résident Général,

NOGUES.

B.O DU 8 JANVIER 1943 N° 1576

ARRETE VIZIRIEL DU 24 DECEMBRE 1942 (15 Hija
1361) portant création d'une inspection vétérinaire municipale

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 8 Avril 1917 (17 Jourmada II 1335) sur l'organisation municipale, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le dahir du 30 Avril 1935 (26 Moharrem 1354) portant organisation du Service de l'Elevage et fixant les attributions des vétérinaires municipaux et des vétérinaires libres, modifié par le dahir du 24 Novembre 1941 (5 Kaada 1360).

ARRETE :

Article premier..- Il est créé auprès de chaque municipalité une inspection vétérinaire municipale chargée de l'application des dispositions légales et réglementaires relatives à l'art vétérinaire.

Art 2..- Chaque inspection vétérinaire municipale est instituée par un arrêté du Directeur des Affaires Politiques, pris après entente avec le Directeur de la Production Agricole.

Elle est dirigée par un vétérinaire qui porte le titre d'inspecteur vétérinaire municipal. Ce praticien, qui, au point de vue technique, relève du service de l'Elevage est soit un fonctionnaire du service de l'élevage détaché auprès de la municipalité intéressée, soit un vétérinaire recruté à titre contractuel par le Chef des Services Municipaux dans les formes réglementaires.

Dans le premier cas, il relève au point de vue gestion des dispositions statutaires de son administration d'origine; dans le second cas, de celles qui découlent de la décision de recrutement.

Art 3..- L'inspecteur-vétérinaire municipal a dans ses attributions en temps ordinaire :

1° - l'application en ce qui le concerne du règlement municipal des abattoirs et, notamment, la visite des viandes abattues et des animaux sur pied aux abattoirs municipaux. Les visites ont lieu le matin et le soir, aux heures indiquées dans le règlement intérieur des abattoirs.

Il assure également la surveillance des établissements classés comme insalubres, incommodes ou dangereux et destinés au dépôt ou au traitement des animaux et des produits des animaux, ainsi que la surveillance sanitaire des laiteries situées dans le périmètre urbain ;

2° - L'inspection dans les conditions fixées par arrêté Municipal portant règlement sanitaire du poisson, des charcuteries, boucheries et en général de tous produits d'alimentation relevant de l'art vétérinaire ;

3° - L'inspection des marchés ou foires de la ville aux heures fixées par le Chef des Services Municipaux ;

4° - La surveillance de la fourrière municipale, et l'abatage des chiens non réclamés ;

5° - La visite des animaux appartenant aux indigents. Cette visite sera passée journallement dans un local désigné par le Chef des Services Municipaux où les intéressés devront présenter leur animaux.

1944

The following is a list of the names of the persons who have been appointed to the various positions in the various departments of the Government of the State of New York, for the year 1944.

The following is a list of the names of the persons who have been appointed to the various positions in the various departments of the Government of the State of New York, for the year 1944.

The following is a list of the names of the persons who have been appointed to the various positions in the various departments of the Government of the State of New York, for the year 1944.

The following is a list of the names of the persons who have been appointed to the various positions in the various departments of the Government of the State of New York, for the year 1944.

The following is a list of the names of the persons who have been appointed to the various positions in the various departments of the Government of the State of New York, for the year 1944.

The following is a list of the names of the persons who have been appointed to the various positions in the various departments of the Government of the State of New York, for the year 1944.

The following is a list of the names of the persons who have been appointed to the various positions in the various departments of the Government of the State of New York, for the year 1944.

The following is a list of the names of the persons who have been appointed to the various positions in the various departments of the Government of the State of New York, for the year 1944.

The following is a list of the names of the persons who have been appointed to the various positions in the various departments of the Government of the State of New York, for the year 1944.

6° - La police sanitaire vétérinaire dans les conditions fixées par les règlements en vigueur, le remboursement des frais de visite des animaux atteints de maladie contagieuse étant à effectuer par leurs propriétaires suivant un tarif arrêté par le Chef des Services Municipaux, sur avis du Chef du Service de l'Elevage;

7° - L'examen des viandes abattues :

a) Dans les abattoirs particuliers qui pourraient être autorisés en ville suivant le tarif arrêté par la municipalité lors de la délivrance des autorisations susvisées ;

b) chez les particuliers, à l'occasion d'une fête religieuse. Dans ce cas, l'abattage ne peut avoir lieu que sur l'autorisation du Chef des Services Municipaux. Toutefois, la municipalité se réserve en certaines circonstances, suivant les usages locaux, le droit d'accorder l'exonération complète du paiement des taxes. Les visites vétérinaires n'ont alors pas lieu.

8° - D'une façon générale, il devra prêter son concours toutes les fois qu'il en sera requis dans l'intérêt de l'hygiène municipale.

9° - Il donne des soins gratuits mis en fourrière ainsi qu'à ceux appartenant à la ville, employés à la voirie municipale, ainsi qu'aux montures des fonctionnaires municipaux européens dotés d'une indemnité de monture.

10° - Il rend compte au vétérinaire inspecteur, Chef du Service Régional de l'Elevage de toutes les maladies contagieuses qu'il sera appelé à constater dans l'exercice de ses fonctions ,

11° - Il assure l'exécution des dahirs, arrêtés et règlements sur la police municipale, sanitaire vétérinaire, sur la production du cheptel animal et sur la répression des fraudes.

Art 4.- L'Inspecteur - Vétérinaire Municipal correspond, en principe, avec le Chef de région et le vétérinaire inspecteur, chef du service régional de l'élevage par l'intermédiaire du Chef des Services Municipaux.

Toutefois, lors de l'apparition de cas suspects d'épizooties, certains renseignements techniques intéressant particulièrement la police municipale sanitaire doivent être directement portés, par les voies les plus rapides, à la connaissance du Chef de Service de l'Elevage et du Chef des Services Municipaux.

Ces renseignements sont ensuite confirmés dans les conditions ordinaires par l'intermédiaire du Chef des Services Municipaux au Chef de Région.

Art 5.- L'exercice de la clientèle payante est interdit aux vétérinaires municipaux ; toutefois l'autorisation d'exercer pourra être donnée par le Directeur des Affaires Politiques lorsque aucun vétérinaire libéré ne sera installé dans la limite du périmètre urbain.

Art 6.- Le Directeur des Affaires Politiques et le Directeur de la Production Agricole sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Rabat le 16 Hijja 1361

(24 Décembre 1942)

MOHAMMED EL MOKRI

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat le 24 Décembre 1942
Le Commissaire Résident Général

NOGUES

CIRCULAIRE RESIDENTIELLE DU 20 FEVRIER 1914

Règlementant les attributions respectives du Service Zootechniques et des Epizooties et des Services Vétérinaires Locaux.

Je crois devoir rappeler votre attention sur l'arrêté viziriel en date du 21 Février 1913, qui a complété les services de l'Agriculture par la Création d'un Service Zootechnique et des Epizooties.

Ce nouveau service est chargé, dans l'intérêt public et conformément aux dahirs, arrêtés et règlements en vigueur, de la surveillance de l'état sanitaire du bétail, de l'application des mesures de préservation et de lutte contre les maladies contagieuses, en général, de l'étude de tous les moyens tendant à la conservation des races d'animaux domestiques et à l'application des méthodes zootechniques.

Par son objet et par ses attributions, le service zootechnique et des épizooties revêt le caractère d'un service d'Etat et, à ce titre, son fonctionnement est assuré par le Budget général du Protectorat, dont il forme une subdivision rattachée au chaire des services de l'Agriculture.

Il comprend, sous l'autorité technique du Chef du Service Mr MONOD, Vétérinaire Major de 1^o classe, Chef du Service Vétérinaire des T.M.O en résidence à Casablanca :

Un vétérinaire (M. VELU, Vétérinaire Aide-Major de 1^o classe) chargé du laboratoire de bactériologie vétérinaire.

Des vétérinaires inspecteurs civils ou militaires, chargés d'assurer le service zootechnique et des épizooties, dans une circonscription déterminée et tenus, à cet effet, d'effectuer des tournées périodiques dans les tribus et dans les foires et marchés des centres ruraux.

Les tournées d'étude, de recherches, d'enquêtes, de vaccination et, de façon générale, les tournées et les déplacements de service sont faits par les vétérinaires inspecteurs sur l'ordre du Chef de Service, qui en rend compte aux commandants des Territoires ou Contrôleurs civils des circonscriptions dont dépendent les vétérinaires déplacés. En cas d'urgence ces déplacements peuvent être prescrits directement par les commandants des Territoires ou Contrôleurs civils, qui informent le Chef du Service à Casablanca des missions confiées aux vétérinaires-inspecteurs.

Le nombre de ces vétérinaires-inspecteurs sera augmenté au fur et à mesure des besoins et des possibilités budgétaires. Actuellement un vétérinaire-inspecteur en résidence à Kénitra (M. CONNILL, Vétérinaire Aide-Major de 1^o classe) est chargé de la circonscription Gharb-Beni-Ahsen, et un Vétérinaire-Inspecteur en Résidence à Séttat (M. CLAUDON, Vétérinaire-Aide-Major de 1^o classe) assure le Service de la Circonscription de la Chaouïa.

Les vétérinaires inspecteurs sont également chargés de la police sanitaire vétérinaire aux frontières de terre et de mer.

Cette organisation, nécessairement embryonnaire à ses débuts, ne saurait prétendre à satisfaire tous les besoins qui se révèlent sur l'ensemble des territoires, sous contrôle de l'action administrative ; aussi l'utilité n'est-elle apparue d'en compléter la portée pratique par l'institution provisoire d'un service gratuit de consultations indigènes vétérinaires dans tous les places où tel service ne fonctionne pas encore. L'expérience déjà tentée à Salé, Tiflet, Fes, Dar-Bel-Hamri, N'Keïla....etc, témoigne de l'efficacité de cette initiative. Les éleveurs indigènes présentent de plus en plus, leurs animaux malades aux infirmeries vétérinaires de ces derniers centres, où la réussite de certaines cures et opérations chirurgicales n'a pas manqué de frapper leur imagination et de souligner les avantages qu'ils retirent de notre assistance.

Les dépenses consécutives au fonctionnement des infirmeries vétérinaires et dont le montant annuel est de 1000 P.H en moyenne seront inscrites au budget des régions intéressées.

En outre de l'utilité qui s'attache à la protection et à la conservation du cheptel animal, qui est l'un des principaux éléments de la richesse publique du Maroc Occidental, il n'est pas à méconnaître que l'hygiène humaine trouve l'un de ses meilleures garanties dans une bonne organisation de police sanitaire et notamment dans l'inspection régulière du bétail de boucherie et des viandes de consommation. A ce point de vue, la question cesse de relever exclusivement de l'action du pouvoir central, et elle nécessite l'intervention des organismes locaux (municipalités, commissions municipales etc) qui sont très directement intéressés à la gestion des marchés urbains, et à l'exploitation des abattoirs et de leurs annexes.

Cette considération, qui s'inspire du légitime souci de répartir judicieusement les devoirs et les responsabilités entre les différentes administrations publiques qui sont en cause, me conduit à préciser les attributions des vétérinaires municipaux dans leurs rapports avec le service zootechnique et des épizooties.

Le vétérinaire municipal relève essentiellement de l'autorité municipale, il exerce exclusivement des fonctions officielles dans le périmètre communal où il assure la surveillance des abattoirs, des viandes de boucheries, des clos d'équarrissage, des foires et des marchés. Dans un intérêt public il est tenu :

1° - De faire, auprès du Chef du Service Zootechnique et des Epizooties à Casablanca, la déclaration immédiate des maladies contagieuses dûment constatées par lui dans l'exercice de ses fonctions municipales. Ces maladies sont :

- la rage, dans toutes les espèces ;
- la peste bovine chez tous les ruminants ;
- la péripneumonie contagieuse, le charbon emphysémateux ou symptomatique, la tuberculose, dans l'espèce bovine.
- la clavelée, la gale et la fièvre méditerranéenne, dans les espèces ovine et caprine.
- La fièvre aphteuse dans les espèces bovine, ovine, caprine et porcine ;
- la dourine, la morve, le farcin et la lymphangite épizootique, dans les espèces chevaline, asine et leurs croisements ;

- La fièvre carbonneuse ou sang de rate et la piroplasmose, dans les espèces chevaline, bovine, ovine et caprine ;
- le rouget et la pneumo-entérite infectieuse, dans l'espèce porcine.

2° - D'assurer dans la zone d'action définie comme ci-dessus, les prescriptions des décrets, arrêtés et règlements sur la police sanitaire vétérinaire et sur la protection du cheptel animal.

Le Chef du Service Zootechnique et des Epizooties a les pouvoirs spéciaux qui sont conférés en France, à l'inspecteur général du service sanitaire près le Ministre de l'Agriculture; à cet effet, il est chargé à titre permanent, de la mission de s'assurer du bon fonctionnement technique des services vétérinaires municipaux.

Cette conception se justifie par la nécessité de prévenir les inconvénients qui résulteraient du manque de coordination et d'unité de doctrine en une matière qui touche si directement à l'hygiène publique.

Les traitements et indemnités alloués aux vétérinaires municipaux sont entièrement à la charge des municipalités intéressées.

Les centres non encore dotés de services municipaux et néanmoins pourvus de vétérinaires militaires doivent s'attacher à organiser, dans le plus bref délai possible, la surveillance de leurs abattoirs et marchés à bestiaux. En ce cas les vétérinaires militaires seront astreints aux mêmes obligations que les vétérinaires municipaux, pour ce qui concerne les déclarations de maladies contagieuses et l'application de la législation sur la protection du bétail domestique.

Enfin, au moment où les enquêtes régionales révèlent une notable diminution des cheptels bovin et ovin, il n'est pas sans opportunité de signaler que l'importante mortalité survenue au cours des derniers mois est attribuable à l'envahissement des animaux déprimés par des parasites intestinaux, dont le chien est le principal, sinon le seul propagateur. C'est en mangeant, dans les abattoirs et les tueries, des viscères parasités que les chiens s'infectent eux-mêmes et disséminent ensuite les parasites dans les terrains de parcours.

Dans ces conditions, on ne saurait trop veiller à ce que les abattoirs soient tenus dans le plus grand état de propreté et rendus inaccessibles aux animaux errants. Il est indispensable également de faire procéder à la destruction

1. The first part of the report deals with the general situation of the country and the progress of the work of the Commission.

2. The second part of the report deals with the results of the work of the Commission in the various fields of activity.

3. The third part of the report deals with the financial situation of the Commission and the results of the work of the Commission in the various fields of activity.

4. The fourth part of the report deals with the results of the work of the Commission in the various fields of activity.

5. The fifth part of the report deals with the results of the work of the Commission in the various fields of activity.

6. The sixth part of the report deals with the results of the work of the Commission in the various fields of activity.

7. The seventh part of the report deals with the results of the work of the Commission in the various fields of activity.

8. The eighth part of the report deals with the results of the work of the Commission in the various fields of activity.

9. The ninth part of the report deals with the results of the work of the Commission in the various fields of activity.

10. The tenth part of the report deals with the results of the work of the Commission in the various fields of activity.

des viscères parasités et des cadavres des animaux morts ou abattus comme atteints de maladies contagieuses. Cette opération doit être réalisée, dans le moindre délai, soit par un procédé chimique, soit par enfouissement avec de la chaux vive et de telle sorte que la couche de terre au dessus du cadavre ait au moins un mètre d'épaisseur.

Rabat, le 20 Février 1914

SAINT-AULAIRE.

ARRETE VIZIRIEL DU 16 MARS 1920 (24 JOMADA
II 1338)

relatif au conseil central et aux commissions régionales
d'hygiène et de salubrité publiques et organisant les
bureaux municipaux.

LE GRAND VIZIR

Vu le dahir du 8 Avril 1917 (15 Jomada 1335) sur l'organisation municipale ;

Vu l'arrêté résidentiel du 10 Mars 1920 abrogeant les dispositions de l'arrêté résidentiel du 7 Octobre 1915 instituant un conseil central et des commissions régionales d'hygiène et de salubrité publiques et modifiant les attributions des bureaux d'hygiène municipaux, et l'arrêté résidentiel du 24 Mai 1918 instituant un conseil supérieur de l'hygiène et de la santé publique et en fixant la composition et les attributions ;

Vu l'accord intervenu le 19 Mars 1919 entre les services de santé et la Direction des Affaires Civiles,

ARRETE :

TITRE I

Conseil central d'hygiène et de salubrité publiques

Article premier..- Il est institué pour la zone française de l'Empire Chérifien, un conseil central d'hygiène et de salubrité publiques.

Art 2..- Sont de droit membres dudit conseil :

.....

b) Les Chefs des Services intéressés pour les affaires de leur compétence.

Art 3.-

Art 4.-

Art 5.- Le conseil central d'hygiène et de salubrité publiques est appelé à donner son avis sur les questions qui ont trait aux objets suivants :

Mesures à prendre pour prévenir et combattre les maladies épidémiques et transmissibles, les maladies communes aux hommes et aux animaux, les épizooties et les maladies des animaux

TITRE II

Commissions régionales d'hygiène et de salubrité publiques.

Art 6.- Dans chaque région ou cercle autonome des commissions régionales d'hygiène et de salubrité publiques pourront être instituées par le commandant de la région ou du cercle.

Art 7.- Feront obligatoirement partie desdites commissions
.....
Le vétérinaire inspecteur de l'élevage (arrêté yiziriel du 12 Juin 1920)

Art 8.- Les commissions régionales d'hygiène et de salubrité publiques sont appelés à donner leur avis sur les questions qui ont trait, dans leur ressort, aux objets énumérés à l'article 5 du présent arrêté.

TITRE III

Bureaux Municipaux d'Hygiène

Art 9.- Il est créé auprès de chaque municipalité, sous le nom de bureau d'hygiène, un service municipal chargé de l'hygiène et de la salubrité publiques.

Art 10.- Chaque bureau municipal d'hygiène a dans ses attributions en temps ordinaire :

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

La qualité des aliments, boissons, condiments livrés à la consommation.

Fait à Rabat le 24 Avril 1920

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Fes, le 24 Avril 1920.

B.O DU 25 JUILLET 1941, N° 1500

ARRETE VIZIRIEL DU 8 AVRIL 1941 (10 REBIA I 1360)

relatif au conseil central et aux commissions régionales d'hygiène et de salubrité publiques, et organisant les bureaux municipaux d'hygiène.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 8 Avril 1917 (15 Joumada II 1335) sur l'organisation municipale et les dahirs qui l'ont modifié ou complété,

ARRETE :

TITRE PREMIER

Conseil central d'hygiène et de salubrité publiques.

Article Premier.- Il est créé un conseil central d'hygiène et de salubrité publiques.

Art 2.- Ce conseil comprend :

Le Commissaire Résident Général de France au Maroc, Président
Le Délégué à la Résidence Générale
Le Secrétaire Général du Protectorat ;
Le Directeur de la Santé Publique et de la Jeunesse ;
Le Directeur des Affaires Politiques ;
Le Directeur des Finances ;
Le Directeur des Communications, de la production Industrielle et du Travail ;
Le Directeur de la Production Agricole, du Commerce et du Ravitaillement ;
Le Directeur de l'Institut Pasteur ;
Le Chef du Service de l'Hygiène et de l'Assistance Publiques, qui remplit les fonctions de rapporteur ;
Le Grand Vizir, ou son représentant, fait également partie du conseil.

the quality of the work is not satisfactory.

It is not possible to

the work is not satisfactory.

It is not possible to

the work is not satisfactory.

the work is not satisfactory.

the work is not satisfactory.

11

the work is not satisfactory.

the work is not satisfactory.

the work is not satisfactory.

the work is not satisfactory.

Art 3.- Le conseil peut s'adjoindre, momentanément, avec voix consultative, toute personne qui lui paraîtra posséder dans l'affaire en discussion une compétence spéciale.

Art 4.- Les membres de droit peuvent, en cas d'empêchement, se faire représenter aux réunions du conseil par un fonctionnaire de leur service.

Art 5.- Le conseil central d'hygiène et de salubrité publiques est appelé à donner son avis sur les questions qui ont trait aux mesures à prendre contre les maladies épidémiques et endémiques et les épizooties, à l'assainissement des localités et habitations, aux grands travaux d'utilité publique et à l'alimentation en eau potable des agglomérations.

Art 6.- Il est institué auprès du conseil central d'hygiène et de salubrité publiques une commission permanente présidée par le Directeur de la Santé Publique et de la Jeunesse et composée de la manière suivante :

- Un Représentant du Secrétaire Général du Protectorat ;
- Un Représentant du Directeur des Affaires Politiques ;
- Un Représentant du Directeur des Finances ;
- Un Représentant du Directeur des Communications, de la Production Industrielle et du Travail ;
- Un Représentant du Directeur de la Production Agricole, du Commerce et du Ravitaillement ;
- Le Chef du Service de l'Hygiène et de l'Assistance Publiques.

Art 7.- La commission permanente a dans ses attributions l'étude des questions que le conseil central a décidé de laisser à son examen.

Elle peut en outre, être saisie directement par le Directeur de la Santé Publique et de la Jeunesse, des questions qui comportent une décision immédiate.

TITRE DEUXIEME

Commissions régionales et municipales d'hygiène et de salubrité publiques.

Art 8.- Il est institué, dans chaque région, une commission d'hygiène et de salubrité publiques.

1. The first part of the report is devoted to a general description of the work done during the year.

2. The second part contains a detailed account of the results of the experiments carried out.

3. The third part is a discussion of the results obtained and a comparison with the results of other workers in the field.

4. The fourth part is a summary of the work done and a statement of the conclusions reached.

5. The fifth part is a list of the references cited in the report.

6. The sixth part is a list of the names of the persons who have assisted in the work.

7. The seventh part is a list of the names of the persons who have read the report.

8. The eighth part is a list of the names of the persons who have approved the report.

9. The ninth part is a list of the names of the persons who have signed the report.

Art 9.- Cette commission comprend :

..... (modifié par arrêté viziriel du 19 Juin 1945)

Art 10.- La commission régionale d'hygiène et de salubrité publiques, qui se réunit à la diligence de son président, est appelée à donner son avis sur les questions qui ont trait dans son ressort, aux objets indiqués à l'article 5 du présent arrêté.

Art 11.- Dans chaque ville érigée en municipalité et possédant des éléments techniques essentiels nécessaires à sa constitution, il est créé une commission d'hygiène et de salubrité urbaines.

Art 12.- Cette commission comprend :

.....(modifié par arrêté viziriel du 19 Juin 1945)

Art 13.- La commission d'hygiène et de salubrité urbaine, qui se réunit à la diligence de son président est appelée à donner son avis sur les questions qui ont trait, dans son ressort, aux objets indiqués à l'article 5 du présent arrêté.

TITRE TROISIEME

Bureaux Municipaux d'Hygiène

Art 14.- Il est créé auprès de chaque municipalité, sous le nom de Bureau Municipal d'Hygiène, un Service chargé de l'application des dispositions légales et réglementaires relatives à l'hygiène et à la salubrité publiques.

Art 15.- Chaque bureau municipal d'hygiène est institué par arrêté du Directeur des Affaires Politiques, pris après entente avec le Directeur de la Santé Publique et de la Jeunesse. Il est dirigé par un Médecin d'Etat qui est Adjoint au Chef des Services Municipaux pour toutes les questions intéressant la santé publique. Ce Medecin porte le titre de Medecin Directeur du Bureau Municipal d'Hygiène.

Art 16.- Le Bureau Municipal d'hygiène a dans ses attributions en temps ordinaire :

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

8°- La qualité des aliments, boissons, condiments livrés à la consommation.

.....

TITRE QUATRIEME

Art 18.- Sont abrogés l'arrêté viziriel du 16 Mars 1920 (24 Joumada II 1338) relatif au conseil central et aux commissions régionales d'hygiène et de salubrité publiques, et organisant les bureaux municipaux d'hygiène, et les arrêtés viziriels qui l'ont modifié ou complété.

Art 19.- Le Directeur de la Santé Publique et de la Jeunesse et le Directeur des Affaires Politiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Rabat le 10 Rebia I 1360
(8 Avril 1941)

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Signé : MEYRIER.

ARRETE VIZIRIEL DU 12 JUIN 1920 (24 RAMADAN 1338)
modifiant l'article 7 de l'arrêté viziriel du 16 Mars 1920
(24 Joumada II 1338) relatif au conseil central et aux
commissions des régions d'hygiène et de salubrité publi-
ques et organisant les bureaux d'hygiène municipaux.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'arrêté viziriel du 16 Mars 1920 (24 Joumada 1338) re-
latif au conseil central et aux commissions régionales d'hygiène
et de salubrité publiques et organisant les bureaux d'hygiène
municipaux ;

Sur la proposition du Directeur de l'Agriculture, du Com-
merce et de la Colonisation,

ARRETE :

Article unique.- L'article 7 de l'arrêté viziriel du 16
Mars 1920 (24 Joumada II 1338) susvisé est modifié ainsi
qu'il suit :

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

" Article 7.- Feront obligatoirement partie desdites commissions :

" Le Commandant de la Région ou du Cercle ;

" Les Contrôleurs Civils ;

" Les Chefs des Services Municipaux ;

" Le Medecin - Chef de la Région ou du Cercle ;

" Le Vétérinaire - Inspecteur de l'Elevage ;

" Le Pharmacien Militaire de la Région ou du Cercle le plus élevé en grade

" L'Ingénieur d'Arrondissement ;

" Deux Notables Indigènes. "

Vu pour propulagation et mise à exécution :

Rabat, le 23 Juin 1920

Le Délégué à la Résidence Générale

URBLIN BLANC.

DAHIR DU 13 JUILLET 1914

Edictant des mesures pour garantir les animaux domestiques contre les maladies contagieuses

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Moulay Youssef)

A Nos Serviteurs intègres, les Gouverneurs et Caïds de Notre Empire Fortuné, ainsi qu'à Nos Sujets ;

Que l'on sache par les présentes-puisse Dieu Très-Haut en illustrer la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Consid'rant qu'il importe de prendre des mesures de police sanitaire vétérinaire propres à garantir les animaux contre les maladies contagieuses,

A DECRETE CE QUI SUIT :

Article premier.- Les maladies contagieuses ou réputées telles, donnant lieu à l'application des mesures de police sanitaire et vétérinaire sont :

La morve, le farcin, la gourme et la lymphangite épizootique dans les espèces chevaline, asine et leurs croisements

Le charbon bactérien et la piroplasmose dans les espèces chevaline, bovine, ovine et caprine ;

La fièvre aphteuse et la peste bovine dans les espèces bovine, ovine, caprine, porcine et caméline ;

Le charbon emphysémateux ou symptomatique, la tuberculose et la péripneumonie contagieuse dans l'espèce bovine ;

La clavelée, la gale et la fièvre méditerranéenne dans les espèces ovine et caprine ;

Le rouget, la pneumo-entérite et la variole dans l'espèce porcine.

ART 2.- Les vétérinaires inspecteurs du Service Zootechnique et des épizooties, et, à défaut, les vétérinaires sanitaires, sont chargés de la police sanitaire vétérinaire (inspections des animaux et débris d'animaux dans les fermes, les douars, les foires et marchés, les abattoirs, les locaux de vente de viande, les clos d'équarrissage, les ports, les postes de douane ouverts à l'importation et l'exportation, etc..)

Art 3.- Les mesures sanitaires générales ou spéciales que comporteront les maladies contagieuses ou réputées telles énumérées à l'article premier seront prescrites par arrêté de Notre Grand Vizir, sur les propositions du Chef des Services de l'Agriculture et du Chef du Service Zootechnique et des Epizooties.

Art 4.- Est obligatoire, pour tout vétérinaire qui en a constaté l'existence, la déclaration à l'autorité locale ou municipale de tout cas de l'une des maladies énumérées à l'Article Premier.

Art 5.- L'autorité à laquelle la déclaration aura été faite prendra, sans aucun retard et obligatoirement de concert avec le vétérinaire inspecteur du service zootechnique et des Epizooties, et, à défaut, avec le Vétérinaire Sanitaire de la Circonscription, les mesures d'urgence reconnues nécessaires, en attendant les prescriptions de l'arrêté de Notre Grand Vizir qui sont prévues à l'article 3. Ces mesures, comme les opérations d'abattage d'animaux et de désinfection d'objets et de locaux, qui paraîtront indispensables, se poursuivront, monobstant l'opposition de quiconque, sous réserve des droits des tiers.

Art 6.- Toute infraction aux dispositions du présent dahir sera constatée par tout officier de police judiciaire et par tout agent verbalisateur assermenté.

Art 7.- Les infractions aux dispositions prescrites par l'autorité administrative locale, ainsi qu'aux dispositions des arrêtés de Notre Grand Visir, seront punis d'une amende de seize à mille francs et d'un emprisonnement de six jours à deux mois, ou de l'une de ces deux peines seulement.

Art 8.- En outre de l'amende prévue à l'article 6, seront punis d'un emprisonnement de deux mois à six mois :

- ceux qui, sans permission de l'autorité, auront détéré ou sciemment acheté des cadavres ou débris d'animaux morts de maladies contagieuses quelles qu'elles soient, ou abattus comme atteints de la pest bovine, du charbon, de la morve, du farcin ou de la rage.

- ceux qui auront importé, vendu ou mis en vente des animaux qu'ils savaient atteints de maladies contagieuses ou réputées telles, spécifiées à l'article premier.

Art 9.- L'article 463 du code pénal français sera applicable, même au cas de récidive, aux délits prévus par le présent dahir.

Le sursis à l'exécution des peines d'amende édictées par les articles 7 et 8 ci-dessus ne pourra être prononcé en vertu du dahir du 25 Mai 1914 portant application de la loi française du 26 Mars 1891, dite " Loi Béranger ".

Art 10.- Les infractions au présent dahir ou aux arrêtés pris en vue d'assurer son exécution sont de la compétence des juridictions françaises.

Fait à Rabat, le 19 Chaabane 1332
(13 Juillet 1914)

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat le 25 Juillet 1914
Le Commissaire Résident Général

LYAUTEY

1921

DAHIR DU 24 JUILLET 1920 (7 kaada 1338)
portant création d'une Direction de
l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Moulay Youssef)

A Nos Serviteurs intègres, les Gouverneurs et Caïds de Notre Empire Fortuné, ainsi qu'à Nos Sujets.

Que l'on sache par les présentes, puisse Dieu Très Haut en illustrer la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DECRETE CE QUI SUIT :

Article premier..- Il est créé près Notre Gouvernement une Direction de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation.

Art 2..- La Direction de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation est placée sous l'autorité d'un Directeur ; elle comprend les services publics ci-après énumérés :
Service de l'Agriculture et des Améliorations Agricoles ;
Service de l'Elevage ;
Service du Commerce et de l'Industrie ;
Service de la Colonisation ;
Service de Chimie et de Repression des Fraudes
Sont en outre rattachés à la Direction de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation :
Le Service des Eaux et Forêts ;
Le Service de la Conservation de la propriété Foncière.

Art 3..- Les attributions des services ci-dessus énumérés sont fixées ainsi qu'il suit :

1° - Service de l'Agriculture et des Améliorations Agricoles
Centralisation et Vulgarisation de tous renseignements concernant l'Agriculture. Expérimentation Agricole. Luittes contre les fléaux nuisibles aux cultures. Enseignement professionnel agricole. Législation rurale et encouragements de l'agriculture. Crédits mutuels, coopération et mutualité agricoles. Génie-Rural et Motoculture.

2° - Service de l'Elevage
Centralisation et vulgarisation de tous renseignements relatifs à l'Amélioration du cheptel et de ses conditions d'existence. Expérimentation zootechnique. Lutte contre les fléaux

nuisibles aux animaux domestiques. Encouragements à l'élevage. Police sanitaire vétérinaire.

3° - Service du Commerce et de l'Industrie

Centralisation et vulgarisation de tous renseignements relatifs au commerce et à l'industrie. Etudes des questions économiques, statistiques, enquêtes. Propagande commerciale. Encouragements à l'industrie et au commerce. Immigration et placement de la main-d'oeuvre. Tourisme. Protection de la propriété industrielle littéraire et artistique.

4° - Service de la Colonisation

Recherche des terres susceptibles d'être livrées à la colonisation. Etude et implantation des lotissements ruraux en collaboration avec le service des Domaines. Etablissements des programmes annuels de colonisation. Renseignements aux immigrants. Etude des questions se rapportant à la création du premier outillage économique des centres de colonisation.

5° - Service de chimie et de la répression des fraudes

Préparation et mise en application de la législation sur les fraudes et falsifications portant sur les boissons, les denrées alimentaires, les produits agricoles. Etudes et recherches d'ordre chimique et technologique. Stations agronomiques. Etablissements de cartes agronomiques en collaboration avec le service géologique. Recherche sur l'utilisation industrielle des produits du sol.

SERVICES RATTACHES

1° - Service des Eaux et Forêts.

Préparation et mise en application de la législation forestière. Reconnaissance, délimitation, aménagement et gestion du domaine forestier. Travaux d'exploitation, d'entretien et d'amélioration des forêts. Travaux de reboisement, de fixation des dunes, d'amélioration pastorale en régions forestières. Contrôle technique des plantations d'intérêt public. Etudes et examen des questions concernant l'exploitation des peuplements alfatiers. Etude et examen des questions se rapportant à la chasse et à la pêche fluviale.

2° - Service de la Conservation de la Propriété Foncière

Préparation et mise en application de la législation concernant le régime de la propriété foncière. Exécution des opérations prescrites en vue de l'application de la législation relative à la propriété foncière. Bornages et levées de plans des propriétés à immatriculer. Tenue du plan cadastral des propriétés à immatriculer. Cadastre. Mise en application des dispositions prévues en vue du fonctionnement de la commission

d'arbitrage et de conciliation en matière de litige immobiliers.

Art 4.- Le Directeur de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation arrête le programme des travaux d'hydraulique agricole et de premier outillage des centres de colonisation ; il en décide l'exécution qui est assurée par la Direction Générale des Travaux Publics.

Art 5.- Toutes dispositions contraires à celles du présent dahir sont et demeurent abrogées.

Fait à Rabat le 24 Juillet 1920

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat le 26 Juillet 1920

Le Délégué à la Résidence Générale.

URBAIN BLANC.

DAHIR DU 4 JANVIER 1926 (19 JOMADA II 1334)

Portant institution d'un conseil supérieur de l'Élevage et abrogeant le dahir du 14 Avril 1913 (7 Jomada II 1331)

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Moulay Youssef)

A Nos Serviteurs intègres, Les Gouverneurs et Caïds de Notre Empire Fortuné, ainsi qu'à Nos Sujets.

Qu'il on sache par les présentes - puisse Dieu Très Haut en illustrer la teneur !

Que notre Majesté Ch'rifienne,

A DECRETE CE QUI SUIT :

Article premier.- Notre dahir du 14 Avril 1913 (7 Jomada I 1331) relatif à l'organisation d'un comité consultatif de l'élevage, est abrogé.

Art 2.- Il est institué du conseil supérieur de l'élevage chargé de donner son avis sur les questions intéressant l'amélioration et le développement de l'élevage qui lui sont sou-

1. The first part of the report is devoted to a general description of the work done during the year.

2. The second part contains a detailed account of the experiments carried out, and the results obtained.

3. The third part is devoted to a discussion of the results, and an attempt is made to draw conclusions from them.

4. The fourth part contains a summary of the work, and a list of references.

5. The fifth part is devoted to a description of the apparatus used, and the methods employed.

6. The sixth part contains a list of the names of the persons who have assisted in the work.

prises par le Directeur Général de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation.

Art 3.- Le conseil supérieur de l'élevage est présidé par le Directeur Général de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation. Il est composé de la façon suivante :

Le Chef du Service de l'Elevage

Les Inspecteurs Principaux de l'Elevage ;

Le Chef du Laboratoire de recherches du Service de l'Elevage ;

Les membres Français et Marocains du Conseil Supérieur d'Agriculture ;

Un Eleveur Membre de chaque Chambre Française Consultative d'Agriculture ;

Un Eleveur Membre de chaque Chambre Française Consultative mixte d'Agriculture, de Commerce et d'Industrie, section Agricole.

Un Eleveur Membre de chaque Section Indigène d'Agriculture

Un Eleveur Membre de chaque Section Indigène Mixte d'Agriculture, de commerce et d'Industrie.

Les éleveurs membres des chambres françaises consultatives sont désignés chaque année, lors de la première réunion des dites chambres, ou, s'il y a lieu, postérieurement aux élections partielles ou complémentaires.

Les éleveurs membres des sections indigènes sont désignés chaque année lors de la première réunion des dites sections.

Un fonctionnaire désigné par le Directeur Général de l'Agriculture du Commerce et de la Colonisation, remplit les fonctions de Secrétaire.

Le Conseil désigne, lors de la première réunion de l'année, deux vice-présidents, l'un français, l'autre Marocain, choisis respectivement parmi les représentants des chambres françaises consultatives et parmi ceux des sections indigènes.

Art 4.- Le président peut inviter toutes personnes étrangères au conseil à participer à ses travaux, mais seulement au regard des questions pour lesquelles il les aura spécialement convoquées et avec voix purement consultative.

Art 5.- Le conseil se réunit au moins deux fois par année à l'issue du conseil supérieur d'agriculture, sur convocation du Président, qui fixe l'ordre du jour de chaque séance et la notifie à chacun des membres quinze jours avant la réunion.

1. The first part of the report is devoted to a general description of the work done during the year.

2. The second part contains a detailed account of the experiments carried out, and the results obtained.

3. The third part is a discussion of the results, and an attempt is made to draw conclusions from them.

4. The fourth part is a summary of the work, and a list of references is given.

5. The fifth part is a list of the names of the persons who have assisted in the work.

6. The sixth part is a list of the names of the persons who have read the report.

7. The seventh part is a list of the names of the persons who have approved the report.

8. The eighth part is a list of the names of the persons who have signed the report.

9. The ninth part is a list of the names of the persons who have presented the report.

10. The tenth part is a list of the names of the persons who have received the report.

11. The eleventh part is a list of the names of the persons who have distributed the report.

12. The twelfth part is a list of the names of the persons who have kept the report.

13. The thirteenth part is a list of the names of the persons who have used the report.

14. The fourteenth part is a list of the names of the persons who have recommended the report.

15. The fifteenth part is a list of the names of the persons who have approved the report.

16. The sixteenth part is a list of the names of the persons who have signed the report.

17. The seventeenth part is a list of the names of the persons who have presented the report.

18. The eighteenth part is a list of the names of the persons who have received the report.

Art 6.- Le conseil supérieur de l'élevage peut se diviser pour délibérer, en deux sections, l'une française, l'autre marocaine, qui étudient séparément les questions à l'ordre du jour.

Les propositions et les vœux doivent toutefois être discutés en séance plénière et être adoptés à la majorité des membres présents.

Fait à Rabat, le 19 Jour da II 1334,
(4 Janvier 1926)

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 25 Janvier 1926

Le Commissaire Résident Général,
T. STEEG.

DAHIR DU 4 JANVIER 1933 (7 RAMADAN 1351)
modifiant le dahir du 4 Janvier 1926 (19 Jourda II 1344)
portant institution d'un conseil supérieur de l'élevage.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes - puisse Dieu en élever
et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DECIDE CE QUI SUIIT :

Article Unique.- Les articles 3 et 5 du dahir du 4 janvier 1926 (19 Jourda II 1344) portant institution d'un conseil supérieur de l'élevage, sont modifiés ainsi qu'il suit :

" Article 3.- Le conseil supérieur de l'élevage est présidé par le Directeur Général de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation. Il comprend :

Le Chef du Service de l'Elevage, Vice Président ;

Les Vétérinaires Inspecteurs Principaux de l'Elevage ;

Le Président ou son Délégué, de chaque Syndicat ou coopérative d'élevage ;

Un Membre de chaque chambre consultative d'agriculture ou de chaque chambre consultative mixte d'agriculture, de commerce et d'industrie, (section agricole) ;

Un éleveur, membre de chaque section indigène d'agriculture ou de chaque section indigène mixte d'agriculture, de commerce et d'industrie.

Les membres de chaque syndicat ou coopérative d'élevage et les membres de chaque chambre consultative française ou indigène d'agriculture, de commerce et d'industrie sont désignés chaque année lors de la première réunion des dits organismes.

Un fonctionnaire du service de l'élevage, désigné par le Directeur Général de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation, remplit les fonctions de Secrétaire.

Le conseil désigne lors de la première réunion de l'année deux autres vices-présidents, un français et un marocain, choisis parmi les membres présents. "

" Art 5.- Le conseil se réunit au moins une fois par année sur convocation de son président qui fixe l'ordre du jour des séances et le notifie à chaque membre, quinze jours avant la réunion ".

Fait à Rabat, le 7 Ramadan 1351
(4 Janvier 1933)

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 24 Janvier 1933
Le Ministre Plénipotentiaire, Délégué à la Résidence Générale.

Urbain BLANC.

B.O DU 27 AOUT 1945

COMMISSIONS REGIONALES D'HYGIENE ET DE SALUBRITE PUBLIQUES

Par arrêté viziriel du 19 Juin 1945 (8 Rejeb 1364) les articles 9 et 12 de l'arrêté viziriel susvisé du 8 Avril 1941 (13 Rebia I 1360) ont été modifiés ainsi qu'il suit :

"Article 9.- Cette commission comprend :

- " Le Chef de la Région, Président ;
- " Le Secrétaire Général de la Région ;
- " Le Médecin-Chef de la Région ;
- " Le Chef des Services Municipaux du Chef-lieu de la Région ;

- " Le Medecin-Directeur du Bureau d'Hygiène du Chef-lieu de la Région ;
- " Le Medecin chargé du Service d'Hygiène et d'Epidémiologie de la Région ;
- " Le Vétérinaire-Inspecteur Général du Service de l'Elevage ;
- " L'Inspecteur d'Arrondissement ;
- " L'Ingénieur du Génie-Rural ;
- " L'Inspecteur du Travail de la Circonscription ;
- " Un Délégué du 3^e Collège ;
- " Un membre de la Chambre d'Agriculture ;
- " Un Membre Français, un Membre Musulman et un Membre Israélite de la commission municipale du Chef-Lieu de la Région ;
- " Le Pacha du Chef-lieu de la région fait également partie de la commission ".

- " Article 12. - Cette commission comprend :
- " Le Chef des Services Municipaux, Président ;
 - " Le Medecin Directeur du Bureau d'Hygiène ;
 - " Le Medecin chargé du Service d'Hygiène et d'Epidémiologie de la Région ;
 - " Le Medecin Chef de l'Hopital civil ;
 - " Le Vétérinaire Municipal ;
 - " L'Ingénieur Chef des Travaux Municipaux
 - " L'Inspecteur du Travail de la Circonscription ;
 - " Un Membre Français, un Membre Musulman et un Membre Israélite de la Commission Municipale ".

B.O N° 1270 - P. 1.169

ARRETE VIZIRIEL DU 5 OCTOBRE 1948 (1^o Hija 1367)
Allouant une indemnité pour services spéciaux en faveur des Inspecteurs du Service de l'Elevage qui remplissent en dehors de leurs fonctions celles de vétérinaires municipaux.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'arrêté viziriel du 25 Juin 1946 (25 Rejeb 1365) relatif aux indemnités du personnel technique de la direction des Affaires Economiques et fixant le taux de certaines de ces indemnités ;

Vu l'arrêté viziriel du 13 Mars 1947 (20 Rebia II 1366) allouant une indemnité pour services spéciaux aux inspecteurs

1

2

3

4

5

6

7

8

9

10

11

12

13

14

15

16

17

18

19

20

21

22

23

24

25

26

27

28

29

30

31

32

33

34

35

36

37

38

39

40

41

42

43

44

45

46

47

48

49

50

51

52

53

54

55

56

57

58

59

60

61

62

63

64

65

66

67

68

69

70

71

72

73

74

75

76

77

78

79

80

81

82

83

84

85

86

87

88

89

90

91

92

93

94

95

96

97

98

99

100

du service de l'élevage remplissant les fonctions de vétérinaires municipaux, qui ne bénéficient pas de l'indemnité de poste.

ARRETE :

Article unique.- Les inspecteurs du Service de l'Elevage qui remplissent en dehors de leurs fonctions celles de vétérinaires municipaux, sont autorisés à cumuler le bénéfice de l'indemnité de poste avec l'indemnité pour services spéciaux prévue par l'arrêté viziriel susvisé du 13 Mars 1947 (20 Rebia II 1366) et ce, à compter de la date d'effet du dit arrêté.

Fait à Rabat, le 1^{er} Hija 1367
(5 Octobre 1948)

SI AHMED EL HAFNAOUI

Najib du Grand Vizir

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 5 Octobre 1948

P. Le Commissaire Résident Général

Le Ministre Plénipotentiaire

Délégué à la Résidence Générale

F. LACOSTE.

B.O N° 1042 DU 14 OCTOBRE 1932

DAHIR DU 27 AOUT 1932 (24 REBIA II 1352)

fixant les attributions du laboratoire de recherche du service de l'Elevage.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes - puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DECIDE CE QUI SUIT :

Article unique.- Le laboratoire de recherches du service de l'Elevage de Casablanca est chargé :

1° - D'assurer les diagnostics bactériologiques et les analyses pour le compte du service de l'Elevage ;

2° - De procéder, concurremment avec le laboratoire officiel de chimie agricole et industrielle, aux analyses bactériologiques en matière de répression des fraudes ;

— 2 —

15

928

10

7 in.

$\frac{1}{2} \pi$

2. 2. 2.

— 2 —

— 6 —

- 355

212.

182

· 2 ·

— 1 —

3° - D'étudier les maladies des animaux, leur prophylaxie et leur traitement ;

4° - D'expérimenter tous les produits biologiques et médicaments applicables en médecine vétérinaire au Maroc et d'en contrôler la valeur ;

5° - D'étudier les questions relatives à la biologie animale (génétique, bromatologie etc....)

Fait à la Baulè, le 24 Rebia II
1351 (27 Août 1932)

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Le Ministre Plénipotentiaire
Délégué à la Résidence Générale,
URBAIN BLANC.

B.O N° 1947 - P. 196

ARRETE VIZIRIEL DU 10 FEVRIER 1950 (22 REBIA II
1369)

modifiant l'arrêté viziriel du 13 Mars 1947 (20 Rebia II 1366) allouant une indemnité pour services spéciaux aux Inspecteurs du Service de l'Elevage remplissant les fonctions de vétérinaires municipaux.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'arrêté viziriel du 25 Juin 1946 (25 Rejeb 1465) relatif aux indemnités du personnel technique de la Direction de l'Agriculture, du Commerce et des Forêts fixant le taux de certaines indemnités et l'arrêté viziriel du 4 Juillet 1949 (7 Ramadan 1368) qui l'a modifié ;

Vu l'arrêté viziriel du 13 Mars 1947 (20 Rebia II 1366) allouant une indemnité pour services spéciaux aux inspecteurs du service de l'élevage remplissant les fonctions de vétérinaires municipaux et l'arrêté viziriel du 5 Octobre 1948 (1 El Hijja 1367) qui l'a modifié ;

Après avis du Secrétaire Général du Protectorat, du Directeur des Finances et du Directeur de l'Agriculture, du Commerce et des Forêts ;

Sur la proposition du Directeur de l'Intérieur,

ARRETE :

Article premier. - Par modifications aux dispositions de l'article premier de l'arrêté viziriel susvisé du 13 Mars 1947

100

100

100

100

100

100

100

100

100

(20 Rebia II 1366), le taux de l'indemnité pour services spéciaux allouée aux vétérinaires inspecteurs du service de l'élevage qui remplissent les fonctions de vétérinaires municipaux est fixé à un minimum de 1800 francs par mois et à un maximum de 3500 francs.

Article 2.- Le présent arrêté prendra effet à compter du 1^{er} Janvier 1940.

Fait à Rabat, le 22 Rebia II 1369
(10 Janvier 1960)
MOHAMMED EL MOKRI.

B.O N° 2028 DU 4 SEPTEMBRE 1951, P. 1409

ARRETE VIZIRIEL DU 25 AOUT 1951 (21 KADA 1370)
allouant une indemnité spéciale aux vétérinaires inspecteurs du service de l'élevage chargés d'assurer, en dehors de leurs attributions normales, l'intérim des fonctions de vétérinaire municipal.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'arrêté viziriel du 25 Juin 1946 (2 Rejeb 1365) relatif aux indemnités du personnel technique de la Direction de l'Agriculture, du Commerce et des Forêts fixant le taux de certaines indemnités et l'arrêté viziriel du 4 Juillet 1949 (7 Ramadan 1368) qui l'a modifié ;

Vu l'arrêté viziriel du 13 Mars 1947 (20 Rebia II 1366) allouant une indemnité pour services spéciaux aux inspecteurs du Service de l'élevage remplissant les fonctions de vétérinaires municipaux et les arrêtés qui l'ont modifié ;

Après avis du Secrétaire Général du Protectorat, du Directeur des Finances et du Directeur de l'Agriculture, du Commerce et des Forêts ;

Sur la proposition du Directeur de l'Intérieur ;

ARRETE :

Article premier.- Les vétérinaires inspecteurs du Service de l'élevage chargés d'assurer en dehors de leurs attributions normales l'intérim des fonctions de vétérinaire municipal pendant la durée de l'absence du titulaire du poste, percevront une indemnité spéciale forfaitaire de quinze mille Francs (15 000 fr) par mois.

1. The first part of the paper is devoted to a general discussion of the problem of the existence of solutions of the system of equations

$$\frac{dx}{dt} = A(x) \frac{dy}{dt} + B(x) \quad (1)$$

where $A(x)$ and $B(x)$ are continuous functions of x and y and $A(x)$ is not identically zero.

It is shown that if the system (1) is non-singular, then it has a unique solution for any initial conditions. If the system is singular, then the existence of solutions is not guaranteed.

2. In the second part of the paper, the problem of the existence of solutions of the system of equations

$$\frac{dx}{dt} = A(x) \frac{dy}{dt} + B(x) \quad (2)$$

is considered. It is shown that if the system (2) is non-singular, then it has a unique solution for any initial conditions. If the system is singular, then the existence of solutions is not guaranteed.

Art 2.- L'indemnité prévue à l'article premier ci-dessus ne pourra se cumuler avec l'indemnité pour services spéciaux prévues par l'arrêté viziriel susvisé du 13 Mars 1947 (20 Rebia II 1366).

Art 3.- Le présent arrêté prendra effet à compter du 1^o Janvier 1951.

Fait à Rabat, le 21 Kaada 1370
(25 Août 1951)
AHMED EL HASNAOUI, N aïd du Grand Vizir

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 30 Août 1951
Le Ministre Plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence Générale ;
J. DE BLESSONS

ARRETE DU MINISTRE DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES,
SECRETAIRE GENERAL DU GOUVERNEMENT, N° 504 - 69
du 12 Juillet 1969, fixant la liste des diplômés
permettant le recrutement direct sur titre dans
le corps des vétérinaires inspecteurs.

B.O N° 2971, P. 1271

LE MINISTRE DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES, SECRETAIRE GENERAL DU GOUVERNEMENT,

Vu le Decrêt Royal n° 1195-66 du 27 Kaada 1366 (9 Mars 1967) portant statut particulier du Ministère de l'Agriculture et de la Réforme Agraire et notamment son article 12, alinéa 1^o ;

Vu les conclusions de la commission compétente, prévue par le Decrêt Royal susvisé, dans sa réunion en date du 17 Mars 1969 ;

ARRETE :

Article Unique.- La liste prévue à l'article 12, alinéa 1^o du Decrêt Royal susvisé du 17 Kaada 1366 (9 Mars 1967) comprend :

- Le diplôme de Docteur Vétérinaire, délivré par l'une des facultés de médecine vétérinaire de France ;
- Le diplôme de " licenciatura de vétérinaire " délivré par l'une des facultés vétérinaires d'Espagne. :

... ..
... ..
... ..

... ..
... ..
... ..

... ..
... ..
... ..

... ..
... ..
... ..

... ..
... ..
... ..

... ..
... ..
... ..

... ..
... ..
... ..

(Complété A. 7 Mai 1971 - B.O p. 693)

- Le diplôme de docteur vétérinaire délivré par l'Université Karl Marx de Leipzig

(Complété A. 28 Juin 1973 - B.O N° 3165 p. 1082)

- Le diplôme de la faculté vétérinaire de l'Université de Belgrade - Yougoslavie.

(Complété A N° 1216-74 du 13 Décembre 1974 (28 Kaada 1394) B.O 3251 du 19/2/75 p. 280

Le diplôme de Docteur en médecine vétérinaire de la Faculté Vétérinaire de l'Université de l'Etat de Liège en Belgique.

(Complété A N° 501-75 du 14 Rébia I 1395 (28 Mars 1975) B.O 3263 du 2 Joumada 1395 (14 Mai 1975) p. 642.

L'accès au cadre de vétérinaire inspecteur pour les titulaires du diplôme prévu dans l'arrêté précité prend effet à compter de la date de recrutement, au titre de ce diplôme./.

DIRECTION DE L'AGRICULTURE, DU COMMERCE
ET DES FORETS

ARRETE VIZIRIEL du 4 Juillet 1949 (7 Ramadan 1388) modifiant l'arrêté viziriel du 15 Juin 1946 (25 Rejeb 1365) relatif aux indemnités du personnel technique de la direction de l'agriculture, du commerce et des forêts et fixant le taux de certaines de ces indemnités.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'arrêté viziriel du 25 Juin 1946 (25 Rejeb 1365) relatif aux indemnités du personnel technique de la direction de l'agriculture, du commerce et des forêts et fixant le taux de certaines de ces indemnités, et notamment son article 4.

Sur la proposition du Secrétaire général du Protectorat et l'avis du Directeur des Finances, avec l'accord de la commission interministérielle des traitements et indemnités,

ARRETE :

Article premier. - Par modification aux dispositions de l'article 4 de l'arrêté viziriel susvisé du 25 Juin 1946 (25 Rejeb 1365), le taux de l'indemnité dite " de poste " allouée aux vétérinaires inspecteurs principaux et aux vétérinaires inspecteurs pour non-exercice de clientèle privée, est fixé à un maximum de 60 000 francs par an, avec taux moyen de 30 000 francs.

Art 2.- Le présent arrêté produira effet à compter du 1^{er} Janvier 1949.

Fait à Rabat, le 7 Ramadan 1368
(4 Juillet 1949)
MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat le 4 Juillet 1949,
Pour le Commissaire Résident Général,
Le Ministre Plénipotentiaire
Délégué à la Résidence Générale
FRANCIS LACOSTE.

ARRETE VIZIRIEL DU 23 JUILLET 1921 (16 Kaada 1339)
modifiant l'arrêté viziriel du 16 Mars 1920 (24 Joumada II
1338) relatif au conseil central et aux commissions régio-
nales d'hygiène et de salubrité publiques et organisant les
bureaux municipaux d'hygiène.

LE GRAND VIZIR,

Vu les arrêtés viziriels du 16 Mars 1920 (24 Joumada II
1338) et du 12 Juin 1920 (24 Ramadan 1338)

ARRETE :

Article premier.- Les titres I, II, III, IV de l'arrêté vi-
ziriel du 16 Mars 1920 (24 Joumada II 1338) relatif au con-
seil central et aux commissions régionales d'hygiène et de sa-
lubrité publiques et organisant les bureaux municipaux d'hy-
giène sont modifiés comme suit :

" TITRE PREMIER

" Conseil central d'hygiène et de salubrité publiques

" Article premier.- (sans modification)

" Art 2.- Font de droit partie du dit conseil :

- " - Le Directeur Général des Travaux Publics ;
- " - Le Directeur Général des Finances ;
- " - Le Conseiller du Gouvernement Chérifien ;
- " - Le Directeur Général des Services de Santé ;
- " - Le Directeur des Affaires Indigènes et du Service des ren-
seignements ;

10

11

12

13

14

15

16

17

18

19

20

21

22

23

24

25

26

27

28

29

30

31

32

33

34

35

36

37

38

39

- " - Le Commandant Supérieur du Génie ;
- " - Le Chef d'Etat Major ;
- " - Le Directeur Général de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation ;
- " - Le Directeur des Affaires civiles ;
- " - Le Sous-Directeur du Service de la Santé et de l'Assistance Publiques, à Rabat ;
- " - Le Chef du Service de l'Elevage ;
- " Peuvent être appelés au dit conseil :
- " - Les Chefs des Services intéressés pour les Affaires de leurs compétence."

Art 3.4 et 5.- (sans modification)

" TITRE DEUXIEME

" commissions régionales d'hygiène et de salubrité publiques.

Art 6.- (Sans modification)

"Art 7.- Font obligatoirement partie des dites commissions :

- " Le Chef de la Région ou le Commandant de la Région ou du Cercle ;
- " Les Contrôleurs Civils ;
- " Les Officiers de renseignements ;
- " Les Chefs des Services Municipaux ;
- " Les Directeurs des Bureaux d'hygiène des Villes de la Région ;
- " Le Medecin Chef de la Région ou du Cercle ;
- " Le Chef du Service Vétérinaire Militaire ;
- " Le Vétérinaire Municipal du Chef-Lieu de la Région ou à défaut, un vétérinaire civil ; (s'il s'en trouve un au siège de la région) ;
- " Le Pharmacien Militaire de la région ou du cercle le plus élevé en grade ;
- " Le vétérinaire Inspecteur du Service de l'Elevage ;
- " L'Ingénieur d'Arrondissement ;
- " L'Architecte Régional ;
- " Un Délégué de chacune des Chambres de Commerce et d'Agriculture ;
- " Deux Notables Indigènes.

Art 8.- (Sans modification)

" TITRE TROISIEME

" commissions municipales d'hygiène et de salubrité

Art 8. Bis..- Dans chaque ville où il existe une municipalité, il est créé une commission municipale d'hygiène et de salubrité dont la composition est réglée par arrêté du Directeur des Affaires Civiles.

" Ces Commissions sont composées d'après un schéma uniforme et comprendront :

" Le Chef des Services Municipaux, président ;

" Le Medecin-Chef du Bureau d'Hygiène, Vice-Président ;

" Les Medecins, Chefs des Dispensaires Municipaux et des Hôpitaux Civils et Militaires ;

" Le Medecin - Chef de la Place ;

" Le Vétérinaire Municipal ;

" Le Pharmacien des Hopitaux ;

" L'Ingénieur Chef des Travaux Municipaux

" Le Vétérinaire Inspecteur Régional du Service de l'Elevage ;

" l'Architecte Municipal ;

" Deux Notables Européens et deux Notables Indigènes ;

" Ces commissions ne pourront être créées, en principe, que

" dans les centres possédant des éléments techniques néces-

" saires à leur constitution. (Médecin, architecte, v'téri-

" naire, etc....."

TITRE QUATRIEME

" Bureaux municipaux d'hygiène

" Art 9..- (Sans modification)

" Art 10..- Chaque bureau municipal d'hygiène est institué par arrêté du Directeur des Affaires Civiles, pris après entente avec le Service de la Santé et de l'Hygiène Publiques. Il est dirigé par un Medecin qui est adjoint au chef des services municipaux pour toutes les questions intéressant la santé publique. Ce médecin porte le titre de Directeur du Bureau Municipal d'Hygiène. Il est recruté par contrat signé par le Direction Général des Services de Santé et le Direction des Affaires Civiles d'une part, par le Medecin intéressé d'autre part."

Art 11 et 12..- (Sans modification)

" TITRE CINQUIEME

" Art 13.- (Sans modification)

" Article 2.- L'arrêté viziriel du 12 Juin 1920 (24 Ramadan 1338) est abrogé.

" Article 3.- Le Directeur Général des Services de Santé et le Directeur des Affaires Civiles sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté."

Fait à Rabat, le 16 Kaada 1339,
(23 Juillet 1921)

MOHAMED EL MOKRI

DAHIR DU 18 AOUT 1917

Complétant l'article 1^{er} du dahir du 13 Juillet 1914
édicte des mesures pour garantir les animaux domestiques contre les maladies contagieuses.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Moulay Youssef)

A nos Serviteurs intègres, les Gouverneurs et Caïds de Notre Empire Fortuné, ainsi qu'à Nos Sujets.

Que l'on sache par les présentes - puisse Dieu Très Haut en illustrer la teneur :

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DECRETE CE QUI SUIT :

Article Unique.- L'article premier du dahir du 13 Juillet 1914 édicte des mesures pour garantir les animaux domestiques contre les maladies contagieuses est complété " in fine " ainsi qu'il suit :

" Les gales dans les espèces chevaline et asine et leurs croisements. "

Fait à Rabat le 19 Chaoual 1335
(18 Août 1917)

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 25 Août 1917
Le Commissaire Résident Général
LYAUTEY.

... ..
... ..
... ..

... ..
... ..

... ..

... ..

... ..

... ..
... ..
... ..

... ..

... ..

... ..

... ..
... ..
... ..

... ..

... ..
... ..

... ..

... ..
()

... ..

... ..

DAHIR DU 13 FEVRIER 1917

Complétant le dahir du 13 Juillet 1914 édictant des mesures pour garantir les animaux domestiques contre les maladies contagieuses,

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Moulay Youssef)

A Nos Serviteurs intègres, les Gouverneurs et Caïds de Notre Empire Fortuné, ainsi qu'à Nos Sujets ;

Que l'on sache par les présentes - puisse Dieu Très Haut en illustrer la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DECRETE CE QUI SUIT :

Article Unique.- Sont ajoutées à la liste des maladies contagieuses ou réputées telles énumérées à l'article premier du dahir du 13 Juillet 1914, les maladies suivantes :

" La trypanosomiasse dans les espèces chevaline, asine et leurs croisements et caméline.

" La spirillose dans les espèces chevaline, asine et leurs croisements. "

Fait à Rabat, le 15 Février 1917
Pour le Résident Général en tournée,
Le Délégué à la Résidence

LALLIER DU COUDRAY.

DAHIR DU 24 OCTOBRE 1927 (27 REBIA II 1346)
portant modification au dahir du 13 Juillet 1914 (19 Cha-
abane 1332) édictant des mesures pour garantir les ani-
maux domestiques contre les maladies contagieuses.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Moulay Youssef)

A Nos Serviteurs intègres, les Gouverneurs et les Caïds de Notre Empire Fortuné, ainsi qu'à Nos Sujets ;

Que l'on sache par les présentes-puisse Dieu Très Haut en illustrer la teneur !

On a vu que les deux premiers termes de la suite
sont égaux à 1, et que les deux autres sont égaux à 2.

Il est facile de voir que

la suite est croissante, et que les deux premiers termes
sont égaux à 1, et que les deux autres sont égaux à 2.

Il est facile de voir que

la suite est croissante, et que les deux premiers termes
sont égaux à 1, et que les deux autres sont égaux à 2.

Il est facile de voir que la suite est croissante, et que les deux premiers termes
sont égaux à 1, et que les deux autres sont égaux à 2.

Il est facile de voir que la suite est croissante, et que les deux premiers termes
sont égaux à 1, et que les deux autres sont égaux à 2.

Il est facile de voir que la suite est croissante, et que les deux premiers termes
sont égaux à 1, et que les deux autres sont égaux à 2.

Il est facile de voir que la suite est croissante, et que les deux premiers termes
sont égaux à 1, et que les deux autres sont égaux à 2.

Il est facile de voir que la suite est croissante, et que les deux premiers termes
sont égaux à 1, et que les deux autres sont égaux à 2.

Il est facile de voir que la suite est croissante, et que les deux premiers termes
sont égaux à 1, et que les deux autres sont égaux à 2.

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DECRETE CE QUI SUIT :

Article unique. - Les dispositions de l'article 4 de Notre Dahir du 13 Juillet 1914 (19 Chaabane 1332) édictant des mesures pour garantir les animaux domestiques contre les maladies contagieuses, sont abrogées et remplacées par les suivantes :

Article 4. - Tout propriétaire, toute personne ayant, à quelque titre que ce soit, la charge des soins ou la garde d'un animal atteint ou soupçonné d'être atteint d'une des maladies contagieuses énumérées à l'article premier est tenu d'en faire immédiatement la déclaration à l'autorité locale du territoire où se trouve l'animal ".

" Sont également tenus de faire cette déclaration tous vétérinaires appelés à visiter l'animal vivant ou mort."

Rabat le 18 Novembre 1927
Le Commissaire Résident Général,
T. STEEG

(voir aussi le dahir du 24 Novembre 1941 fixant les attributions des vétérinaires municipaux et des vétérinaires libres.

DAHIR DU 20 FEVRIER 1920 (29 Joul DA 1332)
complétant le dahir du 13 Juillet 1914 (19 Chaabane 1332)
édicant des mesures pour garantir les animaux domestiques
contre les maladies contagieuses. (Tuberculose de l'espèce porcine .)

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Moulay Youssef)

A Nos Serviteurs intègres, les Gouverneurs et Caïds de Notre Empire Fortuné, ainsi qu'à Nos Sujets.

Que l'on sache par les présentes - puisse Dieu Très Haut en illustrer la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DECRETE CE QUI SUIT :

Article unique. - L'article premier du dahir du 14 Juillet 1913 édictant des mesures pour garantir les animaux domesti-

... ..
... ..
... ..
... ..
... ..

... ..
... ..
... ..
... ..
... ..

... ..

... ..
... ..

... ..
... ..

... ..

... ..
... ..

... ..

ques contre les maladies contagieuses est complété par l'adjonction de l'alinéa suivant :

" La tuberculose dans l'espèce porcine ".

Fait à Rabat, le 29 Joumada 1338
(20 Février 1920)

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 25 Février 1920
P. Le Commissaire Résident Général
Le Délégué à la Résidence Générale

URBAIN BLANC.

DAHIR DU 2 DECEMBRE 1922 (12 REBIA II 1341)
portant règlement sur l'importation, le commerce, la détention et l'usage des substances vénéneuses (B.O 16
Janvier 1923 P. 57)

Article premier. - (Modifié, D. 17 Mars 1953 1° Rejeb
1372)

Les substances vénéneuses sont, en ce qui concerne l'importation, l'achat, la vente, la détention et l'emploi, soumises à des régimes différents :

1° Selon qu'elles sont destinées d'une part au commerce, à l'industrie ou à l'agriculture, d'autre part à la médecine humaine ou vétérinaire ;

2° selon qu'elles sont classées dans l'un des trois tableaux suivants :

Tableau A : Produits toxiques ;

Tableau B : Produits Stupéfiants ;

Tableau C : Produits dangereux ;

Chacun de ces tableaux est divisé en deux sections.

Les substances vénéneuses destinées au commerce, à l'industrie ou à l'agriculture sont inscrites dans la **section I** des tableaux A, B, C, par arrêté pris conjointement par le Directeur de la Santé Publique et de la Famille, le Directeur de l'Agriculture et des Forêts, le Directeur du Commerce et de la Marine Marchande et le Directeur de la Production Industrielle et des Mines.

Les substances vénéneuses destinées à la médecine humaine ou vétérinaire sont inscrites dans la **section II** des tableaux A, B et C par arrêté du Directeur de la Santé Publique et de la Famille.

TITRE PREMIER
SUBSTANCES VENENEUSES DU TABLEAU A
CHAPITRE PREMIER
REGIME DES SUBSTANCES DU TABLEAU A
Lorsqu'elles sont destinées au commerce, à l'in-
dustrie ou à l'agriculture.

Art 2.- Quiconque veut faire le commerce d'une ou de plusieurs substances classées au tableau A ou exercer une industrie qui en nécessite l'emploi, est tenu d'en faire préalablement la déclaration au Chef des Services Municipaux ou à l'Autorité de Contrôle, en indiquant le lieu où est situé son établissement ou exploitation.

La dite déclaration est inscrite sur un registre à ce destiné et dont un extrait est remis au déclarant ; elle doit être renouvelée en cas de déplacement ou de cession de l'établissement.

En ce qui concerne les pharmaciens et les vétérinaires, le dépôt du diplôme pour autorisation tient lieu de déclaration.

Art 3.- Quiconque détient une ou plusieurs substances vénéneuses en vue de la vente ou de l'emploi pour usage industriel ou agricole doit les placer dans des armoires fermées à clef ou dans des locaux où n'ont pas librement accès des personnes étrangères à l'établissement.

Les armoires ou locaux visés au précédent alinéa peuvent contenir d'autres substances à l'exclusion de celles destinées à l'alimentation de l'homme ou des animaux.

Lorsque le détenteur exerce le commerce des produits destinés à l'alimentation de l'homme ou des animaux, aucune communication intérieure directe ne doit exister entre l'établissement et les dépendances où s'exerce le dit commerce et les locaux où sont détenues les substances vénéneuses.

Cette obligation ne s'applique pas aux pharmaciens ni aux personnes faisant le commerce des solutions titrées de nicotine ou des bains arsenicaux détenus et délivrés en bidons scellés.

Art 4.- Il est interdit de détenir en vue de la vente, de vendre, de livrer, d'expédier ou de faire circuler ces substances autrement que renfermées dans des enveloppes ou récipients portant inscrit le nom des dites substances, tel qu'il figure dans le tableau annexé au présent cahier.

Cette inscription doit être faite en caractère noirs très apparents sur une étiquette rouge orangée, fixée de telle sorte qu'elle ne puisse être involontairement détachée.

L'inscription ci-dessus visée doit être accompagnée de la mention " POISON " sur une bande de même couleur faisant le tour de l'enveloppe ou du récipient.

Les fûts, vases ou autres récipients, ainsi que les enveloppes ayant servi à contenir des substances, ne doivent, en aucun cas, être employés à recevoir des produits destinés à l'alimentation de l'homme ou des animaux.

Art 5.- Sont interdites la mise en vente et la vente (sous forme de tablettes, pastilles, pilules, comprimés, et, d'une manière générale sous toutes formes usitées pour l'administration des médicaments) des dites substances ou des préparations qui en contiennent, lorsque ces substances ou préparations sont destinées à d'autres usages que celui de la médecine.

Toutefois, lorsque ces tablettes, pastilles, pilules ou comprimés seront destinés à la lutte contre les parasites internes du bétail, la vente en sera tolérée dans les conditions prévues aux articles 6, 7 et 8.

Art 6.- Toute vente des dites substances doit être inscrites sur un registre spécial, côté et paraphé par le Chef des Services Municipaux ou par l'Autorité de Contrôle. Les Inscriptions sur ce registre sont faites de suite, sans aucun blanc, rature ni surcharge, au moment même de la livraison ou de l'expédition ; elle indiquent le nom et la quantité des substances vendues, la date de la vente, ainsi que les nom, profession et adresse de l'acheteur.

A chacune de ventes est attribué un numéro d'ordre qui peut s'appliquer à tous les produits compris dans une même livraison. Ce numéro est inscrit, ainsi que le nom et l'adresse du vendeur, sur l'étiquette opposée conformément aux dispositions des deux premiers alinéas de l'article 4.

Le Registre sur lequel sont faites ces inscriptions doit être conservé pendant dix ans, pour être présenté à toute réquisition de l'autorité compétente.

Art 7.- Aucune vente des dites substances ne peut être consentie qu'au profit d'une personne âgée de 18 ans ou moins, connue de vendeur ou justifiant de son identité.

Ces substances ne peuvent être délivrées que contre un reçu daté et signé de l'acheteur ou de son représentant et mentionnant sa profession et son adresse. Ce reçu peut être remplacé par une commande écrite datée et signée de l'acheteur ou de son représentant et indiquant sa profession et son adresse.

Si la profession de l'acheteur n'implique pas l'emploi des substances demandées, le reçu ou la commande doit mentionner l'usage auquel ces substances sont destinées.

Le reçu ou la commande doit être conservé pendant trois ans par le vendeur pour être représenté à toute réquisition de l'autorité compétente.

Art 8.- (Modifié D. 6 Avril 1928 - 16 Chaoual 1346).
Lorsqu'elles sont destinées à la destruction des parasites nuisibles à l'agriculture, ces substances ne peuvent être délivrées en nature. Elles doivent être mélangées à ces dénaturants dont les formules seront établies par arrêté du Directeur Général de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation, après avis de la commission permanente du conseil central d'hygiène et de salubrité publiques. (V.A. Dir ; 20 Mars 1923 infra.)

Les dispositions des articles 4, - et 7 sont applicables à la vente de ces mélanges qui ne pourront, s'ils sont liquides être vendus ou livrés que dans des récipients scellés ou plombés.

Par dérogation aux prescriptions du présent article, les dites substances peuvent être délivrées en nature en vue d'expérience, sur autorisation spéciale du Directeur Général de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation.

Cette autorisation, valable pour un an, peut être renouvelée.

Art 9.- (modifié D. 6 Avril 1928 - 15 Chaoual 1346) sont interdits la mise en vente, la vente et l'emploi des dites substances pour la destruction des animaux invertébrés ou cryptogames nuisibles aux plantes cultivées ou d'intérêt économique ou aux animaux domestiques, lorsqu'elles n'auront pas été autorisées par arrêté du Directeur Général de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation. Cet arrêté fixera les conditions auxquelles l'autorisation sera subordonnée et, s'il y a lieu, les époques de l'année pendant lesquelles l'emploi des dites substances sera autorisé.

Un arrêté du Directeur Général de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation, pris après avis de la commission permanente du conseil central d'hygiène et de salubrité publiques, déterminera les précautions que devront prendre les personnes qui emploieront, par application du présent article et de l'article 7, des produits arsenicaux.

A l'importation, le service des douanes doit exiger de l'importateur un reçu ou une copie de la commande mentionnant l'usage auquel ces substances sont destinées.

Art 10.- (Modifié, D. 4 Novembre 1937 - 29 Chaabane 1356)

La vente et l'emploi des produits contenant de l'arsenic, du plomb et du mercure sont interdits pour l'embaumement des cadavres et la destruction des mouches.

Art 11.- (Modifié D. 6 Avril 1928 - 15 Chaoual 1346)
Les substances visées au présent titre ne peuvent être délivrées en nature lorsqu'elles sont destinées à la destruction des vertébrés. Elles doivent être mélangées à dix fois leur poids de substances inertes et insolubles et additionnées d'une matière colorante intense, noire, verte ou bleue.

Un arrêté du Directeur Général de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation déterminera, après approbation de la commission permanente du conseil central d'hygiène et de salubrité publiques, les espèces de vertébrés pour la destruction desquelles les dites substances peuvent être utilisées et, le cas échéant, les conditions suivant lesquelles elles doivent être employées.

Par dérogation à l'article 2, la vente de ces mélanges est interdite à quiconque n'est pas pourvu du diplôme de pharmacien.

Art 12.- La vente de la picrotoxine, de la coque du levain et de ses préparations est interdite pour tout usage autre que celui de la médecine.

La vente de ces produits est interdite à quiconque n'est pas pourvu du diplôme de pharmacien.

Art 12 Bis.- Les dispositions de l'article 4 sont applicables aux teintures et lotions pour cheveux, fard, cosmétiques, dépilatoires et produits de toilette préparés avec des substances du tableau A.

CHAPITRE II
REGIME DES SUBSTANCES DU TABLEAU A
LORSQU'ELLES SONT DESTINEES A LA MEDECINE
HUMAINE OU VETERINAIRE.

Art 13.- Les substances du Tableau A ne peuvent être délivrées sous une forme quelconque :

1° Pour l'usage de la médecine humaine, que par les pharmaciens ou, par les médecins légalement autorisés à fournir des médicaments à leurs clients.

2° Pour l'usage de la médecine vétérinaire, que par les pharmaciens et, sous les réserves prévues à l'article suivant par les vétérinaires diplômés

Art 14.- Les vétérinaires sont autorisés à détenir pour l'usage de la médecine vétérinaire, les dites substances.

Sans avoir le droit de tenir une officine ouverte, ils sont autorisés à délivrer ces substances à leurs clients lorsque ceux-ci résident dans des communes ou agglomérations dépourvues de pharmacies. Dans les autres communes, ils ne jouissent de la même faculté que dans les cas où l'administration des dites substances est faite par eux-même aux animaux.

Art 15.- Les pharmaciens, les médecins et vétérinaires sont soumis aux conditions prescrites par les articles 3 et 4 en ce qui concerne la détention des dites substances.

Toutefois il leur est interdit de détenir dans les armoires visées à l'article 3 d'autres substances que celles mentionnées aux tableaux A et B.

Art 16.- Les pharmaciens ne peuvent délivrer les dites substances pour l'usage de la médecine humaine et vétérinaire que sur la prescription d'un médecin ou d'un vétérinaire.

Toutefois, ils peuvent délivrer, sur la prescription d'un chirurgien dentiste ou d'une sage-femme diplômée, celles des dites substances dont la liste est fixée par arrêté ministériel rendu sur la proposition du Directeur Général des Services de la Santé.

Art 17.- L'auteur de la prescription est tenu, sous les sanctions prévues au présent dahir, de la dater, de la signer et de mentionner lisiblement son nom et son adresse, d'énoncer en toutes lettres les doses des substances vénéneuses prescrites et d'indiquer le mode d'administration du médicament.

Art 18.- Les pharmaciens peuvent renouveler l'exécution des ordonnances prescrivant des substances du tableau A, sous les réserves indiquées ci-après.

Ne peut être renouvelée ni par le pharmacien qui y a procédé la première fois, ni par tout autre pharmacien, l'exécution des ordonnances sur lesquelles l'auteur de la prescription a mentionné l'interdiction du renouvellement.

Ne peuvent être exécutées à nouveau, à moins d'indications contraires de l'auteur de la prescription :

1° Les ordonnances prescrivant les dites substances, soit en nature, soit sous forme de solutions destinées à des injections sous-cutanées.

2° (Modifié, D. 31 Janvier 1930 - 1° Ramadan 1348) Les ordonnances prescrivant, sous forme de préparations destinées à être absorbées par la voie stomahale, et qu'elle qu'en soit la dose, les cyanures de mercure ou de potassium, l'aconitine ou ses sels, la digitaline, le strophantine, la vératrine, ou ses sels, les dérivés de la maloylurée à l'état pur ou en combinaison, (Gardénal, Véronal, ou Luminal, Sonéryl Dial, somnifère etc....)

3° Les ordonnances prescrivant, sous forme de préparations destinées à être absorbées par la voie stomacale, et à une dose supérieure à celle indiquée dans le codex comme dose maximum pour 24 heures, des substances du tableau A autre que celles indiquées au précédent paragraphe.

Toutefois, les pharmaciens, peuvent renouveler les ordonnances ne portant pas de mention spéciale et prescrivant en nature, mais à dose n'excédant pas 5 grammes, la ladanum ou la teinture de noix vomique.

Art 19.- Les pharmaciens doivent inscrire les ordonnances prescrivant les dites substances sur un registre spécial de vente tenu dans les conditions fixées par l'article 6 du présente dahir. Ils sont soumis aux mêmes obligations en ce qui concerne les livraisons de médicaments qu'ils sont autorisés à faire dans les conditions prévues à l'article 24.

Toutefois pour les ventes sur ordonnances, ils ne sont pas obligés d'inscrire le nom de l'acheteur, mais ils doivent mentionner le nom et l'adresse de l'auteur de la prescription.

Les renouvellements d'une même ordonnance doivent être mentionnés sur le registre, le jour de chaque renouvellement, sous un numéro d'ordre nouveau. Cette inscription peut consister en la seule indication du numéro sous lequel l'ordonnance a été primitivement inscrite.

Ils doivent indiquer sur la dite ordonnance, le numéro sous lequel la prescription a été inscrite au registre de vente.

Art 22.- Les Vétérinaires autorisés à délivrer des médicaments, dans les conditions prévues à l'article 14, sont assujettis aux obligations imposées aux alinéas de l'article 20. Ils doivent, en outre, mentionner sur leur registre le nom et l'adresse du client auquel la vente est faite.

Lorsque les médicaments qu'ils prescrivent sont délivrés par eux-mêmes à leurs clients, ils leur remettent une ordonnance rédigée conformément aux dispositions de l'article 17.

Art 23.- Lorsque les médicaments, destinés à la médecine humaine, ou vétérinaire et renfermant une ou plusieurs substances visées au présent titre, sont préparés et divisés à l'avance en vue de la vente au public, les enveloppes et récipients qui renferment des médicaments doivent être revêtus d'une étiquette indiquant le nom des dites substances tel qu'il figure au tableau A, ainsi que la dose, en toutes lettres, de chacune de ces substances contenue dans 100 grammes de la préparation.

A l'exception des prescriptions de l'article 15, toutes les dispositions qui précèdent sont applicables au Commerce des dites préparations.

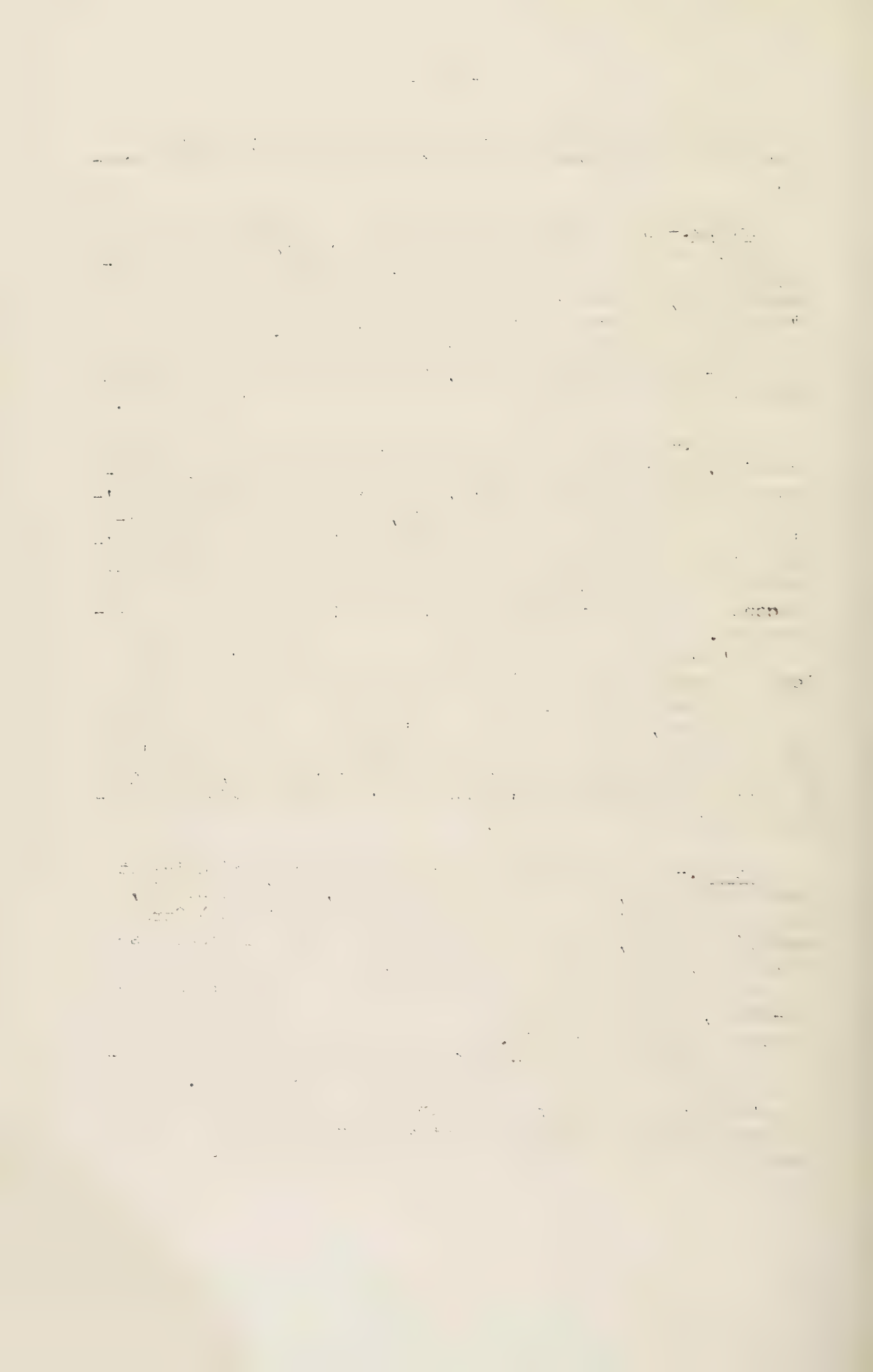
Toutefois, lorsque le nom et l'adresse du pharmacien par qui la préparation a été faite se trouvent indiqués sur l'enveloppe ou récipient contenant la dite préparation, celui qui la délivre est dispensé d'y apposer l'étiquette prévue au premier alinéa de l'article 20.

Art 24.- Les pharmaciens peuvent délivrer au médecins et aux vétérinaires, sur leur demande écrite, datée et signée, les substances visées au présent titre et destinées à être employés par eux, soit dans les cas d'urgence, soit pour des opérations, pansements ou injections.

Ces médicaments doivent être employés par les praticiens eux-mêmes, il leur est interdit de les céder à leurs clients à titre onéreux ou gratuit.

Ces substances ne peuvent être délivrées que sous la forme pharmaceutique compatible avec leur emploi médical.

L'auteur de la demande doit indiquer lisiblement son nom et son adresse et énoncer en toutes lettres les doses des substances vénéneuses entrant dans les préparations.



Les prescriptions de l'article 20 sont applicables aux médicaments délivrés dans les conditions visées au présent article.

TITRE II SUBSTANCES VENENEUSES DU TABLEAU B

Art 25.- Les articles qui précèdent sont applicables à l'importation, à l'achat, à la vente, à la détention et à l'emploi des substances classées dans le tableau B, et tant que leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent titre.

Art 26.- Quiconque veut faire le commerce des dites substances ou les transformer en vue de la vente doit en faire une déclaration spéciale prévue à l'article 2.

Il est interdit à quiconque n'a pas fait cette déclaration spéciale d'importer, d'exporter, de détenir en vue de la vente, de délivrer, de vendre ou de transformer les substances inscrites au tableau B.

Il est également interdit à quiconque n'a pas fait cette déclaration d'acheter ou de se faire délivrer ces substances autrement que sur la prescription d'un médecin, d'un vétérinaire, d'un chirurgien - dentiste ou d'une sage-femme, dans les conditions fixées au présent dahir.

Toutefois cette dernière interdiction n'est pas applicable aux laboratoires et établissements désignés, après avis du conseil central d'hygiène et de salubrité publiques, par des arrêtés viziriels pris sur la proposition du Directeur Général de l'Agriculture qui détermineront, en même temps que les conditions dans lesquelles les dites substances pourront être remises à ces laboratoires et établissements, les quantités maxima qu'ils sont autorisés à se faire livrer.

Art 27.- Tout achat ou cession, même à titre gratuit, des dites substances doit être inscrit sur un registre spécial aux substances du tableau B, coté et paraphé par le Chef des Services Municipaux ou par l'Autorité de Contrôle. L'Autorité qui vise ce registre spécial doit se faire représenter le récépissé de la déclaration faite par l'interrogé. Elle mentionne, sur la première page dudit registre, la date à laquelle cette déclaration a été effectuée.

Les inscriptions sur le registre sont faites sans aucun blanc, rature ou surcharge, au moment même de l'achat ou de la réception, de la vente ou de la livraison. Elles indiquent

le nom des dites substances, tel qu'il figure au tableau B, leur quantité, les noms, profession et adresse, soit de l'acheteur, soit du vendeur ainsi que le numéro donné par ce dernier au produit livré.

A chacune des opérations est attribué un numéro d'ordre qui peut s'appliquer à tous les produits compris dans une même réception ou livraison.

Les dispositions du présent article sont imposées à quiconque est autorisé à acheter ou à vendre les dites substances dans les conditions fixées à l'article précédent, notamment aux pharmaciens, médecins et vétérinaires, aux importateurs et aux exportateurs, aux producteurs indigènes pour leurs ventes, ainsi qu'aux commissionnaires en marchandises.

Toutefois, les pharmaciens sont autorisés, pour les ventes sur ordonnances, à n'inscrire que chaque mois sur le registre spécial le relevé totalisé des quantités des dites substances qui figurent, pour le dit mois, au registre de vente prévu par l'article 19 et sur lequel ils doivent alors inscrire le nom et l'adresse des personnes auxquelles ils ont livré ces substances.

Art 28.- Les importateurs sont tenus de prendre au bureau de douane par lequel doit avoir lieu l'introduction un acquit à caution indiquant les quantités importées de chacune des dites substances, ainsi que le nom et l'adresse du ou des destinataires.

Cet acquit-à-caution, dont la délivrance est subordonnée à la production du récépissé délivré au ou aux destinataires en vertu des articles 2 et 26, doit être rapporté dans un délai d'un mois, revêtu d'un certificat de décharge du Chef des Services Municipaux ou de l'Autorité de Contrôle du lieu de résidence du ou des destinataires.

Les exportateurs sont tenus, pour toute expédition à l'étranger, de prendre au bureau de douane un certificat d'exportation.

Les certificats doivent mentionner la nature des préparations exportées et indiquer la quantité de chacune des substances du tableau B qu'elles renferment. Ces certificats doivent être conservés pendant trois ans par le vendeur pour être représentés à toute réquisition de l'autorité compétente.

Art 29.- Les industriels qui emploient ces substances pour en extraire les alcaloïdes et les pharmaciens qui les traitent en vue du même usage ou pour les transformer en produits pharmaceutiques sont tenus, après avoir indiquer ces opérations sur

THE HISTORY OF THE

... of the ...

... of the ...

... of the ...

... of the ...

... of the ...

... of the ...

... of the ...

... of the ...

... of the ...

... of the ...

... of the ...

... of the ...

... of the ...

le registre spécial prévu à l'article 27, d'inscrire, à la suite des quantités employées, celles qui renferment les produits résultant de la transformation.

Décharge de la différence est donnée sur ce registre par l'inspecteur institué par l'article 8 du dahir du 12 Avril 1916 (8 Joumada II 1334) sur l'exercice des professions médicales et pharmaceutiques, si le déficit lui paraît résulter normalement des transformations ou manipulations déclarées.

Art 30.- Le registre prévu à l'article 27 doit être conservé pendant dix années pour être représenté à toute réquisition de l'autorité compétente.

Le vendeur n'est exonéré des quantités reçues que dans la mesure, soit des ventes par lui effectuées et inscrites au dit registre, soit de la décharge donnée dans les conditions de l'article précédent.

Art 31.- Ces substances ne peuvent circuler, être importées ou exportées que si les enveloppes ou récipients qui les renferment portent, outre les inscriptions prescrites à l'article 4, l'indication de la quantité des dites substances ainsi que les nom et adresse de l'expéditeur et du destinataire.

Le détenteur de ces substances doit les conserver dans des armoires fermées à clef. Ces armoires ne peuvent contenir d'autres substances que celles qui figurent au tableau A et B. Toute quantité trouvée en dehors des dites armoires sera saisie.

Art 32.- Exception faite pour la délivrance sur ordonnance, il est interdit de vendre ou de délivrer lesdites substances à quiconque ne justifie pas qu'il satisfait aux conditions de l'article 26.

Les dites substances ne peuvent être délivrées que contre une commande écrite, datée et signée de l'acheteur ou de son représentant indiquant son nom, sa profession et son adresse et énonçant en toutes lettres la quantité de la substance demandée.

La commande doit être conservée pendant trois ans par le vendeur, pour être représentée à toute réquisition de l'autorité compétente. Les dispositions à l'alinéa premier du présent article sont applicables en cas de vente ou de cession des dites substances après saisie par l'autorité publique ou à la requête des créanciers.

Art 33.- Il est interdit aux pharmaciens de renouveler aucune ordonnance prescrivant des substances du tableau B, soit en nature, soit sous forme de solutions destinées à des injections sous-cutanées.

La même interdiction s'applique aux ordonnances prescrivant des poudres composées à base de cocaïne ou de ses sels ou de ses dérivés et renfermant ces substances dans une proportion égale ou supérieure au centième, ainsi qu'aux ordonnances prescrivant des préparations destinées à être absorbées par la voie stomacale et contenant à une dose quelconque, des substances du tableau B.

Par dérogation à cette dernière disposition, peuvent être renouvelées les ordonnances prescrivant des préparations destinées à être absorbées par voie stomacale et ne contenant pas plus de 12 centigrammes d'extrait d'opium, ni plus de 3 centigrammes de chlorhydrate de morphine, de diacétylmorphine ou de cocaïne.

Art 34.- Il est interdit aux médecins de rédiger et aux pharmaciens d'exécuter des ordonnances prescrivant, pour une période supérieure à sept jours, les substances du tableau B, lorsque la composition des préparations prescrites correspond aux conditions d'interdiction édictées par l'article précédent.

(Alinéa ajouté, D. 27 Mai 1954 - 24 Ramadan 1373) Les ordonnances prescrivant des produits ou préparations, spécialités ou nom, inscrits au tableau B, devront être rédigées, après examen du malade, sur des feuilles extraites d'un carnet à souches d'un modèle fixé par arrêté du Directeur de la Santé Publique et de la Famille. Ce même arrêté déterminera en outre les modalités d'emploi de ces carnets et les conditions dans lesquelles ils seront mis à la disposition des praticiens.

Art 35.- Les pharmaciens peuvent délivrer aux médecins, aux vétérinaires, aux chirurgiens dentistes et aux sages-femmes les substances du tableau B nécessaires à l'exercice de leur profession dans les conditions et sous les réserves fixées à l'article 24.

Les pharmaciens ne peuvent délivrer ces substances qu'à des praticiens domiciliés dans la commune ou dans les communes contiguës lorsque celles-ci sont dépourvues d'officine.

Il est interdit aux pharmaciens de délivrer à ces praticiens aucune de ces substances en nature.

Les pharmaciens doivent conserver pendant trois ans, pour être représentés à toute réquisition de l'autorité compétente, les demandes émanant des médecins, des vétérinaires,

des chirurgiens dentistes et des sages-femmes, et en adresser un relevé, à la fin de chaque trimestre, à l'inspection des pharmaciens, par l'entremise de l'autorité locale de contrôle.

TITRE III

SUBSTANCES VENENEUSES DU TABLEAU C

Art 36.- Quiconque détient en vue de la vente des substances inscrites au tableau C est tenu de les placer dans ses magasins de manière qu'elles soient séparées des substances non dangereuses et notamment des produits destinés à l'alimentation de l'homme et des animaux.

Les dites substances doivent être renfermées dans des récipients ou enveloppes portant une inscription indiquant le nom de la substance tel qu'il figure au tableau annexé, et entourés d'une bande de couleur verte avec le mot " dangereux " inscrit en caractères très apparents.

Ces substances ne peuvent être délivrées aux acheteurs que contenues dans des récipients ou enveloppes portant, outre le nom de la substance, le nom et l'adresse du vendeur, et entourés de la bande verte mentionnés dans le précédent alinéa

Art 37.- Les dites substances ne peuvent être délivrées pour l'usage de la médecine humaine ou vétérinaire que dans les conditions prescrites à l'article 12.

Elles ne seront délivrées que dans des récipients portant une étiquette mentionnant le nom et l'adresse du vendeur et indiquant le nom de la substance ou sa composition ; cette dernière indication peut être remplacée par le numéro d'inscription au registre de vente.

Art 38.- Lorsque les pharmaciens et médecins délivrent en nature, pour l'usage interne, des substances du tableau C, ils doivent apposer sur chaque enveloppe ou récipient renfermant lesdites substances une étiquette de couleur verte portant les mots : " à employer avec précaution ".

Lorsqu'ils délivrent ces substances sous forme de préparations destinées soit à l'usage externe, soit à être employées en injections, ils doivent apposer sur les enveloppes ou récipients renfermant lesdites préparations une étiquette de couleur verte portant le mot " dangereux " avec la mention : " pour usage externe " ou " solution pour injection ", suivant le cas.

Lorsque les pharmaciens ou les vétérinaires délivrent lesdites substances pour la médecine vétérinaire soit en nature, soit sous forme de préparations, ils doivent apposer sur les enveloppes ou récipient une étiquette de couleur verte portant l'inscription " médicament vétérinaire dangereux".

Ces dispositions sont applicables au commerce des médicaments préparés et divisés à l'avance en vue de la vente au public et renfermant des substances du tableau C.

Art 39.- (Modifié Décrêt Royal du 28 Kaada 1386 - 10 Mars 1967 - B.O 2584 p. 773)

Les fards, cosmétiques, dépilatoires, produits de toilette et, en général, les produits hygiéniques renfermant des substances vénéneuses du tableau C, à l'exclusion de ceux destinés à la désinfection des locaux, sont soumis au régime des substances destinées à la médecine.

Les teintures et lotions pour cheveux préparées avec des substances du tableau C, ne peuvent être détenues en vue de la vente, mises en vente et vendues que dans les conditions et modalités qui seront fixées par des arrêtés conjoints du Ministre chargé de la Santé Publique, du Ministre chargé de l'Agriculture, du Ministre chargé du Commerce et du Ministre chargé de l'Industrie.

TITRE IV

DISPOSITIONS GENERALES

Art 40.- Concurrément avec les inspecteurs nommés par le Secrétaire Général du Protectorat sur la proposition du Directeur Général des Services de Santé, après avis du Directeur Général de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation, pour procéder aux visites prescrites par l'article 8 du dahir du 2 Avril 1916 (8 Joumada II 1334) sur l'exercice des professions médicales et pharmaceutiques, les représentants de l'autorité locale de contrôle et les commissaires de police doivent veiller à l'exécution des dispositions qui précèdent.

Ils ont qualité pour visiter, avec l'assistance de l'inspecteur, ou en cas d'empêchement de celui-ci, avec le concours d'un pharmacien désigné par le Secrétaire Général du Protectorat, les officines des pharmaciens les dépôts de médicaments tenus par les médecins ou les vétérinaires, ainsi que les entrepôts et magasins des droguistes et des commissionnaires en marchandises trafiquant de ces substances, les laboratoires où elles sont traitées pour en extraire les alcaloïdes ou pour les transformer en préparations pharmaceutiques, les magasins

des herboristes et épiciers, des coiffeurs et parfumeurs, et d'une façon générale tous les lieux où sont fabriqués, entreposés ou mis en vente des produits renfermant des substances vénéneuses.

Art 41.- Les inspecteurs pourront se faire assister dans leurs visites par un commissaire de police ou, à défaut, par un représentant de l'autorité locale de contrôle.

Ils pourront en outre requérir de même officier de police judiciaire d'effectuer certains prélèvements dans les officines de pharmaciens, dans les dépôts de médicaments tenus par les médecins et les vétérinaires et tous autres dépôts de substances vénéneuses.

Art 42.- Les prélèvements porteront tant sur les préparations officinales et produits pharmaceutiques que sur les préparations pharmaceutiques faites en vertu d'ordonnances médicales.

Ils seront effectués dans les conditions et les formes prévues aux dahirs du 14 Octobre 1914 (23 Kaada 1332) et du 19 Mars 1916 (14 Joumada II 1334) sur la répression des fraudes et aux arrêtés viziriels pris en exécution des dits dahirs.

Art 43.- L'autorité qui procède à l'inspection exige la production du récépissé de la déclaration qui a dû être faite en exécution de l'article 2 ou de l'article 26 du présent dahir.

Si la déclaration est produite, l'autorité qui procède à la visite s'assure que les registres prescrits sont régulièrement tenus et que leurs énonciations concordent avec les quantités existantes.

Dans le cas d'infractions pouvant entraîner l'application des peines prévues au présent dahir, procès-verbal est dressé des constatations et opérations effectuées. Ce procès-verbal est transmis sans délai au procureur de la République par l'autorité qui a procédé aux constatations ; copie du dit acte est adressée par elle à l'autorité locale de contrôle.

Art 44.- Les contraventions aux dispositions du présent dahir (ou des arrêtés pris pour son exécution) relatives à la vente, l'achat, l'emploi des substances vénéneuses, sont punis d'une amende de cent à trois mille francs (100 à 3000 francs) et d'un emprisonnement de six jours à deux mois ou de l'une de ces deux peines seulement.

1. The first part of the report is devoted to a general description of the work done during the year. It includes a summary of the results of the various experiments and a discussion of the progress made in the different branches of the research.

2. The second part of the report is devoted to a detailed description of the work done during the year. It includes a summary of the results of the various experiments and a discussion of the progress made in the different branches of the research.

3. The third part of the report is devoted to a detailed description of the work done during the year. It includes a summary of the results of the various experiments and a discussion of the progress made in the different branches of the research.

4. The fourth part of the report is devoted to a detailed description of the work done during the year. It includes a summary of the results of the various experiments and a discussion of the progress made in the different branches of the research.

5. The fifth part of the report is devoted to a detailed description of the work done during the year. It includes a summary of the results of the various experiments and a discussion of the progress made in the different branches of the research.

6. The sixth part of the report is devoted to a detailed description of the work done during the year. It includes a summary of the results of the various experiments and a discussion of the progress made in the different branches of the research.

7. The seventh part of the report is devoted to a detailed description of the work done during the year. It includes a summary of the results of the various experiments and a discussion of the progress made in the different branches of the research.

8. The eighth part of the report is devoted to a detailed description of the work done during the year. It includes a summary of the results of the various experiments and a discussion of the progress made in the different branches of the research.

9. The ninth part of the report is devoted to a detailed description of the work done during the year. It includes a summary of the results of the various experiments and a discussion of the progress made in the different branches of the research.

10. The tenth part of the report is devoted to a detailed description of the work done during the year. It includes a summary of the results of the various experiments and a discussion of the progress made in the different branches of the research.

Art 45.- Seront punies d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de mille à dix mille francs (1000 à 10 000 Francs) ou de l'une de ces deux peines seulement, ceux qui auront contrevenu aux dispositions du présent dahir (ou des arrêtés pris pour son exécution) concernant les stupéfiants, tels que opium brut et officinal, extrait d'opium morphine et autres alcaloïdes de l'opium (à l'exception de la codéine), de leurs sels et leurs dérivés ; cocaïne, ses sels et ses dérivés : haschich et ses préparations.

Seront punis des mêmes peines ceux qui auront usé en société des dites substances ou en auront facilité à autrui l'usage à titre onéreux ou à titre gratuit, soit en procurant, dans ce but, un local, soit par tout autre moyen.

Les individus devront prononcer l'interdiction de séjour, pendant cinq ans au moins et dix ans au plus contre les individus reconnus coupables d'avoir facilité à autrui l'usage des dites substances soit en procurant, dans ce but, un local, soit par tout autre moyen.

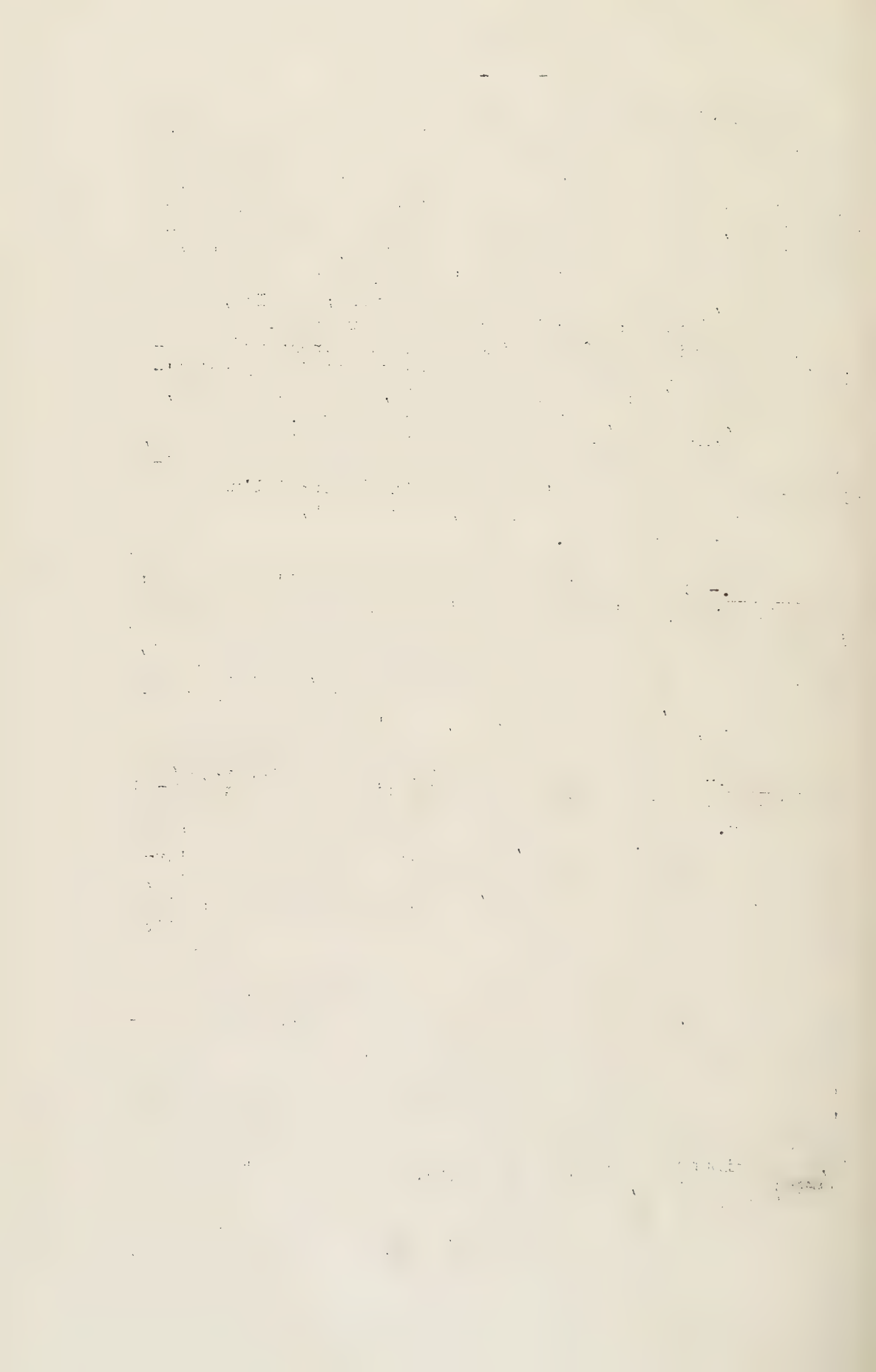
Art 46.- Seront punis des peines prévues à l'article 45 : ceux qui, au moyen d'ordonnances dictives, se seront fait délivrer ou auront tenté de se faire délivrer l'une des substances vénéneuses visées au dit article ; ceux qui, sciemment, auront, sur la présentation de ces ordonnances, délivré les dites substances, ainsi que les personnes qui auront été trouvées porteurs, sans motif légitime, de l'une de ces substances

Art 47.- Dans tous les cas prévu par le présent dahir, les tribunaux pourront ordonner la confiscation des substances saisies.

Ils pourront ; en outre, dans les cas prévus au premier paragraphe de l'article 45 et au deuxième paragraphe de l'article 46, ordonner la fermeture, pendant huit jours au moins, de l'établissement dans lequel le délit a été constaté ; si la peine de prison est prononcée, l'établissement où le délit aura été constaté sera fermé de plein droit, pendant toute la durée de l'emprisonnement.

Toutefois, la confiscation des substances saisies et la fermeture de l'officine pharmaceutique où le délit a été constaté ne pourront être prononcées dans le cas où le pharmacien n'est aucunement responsable, à moins que le propriétaire de l'officine n'ait fait acte de complicité.

Dans les cas prévus au deuxième paragraphe de l'article 45, les tribunaux devront ordonner la confiscation des substances, ustensiles, matériels saisis, des meubles et des



effets mobiliers dont les lieux seront garnis et décorés ainsi que la fermeture pendant un an au moins, du local et de l'établissement où le délit aura été constaté sans, toutefois, que la durée de la dite fermeture soit inférieure à la durée de l'emprisonnement prononcé.

Les locaux où l'on use en société des stupéfiants sont assimilés aux lieux notoirement connus comme maisons de jeu ou de débauche.

Art 48.- Les peines seront portées au double, en cas de récidive, dans les conditions de l'article 58 du Code pénal français.

Art 49.- Sont abrogés :

1° Le dahir du 28 Janvier 1916 (22 rebia I 1334) portant réglementation de l'opium, de ses alcaloïdes et de toutes ses préparations officinales en entier.

2° Dans le dahir du 12 Avril 1916 (8 Joumada II 1334) portant réglementation de l'exercice des professions de médecin, pharmacien, dentiste et sage-femme, les alinéas 2, 3 et 4 de l'article 7, le 3° alinéa de l'article 10 et le premier alinéa de l'article 11, visant le commerce, la détention ou l'emploi, des substances vénéneuses.

3° Le dahir du 17 Décembre 1921 (16 Rebia I 1340) autorisant les vétérinaires à délivrer des substances vénéneuses destinées au traitement des animaux domestiques.

4° L'arrêté viziriel du 13 Avril 1916 (9 Joumada II 1334) sur le commerce de la vente des substances vénéneuses et, généralement, toutes dispositions contraires au présent dahir.

Fait à Rabat, le 12 Rebia II 1334
(2 Décembre 1922)

Vu pour promulgation et mise à exécution

Rabat, le 16 Décembre 1922
P. Le Maréchal de France, Commissaire
Résident Général,
Le Ministre Plénipotentiaire
Délégué à la Résidence Générale

URBAIN BLANC.

Figure 1. The effect of the concentration of the *Agrobacterium* suspension on the transformation efficiency of *Agrobacterium* strains. The number of transformed cells was determined by the number of colonies obtained on the selective medium. The results are the mean of three independent experiments. Error bars represent the standard deviation.

19 FEVRIER 1960

DAHIR N° 1.59.367 (21 CHAABANE 1379)
portant réglementation de l'exercice des professions
de médecin, pharmacien, chirurgien dentiste, herbo-
riste et sage-femme.

B.O 26 Février 1960, p. 437.

CHAPITRE PREMIER

DE LA DELIVRANCE DE L'AUTORISATION D'EXERCICE

Article premier. - Nul ne pourra être admis à exercer dans notre Royaume les professions de médecin, pharmacien, chirurgien dentiste, sage-femme ou herboriste s'il n'est possesseur d'un titre et d'un diplôme en donnant le droit dans toute l'étendue soit du Royaume du Maroc, soit de son pays d'origine ou du pays dont il est ressortissant, soit du pays où le diplôme lui aura été délivré sous réserve dans tous les cas de la vérification du titre ou diplôme par le Secrétaire Général du Gouvernement qui statuera sans recours après avis des Ministres de la Santé Publique et l'Education nationale.

Les intéressés devront, en outre, être âgés de vingt cinq ans révolus pour exercer la profession de médecin, de pharmacien, chirurgien - dentiste, herboriste et de vingt et un ans révolus pour exercer la profession de sage - femme.

Art 2. - Pour pouvoir exercer l'une des professions visées à l'article premier, l'intéressé sera tenu, avant d'accomplir aucun acte de sa profession, d'obtenir l'autorisation de pratiquer qui sera délivrée, s'il y a lieu, par le Secrétaire Général du Gouvernement après avis du Ministre de la Santé Publique.

A cet effet, il devra faire à l'autorité municipale ou locale une déclaration de son intention de s'installer dans une localité déterminée et déposer au siège de ces autorités, son diplôme accompagné du bulletin n° 3 de son casier judiciaire, ou d'un document officiel en tenant lieu, ainsi que d'une pièce établissant sa nationalité.

Les médecins, pharmaciens, chirurgiens dentistes, sages-femmes de nationalité marocaine auront en outre à satisfaire aux obligations prévues par les textes les concernant.

Tout pharmacien devra en outre déclarer par écrit s'il compte prendre possession d'une pharmacie déjà exploitée ou en fonder une nouvelle. Il en indiquera l'adresse. Dans le

Les praticiens qui, n'exerçant plus depuis deux ans, voudraient se livrer à nouveau à l'exercice de leur profession seront soumis aux mêmes formalités d'autorisation, d'enregistrement et de visa.

L'enregistrement du certificat provisoire ou du diplôme au greffe du tribunal donne lieu à la perception d'un droit fixe de 5000 francs.

Sera toutefois exonéré de ce droit le premier enregistrement du diplôme, consécutif à l'enregistrement du certificat provisoire si dans l'intervalle, l'intéressé n'a pas porté son domicile dans un ressort judiciaire différent.

Il sera établi chaque année, par les soins du Secrétaire Général du Gouvernement, en vue de sa publication au Bulletin Officiel, une liste des médecins, pharmaciens, chirurgiens, dentistes, sages femmes et herboristes diplômés ou tolérés, des cliniques, maisons de santé ou de traitement et des hôpitaux privés autorisés à exercer ou à fonctionner en Notre Royaume et exerçant ou fonctionnant effectivement au 1^{er} janvier de chaque année. Un exemplaire de cette liste sera adressé au parquet de chacun des tribunaux régionaux, ainsi qu'un exemplaire au Ministère de la Santé Publique.

Art 3.- (Complété, D. portant loi n° 1.76.432, 15 Février 1977 - 25 safar 1397, art. 1°)

.....
9° alinéa : le ministre de la santé publique fixera par arrêté la nomenclature des actes professionnels.

CHAPITRE II DU RETRAIT DE L'AUTORISATION

Art 4.- L'exercice des professions visées à l'article premier du présent dahir sera interdit à toute personne qui aurait été frappée hors de Notre Royaume, d'une des peines visées à l'article 19 ci-après, entraînant l'incapacité absolue d'exercer ou qui aurait fait l'objet d'une condamnation pour faits de même nature que ceux punis des peines visées au dit article.

L'autorisation sera retirée dans le cas où une condamnation pour faits analogues serait intervenue avant sa délivrance, mais n'aurait été connue que postérieurement.

Elle pourra également être retirée :

a) aux médecins, pharmaciens, chirurgiens, dentistes, sages femmes et herboristes à la suite d'une condamnation pénale ou civile encourue pour faits préjudiciables à la santé

d'autrui ou pour infraction aux prescriptions du présent dahir ou des dahirs des 12 Rebia II 1341 (2 Décembre 1922) portant règlement sur les substances vénéneuses et 10 Rejeb 1341 (27 Février 1923) sur l'exercice de la profession d'herboriste.

b) aux pharmaciens :

1° à la suite d'une déclaration de faillite du pharmacien, non suivie dans le délai de six mois d'une homologation de concordat et dans tous les cas, à la suite d'une condamnation pour banqueroute.

2° à la suite de fautes professionnelles graves relevées habituellement par les inspecteurs de la pharmacie.

Les dispositions des paragraphes a) et b) qui précèdent sont applicables aux praticiens non diplômés, exerçant en vertu d'une autorisation personnelle, dans une localité déterminée.

Le retrait de l'autorisation est prononcé à titre temporaire ou définitif, par le Secrétaire Général du Gouvernement qui statue sans appel après avis conforme d'une sous-commission technique du Conseil central d'hygiène et de salubrité publiques dont la composition est fixée par décret.

L'autorisation pourra être aussi retirée dans le cas d'infirmité ou d'état pathologique rendant dangereux l'exercice de la profession. Cette interdiction temporaire et s'il y a lieu renouvelable, sera prononcée par le Secrétaire Général du Gouvernement dans les conditions prévues à l'alinéa ci-dessus, après examen du praticien en cause par une commission médicale composée de trois médecins experts spécialisés désignés, l'un par l'intéressé ou sa famille, le second par l'ordre ou à défaut l'organisation professionnelle à laquelle appartient l'intéressé, le troisième par le Ministre de la Santé Publique. Un rapport sera établi par la commission et adressé au Secrétaire Général du Gouvernement.

CHAPITRE III

DE L'EXERCICE SIMULTANÉ DE PLUSIEURS PROFESSIONS

Art 5.- Les médecins, chirurgiens dentistes, et sages-femmes qui se rendent périodiquement dans une ville autre que celle de leur domicile pour y exercer, ne sont pas astreints à un nouveau visa, ni à un nouvel enregistrement de leur diplôme.

Ces dispositions ne s'appliquent pas aux médecins, chirurgiens-dentistes et sages-femmes non diplômés qui ne peuvent exercer qu'en vertu d'une autorisation personnelle et dans une ville déterminée.

L'exercice simultané des professions de médecin, de chirurgien dentiste ou de sage-femme d'une part, et celle de pharmacien ou d'herboriste d'autre part, est interdit même dans le cas de possession de titres ou de diplômes conférant le droit d'exercer ces professions.

Tout médecin diplômé pourra cependant être autorisé dans les conditions qui seront fixées par décret, à vendre des médicaments ; si, dans la localité où il est appelé à donner des soins, et dans un rayon de 25 Kilomètres autour de ladite localité, il n'existe aucun pharmacien tenant officine ouverte au public.

L'exercice des professions de médecin, vétérinaire, chirurgien - dentiste, sage-femme, dans les officines de pharmacie ou d'herboristerie, ou dans les locaux communiquant avec celles-ci est interdit, hormis le cas d'urgence de soins à donner à un blessé ou à une personne trouvée malade sur la voie publique.

Le pharmacien ou l'herboriste autorisant des consultations des soins ou des injections hypodermiques et intraveineuses dans son officine sauf les exceptions indiquées ci-dessus, sera poursuivi au même titre que la personne qui donnera des consultations, des soins, ou des injections hypodermiques et intraveineuses et sera passible de la même pénalité.

Toute convention d'après laquelle un médecin, un vétérinaire, un chirurgien dentiste, une sage-femme retirerait de l'exercice de sa profession un profit quelconque sur la vente des médicaments effectuée par un pharmacien est prohibée et nulle.

Les chirurgiens dentistes non muni d'un diplôme de médecin devront s'abstenir de toutes opérations autres que celles qui se pratiquent couramment dans l'exercice de leur profession. Il leur est interdit de pratiquer l'anesthésie générale sans l'assistance d'un médecin. Il est également interdit aux chirurgiens dentistes qui se rendent à jour fixe pour exercer leur profession, dans une ville autre que celle de leur domicile, d'avoir à leur service un mécanicien dentiste à demeure dans la ville où ils n'exercent que périodiquement.

Les sages-femmes ne pourront exercer que l'art des accouchements. Sauf en cas de force majeure, elles ne pourront pratiquer aucune opération chirurgicale sans l'assistance d'un médecin, ni prescrire aucun médicament, à l'exception de ceux

spécifiés par décret. Elles pourront pratiquer les vaccinations et revaccinations antivarioliques!

CHAPITRE IV

DE L'EXERCICE ILLÉGAL

Art 6.—Toute infraction aux prescriptions de l'article 2 et des troisième, quatrième, cinquième, sixième, huitième et neuvième alinéas de l'article 5 ci-dessus, sera considérée et sanctionnée comme acte d'exercice illégal.

Seront considérées comme se livrant illégalement à l'exercice de la médecine:

1° toute personne qui, non munie du diplôme ou du titre visé à l'article premier ci-dessus pour l'exercice de la profession de médecin, de chirurgien dentiste, de sage-femme, prendra part habituellement ou par une direction suivie, au traitement des maladies ou des affections d'ordre chirurgical ainsi qu'à la pratique de l'art dentaire ou des accouchements, sauf dans les cas d'urgence avérée ;

2° Toute sage - femme qui sortira des limites fixées pour l'exercice de sa profession par l'article 5 ci-dessus ;

3° Toute personne qui, munie d'un titre régulier outrepassera les attributions que la loi lui confère, notamment en prêtant son concours aux personnes désignées aux deux paragraphes qui précèdent, à l'effet de les soustraire aux prescriptions du présent dahir.

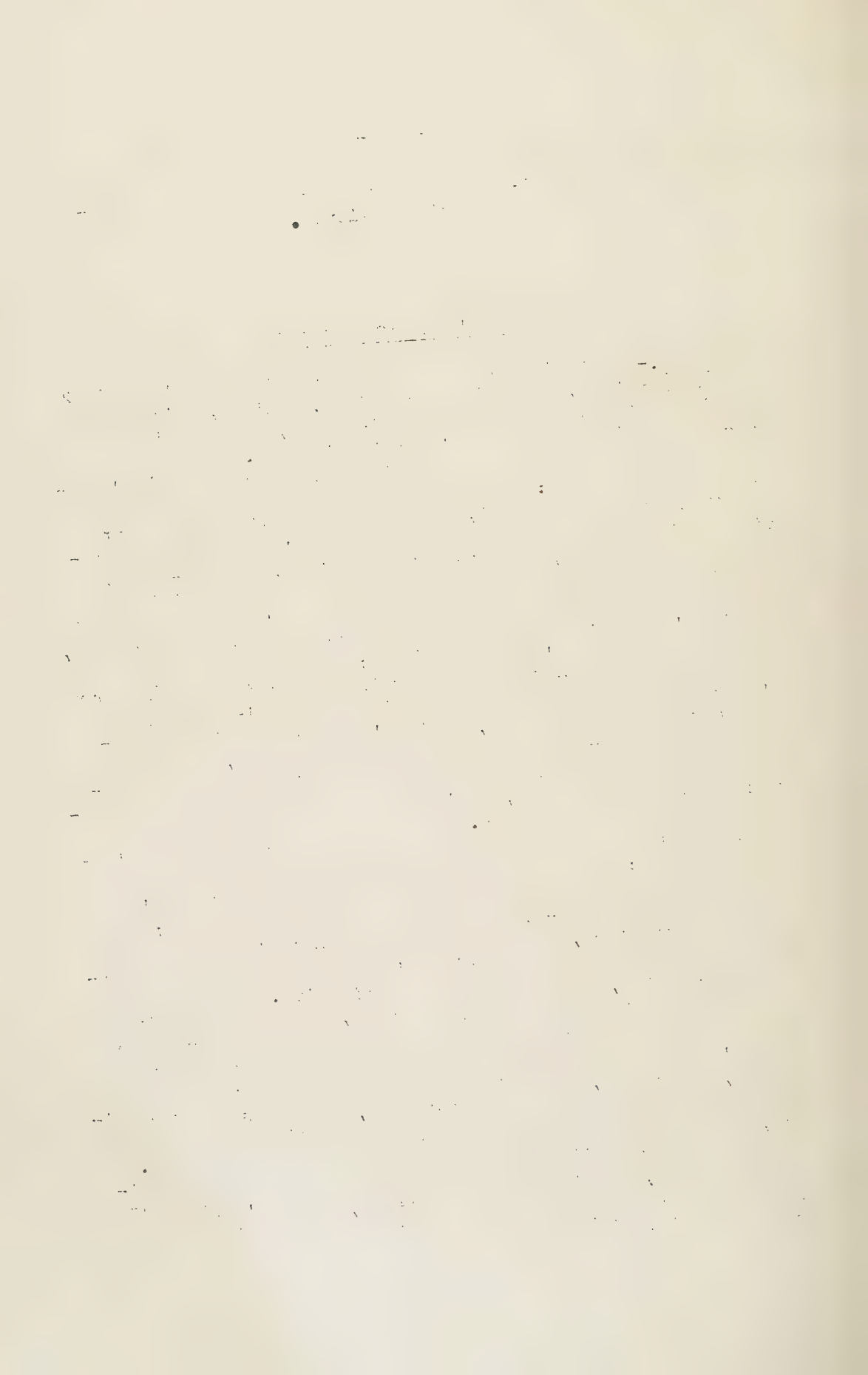
Les dispositions du paragraphe premier ci-dessus ne s'appliquent pas :

Aux étudiants en médecine qui agiront comme aides d'un médecin ou que celui-ci placera auprès de ses malades ;

Aux infirmiers, à condition que ceux-ci n'exercent leur profession que sous le contrôle d'un médecin et sur ordonnance prescriptive, qualitative et quantitative.

Nul s'il n'est pharmacien autorisé, ne pourra détenir pour la vente ou la distribution au détail, vendre ou distribuer pour l'usage de la médecine humaine ou vétérinaire aucune drogue, substance, composition ou préparation auxquelles sont attribuées des propriétés médicinales, curatives ou préventives, tout fait de cette nature étant considéré et sanctionné comme un exercice illégal de la profession de pharmacien.

Toutefois, il n'est pas dérogé à cet égard aux dispositions de l'article 5, quatrième alinéa, et de l'article 17 du présent dahir, ni à celles des dahirs des 12 Rebia 1341



(2 Décembre 1922) portant règlement sur les substances vénéneuses et 10 Rejeb 1341 (27 Février 1923) concernant l'exercice de la profession d'herboriste. De même, tout vétérinaire diplômé pourra, sans tenir officine ouverte, délivrer des produits médicamenteux pour l'usage vétérinaire, si la localité où il opère est dépourvue de pharmacie.

D'autre part il n'est pas dérogé aux droits acquis en pareille matière par l'Institut Pasteur du Maroc et ses filiales, ainsi que par les formations du Ministère de la Santé Publique.

Par ailleurs, le Ministre de la Santé Publique pourra, par arrêté pris dans les conditions qu'il déterminera dans le cadre de la prévention des fléaux sociaux, et après avis du conseil central d'hygiène et de salubrité publiques ou de sa commission permanente, autoriser la vente de certains produits pharmaceutiques hors des pharmacies.

Art 7.- Toute usurpation du titre de médecin, pharmacien, chirurgien, dentiste, sage-femme, herboriste sera sanctionnée comme un acte d'exercice illégale de la profession.

L'usage du titre de " docteur " par une personne non titulaire d'un diplôme de médecin, sera considéré comme une usurpation du titre de médecin, à moins que le terme " docteur " ne soit accompagné de l'indication précise de la science ou discipline (droit, lettre, etc....) dans laquelle ce doctorat aura été acquis.

Les médecins, chirurgiens, dentistes et sages femmes, ne pourront mentionner sur la plaque indicatrice apposée à l'entrée du local où ils exercent ou sur l'immeuble dans lequel ils sont installés que leurs nom, prénom, titre et profession éventuellement spécialisation) ; les plaques indicatrices au nom des prédécesseurs seront obligatoirement enlevées.

L'indication d'un titre quelconque autre que celui de médecin ou docteur en médecine, pharmacien ou docteur en pharmacie, dentiste ou chirurgien dentiste, sage femme ou herboriste sera obligatoirement suivie du nom de la faculté ou de l'établissement hospitalier qui l'a décerné, ainsi que de la ville ou du pays où ce titre a été obtenu.

Les dentistes non diplômés qui exercent en vertu d'une tolérance spéciale et personnelle, ne pourront user que du titre de dentiste, à l'exclusion du mot " chirurgien ".

Il est interdit de pratiquer sous un pseudonyme.

CHAPITRE V

DISPOSITIONS PARTICULIERES CONCERNANT LA PHARMACIE ET L'HERBORISTERIE

Art 8. - Aucun pharmacien ne doit tenir plus d'une officine de pharmacie. Il doit en être seul propriétaire et la gérer en personne.

Est nulle et de nul effet, toute stipulation ou convention tendant à donner la propriété ou une part de la propriété d'une officine à toute autre personne que le titulaire autorisé, sauf le cas de décès de ce dernier ou en cas de cession définitive. Est de même nulle et de nul effet toute stipulation ou convention destinée à établir au profit d'une personne non diplômée, un droit de participation aux bénéfices d'une officine de détail, sous quelque forme que ce soit.

L'association ou la société en nom collectif de plusieurs pharmaciens diplômés n'est admise qu'en vue de l'exploitation d'une seule officine, à condition que celle-ci soit gérée par tous les associés et qu'aucun d'eux ne possède en propre une autre officine ou n'y ait des intérêts.

4° alinéa. (Abrogé et remplacé, D. n° 1.61.184, 4 Décembre 1961 - 25 Joumada II 1381, art. unique.) Par dérogation aux dispositions qui précèdent et lorsque l'intérêt public l'exigera, un groupement de pharmaciens, ou à défaut un seul pharmacien, pourra être autorisé par le Secrétaire Général du Gouvernement à créer, à gérer ou à faire gérer, suivant des modalités et à des emplacements qui seront précisés, dans chaque cas, par le Ministre de la Santé Publique, après avis du conseil national de la pharmacie, un ou plusieurs dépôts de médicaments, en vue d'assurer un service d'urgence de jour ou de nuit ou pour suppléer à l'absence temporaire dans une localité.

Dans les localités où la population agglomérée atteint ou dépasse le chiffre de 100 000 habitants, la création d'aucune officine ne pourra être autorisée à moins d'une distance de 300 mètres, réellement parcourus, d'une autre officine.

Dans les localités où la population agglomérée est comprise entre 30 000 et 100 000 habitants, cette distance sera réduite à 200 mètres.

Dans les autres localités, elle sera réduite à 100 mètres.

Toutefois, si l'intérêt public l'exige, des dérogations pourront être apportées aux règles fixées ci-dessus dans les conditions qui seront fixées par décret. (Conditions d'application fixées par Décret n° 2.65.083 - 21 Mai 1965 - 20 Moharrem 1385 ; V. ce texte, infra, à sa date.)

THE UNIVERSITY OF CHICAGO

DEPARTMENT OF THE HISTORY OF ARTS
AND ARCHITECTURE
OFFICE OF THE DEAN
1100 EAST 58TH STREET
CHICAGO, ILLINOIS 60637

OFFICE OF THE DEAN
1100 EAST 58TH STREET
CHICAGO, ILLINOIS 60637

OFFICE OF THE DEAN
1100 EAST 58TH STREET
CHICAGO, ILLINOIS 60637

OFFICE OF THE DEAN
1100 EAST 58TH STREET
CHICAGO, ILLINOIS 60637

OFFICE OF THE DEAN
1100 EAST 58TH STREET
CHICAGO, ILLINOIS 60637

OFFICE OF THE DEAN
1100 EAST 58TH STREET
CHICAGO, ILLINOIS 60637

OFFICE OF THE DEAN
1100 EAST 58TH STREET
CHICAGO, ILLINOIS 60637

Le chiffre de la population à prendre en considération en ce qui concerne la distance devant séparer les officines sera celui du dernier recensement officiel ayant fait l'objet d'une publication.

Une officine même installée antérieurement à la publication du présent dahir, ne pourra être transférée dans un autre local de la même ville, sans l'autorisation du Secrétaire Général du Gouvernement. Cette autorisation sera accordée s'il y a lieu, après avis du conseil national de la pharmacie et enquête d'un inspecteur de la pharmacie.

Des arrêtés pris par les autorités locales après avis des autorités sanitaires fixeront les heures d'ouverture et de fermeture au public des pharmacies, ainsi que les modalités selon lesquelles les pharmaciens assureront le service de garde, les jours non ouvrables.

Art 9.— Tout établissement, dépôt, entrepôt affecté à la fabrication à la détention, à la vente en gros, aux officines de détail, de produits, compositions, préparations, spécialisés ou non, destinés à la pharmacie et conditionnés au poids médicinal ; en vue de la vente pour l'usage de la médecine humaine ou vétérinaire, doit appartenir à un pharmacien.

Il peut également appartenir à une société à la condition que soient pharmaciens, outre les directeurs techniques et commerciaux ;

a) dans les sociétés anonymes, le président et la moitié plus un des membres du conseil d'administration ;

b) dans les sociétés à responsabilité limitée et les sociétés en commandite, tous les gérants ;

c) dans les autres formes de sociétés, tous les associés.

Le capital de ces sociétés doit appartenir pour 51 % à un ou plusieurs pharmaciens remplissant les conditions prévues à l'article premier du présent dahir pour être admis à exercer la profession, et pour 26 % au moins, à des pharmaciens autorisés à exercer dans notre Royaume. Le capital de ces sociétés peut également appartenir en majorité à l'Etat. Un décret, rendu sur le rapport des ministres des finances et de la Santé Publique, fixera les conditions de la participation de l'Etat. Dans les sociétés à responsabilité limitée et les sociétés en commandite, tous les gérants doivent être propriétaires de parts de capital.

En aucun cas ces établissements ne pourront se livrer au commerce de détail des produits susvisés, tout acte de

cette nature étant considéré et sanctionné comme un acte d'exercice illégal de la profession de pharmacien.

Les pharmaciens propriétaires ou en cas de sociétés, les administrateurs, les gérants, les directeurs techniques et les directeurs commerciaux sont responsables de l'application des dispositions légales concernant la fabrication, la détention et le commerce desdits produits ainsi que des substances vénéneuses.

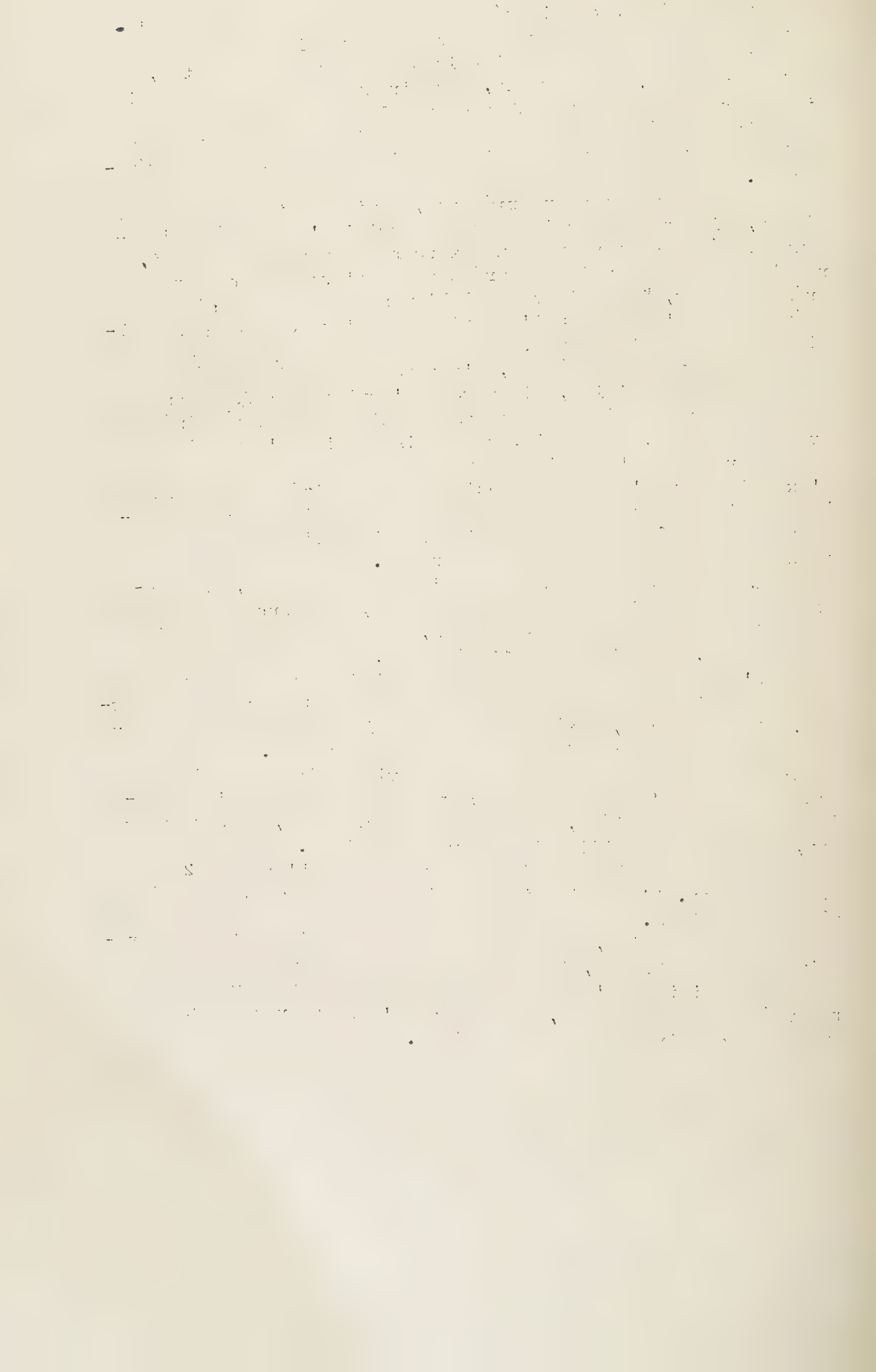
Tout pharmacien propriétaire, administrateur responsable gérant, directeur technique ou commercial d'un des établissements visés ci-dessus ne peut exercer sa profession que si, remplissant les conditions prévues par l'article premier au présent dahir, il obtient préalablement dans les conditions prévues par l'article 2 l'autorisation d'exercer dans un établissement de cette nature.

En tout état de cause, l'intéressé ne doit posséder en propre aucune officine, ni exercer d'activité professionnelle dans un autre des établissements définis au premier alinéa du présent article. Toutefois, cette disposition n'interdit pas à un pharmacien d'officine de se livrer à la fabrication et à l'exploitation d'un ou de plusieurs spécialités pharmaceutiques à condition que cette fabrication et le conditionnement se fassent sous la même raison sociale que l'officine dont il est titulaire et dans des locaux attenants.

Le remplacement des pharmaciens responsables, en fonction dans ces différents établissements, ne pourra avoir lieu que suivant les conditions prévues, au regard des pharmaciens détaillants, par l'article 11 ci-après.

L'ouverture des établissements ci-dessus est subordonnée à une autorisation du Secrétaire Général du Gouvernement accordée, s'il y a lieu, après avis du conseil national de la pharmacie et enquête d'un inspecteur de la pharmacie. A cet effet la création de tous établissement susvisé doit faire l'objet d'une demande d'autorisation accompagnée de toutes pièces relatives à la propriété, aux actes de société et, le cas échéant, de toutes justifications complémentaires. Cette demande sera déposée dans les conditions prévues par l'article 2 du présent dahir. L'autorisation susvisée est révocable dans les mêmes conditions.

La fabrication, la composition ou la préparation des produits pharmaceutiques, le conditionnement en vue de la vente au poids médicinal d'un produit quelconque dont la vente est réservée aux pharmaciens, ne peuvent s'effectuer que sous la surveillance directe des pharmaciens.



Pour assurer le contrôle direct de la fabrication, du conditionnement et de la répartition des médicaments, les établissements susvisés sont tenus de faire appel au concours d'un nombre de pharmaciens proportionné à l'importance de l'établissement et à la nature de son activité. Ce nombre est fixé comme suit :

1° Pour les établissements assurant la fabrication, le conditionnement et éventuellement, la répartition des médicaments ;

Un pharmacien assistant pour un nombre d'ouvriers ou employés compris entre quinze et trente ;

Un pharmacien assistant supplémentaire par tranche de trente ouvriers ou employés exerçant un acte pharmaceutique ;

2° Pour les établissements assurant exclusivement le dépôt et la répartition des produits conditionnés à l'avance :

Un pharmacien assistant par établissement de cinquante à cent employés ou ouvriers exerçant un acte pharmaceutique ;

Un pharmacien assistant supplémentaire par tranche de cinquante à cent ouvriers ou employés exerçant un acte pharmaceutique ;

Pour l'application de ces dispositions, les actes pharmaceutiques sont définis par une des activités suivantes ;

1° Les achats et le contrôle des matières premières ;

2° La fabrication des médicaments

3° Le conditionnement et le contrôle des produits finis

4° L'achat, la vente et le magasinage des médicaments, à l'exclusion de la comptabilité, de la publicité, de l'entretien et du contentieux.

Les établissements susvisés sont tenus de faire connaître au service de l'inspection de la pharmacie le nombre des ouvriers ou des employés participant à des actes pharmaceutiques.

La simple représentation des produits pharmaceutiques demeure libre à condition que le représentant n'en tienne pas dépôt, son rôle dans toute transaction commerciale se bornant à mettre en rapport acheteurs et vendeurs ou à transmettre les ordres de commande qu'il reçoit.

Tous les produits, compositions ou préparations pour l'usage défini au présent article doivent porter l'indication de la raison sociale (s'il y a lieu) ; le nom du ou des pharmaciens responsables, le nom et l'adresse du fabricant, le nom commun ou scientifique ainsi que la dose de la ou des substances qui entrent dans le produit, la préparation ou la composition.

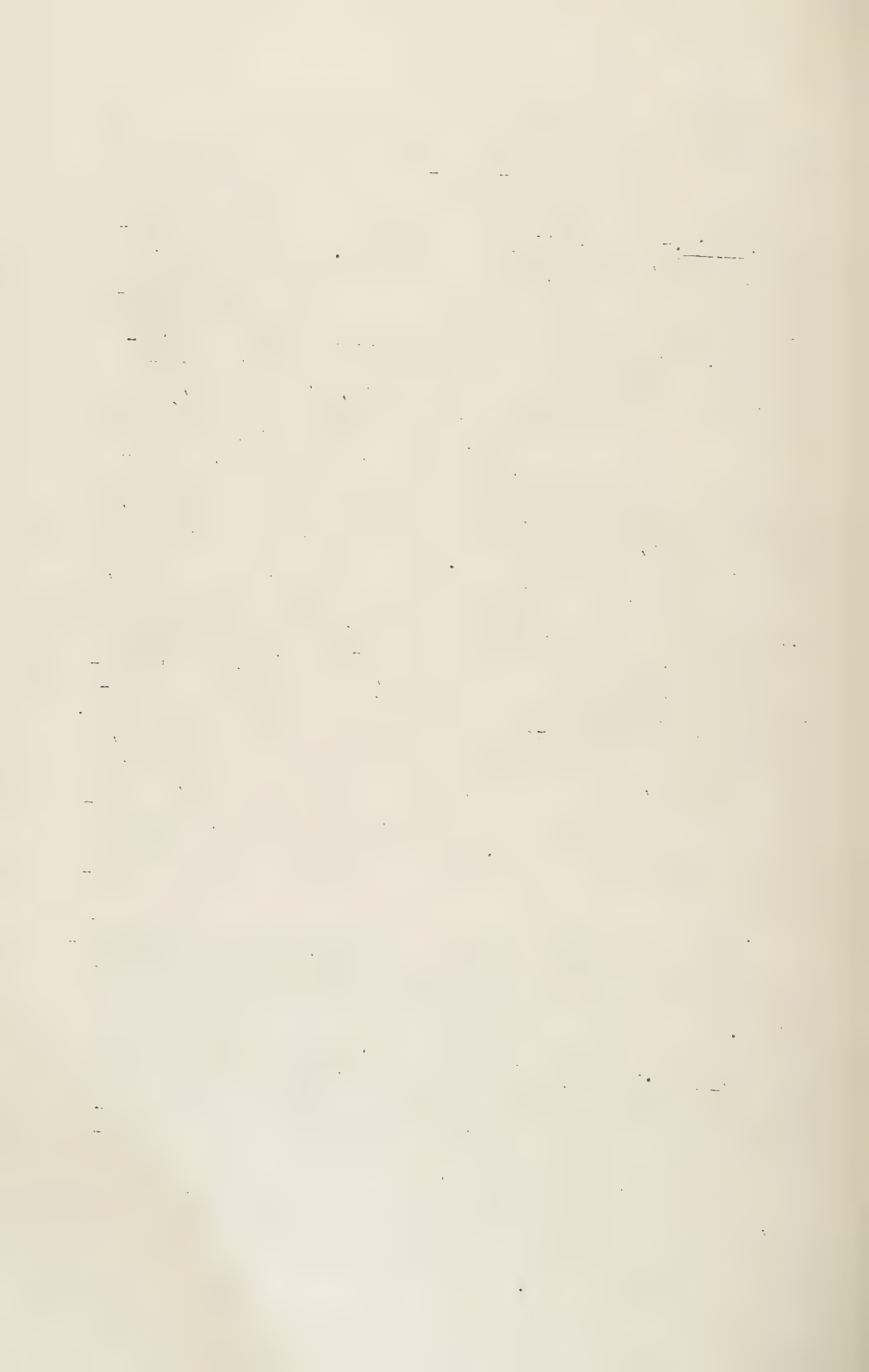
Art 10.- Le colportage pharmaceutique sous quelque forme que ce soit, est formellement interdit. En conséquence, et sous réserve des dérogations prévues par le quatrième alinéa de l'article 5 du présent dahir en faveur des médecins intervenant dans les localités dépourvues de toute pharmacie dans un rayon de 25 Km et par les trois derniers alinéas de l'article 6 concernant d'une part les vétérinaires qui opèrent dans une localité dépourvue de pharmacie, d'autre part, la vente de produits autorisés hors des pharmacies par arrêtés du ministre de la Santé Publique, nul ne peut offrir, mettre en vente ou vendre au public, en dehors d'une officine, des médicaments ou produits présentés comme jouissant de propriétés curatives ou préventives, et notamment sur la voie publique, sur les marchés, à domicile ou dans les magasins non affectés à la profession pharmaceutique.

Toutefois, les représentants ou les visiteurs médicaux, à condition que leur activité ait été déclarée au service de l'inspection de la pharmacie, pourront détenir et remettre au médecin, chirurgiens dentistes et sage-femmes, les échantillons médicaux qui leur sont destinés, sous réserve de l'observation des dispositions du dahir du 12 Rebia II 1341 (2 Décembre 1922) portant règlement pour les substances vénéneuses.

Il est interdit aux pharmaciens de détail, grossistes, représentants, ou dépositaires de produits pharmaceutiques, de solliciter auprès du public et de tout utilisateur, des commandes de médicaments à domicile, directement ou par préposés, salariés ou courtiers. La même interdiction s'applique également à la vente des plantes médicinales dans tous les lieux autres que les officines de pharmacie ou les herboristeries.

Il est également interdit de procéder par les mêmes moyens ou par des services réguliers, au trafic ou à la distribution des médicaments dont la commande aurait été ainsi sollicitée.

Art 11.- En cas d'absence ou d'empêchement temporaire qui devra toujours être signalée par l'intéressé à l'autorité municipale ou locale et au service de l'inspection de la pharmacie, le propriétaire de l'officine ou le gérant régulièrement autorisé ne pourra se faire remplacé que par un pharmacien diplômé n'exerçant pas d'autre activité professionnelle ou, si le remplacement ne doit pas excéder six mois, par un étudiant en pharmacie ayant accompli au moins trois années d'études en faculté et ayant subi avec succès les épreuves des examens correspondants.



Toutefois, en cas d'absence ou d'empêchement ne devant pas excéder un mois, le titulaire ou le gérant diplômé d'une officine pourra se faire remplacer après avis préalable donné par écrit à l'autorité municipale ou locale et au service de l'inspection de la pharmacie, par un pharmacien diplômé de la même localité pouvant exercer une autre activité professionnelle à condition toutefois que ce dernier soit en état d'assurer effectivement le remplacement, ou par un étudiant remplissant les conditions ci-dessus spécifiées.

Aux cas de décès d'un pharmacien en exercice, le conjoint survivant ou les héritiers pourront continuer de tenir l'officine avec le concours d'un pharmacien diplômé ou d'un étudiant présentant les garanties prévues au premier alinéa du présent article et uniquement attaché à ladite officine.

Dans les cas prévus aux premier et troisième alinéas ci-dessus, l'autorisation essentiellement révocable sera donnée par le Secrétaire Général du Gouvernement, après avis de l'inspection de la pharmacie. Cette autorisation fixera la durée du remplacement ou de la gestion qui ne pourra excéder un an. Cependant, après avis du conseil national de la pharmacie et enquête d'un inspecteur de la pharmacie, l'autorisation pourra être renouvelée d'année en année jusqu'à expiration de la cinquième année qui suivra la date du décès ou de celle de la première décision ;

Lorsqu'un pharmacien sera atteint d'une maladie de longue durée, déterminée par arrêté du Ministre de la Santé Publique, le mettant dans l'obligation de cesser temporairement toute activité professionnelle ;

Lorsqu'un pharmacien laissera à son décès, son conjoint ou un de ses descendants étudiant en pharmacie.

Art 12..- Tout pharmacien est autorisé à se faire aider dans son officine par des préparateurs et des aides préparateurs en pharmacie dont le statut sera fixé par décret.

Toute personne qui se livrera à l'exercice de la profession de préparateur en pharmacie ou à celle d'aide-préparateur en pharmacie, sans remplir les conditions requises, sera sanctionnée pour exercice illégal de la profession.

Art 13..- Pour la préparation ou la confection de leurs produits, les pharmaciens devront se conformer à la dernière édition du *CODEX MEDICAMENTARIUS GALLICUS* (pharmacopée française), de ses suppléments et de ses additions.

1. The first part of the document is a list of names and addresses, which are arranged in a columnar fashion. The names are written in a cursive script, and the addresses are written in a more formal, printed style. The list appears to be a directory or a roster of some kind.

2. The second part of the document is a series of short, handwritten notes or entries. These are arranged in a columnar fashion, similar to the first part. The notes are written in a cursive script, and they appear to be related to the names and addresses listed in the first part.

3. The third part of the document is a series of short, handwritten notes or entries. These are arranged in a columnar fashion, similar to the first part. The notes are written in a cursive script, and they appear to be related to the names and addresses listed in the first part.

4. The fourth part of the document is a series of short, handwritten notes or entries. These are arranged in a columnar fashion, similar to the first part. The notes are written in a cursive script, and they appear to be related to the names and addresses listed in the first part.

5. The fifth part of the document is a series of short, handwritten notes or entries. These are arranged in a columnar fashion, similar to the first part. The notes are written in a cursive script, and they appear to be related to the names and addresses listed in the first part.

6. The sixth part of the document is a series of short, handwritten notes or entries. These are arranged in a columnar fashion, similar to the first part. The notes are written in a cursive script, and they appear to be related to the names and addresses listed in the first part.

7. The seventh part of the document is a series of short, handwritten notes or entries. These are arranged in a columnar fashion, similar to the first part. The notes are written in a cursive script, and they appear to be related to the names and addresses listed in the first part.

8. The eighth part of the document is a series of short, handwritten notes or entries. These are arranged in a columnar fashion, similar to the first part. The notes are written in a cursive script, and they appear to be related to the names and addresses listed in the first part.

9. The ninth part of the document is a series of short, handwritten notes or entries. These are arranged in a columnar fashion, similar to the first part. The notes are written in a cursive script, and they appear to be related to the names and addresses listed in the first part.

10. The tenth part of the document is a series of short, handwritten notes or entries. These are arranged in a columnar fashion, similar to the first part. The notes are written in a cursive script, and they appear to be related to the names and addresses listed in the first part.

Ils pourront détenir et vendre toutes drogues, tous produits chimiques ou préparations pharmaceutiques autres que ceux qui figurent au CODEX français, à condition qu'ils soient étiquetés et vendus conformément à leur composition.

Ils ne pourront faire dans leur officine aucun autre commerce que celui des médicaments, des objets se rattachant à l'art de guérir ou à l'hygiène, des produits diététiques, des produits hygiéniques et des produits chimiques.

La vente des médicaments secrets est interdite.

Toute annonce ou affiche indiquant des remèdes secrets est également prohibée.

Les noms et titres du pharmacien ou de l'herboriste devront être inscrits d'une façon apparente sur la devanture de l'officine ; seuls les nom et prénoms du ou des prédécesseurs pourront être maintenus sur la devanture, à l'exclusion de leurs titres, afin d'éviter toute confusion possible avec ceux du successeur. Les étiquettes, les factures et reçus de toutes pièces commerciales devront être au nom du praticien en exercice.

Art 14.- L'ordonnance d'un médecin, d'un chirurgien dentiste d'une sage-femme ou d'un vétérinaire devra être datée et rédigée lisiblement et formulée de sorte qu'elle puisse être exécutée dans toutes les pharmacies.

L'auteur de l'ordonnance devra y faire figurer, indépendamment de sa signature autographe, son nom, sa qualité énoncée en toutes lettres et son adresse, soit lisiblement écrits soit imprimés, soit apposés à l'aide d'un timbre.

Si l'auteur de l'ordonnance prescrit un médicament à une dose supérieure à celle qui figure au tableau des doses maxima du CODEX, il devra répéter la dose en toutes lettres avec la mention d'avertissement " je dis "

Si la prescription concerne des substances vénéneuses, l'auteur devra énoncer en toutes lettres les doses des substances vénéneuses prescrites et indiquer le mode d'administration du médicament.

Si le pharmacien croit devoir conserver l'ordonnance, notamment dans les cas prescrits par les articles 18 et 19 de N otre Dahir du 12 rebia II 1341 (2 Décembre 1922) sur les substances vénéneuses, il ne pourra refuser d'en délivrer une copie intégrale et certifiée conforme, portant le timbre de son officine et le numéro du registre d'ordonnances.

Lorsque le pharmacien se trouve en présence d'une ordonnance qui lui paraît douteuse comme rédaction ou dangereuse comme effet, il en réfère au signataire avant de délivrer le produit spécifié.

Art 15.- (Modifié D. portant loi n° 1.76.432, 15 Février 1977 (25 Safar 1397 art. 1°).- Aux fins d'application du présent dahir, on entend :

1° Par médicament toute substance ou compositions présentée comme possédant des propriétés curatives ou préventives à l'égard des maladies humaines ou animales, ainsi que tout produit pouvant être administré à l'homme ou à l'animal, en vue d'établir un diagnostic médical ou restaurer corriger ou modifier leurs fonctions organiques.

Sont notamment des médicaments, les produits hygiéniques contenant des substances vénéneuses et les produits diététiques qui renferment dans leur composition des substances chimiques ou biologiques ne constituant pas par elles-mêmes des aliments, mais dont la présence confère à ces produits soit des propriétés spéciales recherchées en thérapeutique diététique soit des propriétés de repas d'épreuve.

2° Par spécialité pharmaceutique tout médicament préparé à l'avance dosé au poids médicinal présenté sous un conditionnement particulier caractérisé par une dénomination spéciale portant sa composition, le nom et l'adresse du fabricant et vendu dans plus d'une officine.

Art 15 Bis.- (Ajouté, D. portant loi n° 1.76.432, 15 Février 1977, 25 Safar 1397, Art 1°). Les spécialités pharmaceutiques importées ou fabriquées sur place, sont soumises à l'agrément préalable du Ministre de la Santé Publique (1).

(1) Aux termes de l'article 2 du dahir portant loi n° 1.76.432 du 25 Safar 1397 (15 Février 1977), les agréments des spécialités pharmaceutiques délivrés par le Ministre de la Santé Publique avant la date de publication de ce dahir (25 Mai 1977) sont validés dans la limite de cinq ans.

L'agrément est accordé à une spécialité pharmaceutique pour une période de cinq années renouvelables à l'expiration de chaque période équivalente.

Il peut être suspendu ou supprimé par le Ministre de la Santé Publique.

Il est soumis à un droit fixe,

Art 15 ter.- (Ajouté D. portant loi n° 1.76.432, 15 Février 1977, 25 safar 1397, art 1°) - la publicité concernant les médicaments et les spécialités pharmaceutiques doit être préalablement autorisée par le Ministre de la Santé Publique.

Elle est soumise également à un droit fixe.

1. The first part of the report is devoted to a general description of the work done during the year.

2. The second part contains a detailed account of the experiments carried out, and the results obtained.

3. The third part discusses the theoretical aspects of the work, and compares the experimental results with the predictions of the theory.

4. The fourth part is a summary of the work, and a statement of the conclusions reached.

5. The fifth part contains a list of references, and a list of the names of the persons who have assisted in the work.

6. The sixth part is a list of the names of the persons who have assisted in the work, and a list of references.

7. The seventh part is a list of the names of the persons who have assisted in the work, and a list of references.

8. The eighth part is a list of the names of the persons who have assisted in the work, and a list of references.

9. The ninth part is a list of the names of the persons who have assisted in the work, and a list of references.

10. The tenth part is a list of the names of the persons who have assisted in the work, and a list of references.

11. The eleventh part is a list of the names of the persons who have assisted in the work, and a list of references.

12. The twelfth part is a list of the names of the persons who have assisted in the work, and a list of references.

13. The thirteenth part is a list of the names of the persons who have assisted in the work, and a list of references.

14. The fourteenth part is a list of the names of the persons who have assisted in the work, and a list of references.

15. The fifteenth part is a list of the names of the persons who have assisted in the work, and a list of references.

16. The sixteenth part is a list of the names of the persons who have assisted in the work, and a list of references.

17. The seventeenth part is a list of the names of the persons who have assisted in the work, and a list of references.

18. The eighteenth part is a list of the names of the persons who have assisted in the work, and a list of references.

19. The nineteenth part is a list of the names of the persons who have assisted in the work, and a list of references.

20. The twentieth part is a list of the names of the persons who have assisted in the work, and a list of references.

21. The twenty-first part is a list of the names of the persons who have assisted in the work, and a list of references.

22. The twenty-second part is a list of the names of the persons who have assisted in the work, and a list of references.

23. The twenty-third part is a list of the names of the persons who have assisted in the work, and a list of references.

24. The twenty-fourth part is a list of the names of the persons who have assisted in the work, and a list of references.

25. The twenty-fifth part is a list of the names of the persons who have assisted in the work, and a list of references.

26. The twenty-sixth part is a list of the names of the persons who have assisted in the work, and a list of references.

27. The twenty-seventh part is a list of the names of the persons who have assisted in the work, and a list of references.

28. The twenty-eighth part is a list of the names of the persons who have assisted in the work, and a list of references.

29. The twenty-ninth part is a list of the names of the persons who have assisted in the work, and a list of references.

30. The thirtieth part is a list of the names of the persons who have assisted in the work, and a list of references.

Toute modification de formule et des caractéristiques essentielles du contonnement d'une spécialité pharmaceutique toute modification de la publicité la concernant devra faire l'objet d'un nouvel enregistrement.

Art 15 quater. - (Ajouté D. portant loi n°:1.76.432, 15 Février 1977 25 Safar 1397, art 1°). - Il est interdit de procéder à quelque titre que ce soit, à la délivrance ou au débit d'une spécialité atteinte par la péremption d'utilisation.

L'application des dispositions prévues aux articles 15 bis et 15 ter ci-dessus, n'a pas pour effet d'exonérer le fabricant, ou, s'il est distinct, le titulaire de l'agrément de la responsabilité que l'un et l'autre peuvent encourir dans les conditions du droit commun en raison de la fabrication ou de la mise sur le marché d'une spécialité.

Art 15 Quinquies. - (Ajouté D. portant loi n° 1.76.432, 15 Février 1977 - 25 Février 1397 ; art n° 1°). - Un décret précisera :

1° Les conditions d'octroi, de renouvellement, de suspension et de suppression de l'agrément des spécialités pharmaceutiques ainsi que le montant des droits fixes applicables à l'agrément et au visa de la publicité.

2° Les conditions dans lesquelles la publicité pourra être autorisée.

Art 16. - Les organismes privés où sont traités les malades, ainsi que les prisons, pourront avoir un dépôt de médicaments pour leur usage intérieur particulier et le placer sous la responsabilité d'un médecin attaché à l'établissement. La désignation de ce praticien est soumise à l'agrément du Secrétaire Général du Gouvernement, après avis du Ministre de la Santé Publique.

Les associations industrielles, les communautés, les entreprises de travaux importants, pourront avoir une réserve d'urgence des médicaments non toxiques pour l'usage exclusif de leurs membres ou de leur personnel.

Toute pharmacie, tout établissement susceptible de délivrer à titre onéreux ou gratuit des drogues ou des médicaments, tout dépôt de médicaments en quelques mains qu'il soit seront placés sous la surveillance d'inspecteurs de la pharmacie qui les visiteront et signaleront à l'autorité compétente les contraventions aux dispositions du présent dahir.

Les inspecteurs de la pharmacie auront la qualité d'officiers de police judiciaire pour la constatation des infractions qu'ils ont mission de rechercher.

Un décret rendu sur la proposition du ministre de la santé publique réglementera l'inspection de la pharmacie.

Art 17.- Toute personne pourvue du certificat d'herboriste et autorisée dans les conditions prévues par l'article 2 pourra détenir et vendre toutes les plantes ou parties de plantes médicinales, fraîches ou sèches, à l'exception des plantes classées aux différents tableaux des substances vénéneuses prévus par le dahir du 12 Rebia II 1342 (2 Décembre 1922).

Il est interdit aux herboristes de constituer un dépôt de médicaments dans leur officine, de détenir et de mettre en vente :

- 1° Tout mélange de plantes ;
- 2° Toute préparation ou spécialité pharmaceutique ;
- 3° Tout produit toxique d'origine végétale ou non et en particulier toute substance vénéneuse inscrite aux tableaux prévus par le dahir du 12 Rebia II 1341 (2 Décembre 1922)
- 4° De l'essence d'anis et des produits similaires à base d'anéthol.

Un herboriste ne pourra exploiter qu'un seul magasin. Tout transfert de ce magasin dans un autre local de la même ville devra être signalé par l'intéressé au Secrétaire Général du Gouvernement par l'intermédiaire de l'autorité municipale ou locale.

Les herboristes sont soumis au contrôle de l'inspection de la pharmacie prévu par l'article 16 du présent dahir.

Au cas de décès d'un herboriste en exercice, le conjoint survivant ou les héritiers pourront continuer à tenir le magasin avec le concours d'un herboriste diplômé.

Dans le cas, la demande de gérance devra être adressée par la voie administrative au Secrétaire Général du Gouvernement qui délivrera s'il y a lieu, l'autorisation nécessaire dont la durée ne pourra excéder un an.

CHAPITRE VI

DES CLINIQUES ; MAISONS DE SANTE OU DE TRAITEMENT

Art 18.- (Modifié D. portant loi n° 1.75.449, (Décembre 1975) (2 Hijja 1395, art. 1°).- L'ouverture, la réouverture, le changement de direction dans l'exploitation d'une clinique, d'une maison de traitement ou de santé, ou d'un hôpital privé, seront subordonnés à l'autorisation préalable du Secrétaire Général du Gouvernement qui sera délivrée après avis du Ministre de la Santé Publique.

A cet effet, l'intéressé déposera, dans chaque cas, une demande d'autorisation, accompagnée du plan et du règlement intérieur de l'établissement, entre les mains du représentant de l'autorité municipale ou locale qui assurera la transmission des pièces au secrétaire général du Gouvernement chargé de statuer. L'autorisation sera toujours révocable.

Toute sage-femme qui recevra chez elle des pensionnaires sera tenue d'en faire la déclaration à l'autorité municipale ou locale qui fera procéder à l'inspection des locaux mis à la disposition des clientes, par le médecin-directeur du bureau municipal d'hygiène, ou, dans les centres non dotés d'un bureau municipal d'hygiène, par un médecin désigné par le médecin-chef de la préfecture ou de la province.

Ce praticien dressera de son inspection, un procès-verbal qui sera transmis par les soins de l'autorité municipale ou locale au secrétaire général du gouvernement. S'il a été constaté que l'installation et l'aménagement des locaux ne remplissent pas toutes les conditions d'hygiène nécessaires, il pourra être interdit à la sage-femme de prendre des pensionnaires.

Une inspection des cliniques, maisons de santé ou de traitements, hopitaux privés et locaux de toutes les sages-femmes autorisées à recevoir des pensionnaires devra être effectuée dans les mêmes conditions, au moins une fois par an. Le procès-verbal d'inspection sera adressé au Secrétaire Général du Gouvernement et au Ministre de la Santé Publique.

Le Ministre de la Santé Publique fixera par arrêté un minimum de lits pour chacun des établissements visés dans le présent article ainsi que les normes de classement, en différentes catégories, des chambres de ces établissements.

CHAPITRE VII

DES SANCTIONS

Art 19.- Toute infraction aux prescriptions des premier, deuxième, et sixième alinéas de l'article 13 et à celles de l'article 14 sera passible d'une amende de 20 000 à 120 000 francs.

Toutefois, les infractions à celle des prescriptions de l'article 14 qui sont relatives aux substances vénéneuses seront passibles des peines prévues par le dahir du 12 Rebia II 1341 (2 décembre 1922).

Tout exercice illégal des professions visées par le présent dahir sera puni d'une amende de 200 000 à 2 millions de francs.

Toute autre infraction aux dispositions du présent dahir ou des décrets et arrêtés prévus pour son application, sera passible d'une amende de 100 000 à 1 000 000 de francs, sans préjudice, le cas échéant, de l'application des peines prévues par les dahirs des 23 Kaada 1332 (14 Octobre 1914) sur la répression des fraudes et 12 Rebia II 1341 (2 Décembre 1922) sur les substances vénéneuses.

Si le délit d'exercice illégal est accompagné d'usurpation de titre, l'amende sera de 500 000 à 2 000 000 de francs

L'amende sera double au cas de récidive pour infraction de qualification identique et le délinquant pourra être condamné, en outre, à un emprisonnement dont la durée n'excèdera pas un an.

7° alinéa. (Modifié, D. portant loi n° 1.76.432, 15 Février 1977, 25 Safar 1397, art 1°).- Au cas de condamnation pour infraction à l'une des dispositions des articles 8, 9, 10, 11, 13, 14, 15, 15 bis, 15 ter, 15 quater ou des règlements pris pour leur application, la pharmacie ou l'établissement pharmaceutique irrégulièrement tenu ou géré pourra être fermé dès le prononcé du jugement de condamnation, même rendu par défaut, à la diligence du Secrétaire Général du Gouvernement. Les tribunaux pourront toujours prononcer à l'encontre du pharmacien condamné l'interdiction temporaire ou définitive d'exercer.

Seront également frappés par les tribunaux, de suspension temporaire ou d'interdiction absolue d'exercice de leur profession, accessoirement à la peine principale, tous médecins, chirurgien-dentiste, sage-femme, pharmaciens ou herboristes qui seraient condamnés :

1° à une peine afflictive ou infâmante

2° à une peine correctionnelle prononcée pour faux, vol ou escroquerie, ainsi que pour les crimes ou délits prévus par les articles 316, 317, 330, 331, 332, 334 et 335 du code pénal applicable devant les juridictions instituées par le dahir du 9 Ramadan 1331 (12 Août 1913) relatif à l'organisation judiciaire, ou les articles 247, 248, 253, 255, 256, 260, 261, et 212 du code pénal applicable devant les juridictions de droit commun ou par le dahir du 4 Rébia II 1370 (13 Janvier 1951) tendant au renforcement de la lutte contre le proxénétisme.

3° à une peine correctionnelle prononcée par un tribunal criminel pour des faits qualifiés crimes par la loi.

En cas de condamnation à l'étranger pour l'un des délits ci-dessus spécifiés, le coupable sera, à la requête du Ministère Public, frappé par les tribunaux de première instance, ou à défaut, par les tribunaux régionaux, de suspension temporaire ou d'interdiction absolue de l'exercice de sa profession.

— 11 —
 — 12 —
 — 13 —
 — 14 —
 — 15 —
 — 16 —
 — 17 —
 — 18 —
 — 19 —
 — 20 —
 — 21 —
 — 22 —
 — 23 —
 — 24 —
 — 25 —
 — 26 —
 — 27 —
 — 28 —
 — 29 —
 — 30 —
 — 31 —
 — 32 —
 — 33 —
 — 34 —
 — 35 —
 — 36 —
 — 37 —
 — 38 —
 — 39 —
 — 40 —
 — 41 —
 — 42 —
 — 43 —
 — 44 —
 — 45 —
 — 46 —
 — 47 —
 — 48 —
 — 49 —
 — 50 —
 — 51 —
 — 52 —
 — 53 —
 — 54 —
 — 55 —
 — 56 —
 — 57 —
 — 58 —
 — 59 —
 — 60 —
 — 61 —
 — 62 —
 — 63 —
 — 64 —
 — 65 —
 — 66 —
 — 67 —
 — 68 —
 — 69 —
 — 70 —
 — 71 —
 — 72 —
 — 73 —
 — 74 —
 — 75 —
 — 76 —
 — 77 —
 — 78 —
 — 79 —
 — 80 —
 — 81 —
 — 82 —
 — 83 —
 — 84 —
 — 85 —
 — 86 —
 — 87 —
 — 88 —
 — 89 —
 — 90 —
 — 91 —
 — 92 —
 — 93 —
 — 94 —
 — 95 —
 — 96 —
 — 97 —
 — 98 —
 — 99 —
 — 100 —

L'exercice de leur profession par les personnes contre lesquelles aura été prononcée la suspension temporaire ou l'incapacité absolue, dans les conditions ci-dessus spécifiées, tombera sous le coup des sanctions prévues par les troisième, quatrième, cinquième, et sixième alinéas du présent article.

Les dispositions du présent article ne seront toutefois jamais applicables aux médecins, pharmaciens, chirurgiens-dentistes, sages-femmes ou herboristes frappés d'une peine quelconque pour crime ou délit politique.

Le fait de s'être servi, pour obtenir l'autorisation d'exercer d'un titre faux ou falsifié, ou d'avoir fait usage d'un titre appartenant à une autre personne sera poursuivi conformément aux textes sur le faux.

Les sanctions ci-dessus prévues seront prononcées sans préjudice des actions en dommages et intérêts qui pourront être intentées à l'encontre des délinquants par les intéressés et sans préjudice, au regard des praticiens non diplômés qui exercent leur profession en vertu d'une autorisation personnelle spéciale, de la perte du bénéfice de la tolérance dont ils jouissent, dans le cas où la suspension temporaire serait prononcée à leur encontre en vertu d'une des dispositions du présent article.

Les circonstances atténuantes pourront toujours être appliquées.

Art 20.— Sont abrogées toutes les dispositions contraires à celles fixées par le présent dahir.

Art 21.— Le présent dahir s'applique à l'ensemble du Royaume.

CHAPITRE VIII

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Art 22.— Un délai de six mois, à compter de la publication du présent dahir au BULLETIN OFFICIEL, est accordé aux personnes exerçant dans la province de Tanger et dans l'ancienne zone du protectorat espagnol pour leur permettre, s'il y a lieu, de régulariser leur situation ou celle de leur entreprise.

Un délai identique, à compter de la date de la publication du présent dahir au BULLETIN OFFICIEL, est accordé à tous propriétaire des établissements, dépôts, entrepôts visés

à l'article 9 ci-dessus pour leur permettre de régulariser leur situation et celle de leur entreprise.

A l'expiration de ce délai, les intéressés devront cesser toute activité s'ils ne se sont pas conformés aux dispositions du présent dahir.

Art 23.- A titre transitoire, les " Mouwalidat " et les " gablat " pourront continuer à pratiquer, sous les réserves prévues à l'article 5 dernier alinéa. Il leur est interdit de pratiquer des injections parentérales, des vaccinations ou ravaccinations de quelque nature qu'elles soient ou de prescrire des médicaments.

Art 24.- A titre exceptionnel, les personnes, qui en vertu de la tolérance prévue à l'article 12 du dahir du 8 Jourada II 1334 (12 Avril 1916) pratiquaient les soins dentaires antérieurement à la date de publication du présent dahir, et depuis cinq ans au moins, pourront continuer à exercer leur profession, jusqu'à l'intervention d'un décret qui fixera leur situation.

JURISPRUDENCE

(Art. 1°, 2, 3, 20 et 21)

Aux termes des articles 1 et 2 du dahir du 19 Février 1960 portant refonte pour l'ensemble du Royaume de la Réglementation des professions médicales et notamment de la pharmacie, nul ne peut être admis à exercer la profession de pharmacien s'il n'est pas possesseur d'un diplôme correspondant délivré au Maroc, soit dans un pays étranger, sous réserve de la vérification par le Secrétaire Général du Gouvernement du diplôme présenté et de la délivrance par ladite autorité de l'autorisation d'exercer au Maroc.

Si, aux termes de l'article 5 de ce texte, des praticiens non diplômés peuvent être autorisés à exercer la pharmacie dans une localité déterminée, cette autorisation n'est valable que pour une durée de deux années au terme de laquelle les intéressés doivent présenter un diplôme de pharmacien.

Les articles 20 et 21 du dahir du 19 Février 1960 ont pour objet d'obliger les personnes installées comme pharmaciens dans la province de Tanger et dans l'ancienne zone de protectorat espagnol, à se conformer dans un délai de six mois non seulement aux prescriptions de la nouvelle législation relatives aux obligations imposées aux pharmaciens, mais encore à celles ayant trait à leur admission dans la profession.

... ..

... ..

... ..

(101)

... ..

... ..

... ..

L'exigence de la possession d'un diplôme de pharmacien est donc devenue indispensable à toutes personnes qui exerçaient la pharmacie sans diplôme en vertu des dispositions dérogatoires antérieures (cour suprême 12 Juillet 1962 ; rejet pourvoi : gaz. trib. Maroc, 10 Novembre 1962, p. 110)

(Art. 4 et 19)

Le dahir du 12 Avril 1916 ne permet à l'autorité administrative de prescrire la fermeture d'un cabinet dentaire qu'après condamnation de l'intéressé et avis conforme d'une commission technique. Est entachée d'excès de pouvoir la décision du secrétaire général du Gouvernement chargeant un Gouverneur d'inviter un praticien de fermer son second cabinet. (Cour Sup. Ch. adm. 12 mars 1959 : Rec. arrête cours d'appel, p. 181).

N.B - Cet arrêt rendu, compte tenu des dispositions du dahir du 12 Avril 1916 actuellement abrogé, et notamment de ses articles 2 ter et 11, demeurerait éventuellement valable au regard du dahir du 19 Février 1960, et notamment de ces articles 4 et 19 (sous réserve que l'art. 3 3° alinéa de ce dernier dahir dispose expressément qu'un médecin ou chirurgien dentiste ne peut tenir qu'un seul cabinet et seulement dans la localité où il a élu domicile).

N'est pas entachée d'excès de pouvoirs la décision du Secrétaire Général du Gouvernement refusant à un pharmacien non diplômé l'autorisation de continuer à exercer à Tanger, alors que, d'une part, le dahir du 19 Février 1960, applicable sur tout le territoire, ne prévoit l'exercice de la pharmacie par des non diplômés que par des débutants dans les deux dernières années avant l'obtention de leur diplôme et que, d'autre part, les dispositions spéciales à l'application de cette nouvelle législation à Tanger sont incompatibles avec le maintien en place de pharmaciens non diplômés, même régulièrement autorisés en vertu de la législation locale désormais abrogée. (Cour sup. Ch. adm. 12 Juillet 1962 : Rev. mar. de droit 1° Février 1963 , P. 57 ; rejet ; note non signée sous arrêt).

(Article 22)

Il ressort du rapprochement des termes de l'article 22 du dahir du 19 Février 1960 relatif à l'exercice des professions médicales et paramédicales, et de l'article 4 du proto-

cole annexe de la déclaration finale de la conférence internationale de Tanger en date du 29 Octobre 1956, ratifiée par dahir du 6 Novembre 1956, que le Gouvernement marocain n'a pas entendu considérer comme caduques toutes les autorisations délivrées dans l'ancienne zone de Tanger pour l'exercice de professions libérales telles que celles de médecine, ni soumettre instinctivement tous les intéressés à l'obligation d'obtenir une nouvelle autorisation pour continuer à exercer leur activité ; le Gouvernement s'est seulement réservé le droit de vérifier les autorisations antérieurement accordées afin de mettre fin à l'activité des personnes qui auraient bénéficié d'autorisations abusives alors qu'elles ne remplissaient pas les conditions fixées par la législation spéciale à la zone, ou qui n'exerçaient que par mesure de tolérance et notamment sans justifier de la possession d'un diplôme en vertu des dispositions particulières à la législation en vigueur à Tanger, un délai de six mois étant toutefois accordé aux personnes admises à exercer la médecine dans les conditions précitées en vue de leur permettre de solliciter une autorisation régulière d'exercer si elles étaient en mesure dans le délai dont il s'agit de satisfaire à toutes les prescriptions de la nouvelle législation générale.

Aucune disposition ni du protocole susvisé, ni du dahir du 19 Février 1960 ne confère au Secrétaire Général du Gouvernement le pouvoir de **procéder**, à l'occasion de la vérification de la situation des praticiens intéressés, au retrait d'autorisations régulièrement délivrées pour des motifs tirés, soit de condamnations pénales encourues, soit de fautes professionnelles commises par les intéressés, sans être tenu de respecter selon le cas, les garanties de procédure prévues par la législation en vigueur relative au retrait des autorisations d'exercer après condamnation, ou au régime disciplinaire des médecins. (Cour sup. Ch. adm. 25 Novembre 1963 : annulation décision S.G.G. 12 Janvier 1962 : Gaz. trib Maroc 10 Février 1964, p. 14).

- 1. The first part of the report is a general introduction to the subject of the study. It discusses the importance of the study and the objectives of the research.
- 2. The second part of the report is a detailed description of the methodology used in the study. It includes information about the sample size, the data collection methods, and the statistical analysis techniques.
- 3. The third part of the report is a presentation of the results of the study. It includes tables and graphs showing the data and the findings of the research.
- 4. The fourth part of the report is a discussion of the results and their implications. It discusses the strengths and limitations of the study and provides suggestions for future research.
- 5. The fifth part of the report is a conclusion and a summary of the findings. It provides a clear and concise statement of the results and the conclusions drawn from the study.
- 6. The sixth part of the report is a list of references. It includes a list of all the sources used in the study, including books, articles, and other documents.
- 7. The seventh part of the report is an appendix. It includes any additional information that is relevant to the study, such as raw data, questionnaires, and other documents.
- 8. The eighth part of the report is a list of figures. It includes a list of all the figures used in the study, including tables, graphs, and other visual aids.
- 9. The ninth part of the report is a list of tables. It includes a list of all the tables used in the study, including data tables, summary tables, and other tables.
- 10. The tenth part of the report is a list of abbreviations. It includes a list of all the abbreviations used in the study, including acronyms, initials, and other abbreviations.

B.O N° 965 DU 24 AVRIL 1931

DAHIR DU 17 AVRIL 1931 (28 KAADA 1349)
complétant le dahir du 13 Juillet 1914 (19 Chaabane 1332)
édicte des mesures pour garantir les animaux domestiques
contre les maladies contagieuses :

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes - puisse Dieu Très Haut
en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DECRETE CE QUI SUIT :

Article Unique. - L'article premier du dahir du 13 Juillet
1914 (19 Chaabane 1332) édicte des mesures pour garantir
les animaux domestiques contre les maladies contagieuses, est
complété ainsi qu'il suit :

" L'oesophagostomose dans l'espèce Ovine " ..

Fait à Rabat, le 28 Kaada 1349
(17 Avril 1931)

Vu pour propulgateion et mise à exécution :

Rabat le 18 Avril 1931

Le Commissaire Résident Général
LUCIEN SAINT.

B.O N° 1112 DU 16 FEVRIER 1934

DAHIR DU 29 DECEMBRE 1932 (11 RAMADAN 1352)
complétant le dahir du 13 Juillet 1914 (19 Chaabane 1332)
édicte des mesures pour garantir les animaux domesti-
ques contre les maladies contagieuses.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes - puisse Dieu en élever
et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérffienne,

A DECRETE CE QUI SUIIT :

Article unique.- L'article premier du dahir du 13 Juillet 1914 (19 Chaabane 1332) édictant des mesures pour garantir les animaux domestiques contre les maladies contagieuses, est complété ainsi qu'il suit :

" Article premier.-

" les maladies contagieuses des abeilles; la loque, l'acariose, la nosémose."

Fait à Rabat, le 11 Ramadan 1352
(29 Décembre 1933)

Vu pour propulagation et mise à exécution

Rabat, le 7 Février 1934
Le Commissaire Résident Général

HENRI PONSOT.

B.O DU 13 JUILLET 1934, N° 1113

DAHIR DU 8 JUIN 1934 (25 SAFAR 1353)
complétant le dahir du 13 Juillet 1914 (19 Chaabane 1332)
édicant des mesures pour garantir les animaux domestiques
contre les maladies contagieuses.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présente puisse Dieu en élever et
en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DECRETE CE QUI SUIIT :

Article Unique.- L'article premier du dahir du 13 Juillet 1914 (19 Chaabane 1332) édictant des mesures pour garantir les animaux domestiques contre les maladies contagieuses est complété ainsi qu'il suit :

" Article premier.-

" L'anémie infectieuse des équidés."

Fait à Rabat, le 25 Safar 1353
(8 Juin 1934)

Vu pour propulagation et mise à exécution :

Rabat, le 7 Juillet 1934
Le Commissaire Résident Général.
HENRI PONSOT.

1892

1031

$\frac{1}{2} \times \frac{1}{2} = \frac{1}{4}$

B.O N° 1161 DU 25 JANVIER 1935

DAHIR DU 17 DECEMBRE 1934 (9 RAMADAN 1353)
complétant le dahir du 13 Juillet 1914 (19 Chaabane 1332)
édicte des mesures pour garantir les animaux domestiques
contre les maladies contagieuses.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes - puisse Dieu en élever
et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DECRETE CE QUI SUIIT :

Article unique. - L'article premier du dahir du 13 Juillet
1914 (19 Chaabane 1332) édicte des mesures pour garantir
les animaux domestiques contre les maladies contagieuses, est
complété ainsi qu'il suit :

" article premier. - ;.....

" La psittacose."

Fait à Rabat le 9 Ramadan 1353

(17 Décembre 1934)

Vu pour promulgation et mise à exécution

Rabat, le 17 Décembre 1934

Le commissaire Résident Général.

HENRI PONSOT.

B.O N° 1247 DU 18 SEPTEMBRE 1936

DAHIR DU 17 AOUT 1936 (28 JOMADA I 1355)
modifiant le dahir du 13 Juillet 1914 (19 Chaabane 1332)
édicte des mesures pour garantir les animaux domestiques
contre les maladies contagieuses.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes - puisse Dieu en élever
et en fortifier la teneur !

Que N otre Majesté Chérifienne,

Vu le dahir du 13 Juillet 1914 (19 Chaabane 1332) édictant des mesures pour garantir les animaux domestiques contre les maladies contagieuses et les dahirs qui l'ont modifié ou complété,

A DECRETE CE QUI SUIT :

Article premier.- Le septième alinéa de l'article premier du dahir, susvisé du 13 Juillet 1914 (19 Chaabane 1332) est modifié ainsi qu'il suit :

" Article premier.- les maladies contagieuses ou réputées telles, donnant lieu à l'application des mesures de police sanitaire vétérinaire, sont ;

" La clavelée, la gale dans les espèces ovine et caprine, les brucelloses dans les espèces bovine, ovine, caprine et porcine ".

Article 2.- Le dahir du 4 Avril 1933 (8 Hijja 1351) complétant l'article premier du dahir précité du 13 Juillet 1914 (19 Chaabane 1332) est abrogé.

Fait à Casablanca, le 18 Jomada 1355
(17 Août 1936)

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 7 Septembre 1936
Le Commissaire Résident Général

PEYROUTON.

B.O N° 1910 DU 3 JUIN 1949

DAHIR DU 19 AVRIL 1949 (20 JOUMADA II 1368)
complétant le dahir du 13 Juillet 1914 (19 Chaabane 1332)
édicte des mesures pour garantir les animaux domestiques
contre les maladies contagieuses.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes-puisse Dieu en élever et
en fortifier la teneur !
Que notre Majesté Chérifienne,

A DECRETE CE QUI SUIIT ,

Article Unique.- L'article premier du dahir du 13 Juillet 1914 (19 Chaabane 1332) édictant des mesures pour garantir les animaux domestiques contre les maladies contagieuses, est complété ainsi qu'il suit :

"Article premier.- Les maladies contagieuses ou réputées telles donnant lieu à l'application des mesures de police sanitaire vétérinaire sont :

.....
" La tularémie ".

Fait à Rabat, le 20 Joumada II 1368
(19 Avril 1949)

Vu pour propulagation et mise à exécution :

Rabat, le 21 Mai 1949
Le Commissaire Résident Général

A. JUIN.

B.O N° 1113 DU 13 JUILLET 1934

DAHIR DU 31 MAI 1934 (17 SAFAR 1353) complé-
tant le dahir du 12 Juillet 1914 (18 Chaabane 1332) é-
dictant des mesures de police sanitaire vétérinaire à l'im-
portation des animaux et produits animaux.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes - puisse Dieu en élever
et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DECRETE CE QUI SUIIT :

Article unique.- Le paragraphe premier de l'article 10 du
dahir du 12 Juillet 1914 (18 Chaabane 1332) édictant des me-
sures de police sanitaire vétérinaire à l'importation des ani-
maux et produits animaux est modifié ainsi qu'il suit :

" Article 10.-

" 1° - dirigés sur l'abattoir le plus voisin lorsqu'il s'agit de péricéumonie, pneumo-entérite, fièvre aphteuse, et avortement épizootique.

.....
(la suite sans modification).

Fait à Rabat, le 17 Safar 1353
(31 Mai 1934)

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 5 Juillet 1934

HENRI PONSOT.

B.O N° 987 DU 25 SEPTEMBRE 1931

DAHIR DU 8 JUILLET 1931 (21 SAFAR 1350) modifiant le dahir du 12 Juillet 1914 (18 Chaabane 1350) édictant des mesures de police sanitaire vétérinaire à l'importation des animaux et produits animaux.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes - puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que notre Majesté Chérifienne,

A DECRETE CE QUI SUIT :

Article premier.- L'article 4 du dahir du 12 Juillet 1914 (18 Chaabane 1332) édictant des mesures de police sanitaire vétérinaire à l'importation des animaux et produits animaux, est modifié ainsi qu'il suit :

" article 4.- (modifié par dahir du 26 Mars 1935)
(voir au chapitre " exportation " l'arrêté viziriel du 27 Avril 1935).

Art 2.- Un arrêté viziriel déterminera :

1° - les jours auxquels les animaux et produits animaux pourront être présentés à l'importation.

2° - Les dispositions spéciales à prendre en ce qui concerne les importations par les postes - frontières qui sont

.....
.....
.....

.....
.....

.....
.....

.....

.....
.....
.....
.....

.....

.....

.....
.....
.....

.....
.....
.....
.....
.....
.....

.....

.....
.....
.....

.....
.....

ou seront installés sur la Moulouya.

Fait à Rabat, le 21 Safar 1350
(8 Juillet 1931)

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 17 Septembre 1931
Le Ministre Plénipotentiaire
Délégué à la Résidence Générale

URBAIN BLANC.

B.O N° 1135 DU 27 JUILLET 1934

RECTIFICATIF AU BULLETIN OFFICIEL N° 1113
du 13 Juillet 1934, page 650

DAHIR DU 31 MAI 1934 (17 SAFAR 1353) complétant
le dahir du 12 Juillet 1914 (18 Chaabane 1332) édictant
des mesures de police sanitaire vétérinaire à l'importa-
tion des animaux et produits animaux.

Article unique.-

Au lieu de :

" article 10.-

1° - dirigés sur l'abattoir le plus voisin lorsqu'il s'-
agit de péripneumonie, pneumo-entérite, fièvre aphteuse et
avortement épizootique,

Lire :

" Article 10.-

1° - dirigés sur l'abattoir le plus voisin lorsqu'il s'-
agit de pneumonie, pneumo-entérite, tuberculose, fièvre aph-
teuse avortement épizootique.

DAHIR DU 12 JUILLET 1914 (18 CHAABANE 1332)
édicant des mesures de police sanitaire vétérinaire à
l'importation des animaux et produits animaux.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Moulay Youssef)

A Nos Serviteurs intègres, les Gouverneurs et Caïds de
Notre Empire Fortuné, ainsi qu'à Nos Sujets.

THE UNIVERSITY OF CHICAGO

DEPARTMENT OF THE HISTORY OF ARTS

THE HISTORY OF ARTS
IN THE MIDDLE AGES

1

THE HISTORY OF ARTS IN THE MIDDLE AGES

THE HISTORY OF ARTS IN THE MIDDLE AGES

THE HISTORY OF ARTS IN THE MIDDLE AGES

THE HISTORY OF ARTS IN THE MIDDLE AGES

THE HISTORY OF ARTS IN THE MIDDLE AGES

THE HISTORY OF ARTS IN THE MIDDLE AGES

THE HISTORY OF ARTS IN THE MIDDLE AGES

THE HISTORY OF ARTS IN THE MIDDLE AGES

THE HISTORY OF ARTS IN THE MIDDLE AGES

THE HISTORY OF ARTS IN THE MIDDLE AGES

THE HISTORY OF ARTS IN THE MIDDLE AGES

THE HISTORY OF ARTS IN THE MIDDLE AGES

THE HISTORY OF ARTS IN THE MIDDLE AGES

THE HISTORY OF ARTS IN THE MIDDLE AGES

Que l'on sache par les présentes - puisse Dieu Très Haut en illustrer la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DECRETE CE QUI SUIT :

Article premier.- A leur entrée en zone française, les animaux des espèces chevaline et asine et leurs croisements ; ceux des espèces bovine, ovine, caprine et porcine, sont soumis en tout temps, aux frais des importateurs à une visite sanitaire, s'il y a lieu à une quarantaine pendant laquelle ils seront soumis aux épreuves d'investigation prescrites par le service zootechnique et des épizooties et propres à révéler leur état de santé.

sont également soumis à la visite vétérinaire sanitaire les viandes fraîches et les peaux brutes importées ou en transit.

Art 2.- Le tarif des frais de visite à payer pour les animaux et produits énumérés à l'article précédent et le mode de perception de ces droits sont fixés par arrêté de Notre Grand Vizir.

Ces droits sont dus, que l'entrée des animaux et produits ait été ou non autorisée.

Le recouvrement en sera poursuivi en matière de contributions diverses.

Art 3.- Sont exemptés de la visite sanitaire et du paiement des droits y afférents :

Tout animal à la mamelle suivant sa mère.

Les animaux de l'armée et du service des haras ;

Les animaux provenant d'un port de la zone française munis d'un certificat de santé délivré par le vétérinaire sanitaire du port.

Art 4.- Sont seuls ouverts à l'importation et au transit des animaux et produits animaux visés à l'article premier, les ports de la zone française citapès énumérés : Mehdia, Kénitra Rabat, Fedala, Casablanca, Mazagan, Safi et Mogador.

Art 5.- Des dahirs peuvent prohiber temporairement l'entrée en zone française des animaux et de tous objets susceptibles de communiquer une maladie contagieuse.

Art 6.- En zone française, tout navire ayant à bord, en provenance de l'étranger, des animaux visés à l'article premier ne peut embarquer d'animaux en cabotage, à destination d'un autre port de la même zone, si préalablement, un vétérinaire visiteur n'a officiellement constaté le parfait état sanitaire des animaux étrangers. Cette constatation n'est pas exigible si les animaux étrangers sont :

- 1° - Des animaux de l'armée ou du service des haras.
- 2° - Des animaux destinés à la consommation du bord, pourvu qu'ils soient parqués à part.

Art 7.- Les importations de viande fraîche des espèces bovine et porcine doivent présenter des animaux complets, soit entiers, soit par moitiés ou par quartiers, suivant les usages de la boucherie ; les différents morceaux doivent se juxtaposer exactement entre eux, les parois de la poitrine et de l'abdomen doivent, en outre, ne porter aucune trace de reilage ; les viandes fraîches des espèces ovine et caprine ne peuvent être importées que découpées par quartiers. Toutefois peuvent être admis à l'état de pièces isolées :

a) pour l'espèce bovine

- 1° - les filets et les aloyaux
- 2° - Les globes et les culottes qui ne devront porter aucune trace d'épluchage et pourront être présentés soit isolément, soit adhérents entre eux.
- 3° - Les langues, qui ne devront porter aucune trace d'épluchage et seront présentées avec les parois pharyngiennes les ganglions rétropharyngiens et sous-glossiens adhérent naturellement ainsi que le larynx et un tiers environ de la trachée.
- 4° - Les rognons et les cervelles.
- 5° - Les ris de veau.

b) pour l'espèce ovine : les rognons et les cervelles.

Toutes les viandes doivent porter l'estampille d'un abat-toir ou le cachet du vétérinaire sanitaire du lieu de provenance.

Art 8.- La visite sanitaire prescrite par l'article premier ne dispense pas les importateurs des animaux et produits animaux astreints à cette visite de la production d'un certificat d'origine et d'un certificat sanitaire.

Le certificat d'origine, délivré par l'autorité administrative du lieu de provenance, doit attester que, dans la dite localité, au moment du départ des animaux ou produits animaux, il n'existe ou il n'a existé, pendant les six semaines précédentes, aucun cas de maladie contagieuse sur les animaux de l'espèce,

Ce certificat indique le nombre, les marques particulières et le signalement des animaux, ainsi que les nom et adresse de l'expéditeur. Il ne devra pas avoir été délivré plus de trois jours avant la mise en route des animaux ou l'expédition des produits animaux astreints à la visite sanitaire. Le temps nécessité par le voyage est calculé d'après la lettre de voiture ou les papiers du bord.

Le certificat sanitaire, délivré par le vétérinaire-inspecteur du port d'embarquement, doit attester que les animaux ou produits animaux authentiqués par le certificat d'origine ont été reconnus sains au moment de leur embarquement.

Art 9.- La visite sanitaire a lieu aussitôt après le débarquement des animaux ou produits animaux, sur présentation au vétérinaire sanitaire du certificat d'origine et du certificat de santé dont il est question à l'article précédent. La sortie des animaux et produits animaux ne peut être opérée qu'après la remise au service des douanes des deux certificats du laissez-passer délivré par le vétérinaire sanitaire visiteur.

Art 10.- Les animaux reconnus atteints de maladies contagieuses sont suivant le cas :

1° - dirigés sur l'abattoir le plus voisin lorsqu'il s'agit de péripneumonie, pneumo-entérite, tuberculose, fièvre aphteuse ;

La chair de ces animaux ne peut être livrée à la consommation que sur l'avis conforme et motivé par le vétérinaire visiteur.

2°- Saisis et immédiatement abattus sur place, lorsqu'il s'agit de peste bovine, morve, farcin, charbon bactérien, charbon symptomatique, rage, piroplasmose, clavelée, fièvre méditerranéenne, rouget et variole du porc. La chair de ces animaux ne peut en aucun cas être livrée à la consommation.

3° Mise en quarantaine jusqu'à leur guérison, ou réexportée s'il s'agit de gale ou de lymphangite épizootique.

Sont saisis et abattus immédiatement, les animaux faisant partie d'un lot dans lequel la peste bovine aura été constatée la chair ne pourra être livrée à la consommation que sur l'avis conforme écrit et motivé du vétérinaire visiteur.

Les juments et ânesses atteintes ou suspectes de dourine seront abattus ; les étalons, également atteints ou suspects, seront castrés sous la surveillance du vétérinaire visiteur.

- The first thing I noticed when I stepped out of the car was the cold. It was a sharp contrast to the warm blanket I had been sitting under. I shivered slightly, but then I remembered that I was in the city, and I had to get used to it.

- I walked towards the entrance of the building, my feet crunching on the snow. The air was crisp and clean, a welcome change from the stuffy atmosphere of the car. I took a deep breath, feeling the cold air fill my lungs.

- As I approached the door, I noticed a small sign on the wall. It was written in a language I didn't understand, but I felt a sense of curiosity. I pushed the door open, and a warm light greeted me. I stepped inside, feeling a sense of relief.

- The interior of the building was spacious and bright. I walked towards the center, where a large group of people were gathered. They were all looking at me with interest, and I felt a bit nervous.

- I tried to make small talk with them, but I realized that I didn't have much to say. I felt a bit awkward, but then I remembered that I was in the city, and I had to be confident. I took a deep breath and smiled at them.

- The people around me began to talk to me, and I felt a sense of connection. I realized that I was not alone in this city, and I felt a sense of belonging.

- I walked towards the back of the building, where a small room was located. I opened the door, and a warm light greeted me. I stepped inside, feeling a sense of relief.

- The room was small and cozy. I walked towards the center, where a small table was set up. I sat down, feeling a sense of comfort. I took a deep breath and smiled at myself.

- I looked at the table, and I noticed a small note. It was written in a language I didn't understand, but I felt a sense of curiosity. I picked up the note, and I read it.

- The note was written in a language I didn't understand, but I felt a sense of curiosity. I picked up the note, and I read it. It was a letter from a friend, and it was written in a language I didn't understand.

- I looked at the note, and I noticed a small signature. It was written in a language I didn't understand, but I felt a sense of curiosity. I picked up the note, and I read it.

- The note was written in a language I didn't understand, but I felt a sense of curiosity. I picked up the note, and I read it. It was a letter from a friend, and it was written in a language I didn't understand.

- I looked at the note, and I noticed a small signature. It was written in a language I didn't understand, but I felt a sense of curiosity. I picked up the note, and I read it.

- The note was written in a language I didn't understand, but I felt a sense of curiosity. I picked up the note, and I read it. It was a letter from a friend, and it was written in a language I didn't understand.

- I looked at the note, and I noticed a small signature. It was written in a language I didn't understand, but I felt a sense of curiosity. I picked up the note, and I read it.

Art 11.- Pour toute maladie contagieuse autre que la peste bovine les animaux suspects seront repoussés après avoir été marqués, à moins que leurs propriétaires ou conducteurs ne consentent à les faire abattre immédiatement dans un abattoir du port de débarquement sous conditions prescrites par le vétérinaire sanitaire visiteur, ou à les soumettre à la pratique d'une quarantaine de huit jours dans un lazaret vétérinaire, ou, à défaut, dans un local agréé par le vétérinaire visiteur. Dans ce dernier cas, les animaux devront être placés dans un compartiment isolé de ceux qui peuvent déjà être affectés à d'autres animaux.

Art 12.- A défaut de moyens de transport adéquate (voitures fermées, fourgons, etc?....) Le vétérinaire sanitaire visiteur prendra toutes les mesures utiles pour prévenir l'infection des quais, chemins, routes, locaux de passage d'animaux malades ou suspects.

Les cadavres d'animaux morts ou abattus comme atteints de maladies contagieuses devront, au plus tard dans les 24 heures, être enfouis et recouverts de chaux vive, de telle sorte que la couche de terre au dessus du cadavre ait au moins un mètre d'épaisseur. En cas de peste bovine, ou de charbon, la peau doit être tailladée.

Les frais d'abattage, d'enfouissement, de transport, de mise en quarantaine, ainsi que tous les frais auxquels ont pu donner lieu l'exécution des mesures sanitaires prescrites, sont à la charge des propriétaires ou des conducteurs des animaux en cause.

En cas de refus des propriétaires ou des conducteurs intéressés d'assurer les obligations qui leur incombent de ces différents chefs, il y est pourvu d'office à leur compte.

Le vétérinaire sanitaire visiteur veille à l'exécution des mesures prescrites et s'il est besoin, il peut requérir le concours des autorités de police.

Art 13.- D'une façon générale, à l'entrée en zone française des animaux visés à l'article premier, Notre Grand Vizir peut prescrire par arrêté, l'application, sous le régime de quarantaine, de tous moyens d'investigation et de toutes épreuves réactives susceptibles de renseigner sur l'état de santé des animaux.

Art 14.- Les infractions aux conditions du présent cahir comme toutes celles aux arrêtés de Notre Grand Vizir rendus en vue d'assurer son exécution, seront punies d'une amende de

1. The first part of the report is a general
description of the project and its objectives.

2. The second part of the report is a detailed
description of the methods used in the study.

3. The third part of the report is a detailed
description of the results of the study.

4. The fourth part of the report is a detailed
description of the conclusions of the study.

5. The fifth part of the report is a detailed
description of the recommendations of the study.

6. The sixth part of the report is a detailed
description of the appendixes of the study.

7. The seventh part of the report is a detailed
description of the bibliography of the study.

16 à 1000 francs et d'un emprisonnement de six jours à deux mois, ou de l'une de ces deux peines seulement.

Le sursis à l'exécution de la peine d'amende ne pourra être prononcé en vertu du dahir du 23 Mai 1914.

Art 15.- Les dispositions de l'article 463 du Code Pénal français seront dans tous les cas, applicables à tous les délits prévus par le présent dahir ou par les arrêtés de Notre Grand Vizir pris pour son exécution.

Fait à Rabat le 18 Chaabaner 1332
(12 Juillet 1914)

Rabat, le 25 Juillet 1914
Le Commissaire Résident Général

LYAUTEY.

B.O N° 1167 DU 8 MARS 1935

DAHIR DU 12 FEVRIER 1935 (8 KAADA 1353)
modifiant le dahir du 12 Juillet 1914 (18 Chaabane 1332)
édicte des mesures de police sanitaire vétérinaire à
l'importation des animaux et produits animaux.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes - puisse Dieu en élever
et en fortifier la teneur !
Que Notre Majesté Chérifienne,

A DECRETE CE QUI SUIT:

Article premier.- L'article 4 du dahir du 12 Juillet 1914 (18 CHAABANE 1332) édicte des mesures de police sanitaire vétérinaire à l'importation des animaux et produits animaux, est modifié ainsi qu'il suit :

" Article 4.- Le port de Casablanca est seul ouvert à l'importation et au transit, en zone française de l'Empire Chérifien, des viandes fraîches et réfrigérées.

" Le port de Casablanca et le poste-frontière d'Oujda sont seuls ouverts à l'importation et au transit des vaches laitières, dont l'entrée a fait l'objet des dérogations prévues par le dahir du 6 Décembre 1934 (28 Chaabane 1353),

See also 100

Journal of Management Studies, 19(1), 67-80.

... ..

1. 1940年10月1日
 2. 1940年10月1日

[illegible][illegible]

1872

1895

6.

modifiant le dahir du 4 Avril 1933 (8 Hijja 1351) relatif à l'importation des animaux vivants en zone française de l'Empire Chérifien.

" L'importation et le transit des produits animaux, autres que les viandes fraîches et réfrigérées, des animaux de l'armée, du service des remotes et haras, du service de l'élevage, ainsi que des géniteurs et des chevaux de course, dont l'entrée a fait l'objet des dérogations prévues par le dahir précité du 6 Décembre 1934 (28 Chaabane 1353), peuvent avoir lieu par les ports, les postes et bureaux de douane et les gares frontières énumérés ci-après :

" Ports de Port-Lyautey, Rabat, Fedala, Casablanca, Mazagan, Safi, Mogador et Agadir.

" Postes-frontières de Quedadra, Dar-El-Harracq, Sidi-Jemil, Martim-prey, Oujda, Berguent, Saf-Saf (pont sur la Moulouya), Camp-Berteaux, Lalla Rahno, Oulad-Allal, Tendirara et Saïdia.

" Gare-frontière d'Alcazarquivir ".

Art 2.- Le dahir du 6 Décembre 1934 (28 Chaabane 1353) modifiant le dahir précité du 12 juillet 19 14 (18 chaabane 1332) est abrogé.

Fait à Rabat le 8 Kaada 1353
(12 Février 1935)

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 27 Février 1935
Le Ministre Plénipotentiaire
Délégué à la Résidence Générale.

J. HELLEU.

B.O N° 1196 DU 17 SEPTEMBRE 1935

DAHIR DU 30 AOUT 1935 (29 JOURNALA I 1354) modifiant le dahir du 12 Juillet 1914 (18 Chaabane 1332) édictant des mesures de police sanitaire vétérinaire à l'importation des animaux et produits animaux.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes - puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu le dahir du 12 Juillet 1914 (18 Chaabane 1332) édictant des mesures de police sanitaire vétérinaire à l'importation des animaux et produits animaux et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

A DECRETE CE QUI SUIT :

Article premier.- Les articles 1° (2° alinéa), 7, 8 et 9 du dahir susvisé du 12 Juillet 1914 (18 chaabane 1332) sont modifiés ainsi qu'il suit :

" article premier.- (modifié par dahir du 8 mars 1939)

" article 5.- Les animaux et produits animaux susceptibles de communiquer une maladie contagieuse et tous les objets pouvant présenter le même danger peuvent être frappés de prohibition temporaire d'entrée ou soumis au régime de quarantaine par dahir."

" article 7.- Les viandes de l'espèce bovine fraîches ou conservées par un procédé frigorifique, ne peuvent être importées que par carcasses entières ou partagées par moitiés ou par quartiers.

" Dans ce dernier cas, les différents morceaux doivent se juxtaposer exactement entre eux ; dans tous les cas, les parois internes de la poitrine et de l'abdomen ne doivent porter aucune trace de raclage ; pour les vaches, les mamelles resteront naturellement attachées au corps des animaux avec les ganglions correspondants.

" Les viandes fraîches ou conservées par un procédé frigorifique des espèces ovine, caprine, ou porcine ne peuvent être importées que par carcasses entières.

" Toutefois, peuvent être admis sous la forme de pièces isolées :

" A l'état frais :

a) pour l'espèce bovine :

- 1° les filets et les aloyaux
- 2° les globes et culottes
- 3° les rognons et cervelles
- 4° Les ris de veaux.

" A l'état congelé :

Pour toutes les espèces : les foies.

" Toutes les viandes doivent porter l'estampille sanitaire de l'abattoir du lieu de provenance.

" Article 8.- Les animaux et produits animaux, exception faite pour les oeufs originaires des territoires limitrophes de la zone française de l'Empire Chérifien, ne sont admis à l'importation en zone française que s'ils sont accompagnés d'un certificat sanitaire.

" Le certificat sanitaire est délivré par un vétérinaire fonctionnaire de l'Etat, ou agréé par l'Etat, du lieu d'origine ; il indique le nombre, les marques et, le cas échéant, le signalement des animaux ou produits animaux, ainsi que les nom et adresse de l'expéditeur.

(§ 3 à 9 modifiés par dahir du 8 Mars 1939)

" Pour les viandes congelées, fraîches et tous les produits carnés comestibles, ce certificat devra mentionner que ces marchandises proviennent en totalité d'animaux reconnus sains et exempts de toute maladie au moment de l'abattage, qu'elles ne contiennent aucune substance antiseptique et qu'elles ont été préparées et expédiées dans des conditions répondant à toutes les exigences de l'hygiène alimentaire.

" Pour les viandes de porc, fraîches ou conservées, ainsi que les charcuteries crues, ce certificat devra indiquer qu'elles ont été soumises à un examen trichinoscopique et qu'elles ont été trouvées exemptes de trichines.

" Pour les oeufs, ce certificat précisera s'il s'agit d'oeufs frais ou conservés et, dans ce dernier cas, le procédé de conservation.

" En outre, les animaux devront être accompagnés d'un certificat sanitaire délivré par le vétérinaire-inspecteur du port d'embarquement. Ce certificat doit attester que les animaux authentiqués par le certificat sanitaire visé au 2° alinéa de cet article, ont été reconnus sains au moment de leur embarquement.

" Sont toutefois dispensées de formalités sanitaires au lieu d'origine, au port d'embarquement et à l'entrée, les importations d'un poids n'excédant pas 20 kilos et dépourvues de tout caractère commercial. "

" Article 9.- La visite sanitaire à lieu aussitôt après le débarquement des animaux ou produits animaux, sur présentation du certificat établi par le service vétérinaire du lieu d'origine et, en ce qui concerne les animaux, du certificat sanitaire délivré par le vétérinaire inspecteur du port d'embarquement.

" La sortie de l'enceinte de la douane des animaux ou produits animaux ne peut être opérée qu'après remise au service des douanes du laissez-passer délivré par le vétérinaire visiteur. "

Art 2.- Le dahir du 3 Mai 1927 (1^o Kaada 1345) portant modification au dahir susvisé du 12 Juillet 1914 (18 Chaabane 1332) est abrogé.

Fait à Casablanca le 29 Jouma^a
du 1354

(30 Août 1935)

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 20 Septembre 1935

Le Commissaire Résident Général

HENRI PONSOT.

B.O N° 1382 DU 21 AVRIL 1949

DAHIR DU 8 MARS 1939 (16 MOHARREM 1358)
modifiant le dahir du 12 Juillet 1914 (18 Chaabane 1332) édictant des mesures de police sanitaire vétérinaire à l'importation des animaux et produits animaux.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes - puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu le dahir du 12 Juillet 1914 (18 Chaabane 1332) édictant des mesures de police sanitaire vétérinaire, à l'importation des animaux et produits animaux, et les dahirs qui l'on modifié ou complété, notamment le dahir du 31 Août 1935 (29 Joumada I 1354).

A DECRETE CE QUI SUIT :

Article Unique.- Les deux derniers alinéas de l'article premier et les alinéas 3 à 9 de l'article 8 du dahir susvisé du 12 Juillet 1914 (18 Chaabane 1332) sont modifiés ainsi qu'il suit :

" Article premier.-
" Sont également soumis à la visite sanitaire à l'entrée, les viandes et abats de toute nature, frais ou conservés par un procédé quelconque, ainsi que les préparations alimentaires à base de viandes, d'abats ou d'issue, et les oeufs,

" Sont toutefois dispensés de cette visite les oeufs originaires des territoires limitrophes de la zone française de l'Empire Chérifien (zone espagnole, zone limitrophe de la zone française de l'Empire Chérifien, zone de Tanger, Algérie), sous réserve de la présentation d'un certificat d'origine.

" Article 8;-

" Pour les animaux, ce certificat doit attester que dans la dite localité, il n'existe, au moment du départ, et il n'a existé pendant les six semaines précédentes aucun cas de maladies contagieuses, la tuberculose exceptée atteignant les animaux de l'espèce ; il ne devra pas avoir été délivré plus de trois jours avant la mise en route. Le voyage est calculé d'après la lettre de voiture ou les papiers du bord.

" Pour tous les animaux, ce certificat devra, en outre, être contresigné par le vétérinaire, directeur des services sanitaires du département, s'il s'agit de la France, ou de l'Algérie, par le Chef du Service Vétérinaire d'Etat ou son délégué, s'il s'agit des autres pays, et il devra mentionner :

A) Pour les animaux de l'espèce bovine :

1° - que les animaux ont séjourné au moins six mois dans l'étable d'où ils proviennent ;

2° - que cette étable a été reconnue indemne de tuberculose et d'avortement épizootique depuis six mois ;

3° - que les animaux destinés à l'exportation ont subi depuis moins de vingt jours :

a) l'épreuve négative de la tuberculose par voie sous-cutanée

b) l'épreuve négative de la séro-agglutination effectuée par un laboratoire officiel (la fiche du laboratoire officiel devra être jointe à ce certificat).

(§ B modifié par dahir du 9 Décembre 1946)

.

(la suite sans modification)

Fait à Rabat le 16 Moharrem 1358

(8 Mars 1939)

Vu pour promulgation et mise à exécution

Rabat, le 8 Mars 1939

Le Ministre Plénipotentiaire
Délégué à la Résidence Générale,
J. MORIZE.

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

B.O N° 1400 DU 25 AOUT 1939

DAHIR DU 3 JUIN 1939 (14 REBIA II 1358)
modifiant le Dahir du 12 Juillet 1914 (18 Chaabane .
1332) édictant des mesures de police sanitaire vé-
térinaire à l'importation des animaux et produits
animaux.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes-puisse Dieu en éle-
ver et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu le dahir du 12 Juillet 1914 (18 Chaabane 1332)
édicant des mesures de police sanitaire vétérinaire à l'-
importation des animaux et produits animaux et les dahirs
qui l'on modifié ou complété, notamment les dahirs des 30
Août 1935 (29 Joumada 1354) et 8 Mars 1939 (16 Moharrem
1358),

A DECRETE CE QUI SUIT :

Article unique.- Les articles 1 et 3 du dahir susvisé
du 12 Juillet 1914 (18 Chaabane 1332) sont modifiés ainsi
qu'il suit :

" article premier.- A leur entrée en zone française,
les animaux des espèces chevaline et asine, et leurs croi-
sements, ceux des espèces caméline, bovine, ovine, caprine
porcine, les animaux de basse-cour, sont soumis en tout
temps aux frais des importateurs à une visite sanitaire vé-
térinaire et, s'il y a lieu, à une quarantaine pendant la-
quelle ils seront astreints aux épreuves d'investigation
prescrites par le service de l'élevage et propres à révéler
leur état de santé.

Sont également soumis à la visite sanitaire à l'ent-
rée, les viandes et abats de tout nature, frais ou conser-
vés par un procédé quelconque, ainsi que les préparations
alimentaires à base de viande, d'abat ou d'issues, les
oeufs, la cire et le miel."

" Article 3.-

Sont également exemptés de la visite sanitaire et
des droits y afférents les oeufs originaires des territoi-
res limitrophes de la zone française de l'Empire chérifien

(zone espagnole, zone de Tanger, Algérie) sous réserve .
de la présentation d'un certificat d'origine. "

Fait à Rabat le 14 Rebia II
1358 (3 Juin 1939)

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat le 3 Juin 1939
Le Commissaire Résident Général

NOGUES.

DAHIR DU 9 DECEMBRE 1946 (14 MOHARREM 1366)
modifiant le dahir du 12 Juillet 1914 (18 chaabane
1332) édictant des mesures de police sanitaire vétéré-
rinaire à l'importation des animaux et produits animaux.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes - puisse Dieu en éle-
ver et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu le dahir du 12 JUILLET 1914 édictant des mesures de
police sanitaire vétérinaire à l'importation des animaux et
produits animaux, et les dahirs qui l'ont modifié ou complé-
té, notamment les dahirs du 30 Août 1935 et du 8 Mars 1939.

A DECIDE CE QUI SUIF:

Article Unique.- Le titre B de l'article 8 du dahir
susvisé du 12 Juillet 1914, tel qu'il a été modifié par le
dahir du 8 Mars 1939, est à nouveau modifié ainsi qu'il
suit :

" article 8.-

" B - Pour les animaux en provenance de pays où sévit la
fièvre aphteuse, des espèces bovine, ovine, caprine, et
porcine :

" le certificat devra porter en outre, l'attestation que
les animaux ont subi dans l'exploitation d'origine, quinze
jours au moins et six semaines au plus avant l'embarque-
ment, la vaccination anti-aphteuse par une méthode dont
l'efficacité est reconnue par les services vétérinaires
officiels du pays d'origine.

... ..
... ..
... ..

... ..
... ..
... ..
... ..
... ..

... ..
... ..
... ..
... ..
... ..

... ..
... ..
... ..
... ..
... ..

... ..
... ..
... ..
... ..
... ..

... ..
... ..
... ..
... ..
... ..

... ..
... ..
... ..
... ..
... ..

" Ces animaux seront transportés directement de l'exploitation d'origine au quai du port d'embarquement en camion ou wagon plombé et ne seront mis en contact avec aucun autre animal durant ce trajet.

(La suite sans modification)

Fait à Rabat, le 9 Décembre 1946

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 9 Décembre 1946
Le Commissaire Résident Général

ERIK LABONNE.

B.O N° 1404 DU 22 SEPTEMBRE 1939

DAHIR DU 19 AOUT 1939 (3 REJEB 1358) modifiant .
le dahir du 12 Juillet 1914 (18 Chaabane 1332) édictant des mesures de police sanitaire vétérinaire à l'importation des animaux et produits animaux.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes - puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu le dahir du 1^{er} Juillet 1914 (18 Chaabane 1332) édictant les mesures de police sanitaire vétérinaire à l'importation des animaux et produits animaux, et les dahirs qui l'on modifié ou complété, notamment le dahir du 8 Mars 1939,

A DECIDE CE QUI SUIT :

Article Unique .- Les deux derniers alinéas de l'article 2 du dahir susvisé du 12 Juillet 1914 sont modifiés ainsi qu'il suit :

" article 2.-

" Ces droits sont dus, que l'entrée des animaux et des produits animaux ait été ou non autorisée ; en ce qui concerne les produits admis à l'importation par le vétérinaire inspecteur et constitués en entrepôts ces droits

•

ne sont toutefois perçus qu'à la sortie d'entrepôt et seulement pour les produits mis à la consommation.

" Le recouvrement en sera poursuivi comme en matière de douane. "

Fait à Rabat le 3 rejb 1358
(19 Août 1939)

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 19 Août 1939
Le Ministre Plénipotentiaire
Délégué à la Résidence Générale

J. MORIZE.

B.O N° 1382 DU 21 AVRIL 1939

ARRETE VIZIRIEL DU 28 MARS 1939 (18 MOHARREM 1358)
fixant le tarif des droits d'inspection sanitaire à
l'importation des animaux et produits animaux.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 12 Juillet 1914, édictant des mesures de police sanitaire vétérinaire à l'importation des animaux et des produits animaux, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété, notamment les dahirs des 30 Août 1935 (29 Joumada I 1354) et 8 mars 1939 (16 Moharrem 1358),

Vu l'arrêté viziriel du 27 Avril 1935 (23 Moharrem 1354) déterminant les conditions dans lesquelles s'effectuera la visite des animaux et produits animaux à l'importation et à l'exportation dans les ports, les postes et les bureaux de douane et les gares frontières ouverts à ce trafic ;

Vu l'arrêté viziriel du 30 Août 1935 (29 Joumada I 1354) fixant le tarif des droits d'inspection sanitaire à l'importation et à l'exportation des animaux et des produits animaux ;

Sur la proposition du directeur des affaires économiques et après avis du Directeur Général des Finances,

367

ARRETE :

Article premier.- Le tarif des droits d'inspection sanitaire à l'importation des animaux et produits animaux est fixé ainsi qu'il suit :

Cheveaux, ânes et mulets	10 francs.
Bovidés	10 F.
Camelidés	10
Porcins	10
Ovins et caprins	5
Volailles	0,20
Viandes fraîches, réfrigérées ou congelées, viandes conservées en boîte ou non, char-	
cuteries : le kilo	0,50
abats, oeufs, peaux, laines, os, onglons boyaux, cire, miel, graisse animales etc..	
Jusqu'à 1000 kgs brut	10
de 1000 kgs à 10 000kgs brut.	15
au delà de 10 000 kgs brut	20

Art 2.- Sont admis en franchise des droits d'inspection sanitaire, les importations de produits animaux d'un poids n'excédant pas 20 kgs et dépourvues de tout caractère commercial.

Art 3.- Les taxes des visites sanitaires sont perçues au profit de l'Etat par le service des douanes d'après les décomptes établis par les vétérinaires inspecteurs.

Le recouvrement de ces taxes est poursuivi comme en matière de droits de douane.

Art 4.- Les dispositions de l'arrêté viziriel susvisé du 30 Août 1935 (29 Joumada I 1354) ne sont maintenues en vigueur qu'en ce qui concerne le tarif des droits d'inspection sanitaire à l'exportation,

Art 5.- Le Directeur Général des Finances et le Directeur des affaires économiques sont chargés, chacun en ce qui

le concerne de l'exécution du présent arrêté, qui entre-
ra en vigueur le 1^o Mai 1939.

Fait à Rabat, le 18 moharrem 1358
(8 Mars 1939)
MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 8 Mars 1939,
Le Ministre Plénipotentiaire,
Délégué de la résidence Générale
J. MORIZE.

B.O N° 1068 DU 14 AVRIL 1933
DAHIR DU 4 AVRIL 1933 (8 HIJJA 1351) relatif à
l'importation des animaux vivants en zone fran-
çaise de l'Empire Chérifien.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes - puisse Dieu en éle-
ver en en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu le dahir du 12 Juillet 1914 (18 Chaabane 1332) é-
dictant des mesures de police sanitaire à l'importation des
animaux et produits animaux, et les dahirs qui l'on modifié
ou complété ;

Vu le dahir du 13 Juillet 1914 (19 Chaabane 1332) é-
dictant des mesures pour garantir des animaux domestiques
contre les maladies contagieuses, et les dahirs qui l'on mo-
difié ou complété,

A DECIDE CE QUI SUIT :

Article premier. - (modifié par dahir du 20 Novembre
1933)

Sauf dispositions contraires, cette prohibition ne
s'applique pas aux carnivores domestiques, aux animaux de
cirque, de basse-cour ou d'agrément qui peuvent être admis
à l'importation par les bureaux de douane désignés à l'ar-
ticle 4 du dahir susvisé du 12 Juillet 1914 ; la présenta-
tion d'un laissez-passer délivré par le vétérinaire -ins-
pecteur pourra néanmoins être exigée.

Art 2.- Abrogé par dahir du 20 Novembre 1933

Art 3.- Des dérogations aux dispositions du premier alinéa de l'article premier peuvent être exceptionnellement accordées par le directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation, et sur demande préalable et motivée présentée par les intéressés pour l'importation :

- a) de géniteurs ;
- b) de vaches laitières ;
- c) de chevaux de course.

(complété par dahir du 6 Décembre 1934)

Art 4.- Les importateurs des animaux des catégories ci-dessus, doivent produire, à l'entrée de ces derniers en zone française, outre l'autorisation prévue à l'article précédent le certificat d'origine et le certificat sanitaire prévus à l'article 8 du dahir précité du 12 Juillet 1914. Ces deux dernières pièces doivent mentionner le signalement complet de chaque animal.

Art 5.- Les animaux ainsi importés sont placés en quarantaine dans le lazaret du port ou dans les locaux désignés à cet effet par le vétérinaire inspecteur du port de Casablanca.

Cet inspecteur ne délivre le laissez-passer qu'après avis conforme du chef de laboratoire de recherche du service de l'Elevage de Casablanca qui peut procéder à toutes les investigations qui lui paraissent utiles.

Art 6.- En cas de constatation d'une des maladies mentionnées par le dahir précité, l'abattage des animaux peut être ordonné par le Chef du Service de l'Elevage, sur proposition du Chef du Laboratoire de Recherches, sans que le propriétaire puisse réclamer l'indemnité.

Art 7.- Les dispositions du présent dahir ne s'appliquent pas aux animaux de l'armée et du service des remotes et des haras, dont l'entrée reste libre sous le contrôle du service vétérinaire militaire.

Art 8.- Les infractions aux dispositions qui précèdent sont punies d'une amende de 16 à 1000 francs et d'un emprisonnement de six jours à deux mois ou de l'une de ces deux peines seulement.

.....

100

100

100

100

100

100

100

100

100

100

100

100

100

100

100

100

100

100

100

100

100

100

100

100

100

100

100

100

100

100

100

100

100

100

100

100

100

100

100

100

100

100

100

100

100

100

100

100

100

100

100

100

100

(Complété par dahir du 6 Décembre 1934)

Toute importation, ou tentative d'importation d'animaux, en violation des prescriptions du présent dahir, est punie d'une amende de 50 à 2000 fr. et d'un emprisonnement de quinze jours à six mois ou de l'une de ces deux peines seulement.

Il ne peut être prononcé de sursis à la peine d'amende.

Art 9.- Le Directeur général des Finances et le Directeur Général de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent dahir.

Fait à Rabat, le 8 Hijja 1351
(4 Avril 1933)

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 5 Avril 1933
Le Ministre Plénipotentiaire

URBAIN BLANC.

B.O N° 1209 DU 1° DECEMBRE 1933

DAHIR DU 20 NOVEMBRE 1933 (2 CHAABANE 1352) modifiant le dahir du 4 Avril 1933 (8 Hijja 1351) relatif à l'importation des animaux vivants en zone française de l'Empire Chérifien.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes - puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Considérant que la plupart des maladies contagieuses constatées au Maroc ne sont pas endémiques et sont dues à l'importation d'animaux contaminés ;

Considérant que parmi ces maladies, la fièvre aphteuse est la plus grave et provoque à chaque apparition des ravages considérables ;

Considérant que le Protectorat a consenti à de gros sacrifices pour l'éradication de cette maladie ;

Considérant que dans ces conditions, il y a lieu de renforcer certaines mesures sanitaires en vigueur actuellement,

A DECIDE CE QUI SUIIT :

Article premier.- Le premier alinéa de l'article premier du dahir du 4 Avril 1933 (8 H ijja 1351) relatif à l'importation d'animaux vivants en zone française de l'Empire chérifien, est modifié ainsi qu'il suit :

" Article premier.- L'importation en zone française de l'Empire Chérifien des animaux vivants est provisoirement interdite. "

.....
(la suite sans changement)

Article 2.- L'article 2 du dahir précité du 4 Avril 1933 est abrogé.

Fait à Marrakech le 2 Chaabane 1352
(20 Novembre 1933)

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 27 Novembre 1933
Le Ministre Plénipotentiaire:
Délégué à la Résidence Générale;

URBAIN BLANC.

B.O N° 1155 DU 14 DECEMBRE 1934

DAHIR DU 6 DECEMBRE 1934 (28 CHAABANE 1353)
modifiant le dahir du 4 Avril 1933 (8 Hijja 1351)
relatif à l'importation des animaux vivants en zone
française de l'Empire Chérifien.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes - puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DECIDE CE QUI SUIIT :

Article premier.- Les articles 3 et 8 du dahir du 4 Avril 1933 relatif à l'importation des animaux vivants en zone française de l'Empire Chérifien sont modifiés ainsi qu'il suit :

" Article 3. - Des dérogations du premier alinéa de l'article premier peuvent être exceptionnellement accordées par le Directeur Général de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation sur demande préalable et motivée présentée par les intéressés, pour l'importation :

- a) de géniteurs ;
- b) de vaches laitières ;
- c) de chevaux de course.

" Toutefois les importations de vaches laitières sont soumises aux dispositions suivantes :

" 1° - Chaque autorisation d'importation sera limitée à un maximum de dix têtes et la distribution des autorisations sera réglée d'une façon telle que les importations par mer ne puissent excéder dix têtes par navire.

" 2° - Sauf cas de force majeure concernant les pays qui n'ont pas un accès direct à la mer et pour lesquels l'itinéraire proposé par l'importateur devra être agréé par le Directeur Général de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation, les animaux ne seront débarqués qu'autant que le navire ne sera entré dans aucun port, depuis le moment où ces animaux auront été embarqués jusqu'au moment de leur débarquement à Casablanca.;

" Article 8. - Les infractions aux dispositions qui précèdent sont punies d'une amende de 16 à 1000 fr. et d'un emprisonnement de six jours à deux mois ou de l'une de ces deux peines seulement, sans préjudice de l'abattage immédiat de l'animal, lorsque cet abattage aura été ordonné en application des prescriptions de l'article 6 ci-dessus."

.....
(la suite sans modification).

Fait à Rabat, le 28 Chaabane 1353
(6 Décembre 1934)

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat le 7 Décembre 1934
Le Ministre Plénipotentiaire
Délégué à la Résidence Générale

J. HELLEU

DAHIR DU 12 JUIN 1922 SUR L'ADMISSION TEMPORAIRE

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Moulay Youssef)

A Nos Serviteurs intègres, les Gouverneurs et Caïds .
de Notre Empire Fortuné, ainsi qu'à Nos Sujets.

Que l'on sache par les présentes - puisse Dieu Très
Haut en illustrer la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DRECRETE CE QUI SUIT !

Article premier.- Certaines marchandises étrangères destinées à être fabriquées ou à recevoir un complément de main-d'oeuvre au Maroc, pourront être admise temporairement en franchise de droits, sous les conditions qu'elles seront réexportées, constituées ou réintégrées en entrepôt dans un délai déterminé, auquel ne pourra excéder un an..

Ce délai court à compter de la date de vérification.

Art 2.- Le bénéfice de ce régime ne peut être accordé à aucune industrie qu'en vertu d'un arrêté viziriel après avis des chambres de commerce et d'agriculture, du Directeur Général des Finances et du Directeur Général de l'Agriculture du commerce et de la Colonisation.

Art 3.- Toutefois, le Directeur Général des Finances (Direction des Douanes) pourra accorder des autorisations d'admission temporaire dans les cas suivants : demande d'introduction d'objets pour réparations, essais, expériences ; demandes d'introduction présentant un caractère individuel et exceptionnel, non susceptible d'être généralisé.

Art 4.- Sont maintenus en vigueur les facultés actuellement concédées en matière d'admission temporaire, en vertu des décisions antérieures au précédent dahir, pour les objets et produits suivants :

16° chevaux de course

Les délais de réexportation sont de six mois pour les objets et produits énumérés aux paragraphes 6 et 19.

Art 5.- Les fausses déclarations à l'importation des objets et produits destinés à l'admission temporaire sont passibles des peines prévues aux articles 34 et 38 du dahir sur les entrepôts.

Art 6.- Dans le cas ou la réexportation ou la mise en entrepôt ne sera pas effectuée dans les délais et sous les conditions déterminées, le soumissionnaire sera tenu au paiement du quadruple de la valeur s'il s'agit d'objets prohibés.

Art 7.- Les soumissionnaires qui seront convaincus d'avoir, à la faveur de l'admission temporaire, effectué des opérations frauduleuses pourront, sans préjudice des peines édictées par la loi, être privés de la faculté d'admission temporaire par arrêté de Notre Grand Vizir, pris sur la proposition du Directeur Général des Finances et du Directeur Général de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation.

Art 8.- Les tribunaux français de Notre Empire Chérifien sont seuls compétents pour connaître de toutes questions relatives à l'application du présent dahir et des arrêtés pris pour son exécution.

Art 9.- Un arrêté viziriel rendu par le rapport du Directeur Général des Finances et du Directeur Général de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation, déterminera les conditions d'application du présent dahir, notamment en ce qui concerne les bureaux par lesquels pourront avoir lieu l'importation, les déclarations, la vérification, les tares, les prises en charge et apurement des comptes.

Fait à Rabat, le 12 Juin 1922

DE SORBIER DE POUGNADORESSE.

B.O N° 1062 DU 3 MARS 1933

DAHIR DU 5 JANVIER 1933 (8 RAMADAN 1351)
relatif à l'indication d'origine sur les produits
importés en zone française de l'Empire Chérifien.

EXPOSE DES MOTIFS

Afin d'assurer la loyauté des transactions et de ne permettre l'exportation en France ou en Algérie, sous le régime du contingent, que des produits spécifiquement marocains, il emporte de rendre obligatoire l'apposition de marque indiquant l'origine sur les produits déterminés importés en zone française de l'Empire Chérifien.

Tel est l'objet du présent dahir.

1. The first part of the report is a general introduction to the subject of the study. It discusses the importance of the problem and the objectives of the research.

2. The second part of the report is a detailed description of the methods used in the study. It includes a discussion of the experimental design, the data collection procedures, and the statistical analysis techniques.

3. The third part of the report is a presentation of the results of the study. It includes a discussion of the findings, a comparison of the results with previous research, and a conclusion about the significance of the study.

4. The fourth part of the report is a discussion of the implications of the study. It includes a discussion of the limitations of the study, the strengths of the study, and the potential for future research.

5. The fifth part of the report is a summary of the study. It includes a brief overview of the main findings and a final conclusion about the study.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes - puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DECIDE CE QUI SUIT :

Article premier.- Des arrêtés viziriels rendus sur la proposition du Directeur Général de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation ou du Chef du Service du Commerce et de l'Industrie, après avis du directeur général des finances, peuvent déclarer obligatoire, pour certains produits importés en zone française de l'Empire Chérifien l'apposition des marques indiquant l'origine.

Art 2.- Ces arrêtés fixent, pour chaque produit, les conditions dans lesquelles la marque d'origine doit être apposée lors de l'importation ou de la mise en vente, ainsi que toutes autres modalités nécessaires à l'application du présent dahir.

Art 3.- Ne peuvent être importés en zone française de l'Empire Chérifien, et sont exclus de l'entrepôt, les produits qui ne satisfont pas aux obligations imposées par le présent dahir et les arrêtés pris pour son exécution.

Art 4.- Toute infraction aux dispositions qui précèdent entraîne la confiscation de la marchandise et le paiement d'une amende égale à sa valeur mais qui ne doit en aucun cas être inférieure à 500 fr.

Les contrevenants peuvent, en outre, être condamnés à un emprisonnement de trois jours à un mois. Les compli- ces sont passibles des mêmes peines que les auteurs principaux.

En cas de transaction, les articles 25 et suivants du dahir du 16 Décembre 1918 (12 Rebia I 1337) sur les dcua- nes sont applicables.

Art 5.- Les infractions aux dispositions du présent Dahir et des arrêtés pris pour son exécution sont de la compétence exclusive des tribunaux français de Notre Empire.

Fait à Rabat, le 8 Ramadan 1351
(5 Janvier 1933)

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 25 Février 1933
Le Commissaire Résident Général

LUCIEN SAINT.

B.O N° 1062 DU 3 MARS 1933

ARRETE VIZIRIEL DU 5 JANVIER 1933 (8 RAMADAN 1351)
relatif au marquage des animaux importés en zone française de l'Empire Chérifien.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 5 Janvier 1933 relatif à l'indication d'origine sur les produits importés en zone française de l'Empire Chérifien ;

Sur la proposition du Directeur Général de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation, après avis du Directeur Général des Finances et du Chef du Service du Commerce et de l'Industrie,

ARRETE :

Article premier.- Les animaux vivants des espèces chevaline, asine, mulassière, bovine, ovine, porcine et caprine ne peuvent être importés en zone française de l'Empire Chérifien que s'ils portent sur la croupe gauche une étoile à cinq branches marquée au feu. Cette étoile doit être d'un diamètre minimum de 9 cm pour les équins et pour les bovins et de 5 cm pour les ovins, porcins et caprins.

Les animaux ne portant pas la marque prévue ci-dessus au moment de leur importation peuvent être marqués aux frais des importateurs sous la surveillance du service sanitaire vétérinaire.

Art 2.- Les dispositions ci-dessus ne sont pas applicables :

- a) aux animaux de l'armée et du service des haras ;
- b) aux animaux reproducteurs importés pour le compte de l'Etat, des syndicats ou des coopératives d'élevage et de particuliers ;
- c) aux chevaux de course ainsi qu'à tous les animaux admis temporairement.

En ce qui concerne les animaux mentionnés au paragraphe b), la dispense de marque est subordonnée à la présentation au service des douanes d'une attestation délivrée par le service de l'élevage certifiant que ces animaux sont importés pour la reproduction.

Art 4.- Le Directeur général de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation et le Directeur Général des Finances sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Fait à Rabat, le 8 Ramadan 1351
(5 Janvier 1933)
MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 25 Février 1933
Le Commissaire Résident Général

LUCIEN SAINT.

B.O N° 1062 DU 3 MARS 1933

ARRETE VIZIRIEL DU 5 JANVIER 1933 (8RAMADAN 1351).
relatif au marquage des oeufs importés en zone française de l'Empire Chérifien.

LE GRAND VIZIR,

Vu le Dahir du 5 Janvier 1933 relatif à l'indication d'origine sur les produits importés en zone française de l'Empire Chérifien ;

Sur la proposition du Directeur Général de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation, après avis du Directeur Général des Finances et du Chef du Service du Commerce et de l'Industrie.

Wiederholungen der ersten beiden Aufgaben.

Die ersten beiden Aufgaben sind wiederholt.

Die ersten beiden Aufgaben sind wiederholt.

Die ersten beiden Aufgaben sind wiederholt.

Die ersten beiden Aufgaben sind wiederholt.

Die ersten beiden Aufgaben sind wiederholt.

Die ersten beiden Aufgaben sind wiederholt.

Die ersten beiden Aufgaben sind wiederholt.

Die ersten beiden Aufgaben sind wiederholt.

Die ersten beiden Aufgaben sind wiederholt.

Die ersten beiden Aufgaben sind wiederholt.

Die ersten beiden Aufgaben sind wiederholt.

Die ersten beiden Aufgaben sind wiederholt.

Die ersten beiden Aufgaben sind wiederholt.

Die ersten beiden Aufgaben sind wiederholt.

Die ersten beiden Aufgaben sind wiederholt.

ARRETE :

Article premier..- Les oeufs ne peuvent être importés en zone française de l'Empire Chérifien, que s'ils portent, inscrit à l'encre sur leurs coquilles, d'une manière lisible et durable, en lettres de 2 mm au moins de hauteur, le nom du pays d'origine.

Art 2..- Le Directeur Général de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation, et le Directeur Général des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Rabat, le 8 Ramadan 1351
(5 Janvier 1933)
MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :
Rabat le 25 Janvier 1933
Le Commissaire Résident Général
LUCIEN SAINT..

B.O N° 1182 DU 21 JUIN 1935

ARRETE VIZIRIEL DU 28 MAI 1935 (25 SAFAR 1354) .
relatif au marquage des viandes fraîches ou conservées
importées en zone française de l'Empire Chérifien.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 5 Janvier 1933 relatif à l'indication
d'origine sur produits importés en zone française de l'Em-
pire Chérifien ;

Sur la proposition, du Directeur Général de l'Agricul-
ture, du Commerce et de la Colonisation, après avis du Dire-
cteur Général des Finances du Chef du Service du Commerce et
de l'Industrie ;

ARRETE :

Article premier..- Les viandes fraîches ou conservées de
porc, à l'exception de celles présentées en boîtes métalli-
ques, ne peuvent être importées en zone française de l'Empi-
re Chérifien que si elle portent en marques indélébiles le
nom du pays d'origine :

1° - Pour les carcasses et les pièces détachées pourvues de leur peau, la marque devra être faite au feu en lettres de 4 cm de haut et 2 cm de largeur et suffisamment profondes pour qu'elles résistent à tout grattage.

Pour les carcasses, elle sera apposée de chaque côté sur la cuisse et l'épaule, le rein et la poitrine.

Pour les pièces détachées, elle sera apposée au centre de chacune d'elles.

2° - Pour les pièces dépourvues de la peau, cette marque sera en lettre lisibles et indélébiles ayant au moins 2 cm de hauteur et 1 cm de largeur. Sur chaque pièce, l'estampille de cette marque sera placée au milieu et en croix dont les extrémités atteindront les quatre bords.

Art 2.- Le Directeur Général de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation, et le Directeur Général des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Rabat, le 25 Safar 1354

(28 Mai 1935)

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 7 Juin 1935

Le Commissaire Résident Général

HENRI PONSOT.

B.O N° 1114 DU 2 MARS 1934

DAHIR DU 13 FEVRIER 1934 (28 CHAOUAL 1352)
portant interdiction temporaire d'importation en zone française de l'Empire Chérifien des viandes fraîches, réfrigérées ou congelées, en provenance du Danemark.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes - puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu le dahir du 12 Juillet 1914 (18 Chaabane 1332) édictant des mesures de police sanitaire vétérinaire à l'importation des animaux et produits animaux et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Considérant que de récentes importations de bétail en provenance du Danemark ont provoqué de nouvelles explosions de fièvre aphteuse dans le périmètre urbain de Casablanca ;

Considérant que devant ces contaminations répétées, il y a lieu de prendre des mesures de protection non seulement contre les animaux vivants mais contre les produits plus particulièrement susceptibles de transporter la maladie ;

Considérant que les viandes - fraîches, réfrigérées ou congelées sont des vecteurs du virus aphteux,

A DECIDE CE QUI SUIT :

Article unique.- L'importation en zone française de l'Empire Chérifien des viandes fraîches, réfrigérées ou congelées en provenance du Danemark est provisoirement interdite.

Fait à Rabat, le 28 Chaoual 1352
(13 Février 1934)

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 23 Février 1934
Le Commissaire Résident Général

HENRI PONSOT.

DAHIR DU 7 MARS 1927 (3 RAMADAN 1343)
prescrivant les mesures de police sanitaire à prendre
à l'importation des animaux frappés de prohibition
pour cause de peste bovine ;

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Moulay Youssef)

A Nos Serviteurs intègres, les Gouverneurs et Caïds de notre Empire fortuné, ainsi qu'à Nos Sujets.

Que l'on sache par les présentes - puisse Dieu Très Haut en illustrer la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu le dahir du 12 Juillet 1914 (18 Chaabane 1332) édictant des mesures de police sanitaire vétérinaire à l'importation des animaux et produits animaux ;

Vu le dahir du 5 Février 1926 (21 Rejeb 1344) maintenant l'interdiction d'importation, au Maroc, des animaux vivants des espèces bovine, ovine, porcine et caprine en provenance des Indes et de l'Afrique occidentale Française ;

A DECRETE CE QUI SUIT :

Article Unique..- L'article 10 de Notre dahir susvisé .
du 12 Juillet 1914 est complété ainsi qu'il suit :

" Lorsque les animaux frappés de prohibition pour cause de peste bovine, sont présentés au transit ou à l'importation par terre ou par mer, ces animaux sont saisis et abattus immédiatement sur place, sans indemnités, qu'ils soient malades ou non ; sont également abattus sans indemnités les ruminants faisant partie d'un troupeau présenté à la frontière avant la prohibition et dans lequel l'existence de la peste bovine est constatée.

" Dans tous les cas, les cadavres sont enfouis, la peau taillardée.

Fait à Rabat, le 3 Ramadan 1345
(7 Mars 1927)

Rabat, le 21 Mars 1927
Le Commissaire Résident Général

T. STEEG.

B.O N° 1060 DU 17 FEVRIER 1933

DAHIR DU 3 JANVIER 1933 (6 RAMADAN 1351)
prohibant l'importation des animaux vivants et des viandes fraîches ou congelées, ou réfrigérées, en provenance de l'Afrique Occidentale Française, des Indes anglaises, de l'Indochine Française, de l'Indochine Anglaise, (Straits Settlement), des Etats Malais, du Siam et des Indes Néerlandaises et réglant l'importation et l'admission temporaire des produits animaux de même origine.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes - puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu le dahir du 12 Juillet 1914 (18 Chaabane 1332) édictant des mesures de police sanitaire vétérinaire à l'importation des animaux et produits animaux, et notamment son article 5 ;

Vu le dahir du 5 Février 1926 (21 Rejeb 1344) rapportant l'interdiction d'importation au Maroc des animaux vivants des espèces bovine, caprine et porcine en provenance de la Belgique et maintenant la dite interdiction pour les animaux des mêmes espèces en provenance des Indes et de l'Afrique occidentale française,

A DECIDE CE QUI SUIT :

Article premier.- Est levée toute prohibition temporaire en zone française de Notre Empire, d'animaux et produits animaux en provenance de la Belgique.

Art 2.- (modifié par dahir du 26 Mars 1933)

Art 3.- Cette prohibition frappe également la détention des animaux vivants et des viandes de même provenance, transportés comme provision de bord sur les navires, pendant le séjour de ces derniers dans les ports de la zone française.

Art 4 et 5.- (modifiés par dahir du 30 Août 1940) .§.

Art 6.- Les infractions au présent dahir sont punies d'une amende de 100 à 5000 francs et d'un emprisonnement de six jours à deux mois, ou de l'une de ces deux peines seulement ; il ne peut en aucun cas, être prononcé le sursis à l'exécution de la peine d'amende.

Elles sont de la compétence exclusive des tribunaux français de Notre Empire.

Art 7.- Le dahir susvisé du 5 février 1926 (21 Rejeb 1344) est abrogé.

Fait à Rabat, le 6 Ramadan 1351
(3 Janvier 1933)

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 4 Janvier 1933
Le Ministre Plénipotentiaire
Délégué à la Résidence Générale.

URBAIN BLANC.

B.O N° 1172 DU 12 AVRIL 1935

DAHIR DU 26 MARS 1935 (20 HIJJA 1353)

modifiant le dahir du 3 Janvier 1933 (6 Ramadan 1351)
prohibant l'importation des animaux vivants et des vi-
andes fraîches, congelées ou réfrigérées, en provenan-
ce de l'Afrique occidentale française, des indes an-
glaises, de l'Indochine Française, de l'Indochine Ang-
laise, des Etats Malais, du Siam, et des Indes Néerlan-
daïses et règlementant l'importation et l'admission
temporaire des produits animaux de même origine.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes - puisse Dieu en éle-
ver et en fortifier la teneur !

QUE notre Majesté Chérifienne,

A DECIDE CE QUI SUIT :

Article unique.- L'article 2 du dahir du 3 Janvier
1933 (6 ramadan 1351) prohibant l'importation des animaux
vivants et des viandes fraîches, congelées ou réfrigérées
en provenance de l'Afrique occidentale française, des Indes
anglaises, de l'Indochine française, de l'Indochine anglaï-
se, des Etats Malais, du Siam et des Indes Néerlandaises et
règlementant l'importation et l'admission temporaire des
produits animaux de même origine, est modifié ainsi qu'il
suit :

" Article 2.- Est prohibée l'importation en zone fran-
çaise de tous animaux vivants, domestiques ou sauvages, ain-
si que des viandes fraîches, congelées ou réfrigérées en
provenance des Indes anglaises, de l'Indochine anglaise, de
l'Indochine Française, du Siam, des Etats Malais, des Indes
Néerlandaises et de l'Afrique Occidentale Française.

" Toutefois les dispositions qui précèdent ne s'appli-
quent pas aux oiseaux dits d'agrément."

Fait à Rabat le 20 Hijja 1353

(26 Mars 1935

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat le 4 Avril 1935

Le Ministre Plénipotentiaire
Délégué à la Résidence Générale
J. H ELLEU.

B.O N° 1455 DU 13 SEPTEMBRE 1940

DAHIR DU 30 AOUT 1940 (26 REJEB 1359)

modifiant le dahir du 3 Janvier 1933 (6 Ramadan 1351)
prohibant l'importation des animaux vivants et des viandes
fraîches congelées ou réfrigérées en provenance de l'Afri-
que Occidentale Française, des Indes anglaises, de l'Indo-
chine française, de l'Indochine anglaise (Straits Settle-
ments), des Etats Malais, du Siam et Indes Néerlandaises,
et règlementant l'importation et l'admission temporaire des
produits animaux de même origine.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes - puisse Dieu en éle-
ver et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DECIDE CE QUI SUIT :

Article unique..- Sont modifiés ainsi qu'il suit, les
articles 4 et 5 du dahir du 3 Janvier 1933 (6 Ramadan 1351)
prohibant l'importation des animaux vivants et des viandes
fraîches congelées ou réfrigérées en provenance de l'Afri-
que Occidentale française, des Indes anglaises, des Indes
Néerlandaises, de l'Indochine Française, de l'Indochine ang-
laise, (straits settlement) des Etats Malais, et du Siam,
et règlementant l'importation et l'admission temporaire des
produits animaux de même origine :

" Article 4.- Les peaux vertes ou salées, les peaux sè-
ches, les poils des laines et autres produits animaux verts
ou secs en provenance des pays visés à l'article 2 ne peu-
vent être admis à l'importation que s'ils sont accompagnés
d'un certificat délivré par un vétérinaire agréé à cet ef-
fet par le gouvernement du pays d'origine et attestant qu'ils
proviennent d'animaux sains, abattus dans une région in-
demne de peste bovine et sous le contrôle du service sani-
taire vétérinaire.

" Le laissez-passer des dites marchandises n'est déliv-
ré par les vétérinaires des ports et postes de douane de
la zone française de Notre Empire que lorsqu'elles ont été
désinfectées sous le contrôle du service vétérinaire du
port ou du poste de douane, soit par immersion pendant 24
heures dans une solution de sublimé à 1 pour 1000, ou de
crésyl à 30 pour 1000, soit par exposition à la lumière so-

laire, en couches minces, pendant une durée minimum de 4 heures, et que ces opérations ont été exécutées dans les conditions parfaites. Des dérogations à ces dispositions pourront être accordées, sur demande motivée des importateurs, par le Directeur Général des Services Economiques après avis du Chef du Service de l'Elevage.

" Article 5.- Les produits visés ci-dessus destinés au transit ou à la réexportation peuvent être débarqués et emmagasinés dans les ports ouverts à l'importation et au transit des produits animaux, sous réserve qu'ils y subissent la désinfection dans les conditions prévues à l'article précédent.

Fait à Rabat, le 26 Rejeb 1359
(30 Août 1940)

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 30 Août 1940
Le Commissaire Résident Général

NOGUES.

B.O N° 907 DU 14 MARS 1930
DAHIR DU 7 MARS 1930 (6 CHAOUAL 1348) .
portant interdiction temporaire de l'importation, du colportage et de la vente des perroquets, perruches et autres oiseaux de la famille des psittacidés.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes - puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu le dahir du 12 Juillet 1914 (18 Chaabane 1332) édictant des mesures de police sanitaire vétérinaire à l'importation des animaux et produits animaux et notamment son article 5 tel qu'il a été modifié par le dahir du 3 Mai 1927 (1^o kaada 1345).

Vu le dahir du 8 Décembre 1915 (30 Moharrem 1354) sur les mesures sanitaires pour la protection de l'hygiène publique et de la salubrité dans les villes.

Vu le dahir du 30 Juillet 1918 (21 Chaoual 1336) conférant aux pachas et caïds des pouvoirs spéciaux pour assurer la protection de l'hygiène publique et de la salubrité dans les villes.

Considérant que de nombreux cas d'une affection grave . et contagieuse dite " psittacose " transmise à l'homme par les perroquets, ont été constatés en Amérique, en Europe et en Algérie ;

Considérant qu'il est nécessaire, en vue de prévenir l'extension de la maladie en zone française de l'Empire Chérifien, de prendre des mesures d'interdiction concernant l'importation, le colportage et la vente des perroquets et perruches ; ,

Vu l'avis émis par la commission permanente du conseil central de l'hygiène et de la salubrité publique,

A DECRETE CE QUI SUIT !

Article premier.- Sont interdits, jusqu'à nouvel ordre, dans le territoire de la zone française de l'Empire Chérifien, l'importation, le colportage et la vente des perroquets perruches et autres oiseaux de la famille des psittacidés.

Art 2.- Une surveillance sera exercée sur les oiseaux de l'espèce détenus par les commerçants se livrant au commerce de ces animaux ainsi que par les particuliers.

Tout animal suspect de psittacose devra être isolé et le cas signalé à la direction de la santé et de l'hygiène publiques.

Art 3.- Seront punis d'une amende de 16 à 100 fr. et d'un emprisonnement de six jours à deux mois, ou de l'une de ces deux peines seulement, tous ceux qui auront mis un obstacle quelconque à l'exécution des dispositions du présent dahir.

Fait à Rabat, le 6 Chaoual 1348
(7 Mars 1930)

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 10 Mqrs 1930
P. Le Commissaire Résident Général
Le Ministre Plénipotentiaire
Délégué à la Résidence Générale

URBAIN BLANC.

B.O N° 1155 DU 14 DECEMBRE 1934

DAHIR DU 15 OCTOBRE 1934 (5 REJEB 1353)
suspendant provisoirement l'application du dahir
du 7 Mars 1930 (6 Chaoual 1348) portant inter-
diction temporaire de l'importation, du colporta-
ge et de la vente des perroquets, des perruches
et autres oiseaux de la famille des psittacidés.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes-puisse Dieu en éle-
ver et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu le dahir du 7 Mars 1930 portant interdiction tempo-
raire de l'importation, du colportage et de la vente des
perroquets, perruches et autres oiseaux de la famille des
psittacidés ;

Sur la proposition du Directeur de la santé et de l'-
hygiène publiques,

A DECIDE CE QUI SUIT :

Article Unique.- L'application du dahir susvisé du 7
Mars 1930 (6 Chaoual 1348) est provisoirement suspendue.

Fait à Rabat, le 5 Rejeb 1353
(15 Octobre 1934)

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 7 Novembre 1934
Le Commissaire Résident Général

HENRI PONSOT.

B.O N° 976 DU 10 JUILLET 1931

DAHIR DU 23 JUIN 1931 (6 SAFAR 1350)
prohibant l'importation et le transit, en zone
française de l'Empire Chérifien, des animaux vi-
vants de l'espèce ovine atteinte d'oesophagosto-
mose et de l'espèce caprine atteinte de fièvre de
Malte.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes - puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu le dahir du 12 Juillet 1914 (18 Chaabane 1332) édictant des mesures de police sanitaire vétérinaire à l'importation des animaux et produits animaux, modifié par le dahir du 3 Mai 1927 (1^o Kaada 1335) ;

Vu le dahir du 13 Juillet 1914 (19 Chaabane 1332) édictant des mesures pour garantir les animaux domestiques contre les maladies contagieuses, et les dahirs qui l'on modifié ou complété ;

A DECIDE CE QUI SUIT :

Article premier.- Sont interdits l'importation et le transit, en zone française de l'Empire Chérifien, des animaux vivants de l'espèce ovine provenant de régions infectées d'oesophagostomose, et des animaux vivants de l'espèce caprine provenant de régions infectées de fièvre de Malte.

Art 2.- Les troupeaux soupçonnés d'être atteints d'oesophagostomose ou de fièvre de Malte seront placés sous le régime de la quarantaine et soumis aux épreuves diagnostiques susceptibles de révéler l'infection.

Art 3.- Des dérogations à la prohibition édictées par l'article premier du présent dahir pourront être accordées par le Directeur Général de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation, dans certaines conditions et sur demande motivée présentée par les intéressés.

Fait à Rabat, le 6 Safar 1350

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat le 1^o Juillet 1931

Le Commissaire Résident Général;

LUCIEN SAINT.

B.O N° 1156 DU 21 DECEMBRE 1934

ARRETE VIZIRIEL DU 23 NOVEMBRE 1934 (15 CHAABANE . 1353) modifiant l'arrêté viziriel du 5 Janvier 1934 (18 Ramadan 1352) prescrivant les mesures à prendre contre les maladies contagieuses des abeilles.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 13 Juillet 1914 (19 Chaabane 1332) édictant des mesures pour garantir les animaux domestiques contre les maladies contagieuses, et les dahirs qui l'on modifié ou complété, notamment le dahir du 29 Décembre 1933 (11 Ramadan 1352).

Vu l'arrêté viziriel du 5 Janvier 1934 (18 Ramadan 1352) prescrivant les mesures à prendre contre les maladies contagieuses des abeilles,

Sur la proposition du Directeur Général de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation, après avis du Directeur Général des Finances,

ARRETE :

Article unique.- L'article 10 de l'arrêté viziriel susvisé du 5 Janvier 1934 (18 Ramadan 1352) est modifié ainsi qu'il suit :

" Article 10.- Les colonies, les reines ainsi que le miel et la cire sous toutes leurs formes, présentés à l'importation par terre et par mer, ne peuvent être introduits en zone française de l'Empire Chérifien, à l'exception toutefois des colis de miel d'un poids maximum de quatre kilos, présentés à l'importation sans but commercial, que s'ils sont accompagnés d'un certificat d'origine et de non-infection, délivré par l'autorité locale du lieu de provenance attestant que dans la dite localité, depuis six mois au moins, il n'a été constaté sur les abeilles aucune des maladies contagieuses mentionnées par le dahir précité du 29 Décembre 1933 (11 Ramadan 1352).

Fait à Marrakech, le 15 Chaabane
1353 (23 Novembre 1934)

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat le 7 Décembre 1934
Le Ministre Plénipotentiaire
Délégué à la Résidence Générale
J. HELLEU.

The first part of the report discusses the general situation of the country and the progress of the work. It is followed by a detailed account of the various projects and the results achieved. The report concludes with a summary of the work done and the plans for the future.

Summary

The summary of the work done during the year is as follows: The first part of the report discusses the general situation of the country and the progress of the work. It is followed by a detailed account of the various projects and the results achieved. The report concludes with a summary of the work done and the plans for the future.

B.O N° 1185 DU 12 JUILLET 1935

ARRETE VIZIRIEL DU 15 JUIN 1935 (13 REBIA I 1354).
fixant les conditions d'attribution d'une prime aux
importateurs d'animaux reproducteurs d'espèces déter-
minées, en dédommagement des frais de douane et de
transport.

LE GRAND VIZIR,

Vu les dahirs du 15 Janvier 1921 (5 Joumada I 1339)
portant institution d'un conseil supérieur de l'agriculture
et du 4 Janvier 1926 (19 Joumada II 1344) portant insti-
tution d'un conseil supérieur de l'élevage ;

Vu les vœux émis par le conseil supérieur de l'agri-
culture, dans sa séance du 7 Novembre 1923)

Vu les vœux émis par le conseil supérieur de l'éle-
vage, dans ses séances des 20 Décembre 1926, 31 Mai 1927
et 11 Janvier 1928 ;

Considérant que l'importation des animaux mâles repro-
ducteurs de races perfectionnées des espèces chevaline, a-
sine, bovine, ovine, caprine et porcine, ainsi que celle de
certaines femelles présentant les caractères de race pure,
peut contribuer à l'amélioration des races locales ;

Sur la proposition du Directeur Général de l'Agriculture,
du Commerce et de la Colonisation, après avis du Di-
recteur Général des Finances,

ARRETE :

Article premier.- L'arrêté viziriel du 27Avril 1928
(6 Kaada 1346) fixant les conditions d'attribution d'une
prime aux importateurs d'animaux reproducteurs d'espèces
déterminées et des vaches laitières inscrites aux herd-
books de France, en dédommagement des frais de douane et
de transport est abrogé.

Art 2.- (Abrogé par arrêté viziriel du 6 Mars 1949)

Art 3.- Un arrêté du Directeur Général de l'Agriculture
du Commerce et de la Colonisation fixera chaque année les
modalités d'application du présent arrêté, dont les disposi-
tions produiront effet à compter du 1^{er} Janvier 1935.

Fait à Rabat le 13 Rebia I 1354
(15 Juin 1935)

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 4 Juillet 1935

Le Ministre plénipotentiaire,

Délégué à la Résidence Générale J. HELLEU.

B.O N° 1901 DU 1° AVRIL 1949

ARRETE VIZIRIEL DU 6 MARS 1949 (5 JOUMADA I 1368) .
modifiant l'arrêté viziriel du 15 Juin 1935 (13 Re-
bia I 1354) fixant les conditions d'attribution d'-
une prime aux importateurs d'animaux reproducteurs
d'espèces déterminées, en dédommagement des frais de
douane et de transport.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'arrêté viziriel du 15 Juin 1935 (13 Rebia I 1354)
fixant les conditions d'attribution d'une prime aux importa-
teurs d'animaux reproducteurs d'espèces déterminées, en dé-
dommagement des frais de douane et de transport,

ARRETE :

Article unique..- L'article 2 de l'arrêté viziriel du
15 Juin 1935 (13 Rebia II 1354) est modifié ainsi qu'il
suit :

" Article 2.- L'importation d'animaux mâles des espè-
ces bovine, ovine, porcine, caprine, chevaline, asine, don-
ne aux importateurs le droit de recevoir une prime d'importa-
tion pour les animaux reconnus par le service de l'Eleva-
ge comme susceptibles d'améliorer les races locales.

Fait à Rabat, le 5 Joumada II 1368
(6 Mars 1949)

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 24 Mars 1949
Le Commissaire Résident Général

A. JUIN.

Extrait du B.O N° 1865 du 23 Juillet 1948
ARRETE DU DIRECTEUR DE L'AGRICULTURE, DU COMMERCE
ET DES FORETS.

fixant pour l'année budgétaire 1948, les modalités
d'attribution aux importateurs d'animaux reproduc-
teurs d'espèces déterminées de la prime instituée
par l'arrêté du 15 Juin 1935.

1. The first part of the report

2. The second part of the report

3. The third part of the report

4. The fourth part of the report

5. The fifth part of the report

6. The sixth part of the report

7. The seventh part of the report

8. The eighth part of the report

9. The ninth part of the report

10. The tenth part of the report

LE DIRECTEUR DE L'AGRICULTURE, DU COMMERCE
ET DES FORETS,

Chevalier de la légion d'honneur,

Vu l'arrêté viziriel du 15 Juin 1935, fixant les conditions d'attribution d'une prime aux importateurs d'animaux reproducteurs d'espèces déterminées, en dédommagement des frais de douane et de transport,

ARRETE :

Article premier.- La prime instituée par l'arrêté viziriel du 15 Juin 1935 pour les importateurs d'animaux reproducteurs des espèces chevaline, asine, bovine, ovine, caprine et porcine, des juments de pure sang et de race bretonne, ainsi que des vaches laitières inscrites aux herd-books, ne sera attribuée que pour les animaux dont l'importation aura été approuvée préalablement par le Chef du Service d'Elevage.

Toute demande d'approbation devra obligatoirement faire mention de la race des sujets à importer.

Les éleveurs ou organismes désireux de bénéficier de la dite prime devront adresser leur demande au Directeur de l'Agriculture, du Commerce et des Forêts (Service de l'Elevage) dès que l'importation est effectuée et au plus tard le 30 Décembre 1948, et accompagnée :

1° - De la quittance de douane établie soit au nom de l'éleveur ou de l'organisme importateur, soit au nom du transitaire, Dans ce dernier cas, une attestation du transitaire spécifiera qu'il a été procédé au dédouanement pour le compte tel ou tel organisme.

2° - Pour les vaches laitières, de la carte d'inscription au herd-book ; dans les régions où, pour quelque cause que ce soit, les herd-books ne fonctionnent pas, le certificat d'inscription au herd-book pourra être remplacé par une attestation signée du Directeur des Services vétérinaires du département, spécifiant qu'il n'existe pas de herd-book, et que les animaux exportés sont issus de géniteurs de race pure, présentant tous les caractères de la race.

Art 2.- Cette prime, qui sera payée en fin d'exercice budgétaire, est fixée pour l'année 1948, dans la limite des crédits inscrits au budget, à 20 % ad valorem.

La valeur estimative des animaux sera celle qui ressortira de la quittance de douane.

Elle ne sera due pour chaque animal, que jusqu'à concurrence d'une valeur de 200.000 francs pour les animaux des races chevaline et asine ; de 80.000 francs pour les animaux de race bovine, de 20 000 fr. pour ceux des races ovine, caprine et porcine.

Dans le cas où les sommes résultant des demandes de primes excèderait les crédits inscrits au budget, il sera effectué un abatement proportionnel sur le montant des primes dues.

Art 3.- Le Sous-Directeur, Chef du Service de l'Elevage est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Rabat, le 17 Juillet 1938

SOULAGNON.

ARRETE DU DIRECTEUR DE L'AGRICULTURE, DU
COMMERCE ET DES FORETS DU 20 JUIN 1951

fixant pour l'année budgétaire 1951 des modalités d'attribution aux importateurs d'animaux reproducteurs d'espèces déterminées de la prime instituée par l'arrêté viziriel du 15 Juin 1935, modifié par l'arrêté viziriel du 6 Mars 1949.

LE DIRECTEUR DE L'AGRICULTURE, DU COMMERCE ET DES FORETS

Officier de la légion d'honneur,

Vu l'arrêté viziriel du 15 Juin 1935, et les textes qui l'ont complété ou modifié, fixant les conditions de l'attribution d'une prime aux importateurs d'animaux reproducteurs d'espèces déterminées, en dédommagement des frais de douane et de transport ;

ARRETE :

Article premier.- La prime instituée par l'arrêté viziriel du 15 Juin 1935 pour les importations d'animaux mâles reproducteurs des espèces chevaline, asine, bovine, ovine, caprine et porcine ne sera attribuée que pour les animaux dont l'importation aura été approuvée préalablement par le Chef du Service de l'Elevage.

Toute demande d'approbation devra obligatoirement faire mention de la race des sujets à importer.

[illegible]

1993 年 1 月 1 日

[illegible]

Les éleveurs ou organismes, ayant obtenu cette approbation, devront adresser leur demande de prime au directeur de l'agriculture, du commerce et des forêts (service de l'élevage) dès que l'importation sera effectuée et au plus tard le 30 Décembre 1951, en l'accompagnant de la quittance de douane établie, soit au nom de l'éleveur ou de l'organisme importateur, soit au nom du transitaire.

Dans ce dernier cas, une attestation du transitaire indiquera l'organisme pour le compte duquel il aura été procédé au dédouanement.

Art 2.- Cette prime, qui sera payée en fin d'exercice budgétaire, est fixée, pour l'année 1951, dans la limite des crédits inscrits au budget, à 20 % ad valorem.

La valeur estimative des animaux sera celle qui ressortira des quittances de douane.

Elle ne sera due, pour chaque animal, que jusqu'à concurrence d'une valeur de 200.000 fr. pour les animaux des races chevaline et asine ; 150.000 fr. pour les animaux de race bovine, 40.000 francs pour ceux des races ovine ; porcine et caprine.

Dans les cas où les sommes résultant des demandes de primes excèderaient les crédits inscrits au budget, il serait effectué un abattement proportionnel sur le montant des primes dues.

Art 3.- Le sous-Directeur, chef du service de l'Elevage est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Rabat, le 20 Juin 1951

SOULMAGNON.

DAHIR DU 5 MAI 1916

prescrivant la visite sanitaire des animaux et produits animaux exportés de la zone française du Maroc.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Moulay Youssef)

A Nos Serviteurs intègres, les Gouverneurs et Caïds de notre Empire Fortuné, ainsi qu'à Nos Sujets.

Que l'on sache par les présentes - puisse Dieu Très Haut en illustrer la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Considérant l'intérêt qui s'attache à sauvegarder la .
bonne réputation de la production agricole et de garantir
les acheteurs d'animaux et de produits provenant de la zo-
ne française du Maroc contre tout risque de transmission de
maladies contagieuses,

A DECRETE CE QUI SUIT :

Article premier.- A leur sortie de la zone française,
les animaux domestiques dont l'exportation est autorisée,
sont soumis en tout temps et au frais des exportateurs à
une visite sanitaire vétérinaire.

Cette visite sanitaire vétérinaire est également obli-
gatoire pour les lots de produits animaux exportés : viandes
fraîches, peaux, laines, cornes, os, onglons, poils, boyaux
etc....(complété par dahir du 23 Mars 1918).

Art 2.- Le tarif des frais de visite à payer pour les
animaux et produits énumérés à l'article précédent et le
mode de perception de ces droits sont fixés par arrêté de
Notre Grand Vizir.

Ces droits sont dus, que la sortie des animaux ou pro-
duits ait été autorisée ou non.

Art 3.- Sont exemptés de la visite sanitaire et du paie-
ment des droits y afférents :

Tout animal à la mamelle suivant sa mère ;

Tous les animaux de l'armée et du service des haras ;

Les animaux provenant d'un port de la zone française,
munis d'un certificat de santé délivré par le vétérinaire sa-
nitaire du port.

Art 4.- Sont seuls ouverts à l'exportation et au transit
des animaux et produits animaux visés à l'article premier, les
ports de la zone française ci-après énumérés : (modifié par
dahir du 27 Avril 1935).

Art 5.- La visite sanitaire a lieu sur le quai, à l'heure
fixée pour l'embarquement des animaux ou produits animaux dont
la sortie ne peut être opérée qu'après la remise au service
des douanes d'un certificat délivré par le vétérinaire sani-
taire attestant que les animaux exportés ont été reconnus
sains.

Le vétérinaire sanitaire du port d'exportation doit être
prévenu au moins douze heures à l'avance de l'heure à laquel-
le les animaux ou produits animaux seront amenés au port d'-
embarquement.

Art 6.- Les animaux ou produits animaux faisant partie d'un même lot doivent être séparés des autres lots jusqu'après la visite sanitaire. Si une maladie contagieuse est constatée dans un lot, tous les animaux ou produits ayant été en contact avec les premiers seront considérés comme contaminés.

Les aides nécessaires à la garde des animaux et à leur maniement sur les emplacements que leur assigne le vétérinaire sanitaire doivent être fournis par les expéditeurs.

Art 7.- Il doit être délivré un certificat par animal à moins que l'exportateur ne déclare se contenter d'un certificat collectif pour tous les animaux de la même espèce.

Il ne sera pas remis de duplicata de certificats : en cas de perte de cette pièce, il devra être procédé à une nouvelle visite.

Art 8.- Lorsque les animaux seront reconnus malades ou suspects, le vétérinaire sanitaire refuse le certificat de visite, non seulement pour l'animal malade mais aussi pour tous les animaux susceptibles de contracter la maladie reconnue et qui feraient partie du même lot.

Il les fait isoler immédiatement dans des écuries ou sur le quai d'embarquement.

Art 9.- Les infractions aux dispositions du présent dahir comme toutes celles aux arrêtés de Notre Grand Vizir, rendus en vue d'assurer son exécution, seront punies d'une amende de 16 à 1000 francs et d'un emprisonnement de six jours à deux mois ou de l'une de ces deux peines seulement.

Le sursis à l'exécution de la peine d'amende ne pourra être prononcé en vertu du dahir du 23 Mai 1914.

Les dispositions de l'article 463 du code pénal français, sont applicables aux infractions prévues par le présent dahir.

Fait à Rabat, le 2 Rejeb 1334
(5 Mai 1916)

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat le 10 Mai 1916
DE SAINT AULAIRE.

2. The second part of the document focuses on the implementation of these practices. It details the steps involved in setting up a robust system for data collection and analysis. This includes identifying the key areas of focus, selecting appropriate tools and technologies, and training staff to ensure they are equipped to handle the data effectively. The goal is to create a seamless process that allows for the efficient management of information.

3. The third part of the document addresses the challenges associated with data management. It recognizes that while the benefits of accurate record-keeping are clear, there are several obstacles that can hinder the process. These include limited resources, lack of training, and the complexity of the data itself. The document provides strategies to overcome these challenges, such as seeking external support, investing in professional development, and simplifying data collection methods where possible.

4. The final part of the document concludes by reiterating the importance of a commitment to data integrity. It stresses that the success of the organization depends on the quality of the information it uses to make decisions. By following the guidelines outlined in this document, the organization can ensure that it is always working with the most accurate and relevant data available, leading to better outcomes and increased trust from stakeholders.

B.O N° 285 DU 8 AVRIL 1918

DAHIR DU 23 MARS 1918

soumettant à la visite vétérinaire prévue au dahir du 5 Mai 1916, les ~~salsaisons~~ et charcuteries de toute nature dont l'exportation est autorisée.

Article unique.- Le deuxième alinéa de l'article premier du dahir du 5 Mai 1916, prescrivant la visite sanitaire des animaux et produits animaux exportés de la zone française du Maroc, est complété de la façon suivante :

" Cette visite sanitaire vétérinaire est également obligatoire pour les lots de produits animaux exportés : viandes fraîches, viandes salées ou fumées, charcuterie de toute nature, peaux, laines, os, cornes, onglons, poils, boyaux, etc..

Fait à Rabat, le 23 Mars 1918

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 30 Mars 1918

Pour le Commissaire Résident Général
L'Intendant Général, Délégué à la Résidence.

Secrétaire Général du Protectorat
LALLIER DU COUDRAY.

B.O N° 1178 DU 24 MAI 1935

DAHIR DU 27 AVRIL 1935 (23 MOHAREM 1354)

modifiant le dahir du 5 Mai 1916 (2 Rejeb 1334) prescrivant la visite sanitaire des animaux et produits animaux exportés de la zone française du Maroc.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes - puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté chérifienne,

A DECRETE CE QUI SUIT :

Article premier.- L'article 4 du dahir du 5 Mai 1916 (2 Rejeb 1334) prescrivant la visite sanitaire des animaux et produits animaux exportés de la zone française du Maroc est modifié ainsi qu'il suit :

" article 4.- Sont ouverts à l'exportation et au transit des animaux et produits animaux visés à l'article premier, les ports, les postes et bureaux de douane, et les gares frontières énumérées ci-après :

" " Ports de port-Lyautey, Rabat, Fédala, Casablanca, Mazagan, Safi, Mogador et Agadir.

" Postes frontières et bureaux de douane de Quedrada, Dar el Harracq, Sidi Djemil, Martimprey, Oujda, Berguent, Saf - Saf, (pont de la Moulouya), camp-berteaux, Lalla Ramo, Ouled Allal, Tendirara, Saïdia et Colomb Béchar.

" Gare Frontière de Alcazarquivir. "

Article 2.- Les jours et heures auxquels la visite vétérinaire sanitaire pourra être passée dans les ports, postes et gares frontières ci-dessus énumérés, seront fixés par arrêté de Notre Grand Vizir.

Art 3.- Le dahir du 8 Juillet 1931 (21 Safar 1350) relatif au même objet est abrogé.

Fait à rabat, le 23 Moharrem 1354
(27 Avril 1935)

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat le 2 Mai 1935
Le Commissaire Résident Général

HENRI PONSOT.

B.O N° 1178 DU 24 MAI 1935

ARRETE VIZIRIEL DU 27 AVRIL 1935 (23 MOHARREM 1354) déterminant les conditions dans lesquelles s'effectuera la visite des animaux et produits animaux à l'importation et à l'exportation dans les ports, les postes et bureaux de douane et les gares frontières ouvertes à ce trafic.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 12 Juillet 1914 (18 Chaabane 1332) édictant des mesures de police sanitaire vétérinaire à l'importation des animaux et produits animaux, modifié par le dahir du 8 Juillet 1931 (21 Safar 1350) ;

Vu le dahir du 5 Mai 1916 (2 rejev 1334) prescrivant la visite sanitaire des animaux et produits animaux exportés de la zone française du Maroc, modifié par le dahir du 27 Avril 1935 (23 Moharrem 1354) ;

Vu l'arrêté viziriel du 18 mars 1933 (13 Kaada 1351).
déterminant les conditions dans lesquelles s'effectuera la
visite des animaux et produits animaux à l'importation et
à l'exportation dans les ports, postes, et bureaux de douane
et les gares frontières ouverts à ce trafic ;

sur la proposition du Directeur Général de l'Agriculture,
du Commerce et de la Colonisation ;

ARRETE :

Article premier.- La visite sanitaire vétérinaire des
animaux et produits animaux à l'importation et à l'exportation
aura lieu dans les ports, les postes et les bureaux de douane,
et les gares frontières ouverts à ce trafic,
pendant les heures d'ouverture des bureaux de douane et
aux jours fixés ci-après :

Dans les ports, aux bureaux de douane d'Oujda et de
Colomb Bechar, à Berkane pour Saf-Saf (Pont de la Moulouya)
tous les jours ouvrables.

Aux postes frontières de Dar-El-Harracq, Sidi Djemil
et Lalla Rhano, sur la demande des usagers qui auront à
prévenir le vétérinaire inspecteur de l'élevage de Souk-El-
Arba du Gharb, quarante huit heures à l'avance.

Au poste frontière de Quedrara : le Jeudi matin et le
samedi après - midi.

A la gare de Souk El Arba du Gharb (pour Alcazarquivir
et le cas échéant Quadrada) : tous les jours ouvrables
sauf le jeudi matin et le samedi après-midi.

Au poste frontière d'Ouled Allal : Tous les Samedis
mais seulement pendant la période d'été allant du 1^{er} Mai
au 1^{er} Novembre.

A Martimprey : les lundis et jeudis

A Saïdia : les dimanches

A Berguent : les lundis

A Taourit (pour camp-berteaux) les premier et 3^e di-
manches de chaque mois.

A Tendrara : les premier et troisième jeudis de chaque
mois.

Art 2.- Les animaux et produits présentés à l'importa-
tion aux postes frontières du pont international de la Mou-
louya, de Camp-Berteaux et l'Alcazarquivir, seront munis d'un
plomb d'identité et circuleront sous passavant, avec itin-
éraire obligatoire et délais de route préalablement fixés,
jusqu'au centre de visite ci-dessus désigné où le vétérinaire
visiteur déchargera le passavant et délivrera le certifi-
cat de visite.

Il en sera de même pour les animaux et produits animaux présentés à Quedrada en dehors des vacances comportant la présence dans ce centre du vétérinaire inspecteur.

Art 3.- L'arrêté viziriel susvisé du 10 Mars 1933 (13 Kaada 1351) est abrogé.

Art 4.- Le Directeur Général de l'Agriculture, du Commerce et de la colonisation est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Rabat, le 23 Moharrem 1351
(27 Avril 1935)
MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 2 Mai 1935
Le Commissaire Résident Général

HENRI PONSOT.

B.O N° 1196 DU 27 SEPTEMBRE 1935

ARRETE VIZIRIEL DU 30 AOUT 1935 (29 JOMADA I 1354)
fixant le tarif des droits d'inspections sanitaire à l'importation et à l'exportation des animaux et produits animaux.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 12 Juillet 1914 (18 Chaabane 1332) édictant des mesures de police sanitaire vétérinaire à l'importation des animaux et produits animaux, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété et notamment le dahir du 30 Août 1935 (29 Jomada I 1354) ;

Vu le dahir du 5 Mai 1916 (2 Rejeb 1334) prescrivant la visite sanitaire des animaux et produits animaux exportés et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté viziriel du 27 Avril 1935 (23 Moharrem 1354) déterminant les conditions dans lesquelles s'effectuera la visite des animaux et produits animaux à l'importation et à l'exportation dans les ports, les postes et bureaux de douane et les gares frontières ouverts à ce trafic ;

100

35

10

1940

10

19

ARRETE :

Article premier. - (modifié en ce qui concerne l'importation par l'arrêté viziriel du 8 Mars 1939) (voir plus haut)

Le tarif des droits d'inspection sanitaire à payer à l'importation et à l'exportation des animaux et produits animaux est fixé ainsi qu'il suit :

Chevaux, ânes et mulets	: 5 francs ;
Bovidés	: 5 "
Camelidés	: 5 "
Ovins et porcins.....	: 1 "
Caprins	: 0,50 frs
Viandes fraîches ou conservées, abats, oeufs, peaux, laines, os, onglons poils, boyaux...	
Jusqu'à 1000 kgs brut	: 5 fr
de 1000 à 10.000 kg brut	: 10 fr
au-delà de 10.000 " "	: 15 fr

Art 2. - Sont admis en franchise des droits d'inspection sanitaire les importations de produits animaux d'un poids inférieur à 20 kgs et dépourvues de tout caractère commercial ainsi que les oeufs originaires de la zone espagnole, de Tanger et de l'Algérie.

Les produits carnés, présentés en boîtes métalliques soudées ayant fait l'objet d'une cuisson à l'autoclave sont assujettis, à l'importation à la taxe de visite sanitaire, sauf dans le cas prévu à l'alinéa précédent.

Art 3. - Les taxes de visite sanitaire sont perçues au profit de l'Etat par le service des douanes, d'après les décomptes établis par les vétérinaires inspecteurs, Exceptionnellement, la liquidation est effectuée par le service des douanes dans le cas de dispense de visite sanitaire prévu., pour les conserves de viandes par l'article premier du dahir susvisé du 12 Juillet 1914, tel qu'il a été modifié par le dahir du 30 Août 1935.

Le recouvrement de ces taxes est poursuivi comme en matière de droits de douane.

Art 4. - Sont abrogés : l'arrêté viziriel du 12 Juillet 1914 (18 Chaabane 1332) sur la visite sanitaire vétérinaire à l'importation ; l'arrêté viziriel du 6 Mai 1916 (3 Rejeb 1334) relatif à la visite sanitaire à l'exportation ; les arrêtés viziriels des 7 Août 1920 (21 Kaada 1338) 11 Juillet 1924 (7 Kaada 1342) 23 Janvier 1926 (9 Rejeb 1344)

et 21 Août 1926 (11 safar 1345) relatifs à la police sanitaire vétérinaire à l'importation et à l'exportation.

Art 5.- Le Directeur Général des Finances et le Directeur Général de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Casablanca, le 29 Joumada I 1354
(30 Août 1935)
MOHAMED EL MOKRI

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 20. Septembre 1935
Le Commissaire Résident Général

HENRI PONSOT.

B.O N° 1347 DU 19 AOUT 1938

ARRETE VIZIRIEL DU 28 JUIN 1938 (29 REBIA II 1357) modifiant l'arrêté viziriel du 30 Août 1935 fixant les tarifs des droits d'inspection sanitaire à l'importation et à l'exportation des animaux et produits animaux.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 5 Mai 1916 prescrivant la visite sanitaire des animaux et produits animaux exportés de la zone française du Maroc, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté viziriel du 27 Avril 1935 déterminant les conditions dans lesquelles s'effectuera la visite des animaux et produits animaux à l'importation et à l'exportation dans les ports, les postes et bureaux de douane et les gares frontières ouvertes à ce trafic.

Vu l'arrêté viziriel du 30 Août 1935 fixant le tarif des droits d'inspection sanitaire à l'importation et à l'exportation des animaux et produits animaux ;

Vu l'arrêté viziriel du 14 Mai 1928 prescrivant des mesures sanitaires à l'exportation du bétail ;

Vu l'accord conclu le 8 Mai 1936 avec le gouvernement général de l'Algérie en vue de fixer les conditions suivant lesquelles les services du Protectorat assureront la visite sanitaire des animaux pour le compte de l'Algérie ;

Sur la proposition du directeur des affaires économiques, après avis du Directeur Général des Finances ;

ARRETE :

Article premier.- Par dérogations aux dispositions de l'article premier de l'arrêté viziriel susvisé du 30 Août 1935, les ovins exportés par les postes et bureaux de douane de la frontière algéro-marocaine ouverts à ce trafic, sont admis en franchise des droits d'inspection sanitaire.

Art 2.- Les dispositions qui précèdent ne font pas obstacles à l'accomplissement des formalités prescrites par les arrêtés viziriels susvisés du 27 Avril 1935 et 14 mai 1938.

Art 3.- Le Directeur Général des Finances et le Directeur des Affaires Economiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui prendra effet à compter du 1^{er} Janvier 1938.

Fait à Rabat, le 28 Juin 1938

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat le 28 Juin 1938

Le Commissaire Résident Général

NOGUES.

DAHIR DU 14 JANVIER 1922
relatif à l'exportation de certaines marchandises
et de certains animaux, modifié par dahir du 22
Avril 1922 (en vigueur pour pénalités).

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Moulay Youssef)

A Nos serviteurs intègres, les Gouverneurs et Caïds de
Notre Empire Fortuné, ainsi qu'à Nos Sujets.

Que l'on sache par les présentes - puisse Dieu Très
Haut en illustrer la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DECRETE CE QUI SUIT :

Article premier.-

Art 2.-

Art 3.- Quiconque aura commis ou tenté de commettre une infraction aux dispositions de l'article 2 du présent dahir sera puni d'une amende égale au triple de la valeur de la marchandise objet de l'infraction.

Les complices seront passibles des mêmes peines que les auteurs principaux.

Les marchandises saisies seront confisquées ; les moyens de transport qui auront servi à commettre le délit seront également saisis et confisqués.

Les pénalités pécuniaires auront toujours le caractère de réparations civiles.

En cas de transaction, les articles 25 et suivants du dahir du 16 Décembre 1918 sur les douanes sont applicables.

Art 4.- Quiconque aura été condamné depuis moins de deux années grégoriennes par jugement définitif en vertu du présent dahir et se rendra coupable d'une nouvelle infraction aux prohibitions de sortie prévues à l'article 2, sera passible, outre les pénalités énoncées ci-dessus, d'un emprisonnement de trois mois à deux ans.

Art 5.- La répression des infractions prévues au présent dahir est de la compétence exclusive des tribunaux français de Notre Empire.

Art 6.- L'exportation des animaux de l'espèce bovine et ovine demeure régie par des textes spéciaux, notamment par le dahir du 30 Août 1921.

Toutefois, en cas d'exportation des animaux, ou tentative d'exportation hors des conditions réglées par ledit dahir, les dispositions de l'article 3 ci-dessus sont applicables.

Art 7.- Les dahirs du 20 Août 1919, du 27 Mars 1920, du 18 Novembre 1920 et du 26 Mars 1921 sont abrogés.

Art 8.- Le Directeur des Finances et le Directeur Général de l'Agriculture, du commerce et de la colonisation sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent dahir.

Fait à Rabat, le 14 Janvier 1922.

B.O N° 1335 DU 27 MAI 1938

ARRETE VIZIRIEL DU 14 MAI 1938 (14 REBIA I 1357)
prescrivant des mesures sanitaires à l'exportation
du bétail.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 5 Mai 1916 prescrivant la visite sanitaire des animaux et produits animaux exportés de la zone française du Maroc ;

Vu l'arrêté viziriel du 30 Avril 1920 prescrivant les mesures à prendre contre la fièvre aphteuse ;

Vu les accords intervenus le 7 Avril 1938 entre le Chef du Service Vétérinaire au Ministère de l'Agriculture et les Chefs des Services vétérinaire et de l'élevage de l'Algérie, du Maroc et de la Tunisie ;

Vu les accords intervenus le 5 Mai 1938 entre les chefs des services vétérinaire et de l'élevage de l'Algérie et du Maroc ;

Sur la proposition du Directeur des Affaires Economiques .

ARRETE :

Article premier.- Les animaux des espèces bovine, ovine, caprine et porcine, ne peuvent être exportés que dans les conditions ci-après.

Art 2.- Les animaux doivent provenir de tribus et d'exploitations non déclarées infectées de fièvre aphteuse.

Art 3.- Chaque fois que le trajet compris entre le lieu de provenance et le port d'embarquement ou entre le lieu de provenance et le poste frontière comporte la traversée de périmètres infectés, le transport est effectué par voie ferrée.

Art 4.- Dans le cas où le lieu de provenance n'est pas desservi par voie ferrée, le transport à la gare la plus proche est effectué par camion fermé.

Au départ les animaux sont accompagnés d'un certificat établi par le vétérinaire inspecteur du lieu de provenance attestant qu'ils proviennent de tribus et d'exploitations non infectées et qu'ils sont reconnus sains.

Le certificat porte la marque des animaux et est établi trois jours au plus tard avant la présentation des animaux au port d'embarquement ou au poste frontière.

Art 5.- Si un ou plusieurs animaux présentent des symptômes de fièvre aphteuse au moment de la visite sanitaire à la sortie de la zone française, tous les animaux composant le lot sont dirigés sur l'abattoir le plus voisin du port d'embarquement ou du poste frontière pour y être abattus sans délai ; dans ce cas, le transport des animaux du port d'embarquement ou du poste frontière à l'abattoir se fait par camion fermé sous la surveillance du service sanitaire.

Art 6.- Le Directeur des Affaires Economiques est chargé de l'application du présent arrêté.

Fait à Rabat le 14 Mai 1938

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 14 Mai 1938

Le Commissaire Résident Général

NOGUES.

B.O N° 1354 DU 7 OCTOBRE 1938

ARRETE VIZIRIEL DU 7 SEPTIMBRE 1938 (12 REJEB 1357)
déterminant les conditions que doivent remplir certains
animaux et produits animaux exportés sur la France et
l'Algérie.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 5 Mai 1916 (2 Rejeb 1334) prescrivant la visite sanitaire des animaux et produits animaux exportés de la zone française du Maroc, modifié par le dahir du 27 Avril 1935 (23 Moharrem 1354) ;

Vu l'arrêté viziriel du 14 Mai 1938 (14 Rebia I 1357) prescrivant les mesures sanitaires à l'exportation du bétail

Sur la proposition du Directeur des Affaires Economiques, après avis du Directeur des Affaires Politiques ;

ARRETE :

Article premier.- Les animaux des espèces chevaline, asine, bovine, ovine, caprine et porcine exportés sur la France devront être accompagnés, outre le certificat d'origine sanitaire prévu par l'article viziriel susvisé du 14 Mai 1938 (14 Rebia I 1357), d'un certificat d'origine délivré par l'autorité administrative du lieu de provenance, qui certifiera que dans la dite localité il n'existe et il n'a existé pendant les six semaines précédentes aucune maladie contagieuse sur les animaux de l'espèce.

Ce certificat indique le nombre des animaux et leur signalement.

Il ne devra pas avoir été délivré plus de trois jours avant la mise en route des animaux. Le temps nécessité par le voyage est calculé d'après la lettre de voiture ou les papiers de bord, ou à défaut, déterminé par le vétérinaire sanitaire du port d'exportation.

En outre, les animaux de l'espèce ovine ne peuvent être admis à l'exportation sur la France que s'ils ont été soumis à la vaccination contre la clavelée quinze jours au moins et onze mois au plus avant l'embarquement.

Cette opération est constatée par l'apposition à l'oreille droite des animaux, d'un bouton métallique dont la forme et les inscriptions ont été notifiées par le Chef du Service de l'Elevage.

Les animaux doivent être accompagnés d'un certificat du vétérinaire visiteur du port d'embarquement attestant qu'au moment du départ tous les animaux étaient sains et qu'ils ont été soumis à la vaccination quinze jours fiées par le Chef du Service de l'Elevage.

Ce certificat doit indiquer pour chacun des lots composant le chargement le nom du propriétaire, ainsi que la marque et le nombre des animaux.

Art 2.— Les animaux des espèces bovine, ovine, caprine et porcine leurs débris frais et peaux fraîches exportés sur l'Algérie devront être accompagnés d'un certificat de santé et d'origine. Ce certificat qui, en ce qui concerne les animaux, indiquera leur nombre et leur signalement, sera délivré par le vétérinaire inspecteur de l'élevage du lieu d'origine et attestera que les animaux, débris frais et peaux fraîches sont sains et qu'aucune maladie contagieuse n'existe ou n'a existé dans la localité d'où ils proviennent au cours des six semaines précédentes. Ce certificat doit être établi trois jours au plus avant la présentation des animaux au port d'embarquement ou au poste frontière.

Les animaux ou produits animaux exportés par voie de mer, devront être présentés au port d'embarquement cinq jours au plus après l'établissement du certificat, sauf si la durée de la traversée excède deux jours ; dans ce cas le temps nécessité pour le voyage est calculé d'après la lettre de voiture ou les papiers de Bord, ou à défaut, déterminé par le vétérinaire sanitaire.

Art 3.- Le vétérinaire sanitaire du port ou du bureau . de douane frontière doit être prévenu au moins douze heures avant celle à laquelle les animaux seront présentés à la sortie de la zone française.

La visite sanitaire à la sortie ne peut s'effectuer qu'après la remise au vétérinaire sanitaire du ou des certificats visés aux articles 1 Et 2 du présent arrêté.

Fait à Rabat, le 12 Rejeb 1357

(7 Septembre 1938)

MOHAMED ROUNDA

Suppléant du Grand Vizir

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 7 Septembre 1938

Le Ministre Plénipotentiaire.

Délégué à la Résidence Générale

J. MORIZE.

DAHIR DU 22 AVRIL 1922

relatif à l'exportation de certains animaux
et de certaines marchandises et portant modification au dahir du 14 Janvier 1922 ;

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Moulay Youssef)

A Nos Serviteurs intègres, les Gouverneurs et Caïds de
Notre Empire Fortuné, ainsi qu'à Nos Sujets ;

Que l'on sache par les présentes - puisse Dieu Très
Haut en illustrer la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DECRETE CE QUI SUIT :

Article premier.- Les produits et animaux énumérés ci-après et qui, aux termes du dahir du 14 Janvier 1922 (15 jourmada I 1340) faisaient l'objet d'interdiction de sortie sont rendus à la libre exportation à compter du 1^{er} Mai 1922.

Art 2.- Les dispositions de l'article 2 du dahir du 14. Juillet 1922 relatif à l'exportation de certaines marchandises et de certains animaux sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

" Article 2.- Les seuls produits marocains restant soumis à des interdictions de sortie sont ceux mentionnés au paragraphe ci-dessous :

" paragraphe premier.- Beurre et fromages autre que ceux d'importation ; oeufs et gibier, glands, volailles, charbon de bois.

(modifié par le dahir du 19 Avril 1935 en ce qui concerne les fromages et par le dahir du 12 Juin 1933 en ce qui concerne les volailles.)

" paragraphe 2.- Mules et mulets, chevaux, juments et poulains, ânes et ânesses, dattes, huile d'argan.

(modifié par dahir du 5 Mars 1923)

" Toutefois, la sortie des animaux et produits énumérés ci-dessus (§ 2) pourra être permise dans certains cas et sous certaines conditions sur présentation par l'intéressé d'une demande motivée.

" Les demandes d'autorisation doivent être adressées au Directeur Général de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation (Service du Commerce et de l'Industrie) qui aura qualité pour délivrer ou refuser les autorisations sollicitées.

" L'exportation de l'huile d'argan ne sera toutefois autorisée que dans les limites d'un contingent qui sera fixé chaque année par décision du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation."

Art 3.- Le Directeur Général des Finances et le Directeur Général de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent dahir.

Fait à Rabat le 22 Avril 1922

Vu pour promulgation et mise à exécution

Rabat, le 23 Avril 1922

URBAIN BLANC

DAHIR DU 4 OCTOBRE 1922

Relatif à l'exportation des animaux du groupe des
chameaux et portant addition au dahir du 14/1/1922

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Moulay Youssef)

A Nos Serviteurs intègres, les Gouverneurs et Caïds de
Notre Empire Fortuné, ainsi qu'à Nos Sujets.

Que l'on sache par les présentes - puisse Dieu Très
Haut en illustrer la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DECRETE CE QUI SUIT :

Article unique. - Les animaux du groupe des chameaux
sont ajoutés à la liste des produits marocains énoncés au
dahir du 14 Janvier 1922 (15 Joumada I 1340) relatif à
l'exportation de certains animaux et de certaines marchan-
dises, tel qu'il a été modifié par l'article 2 de Notre da-
hir du 22 Avril 1922 (24 Chaabane 1340) relatif au même
objet.

Fait à Rabat, le 4 Octobre 1922

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 12 Octobre 1922

Le Ministre plénipotentiaire
Délégué à la Résidence Générale
URBAIN BLANC.

B.O N° 1080 DU 7 JUILLET 1933

DAHIR DU 12 JUIN 1933 (18 SAFAR 1352)

supprimant l'interdiction d'exportation des volailles

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes - puisse Dieu en éle-
ver et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

SECRETARY'S OFFICE

TO THE HONORABLE MEMBERS OF THE HOUSE OF REPRESENTATIVES

AND TO THE SENATE

IN RESPONSE TO A RESOLUTION PASSED BY THE HOUSE OF REPRESENTATIVES
ON MAY 1, 1902

AND TO THE SENATE

ON THE SUBJECT OF THE
PUBLICATION OF THE
REPORTS OF THE
COMMISSIONERS OF THE
LAND OFFICE

AND TO THE SENATE

ON THE SUBJECT OF THE
PUBLICATION OF THE
REPORTS OF THE
COMMISSIONERS OF THE
LAND OFFICE

AND TO THE SENATE

IN RESPONSE TO A RESOLUTION PASSED BY THE HOUSE OF REPRESENTATIVES
ON MAY 1, 1902

AND TO THE SENATE

ON THE SUBJECT OF THE
PUBLICATION OF THE
REPORTS OF THE
COMMISSIONERS OF THE
LAND OFFICE

AND TO THE SENATE

Vu le dahir du 14 Janvier 1922 (15 Joumada I 1340)
relatif à l'exportation de certains animaux et de certai-
nes marchandises, et notamment l'article 2 tel qu'il a
été modifié par le dahir du 22 AVRIL 1922 (23 Chaabane
1340)

A DECIDE CE QUI SUIT :

Article unique.- est supprimée l'interdiction d'ex-
portation des volailles prévue par l'article 2 du dahir
susvisé du 14 Janvier 1922 (15 Joumada I 1340)

Fait à Rabat, le 18 Safar 1352
(12 Juin 1933)

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 30 Juin 1933
Le Ministre plénipotentiaire
Délégué à la Résidence Générale
URBAIN BLANC.

B.O N° 1179 DU 31 MAI 1935

DAHIR DU 19 AVRIL 1935 (15 MOHARREM 1354)
supprimant l'interdiction d'exportation des froma ges
du pays.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes - puisse dieu en éle-
ver et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu le dahir du 14 Janvier 1922 (15 Joumada 1340) re-
latif à l'exportation de certains animaux et de certaines
marchandises et notamment son article 2 tel qu'il a été mo-
difié par le dahir du 22 Avril 1922 (24 chaabane 1340)

Vu le dahir du 5 Mai 1926 (22 chaoual 1344) relatif
à l'exportation des fromages du pays et portant modifica-
tion au dahir du 14 janvier 1922 (15 Joumada I 1340)

A DECIDE CE QUI SUIT :

Article premier.- Est supprimée l'interdiction d'ex-
portation des fromages du pays, prévue par le dahir du 14
Janvier 1922 (15 Joumada 1340) tel qu'il a été modifié
par le dahir du 22 Avril 1922 (24 chaabane 1340).

[illegible]

1. *Chlorophyll a* (Chl *a*)
 2. *Chlorophyll b* (Chl *b*)
 3. *Chlorophyll c* (Chl *c*)
 4. *Chlorophyll d* (Chl *d*)
 5. *Chlorophyll e* (Chl *e*)
 6. *Chlorophyll f* (Chl *f*)
 7. *Chlorophyll g* (Chl *g*)
 8. *Chlorophyll h* (Chl *h*)
 9. *Chlorophyll i* (Chl *i*)
 10. *Chlorophyll j* (Chl *j*)
 11. *Chlorophyll k* (Chl *k*)
 12. *Chlorophyll l* (Chl *l*)
 13. *Chlorophyll m* (Chl *m*)
 14. *Chlorophyll n* (Chl *n*)
 15. *Chlorophyll o* (Chl *o*)
 16. *Chlorophyll p* (Chl *p*)
 17. *Chlorophyll q* (Chl *q*)
 18. *Chlorophyll r* (Chl *r*)
 19. *Chlorophyll s* (Chl *s*)
 20. *Chlorophyll t* (Chl *t*)
 21. *Chlorophyll u* (Chl *u*)
 22. *Chlorophyll v* (Chl *v*)
 23. *Chlorophyll w* (Chl *w*)
 24. *Chlorophyll x* (Chl *x*)
 25. *Chlorophyll y* (Chl *y*)
 26. *Chlorophyll z* (Chl *z*)
 27. *Chlorophyll aa* (Chl *aa*)
 28. *Chlorophyll ab* (Chl *ab*)
 29. *Chlorophyll ac* (Chl *ac*)
 30. *Chlorophyll ad* (Chl *ad*)
 31. *Chlorophyll ae* (Chl *ae*)
 32. *Chlorophyll af* (Chl *af*)
 33. *Chlorophyll ag* (Chl *ag*)
 34. *Chlorophyll ah* (Chl *ah*)
 35. *Chlorophyll ai* (Chl *ai*)
 36. *Chlorophyll aj* (Chl *aj*)
 37. *Chlorophyll ak* (Chl *ak*)
 38. *Chlorophyll al* (Chl *al*)
 39. *Chlorophyll am* (Chl *am*)
 40. *Chlorophyll an* (Chl *an*)
 41. *Chlorophyll ao* (Chl *ao*)
 42. *Chlorophyll ap* (Chl *ap*)
 43. *Chlorophyll aq* (Chl *aq*)
 44. *Chlorophyll ar* (Chl *ar*)
 45. *Chlorophyll as* (Chl *as*)
 46. *Chlorophyll at* (Chl *at*)
 47. *Chlorophyll au* (Chl *au*)
 48. *Chlorophyll av* (Chl *av*)
 49. *Chlorophyll aw* (Chl *aw*)
 50. *Chlorophyll ax* (Chl *ax*)
 51. *Chlorophyll ay* (Chl *ay*)
 52. *Chlorophyll az* (Chl *az*)
 53. *Chlorophyll aza* (Chl *aza*)
 54. *Chlorophyll abz* (Chl *abz*)
 55. *Chlorophyll acz* (Chl *acz*)
 56. *Chlorophyll adz* (Chl *adz*)
 57. *Chlorophyll aez* (Chl *aez*)
 58. *Chlorophyll afz* (Chl *afz*)
 59. *Chlorophyll agz* (Chl *agz*)
 60. *Chlorophyll ahz* (Chl *ahz*)
 61. *Chlorophyll aiz* (Chl *aiz*)
 62. *Chlorophyll ajz* (Chl *ajz*)
 63. *Chlorophyll akz* (Chl *akz*)
 64. *Chlorophyll alz* (Chl *alz*)
 65. *Chlorophyll amz* (Chl *amz*)
 66. *Chlorophyll anz* (Chl *anz*)
 67. *Chlorophyll aoz* (Chl *aoz*)
 68. *Chlorophyll apz* (Chl *apz*)
 69. *Chlorophyll aqz* (Chl *aqz*)
 70. *Chlorophyll arz* (Chl *arz*)
 71. *Chlorophyll asz* (Chl *asz*)
 72. *Chlorophyll atz* (Chl *atz*)
 73. *Chlorophyll auz* (Chl *auz*)
 74. *Chlorophyll avz* (Chl *avz*)
 75. *Chlorophyll awz* (Chl *awz*)
 76. *Chlorophyll axz* (Chl *axz*)
 77. *Chlorophyll ayz* (Chl *ayz*)
 78. *Chlorophyll ayz* (Chl *ayz*)
 79. *Chlorophyll azz* (Chl *azz*)
 80. *Chlorophyll azaa* (Chl *aza*)
 81. *Chlorophyll abz* (Chl *abz*)
 82. *Chlorophyll acz* (Chl *acz*)
 83. *Chlorophyll adz* (Chl *adz*)
 84. *Chlorophyll aez* (Chl *aez*)
 85. *Chlorophyll afz* (Chl *afz*)
 86. *Chlorophyll agz* (Chl *agz*)
 87. *Chlorophyll ahz* (Chl *ahz*)
 88. *Chlorophyll aiz* (Chl *aiz*)
 89. *Chlorophyll ajz* (Chl *ajz*)
 90. *Chlorophyll akz* (Chl *akz*)
 91. *Chlorophyll alz* (Chl *alz*)
 92. *Chlorophyll amz* (Chl *amz*)
 93. *Chlorophyll anz* (Chl *anz*)
 94. *Chlorophyll aoz* (Chl *aoz*)
 95. *Chlorophyll apz* (Chl *apz*)
 96. *Chlorophyll aqz* (Chl *aqz*)
 97. *Chlorophyll arz* (Chl *arz*)
 98. *Chlorophyll asz* (Chl *asz*)
 99. *Chlorophyll atz* (Chl *atz*)
 100. *Chlorophyll auz* (Chl *auz*)
 101. *Chlorophyll avz* (Chl *avz*)
 102. *Chlorophyll awz* (Chl *awz*)
 103. *Chlorophyll axz* (Chl *axz*)
 104. *Chlorophyll ayz* (Chl *ayz*)
 105. *Chlorophyll ayz* (Chl *ayz*)
 106. *Chlorophyll ayz* (Chl *ayz*)
 107. *Chlorophyll ayz* (Chl *ayz*)
 108. *Chlorophyll ayz* (Chl *ayz*)
 109. *Chlorophyll ayz* (Chl *ayz*)
 110. *Chlorophyll ayz* (Chl *ayz*)
 111. *Chlorophyll ayz* (Chl *ayz*)
 112. *Chlorophyll ayz* (Chl *ayz*)
 113. *Chlorophyll ayz* (Chl *ayz*)
 114. *Chlorophyll ayz* (Chl *ayz*)
 115. *Chlorophyll ayz* (Chl *ayz*)
 116. *Chlorophyll ayz* (Chl *ayz*)
 117. *Chlorophyll ayz* (Chl *ayz*)
 118. *Chlorophyll ayz* (Chl *ayz*)
 119. *Chlorophyll ayz* (Chl *ayz*)
 120. *Chlorophyll ayz* (Chl *ayz*)
 121. *Chlorophyll ayz* (Chl *ayz*)
 122. *Chlorophyll ayz* (Chl *ayz*)
 123. *Chlorophyll ayz* (Chl *ayz*)
 124. *Chlorophyll ayz* (Chl *ayz*)
 125. *Chlorophyll ayz* (Chl *ayz*)
 126. *Chlorophyll ayz* (Chl *ayz*)
 127. *Chlorophyll ayz* (Chl *ayz*)
 128. *Chlorophyll ayz* (Chl *ayz*)
 129. *Chlorophyll ayz* (Chl *ayz*)
 130. *Chlorophyll ayz* (Chl *ayz*)
 131. *Chlorophyll ayz* (Chl *ayz*)
 132. *Chlorophyll ayz* (Chl *ayz*

art.2- Le dahir susvisé du 5 mai 1926 (22 chaoual 1344) est abrogé.

Fait à Rabat, le 25 moharrem 1354
(19 avril 1935)

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 18 mai 1935
Le Commissaire résident général

Henri PONSOT.

DAHIR DU 5 MARS 1923

relatif à l'exportation des mulets et des mules, des chevaux, juments et poulains.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Moulay Youssef)

A Nos Serviteurs intègres, les Gouverneurs et Caïds de Notre Empire Fortuné ainsi qu'à Nos sujets.

Que l'on sache par les présentes -puisse Dieu Très Haut en illustrer le steneur !

Que Notre majesté chérifienne,

A DECRETE CE QUI SUIT :

Article unique.-A compter de la promulgation du présent dahir, la sortie des mules et mulets de tout âge et celle des chevaux agés de plus de cinq ans est entièrement libre.

(Modifié par dahir du 22 juillet 1925 et du 30 septembre 1925).

La sortie des juments et poulains, et des chevaux de moins de cinq ans, demeure soumise aux conditions prévues au § 2 de l'art.2 de Notre dahir du 14 janvier 1922 et maintenues au § 2 de l'art.2 de Notre dahir du 22 avril 1922 (24 chaabane 1340).

Fait à Rabat, le 5 mars 1923

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 15 mars 1923.

1. The first part of the document is a list of names.

2. The second part is a list of dates.

3. The third part is a list of locations.

4. The fourth part is a list of events.

5. The fifth part is a list of people.

6. The sixth part is a list of organizations.

7. The seventh part is a list of activities.

8. The eighth part is a list of results.

9. The ninth part is a list of conclusions.

10. The tenth part is a list of recommendations.

11. The eleventh part is a list of suggestions.

12. The twelfth part is a list of notes.

13.

14. The thirteenth part is a list of references.

15. The fourteenth part is a list of sources.

16.

17. The fifteenth part is a list of acknowledgments.

18. The sixteenth part is a list of thanks.

19. The seventeenth part is a list of credits.

20. The eighteenth part is a list of dedications.

21. The nineteenth part is a list of inscriptions.

22. The twentieth part is a list of epigraphs.

B.O. N° 666 du 28 juillet 1925

DAHIR DU 22 JUILLET 1925 (1° MOHARRREM 1344)

relatif à l'exportation des chevaux, des articles de sellerie et de bourellerie et des effets de harnachement et portant modification au dahir du 5 mars 1923 (16 rejeb 1341)

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Moulay Youssef)

A Nos Serviteurs Intègres, les Gouverneurs et Caïds de Notre Empire Fortuné, ainsi qu'à Nos sujets.

Que l'on sache par les présentes - puisse Dieu Très Haut en illustrer la teneur !

Que Notre Majesté chérifienne,

Vu le dahir du 14 janvier 1922 (15 jourmada 1340) relatif à l'exportation de certains animaux et de certaines marchandises, modifié par le dahir du 22 avril 1922 (24 chaabane 1340) et complété par le dahir du 4 octobre 1922 (12 safar 1341);

Vu le dahir du 5 mars 1923 (16 rejeb 1341) relatif à l'exportation des mules et des muets, des chevaux, juments et pouvains,

A DECRETE CE QUI SUIT :

Article premier. - Par modifications aux dispositions de Notre Dahir du 5 mars 1923 (16 rejeb 1341), est interdite la sortie hors de Notre Empire :

1° des chevaux âgés de plus de cinq ans;

2° des articles de bourellerie et de sellerie et des effets de harnachement.

Toutefois, la sortie de ces animaux et de ces articles pourra être permise dans certains cas et sous certaines conditions, sur présentation, par toute personne intéressée d'une demande motivée.

Les demandes d'autorisation doivent être adressées au directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation, qui aura qualité pour délivrer ou refuser les autorisations sollicitées.

Art.2- Les pénalités prévues aux articles 3 et 4 de Notre dahir susvisé du 14 janvier 1922 (15 jourmada 1340) sont applicables aux infractions commises à l'en-

contre des dispositions ci-dessus, dont la répression est de la compétence exclusive des juridictions françaises de Notre Empire.

art.3- Les mesures édictées par le présent dahir entreront en vigueur à compter de sa promulgation.

Le directeur général des finances et le directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent dahir.

Fait à Rabat, le 1^o moharrem 1344
(22 juillet 1925)

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 27 juillet 1925
Le Maréchal de France,
Commissaire Résident général

LYAUTEY.

B.O. N° 676 du 6 octobre 1925

DAHIR DU 30 SEPTEMBRE 1925 (11 REBIA I 1344)

relatif à l'exportation des mules et des mulets et portant modification au dahir du 5 mars 1923 (16 rejev 1341)

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de MOulay Youssef)

▲ Nos Serviteurs intègres, les Gouverneurs et Caïds de Notre Empire Fortuné, ainsi qu'à Nos sujets.

Que l'on sache par les présentes - puisse Dieu Très-Haut en illustrer la teneur !

Que Notre Majesté chérifièhne,

Vu le dahir du 14 janvier 1922 (15 joumada I 1340) relatif à l'exportation de certains animaux et de certaines marchandises, modifié et complété par les dahirs des 22 avril 1922 (24 chaabane 1340), 4 octobre 1922 (22 safar 1341), 5 mars 1923 (16 rejev 1341), 12 août 1925 (22 Moharrem 1344) et 26 août 1925 (6 safar 1344);

Vu le dahir du 5 mars 1925 (16 rejev 1341) relatif à l'exportation des mules et des mulets, des chevaux, poulains et juments, modifié par le dahir du 22 juillet 1925 (1^{er} Moharrem 1344),

▲ DECIDE CE QUI SUIT :

Article premier.- Par modifications aux dispositions de Notre dahir susvisé du 5 mars 1923 (16 rejev 1341), la sortie hors de la zone française de Notre Empire des mules et des mulets est interdite.

Toutefois la sortie de ces animaux pourra être permise dans certains cas et sous certaines conditions, sur présentation , par toute personne intéressée d'une demande motivée.

Les demandes d'autorisation doivent être adressées au directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation, qui aura qualité pour délivrer ou refuser les autorisations sollicitées.

Art.2- Les pénalités prévues aux articles 3 et 4 de Notre dahir susvisé du 14 janvier 1922 (15 joumada I 1341) sont applicables aux infractions commises à l'en-

contre des dispositions ci-dessus, dont la répression est de la compétence exclusive des juridictions françaises de Notre Empire.

art.3- Les mesures édictées par le présent dahir entreront en vigueur à compter de sa promulgation.

Le directeur général des finances et le directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de leur exécution.

Fait à Rabat, le 11 rebia I 1344

(30 septembre 1925)

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 1^o octobre 1925

P. Le Maréchal de France,

Commissaire Résident général

Le ministre plénipotentiaire,

Délégué à la résidence générale,

Urbain BLANC.

B.O. N° 741 du 4 janvier 1927

Dahir du 30 Décembre 1926 (24 joumadaII 1345)

portant réglementation nouvelle de l'exportation des animaux de l'espèce bovine.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Moulay Youssef)

A Nos Serviteurs intègres, les Gouverneurs et Caïds de Notre Empire Fortuné, ainsi qu'à Nos sujets.

Que l'on sache par les présentes - puisse Dieu Très Haut en illustrer la teneur,

Que Notre Majesté chérifienne,

A DECRETE CE QUI SUIT :

Article premier.- L'exportation hors de la zone française de Notre Empire, des animaux mâles, castrés ou non, de l'espèce bovine et l'exportation des femelles de la même espèce, âgées de plus de huit ans, sont libres dans les ports ouverts au commerce et par les postes de douane de la frontière de la zone espagnole.

(modifié par dahir du 23 mars 1936).

Art.2- Les pénalités prévues aux articles 3 et 4 de Notre dahir du 14 janvier 1922 (15 joumada I 1340) sont applicables aux infractions commises à l'encontre des dispositions du présent dahir ou des arrêtés pris pour son exécution.

Art.3- Notre dahir du 26 décembre 1923 (17 joumada I 1342) est abrogé.

Art.4- le présent dahir entrera en vigueur le 1^o janvier 1927.

Vu pour promulgation et mise à exécution /:

Rabat, le 31 décembre 1926
Le ministre plénipotentiaire
Délégué à la Résidence générale
Urbain Blanc.

B.O. N° 1 227 du 1^o mai 1936

DAHIR DU 23 MARS 1936 (29 HJ. 1354)

complétant le dahir du 30 décembre 1926 portant
réglementation nouvelle de l'exportation des
animaux de l'espèce bovine.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohamed))

Que l'on sache par les présentes - puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre majeste chérifienne,

A DECIDE CE QUI SUIIT :

Article unique.- L'article premier du dahir du 30 décembre 1926 portant réglementation nouvelle de l'exportation des animaux de l'espèce bovine est complété ainsi qu'il suit :

" article premier.-

" Toutefois, l'exportation des femelles issues de

croisements avec des géteurs de races améliorées est entièrement libre, quel que soit leur âge. "

Fait à Rabat, le 23 mars 1936

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 23 mars 1936

Me ministre plénipotentiaire
Délégué à la résidence générale

J. HELLEU.

ARRETE DU MINISTERE DE L'AGRICULTURE

EN DATE DU 6 JUIN 1931

portant admission du bétail nord-africain
dans les abattoirs de la métropole.

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE,

Vu la loi du 21 juin 1896 sur le code rural,
Vu le décret du 11 juin 1905;
Vu l'arrêté du 8 Novembre 1930;
Vu l'avis du comité consultatif des épizooties;
Sur le rapport de l'inspecteur général chargé de la direction des services vétérinaires,

ARRETE :

Article premier. - L'arrêté du 24 avril 1931 est rapporté et remplacé par les dispositions suivantes :

Art.2- Par dérogation aux dispositions de l'arrêté du 8 novembre 1930, les animaux de l'espèce bovine en provenance de l'Algérie, de la Tunisie et de la zone française de l'Empire chérifien sont admis en France pour la boucherie, mais seulement à destination directe des abattoirs régulièrement surveillés.

Art.3- Lesdits animaux doivent être accompagnés d'un certificat d'origine prévu par l'art.3 du décret du 11 juin 1905, et d'un certificat établi par le vétérinaire-inspecteur du port d'embarquement, attestant qu'ils

ont été débarrassés, par un traitement approprié, des tiques dont ils auraient été porteurs.

Art.4- Au lieu de débarquement, les animaux sont marqués au feu, à la corne et aux onglons, des lettres A, T ou M selon qu'ils proviennent de l'Algérie, de la Tunisie ou du Maroc. Les expéditeurs devront se pourvoir d'un laissez-passer qui devra faire retout au bureau des douanes d'entrée dans un délai de quinze jours, avec un certificat du vétérinaire-inspecteur de l'abattoir constatant que les animaux ont été sacrifiés.

Art.5- Le directeur général des douanes, l'inspecteur général chargé de la direction des services vétérinaires, et les préfets des départements sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 6 juin 1931
André TARDIEU.

DAHIR DU 27 JANVIER 1923 (9 JOUMADA II 1334)
portant réglementation nouvelle de l'exportation des animaux des espèces bovine et ovine hors de la zone française de l'Empire chérifien.

LOUANGE A DIEU SEUL !
(Grand sceau de Moulay Youssef)

A Nos serviteurs intègres, les Gouverneurs et Caïds de Notre Empire Fortuné, ainsi qu'à Nos sujets.

Que l'on sache par les présentes - puisse Dieu Très-Haut en illustrer la teneur !

Que Notre Majesté cherifienne,

A DECIDE CE QUI SUIT :

Article premier.- (abrogé par dahir du 30 décembre 1926)

Art.2- (modifié par dahir du 29 mars 1933)

1. The first part of the report is a general introduction to the subject of the study. It discusses the importance of the study and the objectives of the research.

2. The second part of the report is a detailed description of the methodology used in the study. It includes information about the sample size, the data collection methods, and the statistical analysis techniques.

3. The third part of the report is a discussion of the results of the study. It presents the findings of the research and compares them with the previous studies in the field.

4. The fourth part of the report is a conclusion and a list of references. It summarizes the main findings of the study and provides a list of the sources used in the research.

5. The fifth part of the report is a list of appendices. It includes additional information that is relevant to the study but is not included in the main text of the report.

6. The sixth part of the report is a list of figures and tables. It includes visual representations of the data collected during the study.

7. The seventh part of the report is a list of footnotes. It includes additional information that is relevant to the study but is not included in the main text of the report.

Art.3- Des pénalités prévues à l'article 3 du dahir du 14 janvier 1922 relatif à l'exportation de certains animaux et de certaines marchandises sont applicables aux infractions commises à l'encontre des dispositions du présent dahir.

Art.4- Sont abrogés, 1°) le dahir du 30 Août 1921 déterminant les conditions dans lesquelles la sortie des animaux des espèces bovine et ovine est autorisée.

2°) le dahir du 13 mai 1922 interdisant l'exportation des animaux de l'espèce bovine autrement que par les ports du Maroc occidental ouverts au commerce.

Fait à Rabat, le 27 janvier 1923

Vu pour promulgation et mise à exécution:

Le Commissaire Résident gén^{al}
LYAUTEY.

B.O. N° 1 070 du 28 avril 1933

DAHIR DU 29 MARS 1933 (2 HIJA 1351)

modifiant le dahir du 27 janvier 1923 (9 jourmada II 1341) portant réglementation nouvelle de l'exportation des animaux des espèces bovine et ovine hors de la zone française de l'Empire chérifien.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi MOhamed)

Que l'on sache par les présentes - puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté chérifienne ,

A DECIDE CE QUI SUIT :

Article unique.- L'art.2 du dahir du 27 janvier 1923 (9 jourmada II 1341) portant réglementation nouvelle de l'exportation des animaux des espèces bovine et ovine hors de la zone française de l'Empire chérifien, est modifié ainsi qu'il suit :

" article 2- L'exportation des animaux mâles castrés ou non, de l'espèce ovine, et des femelles de la même espèce âgées de plus de cinq ans , est libre.

L'exportation des femelles de race marocaine âgées de moins de cinq ans n'est permise que par les postes de douane de la frontière algéro-marocaine, et seulement du 1^{er} janvier au 30 juin de chaque année.

" L'exportation des femelles de races croisées est entièrement libre. "

Fait à Rabat, le 2 Hija 1351
(29 mars 1933)

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 14 avril 1933
Le ministre plénipotentiaire
Délégué à la Résidence générale,
Urbain BLANC.

B.O. N° 1 347 du 19 août 1938

ARRETE VIZIRIEL DU 12 AOUT 1938 (15 JOUMADA II 1357)
relatif à l'inspection des viandes destinées à l'
exportation.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 5 mai 1916 prescrivant la visite sanitaire des animaux et produits animaux exportés de la zone française du Maroc;

Vu le dahir du 15 février 1919 réglementant l'inspection des viandes et denrées animales destinées à la consommation publique;

Vu le dahir du 30 avril 1935 portant organisation du service de l'élevage et fixant les attributions des vétérinaires municipaux et des vétérinaires libres;

ARRETE :

Article premier.- Mes animaux de boucherie dont les viandes sont destinées à l'exportation ne peuvent être abattus que dans les abattoirs agréés par le directeur des affaires économiques.

Cet agrément est subordonné à certaines conditions d'équipement et d'hygiène qui sont fixées par arrêté du

directeur des affaires économiques. Il est toujours révocable.

Art.2- Les animaux de boucherie désignés à l'article premier ci-dessus ainsi que les viandes qui en proviennent, sont obligatoirement soumis à une expertise.

Art.3- L'expertise est faite par des vétérinaires désignés par le directeur des affaires économiques sur la proposition du chef du service de l'élevage. Ils sont choisis parmi les vétérinaires-inspecteurs de l'élevage, les vétérinaires municipaux ou, à défaut, parmi tous les autres vétérinaires munis du diplôme de docteur vétérinaire et possédant la compétence et les titres suffisant à l'exercice de cette fonction.

Du point de vue technique, ils relèvent uniquement du chef du service de l'élevage.

Les experts examinent les animaux avant l'abattage et assistent à toutes les opérations que comporte celui-ci.

Art.4- Les viandes reconnues lors de l'expertise propres à l'exportation sont munies par l'expert d'une étiquette numérotée et plombée conforme au modèle annexé au présent arrêté. L'étiquette peut être remplacée par l'estampille prévue par le dahir susvisé du 15 février 1919.

Art.5- En cas de litige entre l'usager et l'expert, le différent est tranché sans appel au cours d'une contre expertise par un docteur vétérinaire désigné par le chef du service de l'élevage.

Art.6- Les viandes ne peuvent être déclarées propres à l'exportation que si elles répondent aux conditions fixées par arrêté du directeur des affaires économiques.

Elles doivent, au surplus, satisfaire aux prescriptions particulièrement exigées par le pays de destination.

Des arrêtés du directeur des affaires économiques déterminent ces exigences, de même que les conditions de préparation, d'emballage, et de transport des produits. Ils fixent également le modèle des certificats éventuellement exigés par le pays de destination.

Art.7- Le directeur des abattoirs est tenu d'ou-

vrir un registre d'abattage où sont inscrites toutes indications relatives aux opérations : nom des usagers, nombre d'animaux refusés, nombre et poids d'animaux reconnus propres à l'exportation et toutes observations reconnues utiles.

Ce registre est communiqué à l'inspecteur-vétérinaire habilité sur simple réquisition de celui-ci.

art.8- Le directeur général des finances, le directeur des affaires économiques et le directeur des affaires politiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Rabat, le 12 août 1938
MOHAMED RONDA.

suppléant du Grand Vizir

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 12 août 1938
Le Ministre plénipotentiaire
Délégué à la Résidence générale
J. MORIZE.

B.O. N° 1 347 du 19 août 1938

ARRETE DU DIRECTEUR DES AFFAIRES ECONOMIQUES

déterminant les conditions que doivent remplir
les viandes exportées hors de la zone française
du Maroc.

LE DIRECTEUR DES AFFAIRES ECONOMIQUES,
Officier de la légion d'honneur,

Vu l'arrêté viziriel du 12 août 1938, (relatif à l'inspection des viandes destinées à l'exportation;

Considérant l'intérêt qui s'attache à garantir les
pays importateurs de la salubrité et de la qualité des
viandes marocaines ;

Sur la proposition du chef du service de l'élevage,

ARRETE :

article premier.- Les viandes destinées à l'exportation doivent être soumises aux examens et aux condi-

tionnements suivants :

Examen avant abattage. - Les animaux dont la viande est destinée à être exportée ne peuvent être abattus en vue de l'exportation si, au cours de l'examen ante mortem auquel ils doivent être soumis, on constate chez eux :

- a) les symptômes de l'une des maladies suivantes : Rage ou suspicion de rage, charbon bactérien, fièvre aphteuse, morve ou farcin, dourine, lymphangite, peste bovine, pleuro-pneumonie contagieuse des bovidés, clavelée, piétin, peste porcine, tuberculose, tétanos, gourmes, affections typhoïdes du cheval, anasarque, hémoglobinurie, corysa gangréneux, septicémie hémorragique, septicémie gangréneuse, rouget du porc, broncho-pneumonie, entérite infectieuse du porc.
- b)- un état fébrile caractérisant une infection;
- c)- de la grande fatigue ou du surmenage;
- d)- un âge insuffisant ou trop avancé ;
- e)- la présence chez les adultes des testicules;
- f)- les signes d'une castration récente ou imparfaite;
- g)- l'absence de cicatrisation du cordon ombilical;
- h)- un état d'engraissement insuffisant;
- i)- une conformation défectueuse.

Pour l'espèce ovine, cette défectuosité ressortira d'une disproportion entre la taille et le poids; d'un garrot prééminent, du développement exagéré des masses musculaires du cou; d'un rein étroit, d'un gigot plat et allongé.

Art. 2- Examen après abattage.- L'expertise des viandes se fait immédiatement après l'abattage; elle a lieu dans le local même où l'abattage a été effectué.

Les viandes et issues ne peuvent être enlevées du local qu'avec l'autorisation de l'expert.

L'expertise se fait entre le lever et le coucher du soleil, à moins qu'on ne dispose d'un système d'éclairage artificiel suffisant.

Les experts peuvent exiger de l'usager les aides et le matériel nécessaire à leur examen.

Ne peuvent au cours de l'expertise être déclarées propres à l'exportation :

- a) les viandes susceptibles de renfermer les principes virulents ou toxiques pour l'homme ou présentant dans leurs propriétés organoleptiques des altérations qui les dénaturent, les rendent répugnantes, indigestes, insuffisamment nutritives, ou précipitent leur décomposition.

)

b) Les viandes présentant une musculature déficiente, une graisse de couverture ou une graisse matériellement insuffisante, un état incompatible avec les exigences du transport.

Art.3- Conditionnement.- Les carcasses d'ovins et de porcins sont renfermés dans une simple tôle suffisamment serrée pour les préserver des souillures et les recouvrant entièrement.

Les quartiers de bovins sont renfermés dans une double enveloppe les recouvrant entièrement; l'enveloppe intérieure est confectionnée avec de la mousseline blanche de coton et l'enveloppe extérieure constituée par une toile de coton ou de jute, et suffisamment solide pour résister aux manipulations.

Art.4- Les vétérinaires chargés de la visite sanitaire des viandes destinées à l'exportation, sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Rabat. le 12 août 1938

BILLET.

B.O. N° 1391 du 29 juin 1939

ARRÊTE VIZIRIEL DU 10 MAI 1939 (20 rebia 1358)
relatif à l'exportation des crins bruts et des crins préparés ou frisés.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 5 mai 1916 prescrivant la visite des animaux et produits animaux exportés de la zone française du Maroc, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété, et notamment le dahir du 23 mars 1918 ;

Vu l'intérêt qui s'attache à garantir les pays importateurs contre tout risque de transmission de maladies contagieuses;

Sur la proposition du directeur des affaires économiques;

ARRÊTE :

Article premier.- Les crins bruts, les crins préparés ou frisés à destination de la France ne sont admis

à l'exportation que s'ils sont accompagnés d'un certificat délivré par un vétérinaire sanitaire attestant que ces marchandises ont été désinfectées par l'un des procédés suivants :

a) par le traitement pendant quinze minutes à la vapeur d'eau sous pression à 115° centigrades.

b) par le traitement pendant quinze minutes à la vapeur d'eau sous pression à 103° centigrades.

art.2- Le certificat prévu à l'article premier du présent dahir devra contenir toutes les indications nécessaires à l'identification des produits précités et s'appliquer sans aucun doute possible aux marchandises présentées; il produira notamment les noms des expéditeurs et du destinataire ainsi que les marques apposées sur les emballages.

art.3- Le directeur général des finances et le directeur des affaires économiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, qui produira effet à compter du 1° janvier 1940

Fait à Rabat, le 10 mai 1939

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 10 mai 1939

Le Commissaire Résident général

NOGUES.

BO.O N° 1 427 du 1° mars 1940

ARRETE VIZIRIEL DU 5 FEVRIER 1940 (26 HIJA 1358)
relatif à l'exportation des crins bruts et des crins préparés ou frisés.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'arrêté viziriel du 10 mai 1939 (20 rebia I 1358) relatif à l'exportation des crins bruts et des crins préparés ou frisés;

Vu l'arrêté du ministre de l'agriculture en date du 18 décembre 1939, relatif à l'importation des crins sur le territoire de la France métropolitaine;

Sur la proposition du directeur général des services

1. The first part of the report is a general introduction to the subject of the study.

2. The second part of the report is a detailed description of the methods used in the study.

3. The third part of the report is a discussion of the results of the study.

4. The fourth part of the report is a conclusion and a list of references.

5. The fifth part of the report is a summary of the findings of the study.

6. The sixth part of the report is a list of the names of the authors and their affiliations.

7. The seventh part of the report is a list of the names of the reviewers and their comments.

8. The eighth part of the report is a list of the names of the members of the committee that approved the report.

9. The ninth part of the report is a list of the names of the members of the committee that recommended the report for publication.

10. The tenth part of the report is a list of the names of the members of the committee that recommended the report for publication.

économiques,

ARRETE :

article premier.- La mise en application des dispositions de l'arrêté viziriel susvisé du 10 mai 1939 (20 rebia I 1358) est reportée à une date qui sera fixée ultérieurement.

art.2- Le directeur général des finances et le directeur général des services économiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Rabat, le 26 hija 1358
(5 février 1940)
MOHAMED EL MOKRI

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 5 février 1940
Le ministre plénipotentiaire
Délégué à la Résidence générale
J. MORIZEL.

IMPORTATION DE PRODUITS APICOLES EN FRANCE

L'arrêté ministériel du 15 juillet 1943 prescrit que les produits apicoles quels qu'ils soient, colonies, reines ainsi que miel et cires sous toutes les formes, ne peuvent être introduits en France que s'ils sont accompagnés d'un certificat d'origine et de santé, délivré par un vétérinaire fonctionnaire et dont le libellé est fixé comme suit :

CERTIFICAT

Je, soussigné (nom et titre du vétérinaire fonctionnaire):

certifie que les produits apicoles dont la désignation suit (nature des produits, poids s'il y a lieu) :
portant les marques ci-après :
expédiés de (localité d'expédition) :
par (nom et adresse de l'expéditeur) :
transportés par (mode de transport) :

proviennent de ruchers reconnus indemnes de loque, d'acariose, de nosérose et qu'il n'a été constaté, depuis six

mois au moins, dans un rayon de cinq kilomètres autour de ces ruchers, aucun cas des dites maladies.

Fait à, le.....

Signature :

(cachet officiel et visa de
l'autorité administrative.)

B.O. N° 1 274 du 26 mars 1937

DAHIR DU 18 FEVRIER 1937 (6 HIJA 1355)

portant interdiction d'exportation des jambons
ou des lards découennés.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes, puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté chérifienne ,

A DECIDE CE QUI SUIT :

Article premier.- La sortie de la zone française de l'Empire chérifien des jambons et des lards découennés à destination de la France et de l'Algérie est interdite.

Art.2- Les dispositions des articles 3,4 et 5 du dahir du 14 janvier 1922 relatif à l'exportation de certains animaux et de certaines marchandises sont applicables aux infractions commises à l'encontre des dispositions du présent dahir.

Fait à Rabat, le 18 février 1937

vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 18 février 1937

Le Commissaire Résident général

NOGUES.

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

B.O. N° 1 247 du 22 septembre 1936

DAHIR DU 12 SEPTEMBRE 1936 (6 rejeb 1355)
interdisant toutes opérations et transactions commerciales entre la zone française de l'Empire Chérifien, d'une part, et la zone d'influence espagnole, Ceuta et Melilla, d'autre part.

LOUANGE A DIEU SEUL !!

(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes - puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DECIDE CE QUI SUIT :

Article premier.- A partir du 25 septembre 1936 et jusqu'à nouvel avis, toutes opérations et transactions commerciales sont interdites entre la zone française de Notre Empire, d'une part, et la zone d'influence espagnole d'autre part.

art.2- L'interdiction faisant l'objet de l'article premier ci-dessus, n'est pas applicable au trafic frontalier normal entre les tribus.

Art.3- Les expéditions à destination de la zone de Tanger en transit à travers la zone d'influence espagnole ne seront autorisées tant que le présent dahir restera en vigueur, que sous le couvert de titres de mouvement délivrés par le service des douanes de la zone française.

art.4- Les dispositions des articles 3,4 et 5 du dahir du 14 janvier 1922 relatif à l'exportation de certains animaux et de certaines marchandises sont applicables aux infractions aux dispositions du présent dahir.

Fait à Rabat, le 22 sept. 1936

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 22 septembre 1936
Le ministre plénipotentiaire
Délégué à la Résidence générale

René THIERRY.

ARRETE VIZIRIEL DU 28 JUILLET 1949 (2 CHAOUAL 1368)
réglementant la fabrication et le contrôle sanitaire
des conserves de viandes et de produits animaux.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 12 juillet 1914 (18 chaabane 1332) édictant des mesures de police sanitaire vétérinaire à l'importation des animaux et produits animaux; tel qu'il a été modifié ou complété;

Vu le dahir du 14 octobre 1914 (23 kaada 1332) sur la répression des fraudes dans la vente des marchandises et des falsifications de denrées alimentaires et de produits agricoles, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété;

Vu le dahir du 5 mai 1916 (2 rejeb 1354) prescrivant la visite sanitaire des animaux exportés de la zone française du Maroc, tel qu'il a été modifié ou complété;

Vu le dahir du 15 février 1919 (14 joumada I 1337) réglementant l'inspection des viandes et denrées animales destinées à l'alimentation humaine.

Vu l'arrêté viziriel du 15 Février 1919 (14 joumada I 1337) sur les motifs de saisie et la destruction des viandes impropres à la consommation;

Vu le dahir du 2 août 1924 (30 hija 1342) sur le commerce des viandes et produits de charcuterie;

Vu l'arrêté viziriel du 5 juin 1933 (11 safar 1352) modifiant l'arrêté viziriel du 6 décembre 1928 (22 Joumada II 1347) relatif à l'application du dahir du 14 octobre 1914 (23 kaada 1332) précité ;

ARRETE :

Article premier.- Les conserves de produits d'origine animale (viandes, poissons et autres) conditionnées en boîtes métalliques serties ou soudées, doivent être stériles, c'est-à-dire exemptes de tout germe microbien vivant.

art.2- Les produits d'origine animale (viandes, poissons ou autres) conditionnés en boîtes métalliques serties ou soudées, mais conservés au moyen d'autres procédés que la stérilisation par la chaleur, ne peuvent être importés, fabriqués, mis en vente, vendus ou exportés que dans les conditions fixées par arrêté du direc-

teur de l'agriculture, du commerce et des forêts.

Toutefois, les produits ci-après désignés peuvent être importés, fabriqués, mis en vente, vendus ou exportés en boîtes métalliques serties ou soudées, à condition que celles-ci portent en clair, l'indication du mois et de l'année de fabrication, et à condition que ceux de ces produits dont la stérilisation n'est pas totale, ne contiennent aucun germe pathologique ou de putréfaction.

1° a- pièce de viande et produit de charcuterie ayant subi une préparation préalable au sel ou à la saumure.

b- Foies gras.

c- saucisses.

2° poissons salés, fumés ou anchoités, accompagnés ou non de condiments tels que câpres, cornichons etc...

Art.3- Les viandes et produits de charcuterie présentés à l'importation ou à l'exportation logés dans des boîtes métalliques serties ou soudées ou sous forme de salaisons, de produit fumé ou séché et destinés à l'alimentation humaine, doivent être accompagnés d'un certificat sanitaire établi par le vétérinaire-inspecteur du lieu d'origine, garantissant la salubrité du produit à la fabrication et mentionnant toutes les références du lot, ainsi que, pour les produits logés en boîtes métalliques serties ou soudées, la date de fabrication marquée sur ces boîtes en code ou en clair.

Art.4- Au cas d'exportation, le certificat sanitaire d'origine est remis au vétérinaire-inspecteur du port ou de la frontière, chargé de délivrer le certificat sanitaire d'exportation. Le vétérinaire-inspecteur du port a qualité pour procéder, ou faire procéder, chaque fois qu'il le juge utile, à toute vérification de l'état des produits avant de délivrer le certificat sanitaire d'exportation.

Pour les produits soumis au contrôle de l'Office chérifien de contrôle et d'exportation, la délivrance du certificat d'inspection par l'agent de cet office est subordonnée à la présentation préalable du certificat sanitaire d'exportation délivré par le vétérinaire-inspecteur du port ou de la frontière.

Art. 5- Sans préjudice des sanctions se rappor-

...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...

...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...

...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...

...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...

...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...
...the ... of ...

tant à l'application des dahirs susvisés des 12 juillet 1914 (2 chaabane 1332), 14 octobre 1914 (23 kaada 1332) 5 Maï 1916 (2 rejeb 1334) toute infraction au présent arrêté r  t   entraînera la consignation des lots au port ou à la frontière, et s'il ya a lieu, la saisie, la denaturation , ou la destruction des lots reconnus impropres à la consommation.

Fait    Rabat, le 2 chaoual 1368
(28 juillet 1949)

MOHAMED EL HAJJOU

Suppléant du grand Vizir,

Vu pour promulgation et mise à execution :

Rabat, le 25 août 1949
Le ministre plénipotentiaire
Délégué à la Résidence générale

F. LACOSTE.

ARRETE VIZIRIEL DU 9 MAI 1951 (2 chaabane 1370)

fixant les conditions à remplir par les peaux, laine, crins, os, cornes, onglons, présentés à la visite sanitaire vétérinaire à l'exportation.

Le Grand Vizir

Vu le dahir du 5 mars 1916 (2 rejeb 1334) prescrivant la visite sanitaire des animaux et produits animaux exportés et les dahirs qui l'ont modifié ou complété;

ARRETE :

Article premier.- Les peaux, laines , soies, p  ils, crins et autre phanères d'animaux domestiques ou sauvages, présentés à l'exportation, doivent être parfaitement propres, exempts de parasites et de tous produits autres que ceux utilisés en vue de la désinfection ou de la conservation.

Art.2- Les os, les cornes, les onglons provenant des espèces animales domestiques ou sauvages, présentés à l'exportation, doivent remplir les conditions suivantes:

a)   tre débarrassés de toute parcelle de muscle, peau, tendon, aponevrose ou d'autres tissus susceptibles

de se putréfier.

b) être exempts de larves, d'insectes ou de parasites de quelque nature que ce soit.

c) être emballés dans des sacs en bon état, ne présentant aucune déchirure et parfaitement clos.

Art. 3- Les os doivent faire l'objet d'un emballage séparé. Les cornes et onglons peuvent être expédiés en mélange.

Fait à Rabat, le 2 chaabane 1370

(9 mai 1951)

MOHAMED EL MOKRI

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 26 mai 1951

Le commissaire Résident général

A. JUIN.

B.O. N° 1 5 6 du 23 janvier 1942

ARRETE VIZIRIEL DU 13 JANVIER 1942 (25 hija 1360)

autorisant le laboratoire de recherches du service de l'élevage à effectuer des analyses pour le compte des particuliers.

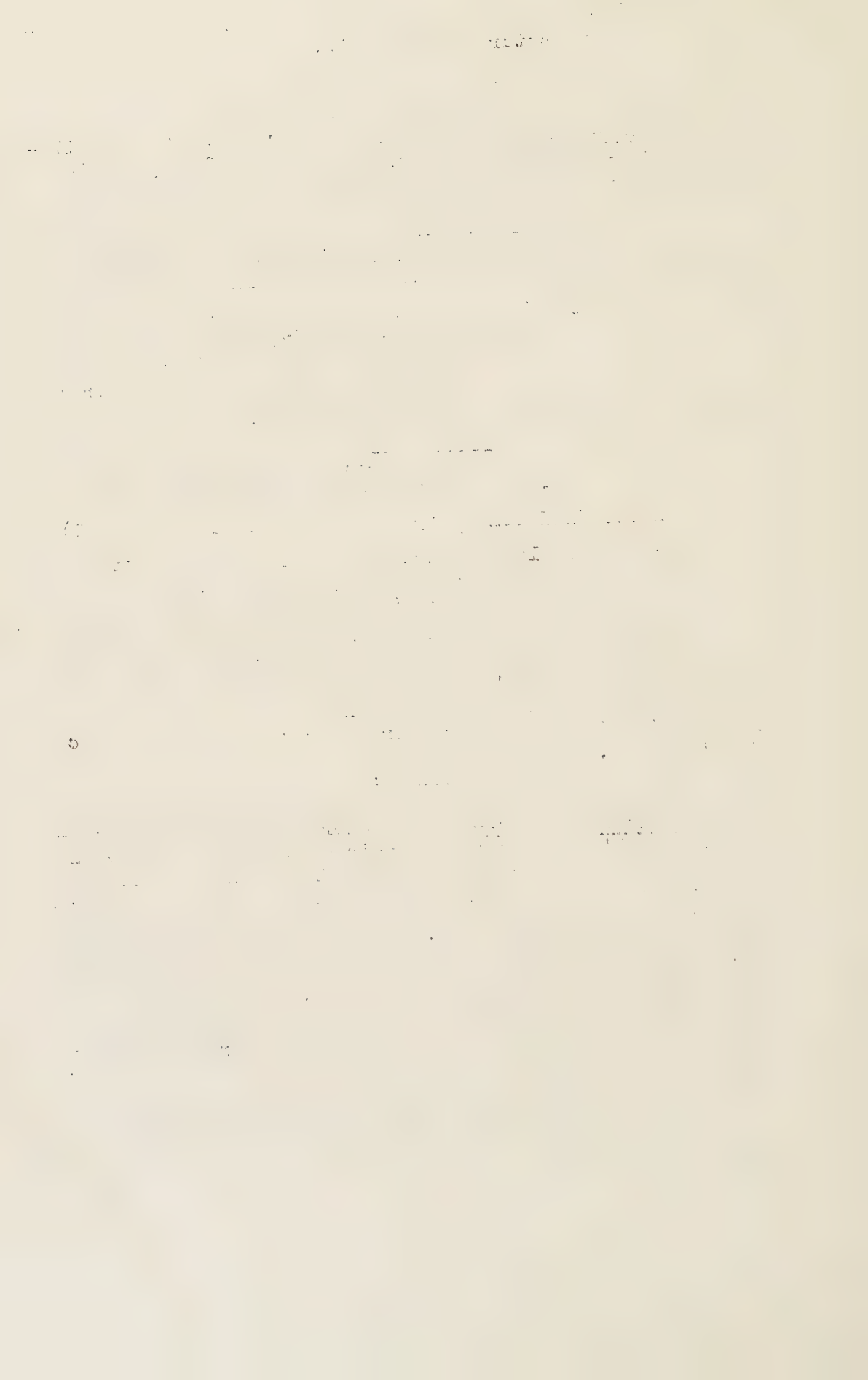
LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 27 août 1932 (24 rebia I 1351) fixant les attributions du laboratoire de recherches du service de l'élevage,

ARRETE :

Article premier.- En dehors des analyses nécessitées par l'application du dahir du 14 octobre 1914 (23 Kaada 1332) sur la repression des fraudes et des études et recherches effectuées pour différents services du Protectorat ou du Gouvernement chérifien, le laboratoire de recherches du service de l'élevage est autorisé à procéder à des analyses ou essais pour le compte des particuliers dans les conditions suivantes :

Ces anamyses restent subordonnées aux travaux en cours et aux exigences des divers services publics à assu-



rer et le délai est fixé au moment de la demande.

Les analyses sont payables d'avance, lors du dépôt des échantillons au laboratoire de recherches;

Le régisseur des recettes de cet établissement délivrera au déposant un récépissé numéroté tiré d'un carnet à souches;

Les recettes seront versées mensuellement au Trésor;

La taxe d'une analyse non prévue au tarif fixé à l'article 2 du présent arrêté est, pour chaque cas d'espèce déterminée par le Directeur du laboratoire, après approbation du service de l'élevage.

Dans le cas où un ou plusieurs échantillons sont présentés simultanément pour un essai identique, il est consenti une réduction de 10 % à partir du troisième.

L'échantillonnage est gratuit.

Art.2- (modifié par arrêté viziriel du 15 mai 1944)

.....

Art.3- Le directeur de la production agricole est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera applicable à compter du 1^o janvier 1942.

Fait à Rabat, le 25 hija 1360
(13 janvier 1942)
MOHAMED EL MOKRI

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 13 janvier 1942
Le Commissaire Résident général
NOGUES.

B.O. N° 1 649 DU 2 JUIN 1944

ARRETE VIZIRIEL DU 15 MAI 1944 (22journada I 1363)
modifiant l'arrêté viziriel du 13 janvier 1942 (25
hija 1360) autorisant le laboratoire de recherches du
service de l'élevage à effectuer des analyses pour le
compte des particuliers.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 27 août 1932 (24 rebia II 1351) fixant les attributions du laboratoire de recherches du service de l'élevage ;

Vu l'arrêté viziriel du 13 janvier 1942 (25 hija 1360) autorisant le laboratoire de recherches du service de l'élevage à effectuer des analyses pour le compte des particuliers, modifié par l'arrêté viziriel du 1^{er} avril 1943 (23 rebia 1362),

Sur la proposition du directeur des affaires économiques,

ARRETE :

Article unique. - L'article 2 de l'arrêté viziriel susvisé du 13 janvier 1942 (25 hija 1360) est modifié ainsi qu'il suit :

" article 2.- Les prix des divers essais et analyses, auto-vaccins et vaccins, sont fixés par arrêté du directeur des affaires économiques.

Fait à Rabat, le 22 jourmada I 1363
(15 mai 1944)

MOHAMED EL MOKRI

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 15 mai 1944

Le Commissaire Résident général
Gabriel PUAUX.

B. O. N° 1 904 du 22 avril 1949

ARRETE VIZIRIEL DU 11 AVRIL 1948 (12 JCUMADA II 1368)

relatif aux primes allouées au personnel technique des laboratoires relevant des directions de l'agriculture du commerce et des forêts, et de la production industrielle et des mines.

LE GRAND VIZIR,

Sur la proposition des directeurs de l'agriculture, du commerce et des forêts, et de la production industrielle

• • • • •

1. 17. 18. 19. 20. 21. 22. 23. 24. 25. 26. 27. 28. 29. 30. 31. 32. 33. 34. 35. 36. 37. 38. 39. 40. 41. 42. 43. 44. 45. 46. 47. 48. 49. 50. 51. 52. 53. 54. 55. 56. 57. 58. 59. 60. 61. 62. 63. 64. 65. 66. 67. 68. 69. 70. 71. 72. 73. 74. 75. 76. 77. 78. 79. 80. 81. 82. 83. 84. 85. 86. 87. 88. 89. 90. 91. 92. 93. 94. 95. 96. 97. 98. 99. 100. 101. 102. 103. 104. 105. 106. 107. 108. 109. 110. 111. 112. 113. 114. 115. 116. 117. 118. 119. 120. 121. 122. 123. 124. 125. 126. 127. 128. 129. 130. 131. 132. 133. 134. 135. 136. 137. 138. 139. 140. 141. 142. 143. 144. 145. 146. 147. 148. 149. 150. 151. 152. 153. 154. 155. 156. 157. 158. 159. 160. 161. 162. 163. 164. 165. 166. 167. 168. 169. 170. 171. 172. 173. 174. 175. 176. 177. 178. 179. 180. 181. 182. 183. 184. 185. 186. 187. 188. 189. 190. 191. 192. 193. 194. 195. 196. 197. 198. 199. 200. 201. 202. 203. 204. 205. 206. 207. 208. 209. 210. 211. 212. 213. 214. 215. 216. 217. 218. 219. 220. 221. 222. 223. 224. 225. 226. 227. 228. 229. 230. 231. 232. 233. 234. 235. 236. 237. 238. 239. 240. 241. 242. 243. 244. 245. 246. 247. 248. 249. 250. 251. 252. 253. 254. 255. 256. 257. 258. 259. 260. 261. 262. 263. 264. 265. 266. 267. 268. 269. 270. 271. 272. 273. 274. 275. 276. 277. 278. 279. 280. 281. 282. 283. 284. 285. 286. 287. 288. 289. 290. 291. 292. 293. 294. 295. 296. 297. 298. 299. 300. 301. 302. 303. 304. 305. 306. 307. 308. 309. 310. 311. 312. 313. 314. 315. 316. 317. 318. 319. 320. 321. 322. 323. 324. 325. 326. 327. 328. 329. 330. 331. 332. 333. 334. 335. 336. 337. 338. 339. 340. 341. 342. 343. 344. 345. 346. 347. 348. 349. 350. 351. 352. 353. 354. 355. 356. 357. 358. 359. 360. 361. 362. 363. 364. 365. 366. 367. 368. 369. 370. 371. 372. 373. 374. 375. 376. 377. 378. 379. 380. 381. 382. 383. 384. 385. 386. 387. 388. 389. 390. 391. 392. 393. 394. 395. 396. 397. 398. 399. 400. 401. 402. 403. 404. 405. 406. 407. 408. 409. 410. 411. 412. 413. 414. 415. 416. 417. 418. 419. 420. 421. 422. 423. 424. 425. 426. 427. 428. 429. 430. 431. 432. 433. 434. 435. 436. 437. 438. 439. 440. 441. 442. 443. 444. 445. 446. 447. 448. 449. 450. 451. 452. 453. 454. 455. 456. 457. 458. 459. 460. 461. 462. 463. 464. 465. 466. 467. 468. 469. 470. 471. 472. 473. 474. 475. 476. 477. 478. 479. 480. 481. 482. 483. 484. 485. 486. 487. 488. 489. 490. 491. 492. 493. 494. 495. 496. 497. 498. 499. 500. 501. 502. 503. 504. 505. 506. 507. 508. 509. 510. 511. 512. 513. 514. 515. 516. 517. 518. 519. 520. 521. 522. 523. 524. 525. 526. 527. 528. 529. 530. 531. 532. 533. 534. 535. 536. 537. 538. 539. 540. 541. 542. 543. 544. 545. 546. 547. 548. 549. 550. 551. 552. 553. 554. 555. 556. 557. 558. 559. 560. 561. 562. 563. 564. 565. 566. 567. 568. 569. 570. 571. 572. 573. 574. 575. 576. 577. 578. 579. 580. 581. 582. 583. 584. 585. 586. 587. 588. 589. 590. 591. 592. 593. 594. 595. 596. 597. 598. 599. 600. 601. 602. 603. 604. 605. 606. 607. 608. 609. 610. 611. 612. 613. 614. 615. 616. 617. 618. 619. 620. 621. 622. 623. 624. 625. 626. 627. 628. 629. 630. 631. 632. 633. 634. 635. 636. 637. 638. 639. 640. 641. 642. 643. 644. 645. 646. 647. 648. 649. 650. 651. 652. 653. 654. 655. 656. 657. 658. 659. 660. 661. 662. 663. 664. 665. 666. 667. 668. 669. 670. 671. 672. 673. 674. 675. 676. 677. 678. 679. 680. 681. 682. 683. 684. 685. 686. 687. 688. 689. 690. 691. 692. 693. 694. 695. 696. 697. 698. 699. 700. 701. 702. 703. 704. 705. 706. 707. 708. 709. 710. 711. 712. 713. 714. 715. 716. 717. 718. 719. 720. 721. 722. 723. 724. 725. 726. 727. 728. 729. 730. 731. 732. 733. 734. 735. 736. 737. 738. 739. 740. 741. 742. 743. 744. 745. 746. 747. 748. 749. 750. 751. 752. 753. 754. 755. 756. 757. 758. 759. 760. 761. 762. 763. 764. 765. 766. 767. 768. 769. 770. 771. 772. 773. 774. 775. 776. 777. 778. 779. 780. 781. 782. 783. 784. 785. 786. 787. 788. 789. 790. 791. 792. 793. 794. 795. 796. 797. 798. 799. 800. 801. 802. 803. 804. 805. 806. 807. 808. 809. 810. 811. 812. 813. 814. 815. 816. 817. 818. 819. 820. 821. 822. 823. 824. 825. 826. 827. 828. 829. 830. 831. 832. 833. 834. 835. 836. 837. 838. 839. 840. 841. 842. 843. 844. 845. 846. 847. 848. 849. 850. 851.

et des mines, après avis du directeur des finances,

ARRETE :

Article premier.- Le personnel technique des laboratoires et centres de recherches désignés à l'article 4 du présent arrêté pourra recevoir une prime prélevée sur les recettes perçues par ces organismes au titre des analyses qu'ils effectuent pour le compte des particuliers.

Art.2- L'arrêté du chef d'administration dont relèvent ces organismes fixera chaque année le pourcentage global des recettes à répartir et les modalités de répartition entre les agents bénéficiaires.

Ce pourcentage ne pourra être supérieur à cinquante pour cent (50 %) des recettes encaissées au titre des analyses effectuées pendant l'année.

La prime allouée à chaque bénéficiaire ne pourra excéder :

Pour les agents titulaires et auxiliaires, le douzième des émoluments perçus au cours de la même année, à l'exclusion des indemnités de logement et à caractère familial /

Pour les agents temporaires, le douzième du salaire annuel perçu, diminué des indemnités familiales et du montant de l'indemnité de logement à laquelle ils pourraient prétendre s'ils étaient titulaires.

Art.3- Cette prime est payée en une seule fois en fin d'année au vue des recettes effectuées par chaque organisme, par imputation sur les crédits ouverts à cet effet au budget des directions intéressées.

Art.4- Les dispositions du présent arrêté sont applicables au personnel technique des organismes ci-après :
Laboratoire officiel de chimie de Casablanca;
Laboratoire du service de l'élevage;
Centre de recherches agronomiques
Laboratoire du service des mines.

Art.5- Sont abrogées toutes les dispositions antérieures contraires au présent arrêté, qui sera applica-

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

ble à l'attribution des primes allouées à compter de l'année 1948.

Fait à Rabat, le 12 jourmada II 1368
(11 avril 1949)

Vu pour promulgation et mise à exécution:

Rabat, le 11 avril 1949
P. le Commissaire Résident général,
Le ministre plénipotentiaire
Délégué à la résidence générale
Francis LACOSTE.

B.O. N° 1 870 du 27 août 1948

ARRETE VIZIRIEL DU 10 AOUT 1948 (5 chaoual 1367)

modifiant l'arrêté viziriel du 25 juin 1946
(25 rejeb 1365) relatif aux indemnités du personnel technique de la direction de l'agriculture, du commerce et des forêts, et fixant le taux de certaines de ces indemnités.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'arrêté viziriel du 25 juin 1946 (25 rejeb 1365) relatif aux indemnités du personnel technique de la direction de l'agriculture, du commerce et des forêts et fixant le taux de certaines de ces indemnités, et notamment ses articles 1 à 3,

ARRETE :

Article premier. - Par modification aux dispositions de l'article 1° de l'arrêté viziriel susvisé du 25 juin 1946 (25 rejeb 1365) le taux de l'indemnité allouée aux médecins de la direction de la santé publique et de la famille, aux vétérinaires non fonctionnaires et aux vétérinaires militaires qui sont chargés de la visite des viandes de boucherie dans les centres non constitués en municipalités est fixé à un maximum de 24.000 Francs par an.

Art. 2- Par modification aux dispositions de l'article 2 de l'arrêté viziriel susvisé du 25 juin 1946, le

taux de l'indemnité allouée aux vétérinaires militaires chargés d'assurer le service des consultations indigènes et de la surveillance sanitaire dans les centres dépourvus de vétérinaires fonctionnaires, est fixé à un maximum de 36 000 francs par an

art.3- Par modification aux dispositions de l'article 2 de l'arrêté viziriel susvisé du 25 juin 1946, le taux de l'indemnité susceptible d'être allouée, pour la visite sanitaire des animaux et produits animaux à l'importation et à l'exportation dans les ports et les postes frontières de douane où il n'existe pas de vétérinaires-inspecteurs de l'élevage, aux agents chargés de ce service est fixé à un maximum de 20 000 Francs par an.

art.4- Le présent arrêté produira effet à compter du 1^{er} janvier 1948.

Fait à Rabat, le 3 chaoual 1367
(10 août 1948)

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 21 août 1948
Le ministre plénipotentiaire
Délégué à la Résidence générale,

Francis LACOSTE.

DAHIR DU 28 FEVRIER 1921 (19 JOURNAL II 1339)
portant création d'une direction générale de l'agriculture, du commerce et de la colonisation.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de MOulay Youssef)

A nos serviteurs intègres, les Gouverneurs et Caïds de
Notre Empire Fortuné, ainsi qu'à Nos Sujets;

Que l'on sache par les présentes - puisse Dieu Très-Haut en illustrer la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DECRETE CE QUI SUIT :

article premier.- Il est créé près Notre Gouvernement une direction générale de l'agriculture, du commerce et de la colonisation, à compter du 1^{er} mars 1921.

art.2- L'article premier de notre dahir du 24 juillet 1920 (7 kaada 1338) portant création d'une direction générale de l'agriculture, du commerce et de la colonisation est abrogé.

Fait à Fes, le 19 jourmada II 1339
(28 février 1921)

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 1^{er} mars 1921
Le délégué à la résidence générale
Urbain BLANC.

ARRETE VIZIRIEL DU 25 JUIN 1946 (25 REJEB 1365)

relatif aux indemnités du personnel technique de la direction des affaires économiques et fixant le taux de certaines de ces indemnités.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'arrêté viziriel du 23 avril 1937 (11 safar 1356) relatif à l'attribution d'indemnités spéciales pour la visite des viandes de boucherie dans les centres non constitués en municipalités, tel qu'il a été modifié par l'arrêté viziriel du 1^{er} décembre 1942 (23 kaada 1361);

Vu l'arrêté viziriel (article 8) du 18 août 1934 (7 jourmada I 1353)allouant une indemnité aux vétérinaires militaires de l'armée active assurant le service des consultations gratuites et la surveillance sanitaire dans les centres dépourvus de vétérinaires, tel qu'il a été modifié par l'arrêté viziriel du 1^{er} décembre 1942 (23 kaada 1361);

Vu l'arrêté viziriel du 7 avril 1932 (30 kaada 1350) réglant l'attribution d'une indemnité pour la visite sanitaire vétérinaire à l'importation et à l'exportation des animaux et des produits animaux dans les ports et pos-

—

[illegible]

tes de douanes frontieres, tel qu'il a été modifié par l'article 6 de l'arrêté viziriel du 18 août 1934 (7 jourmada I 1355) et l'arrêté viziriel du 1^{er} décembre 1942 (25 kaada 1361);

Vu l'arrêté viziriel du 13 janvier 1942 (25 hija 1360) fixant les allocations attribuées au laboratoire de recherches du service de l'élevage au titre d'analyses;

Vu l'arrêté viziriel du 7 juin 1922 (10 chaoual 1340) autorisant le laboratoire officiel de chimie de Casablanca à effectuer des analyses pour les particuliers, modifié et complété par les arrêtés viziriels des 10 juillet 1926 (29 hija 1344), 12 janvier 1929 (30 rejeb 1347), 18 août 1934 (7 jourmada I 1355) et 27 avril 1938 (26 safar 1357);

Vu l'arrêté viziriel du 12 février 1944 (17 safar 1363) fixant les allocations du personnel du de recherches agronomiques au titre d'analyses, d'essais de semences et de contrôle technique;

Vu l'arrêté viziriel du 17 octobre 1928 (2 jourmada I 1347) portant réglementation nouvelle de l'allocation des primes en matière de répression des fraudes, tel qu'il a été modifié par l'arrêté viziriel du 4 août 1934 (22 rebia II 1353);

Vu l'article 4 de l'arrêté viziriel du 31 juillet 1938 (2 jourmada II 1357) attribuant une indemnité spéciale aux fonctionnaires des administrations publiques chargés de représenter le bureau des vins et alcools dans certaines régions;

Vu l'arrêté viziriel du 31 juillet 1938 (2 jourmada II 1357) relatif à l'organisation du bureau des vins et alcools, et allouant des primes aux agents des services extérieurs habilités à constater les infractions au statut de la viticulture, tel qu'il a été modifié par l'arrêté viziriel du 7 avril 1942 (20 rebia I 1361);

Vu l'arrêté viziriel du 27 mars 1929 (10 chaoual 1347) allouant une indemnité de caisse aux vérificateurs des poids et mesures remplissant les fonctions de régisseurs comptables en recettes, tel qu'il a été modifié par l'arrêté viziriel du 18 août 1934 (7 jourmada I 1355);

Vu l'arrêté viziriel du 6 avril 1925 (12 ramadan 1345) fixant les conditions d'allocations aux vérificateurs des poids et mesures, des indemnités de vacation perçues en application de l'article 46 de l'arrêté viziriel du 3 décembre 1925 (25 rebia II 1342) relatif à la vérification des poids et mesures, tel qu'il a été modifié par l'arrêté viziriel du 18 août 1934 (7 jourmada I 1355);

Vu l'arrêté viziriel du 20 juin 1925 (28 kaada 1345) attribuant une tenue à certaines catégories d'agents de la

direction générale des travaux publics appartient aux cadres des services maritimes spéciaux tel qu'il a été modifié par les arrêtés viziriels des 26 avril 1925 (13 chaoual 1344), 4 août 1934 (22 rebia II 1353) et 26 avril 1939 (6 rebia I 1358);

Vu l'arrêté viziriel du 24 septembre 1926 (16 rebia I 1345) relatif aux opérations de jaugeage des navires, et allouant une indemnité aux agents chargés de ces opérations;

Vu l'arrêté viziriel du 6 août 1937 (21 rebia I 1350) confirmé par l'arrêté viziriel du 25 novembre 1937 (21 ramadan 1356) allouant une indemnité horaire aux instructeurs et moniteurs chargés de l'enseignement nautique dans les écoles professionnelles maritimes;

Vu le dahir du 2 juillet 1945 (21 rejeb 1364) portant réforme des traitements des fonctionnaires en service au Maroc;

Après s'être assuré l'adhésion de la commission interministérielle des traitements et indemnités,

ARRETE :

TITRE PREMIER

DIVISION DE LA PRODUCTION AGRICOLE

I- Service de l'élevage

Article premier. - Par modifications aux dispositions de l'article 4 de l'arrêté viziriel du 23 avril 1937 (11 safar 1356) modifié par l'art. 2 de l'arrêté viziriel du 1^{er} décembre 1942 (23 kaada 1361), le taux de l'indemnité allouée aux médecins de la direction de la santé publique et de la famille, aux vétérinaires non-fonctionnaires et aux vétérinaires militaires qui sont chargés de la visite des viandes de boucherie dans les centres non constitués en municipalités, est fixé à un maximum de 7 200 Fr. par an.

Art. 2. - Par modifications aux dispositions de l'article 8 de l'arrêté viziriel du 18 août 1934 (7 joumada I 1353) modifié par l'article unique de l'arrêté viziriel du 1^{er} décembre 1942 (23 kaada 1361), le taux de l'indemnité allouée aux vétérinaires militaires chargés d'assurer le service des consultations indigènes et de la surveillance sanitaire dans les centres dépourvus de vétérinaires est fixé à 9000 Fr. par an.

Art.3- Par modifications aux dispositions de l'article 2 de l'arrêté viziriel du 7 avril 1932 (30 kaada 1350), modifiés par les arrêtés viziriels des 18 août 1934 (7 joumada I 1353) et 1^o décembre 1942 (23 kaada 1361), le taux de l'indemnité susceptible d'être allouée pour la visite sanitaires des animaux et produits animaux à l'importation et à l'exportation dans les ports et les postes de douane frontalières où il n'existe pas de vétérinaires inspecteurs de l'élevage, aux agents chargés de de service est fixé à 9000 Fr. par an.

art.4- Une indemnité dite "de poste" est allouée aux vétérinaires inspecteurs principaux et aux vétérinaires inspecteurs pour non-exercice de clientèle privée. Le taux annuel de cette indemnité est fixé à un maximum de 36 000 fr. par an, avec taux moyen de 18 000 Fr.

art.5- Est confirmée l'allocation attribuée au personnel technique du laboratoire du service de l'élevage. /Le taux de cette allocation est fixé chaque année, dans la limite de 50 % des sommes encaissées, par un arrêté du directeur des affaires économiques qui effectuera la répartition entre les agents.

II - Service de l'agriculture -

Laboratoires -

Art.6- Est confirmée l'allocation attribuée au personnel technique du laboratoire officiel de chimie de Casablanca. Le taux de cette allocation sera fixé chaque année, dans la limite maximum de 50 % des sommes encaissées, par un arrêté du directeur des affaires économiques qui effectuera la répartition entre les agents.

Art.7- Est confirmée l'allocation attribué au personnel technique du centre de recherches agronomiques. Le taux de cette allocation sera fixée chaque année, dans la limite maximum de 50 % des sommes encaissées, par un arrêté du directeur des affaires économiques, qui effectuera la répartition entre les agents.

• • • • • Fait à Rabat, le 25 rejab 1365 (25 juin 1946)
MOHAMED EL MOKRI

Vu pour promulgation et mise à exécution:

Rabat, le 25 juin 1946,
Le commissaire Résident général E. LABONNE.

L'ELEVAGE DE 1970 A NOS JOURS

Après l'Indépendance et dès l'installation du premier Gouvernement marocain, le secteur de l'élevage a retenu l'attention des responsables du pays. Depuis, il ne cesse d'acquérir de plus en plus d'importance, par la pression croissante pour la satisfaction des besoins, surtout alimentaires de la population.

Cependant son développement est relativement lent; malgré les efforts soutenus de l'Etat, il faut du temps pour introduire les techniques modernes et pour les adapter aux milieux naturel et humain.

L'importance du secteur de l'élevage est contingente de la place qu'il occupe dans l'économie nationale: il participe pour 37 p.100 à la valeur ajoutée du secteur agricole et pour 10 p.100 à la production intérieure brute, il contribue à l'alimentation de la population et il constitue l'activité et les ressources, souvent principales, d'une grande majorité d'agriculteurs.

A- PROFIL

I- L'élevage bovin

I-1. Structures

Les études statistiques sur l'importance numérique du cheptel et l'étude de la répartition géographique de l'élevage font ressortir les réalités actuelles et les potentialités de ce cheptel.

(voir tableau n° 9).

Ce cheptel est composé de trois types de bovins selon leur race :

- races locales
- races croisées
- races importées.

Bien qu'en 1975 les bovins de race locale soient

TABLÉAU N° 9 Effectif des bovins adultes et jeunes selon le sexe.
(en milliers de têtes).

| | adultes | jeunes | ensembles | non | total |
|----------|--------------|--------------|------------|------------|---------|
| | + de 18 mois | - de 18 mois | renseignés | renseignés | général |
| MALES | 447,4 | 608,0 | 1 055,3 | - | - |
| FEMELLES | 1 737,1 | 558,5 | 2 295,6 | - | - |
| TOTAL | 2 184,5 | 1 166,5 | 3 350,9 | 269,2 | 3 620,3 |
| % | 65 % | 35 % | 100 % | - | - |

SOURCES : Statistiques agricoles . Enquête 1975.



encore largement dominants, avec 90 p.100 de l'effectif total, on note une augmentation des animaux croisés : 7,7 p.100 du total contre 5,9 p.100 en 1971.

L'effectif des races pures importées a subi aussi une augmentation significative bien qu'encore insuffisante . Il représente 2,3 p.100 du total en 1975 contre 1,12 p.100 en 1971. Ce chiffre de 2,3 p.100 est inférieur à la réalité : il faudrait additionner la partie du "génome race pure" qui s'est fondue depuis le début des importations dans le bétail local pour donner le " croisé ".

Une autre raison à cette augmentation très timide de l'effectif du bétail de race pure, entre 1971 et 1975 est d'ordre commercial : le devenir, notamment la commercialisation, des produits des génisses pleines importées a été négligé.

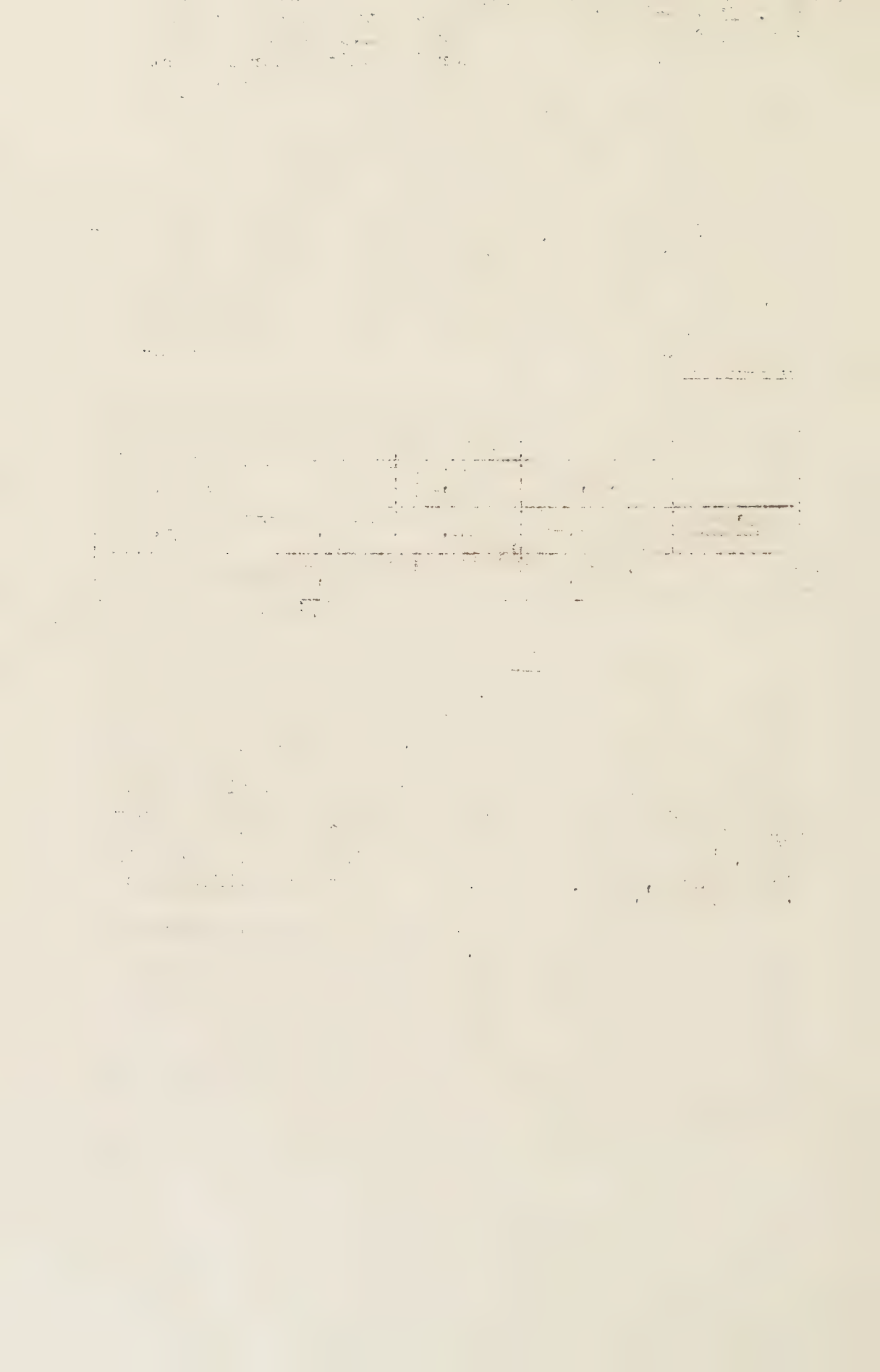
La structure par races du cheptel bovin est résumée dans le tableau n°10.

TABLEAU N° 10 STRUCTURE PAR RACES DU CHEPTEL BOVIN

| ! | ! | ! | ! | ! | ! |
|----------|---------|---------|----------|---------|---|
| ! | LOCALE | CROISEE | IMPORTEE | TOTAL | ! |
| ! | ! | ! | ! | ! | ! |
| MALES | 905,5 | 95,5 | 18,7 | 1.019,5 | ! |
| FEMELLES | 2 074,4 | 162,5 | 57,9 | 2 294,8 | ! |
| TOTAL | 2 979,7 | 258 | 76,7 | 3 314,3 | ! |
| % | 90 % | 7,7 % | 2,3 % | 100 % | ! |

Ces trois types de bovins, très différents par leurs qualités zootechniques de production et de reproduction, se retrouvent dans une même exploitation et en général dans une même étable. Cette cohabitation n'est pas sans problèmes. En effet, la potentialité de transformation des aliments n'est pas la même pour les trois types, et plus grave encore, la résistance aux agressions microbiennes, parasitaires, etc... est très différente d'un type à l'autre.

Si ces problèmes sont moindres en ce qui concerne



le bétail croisé, ils sont préoccupants en ce qui concerne le bétail de race pure. Par conséquent le manque à gagner est certain, et si une discipline hygiénique n'est pas instaurée, la situation empire.

En 1975, la notion d'éleveur spécialisé est bien éloignée. Apparus en 1970, leur nombre reste faible. Ils sont largement dépassés par les " agriculteurs-éleveurs " bien que dans certaines régions, certains d'entre eux s'attachent plus à l'élevage qu'à la polyculture.

Un autre frein à la production des denrées alimentaires d'origine animale est la taille des troupeaux : 57 p.100 des bovins sont répartis en troupeaux de 1 à 5 têtes, alors que les grands troupeaux ne constituent qu'une part très faible, tant par le nombre des éleveurs que par le nombre de bovins qui les composent. (Voir tableaux n° 11 et n° 12)

I-2. Reproduction

Pour l'année 1975, le taux de vêlage pour les femelles ayant deux dents est très bas : 13,8 p.100. Ce chiffre est très alarmant pour son incidence sur l'économie. Paradoxalement, le pourcentage des femelles bovines n'ayant pas vêlé est inverse de ce qu'il devrait être si les conditions requises étaient rassemblées pour une meilleure rentabilité. Ce pourcentage s'établit de la manière suivante :

Femelles n'ayant pas vêlé ou ayant manqué leur vêlage :

| | |
|-----------------|------------|
| - 8 dents | 17,7 p.100 |
| - 6 dents | 21,6 p.100 |
| - 4 dents | 39,4 p.100 |
| - 2 dents | 86,2 p.100 |

On enregistre donc un manque à gagner induit par la lente maturité sexuelle d'une part, et par la stérilité d'autre part. Pour une année (1975), on déplore environ 400 000 vêlages manqués, soit plus de 27 p.100 des femelles prêtes à vêler.

L'âge moyen des primipares est supérieur à trois ans et l'intervalle entre deux vêlages est de 16 mois.

TABLeAU N° 11

| | locales
homogènes | croisées
homogènes | importées
homogènes | non
homogènes | total |
|--------------------|----------------------|-----------------------|------------------------|------------------|---------|
| EFFECTIFS | 2 825,4 | 114,7 | 20,5 | 659,6 | 3 620,3 |
| ELEVEURS | 814,5 | 20,5 | 2,8 | 84,0 | 921,9 |
| % des
effectifs | 78 | 3,16 | 0,56 | 18,2 | 100 |
| % des
éleveurs | 88,3 | 2,2 | 0,3 | 9,1 | 100 |

TABLeAU N° 12

| NOMBRE DE TÊTES COMPOSANT LE TROUPEAU | | | | | | |
|---------------------------------------|-------|--------|---------|--------|-------------|-------|
| | 1 - 5 | 6 - 20 | 21 - 50 | 51-100 | + de
100 | total |
| %
animaux | 57,2 | 35,2 | 3,8 | 2,9 | 0,8 | 100 |
| %
éleveurs | 82,8 | 16,5 | 0,5 | 0,2 | 0,0 | 100 |

1. The first part of the report is a general statement of the purpose of the study. It is to determine the effect of the new law on the economy of the country.

2. The second part of the report is a description of the methods used in the study. It is a statistical analysis of the data collected from the various sources.

3. The third part of the report is a discussion of the results of the study. It is a comparison of the results with the expectations of the law and a discussion of the reasons for any differences.

4. The fourth part of the report is a conclusion. It is a summary of the findings of the study and a statement of the author's opinion on the effect of the law.

5. The fifth part of the report is a list of references. It is a list of the sources of information used in the study.

6. The sixth part of the report is a list of appendices. It is a list of the additional material that is included in the report.

7. The seventh part of the report is a list of figures. It is a list of the charts and graphs that are included in the report.

8. The eighth part of the report is a list of tables. It is a list of the tables that are included in the report.

9. The ninth part of the report is a list of footnotes. It is a list of the notes that are included in the report.

10. The tenth part of the report is a list of indexes. It is a list of the indexes that are included in the report.

I-2. Production

Les mêmes avatars sont révélés par les enquêtes statistiques de 1971 à 1975. Les enquêtes, satisfaisantes pour la production laitière, pèchent par défaut pour la production de viande sur laquelle elles restent silencieuses. Cette production, en effet, ne bénéficie pas encore des mesures appropriées d'intensification. Le secteur de la viande reste tributaire du système traditionnel d'exploitation. Une infrastructure de conservation des viandes en période de surplus apparent faisant défaut, la couverture des besoins en viande diminue au fur et à mesure que la population augmente. On a recours de plus en plus à l'importation de viandes, avec ce que cela comporte comme conséquences pour le budget national.

Toutefois, l'impact du problème de la viande est quelque peu modéré par le développement du secteur avicole; depuis quelques années, un plan avicole prévoit le développement de la production du poulet de chair. Du fait d'une demande croissante, cette solution n'est que temporaire.

La bonne solution doit être la mise sur pied d'un plan d'ensemble de production de la viande, à l'instar du plan laitier qui, en quelques années, malgré les problèmes rencontrés, donne des résultats positifs.

La production laitière apparaît sous un jour plus favorable quant à son organisation, car elle a retenu l'attention des pouvoirs publics depuis nombre d'années. Cependant la quantité de lait produite reste faible au regard des efforts fournis dans ce domaine : cet état de fait a de multiples raisons.

60 p.cent des vaches traites ont plus de cinq ans bien que le nombre d'éleveurs trayants atteigne 69,6 p.100. Ces deux données, élaborées en 1975, comparées à celles de 1971 (52 p.100 de vaches traites et 75 p.100 d'éleveurs trayants) montrent qu'un début de spécialisation voit le jour puisque le nombre d'éleveurs trayants diminue et que le nombre de vaches traites augmente. (Voir tableau n° 13).

L'importance des trois types de bovins (races locales, croisées et importées) dans la production laitière peut être évaluée.

T.BLE.U N°13 Structure par âge des vaches traites en 1975.

| | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 |
|------------------------|--------|-------|-------|------|------|-------|-------|------|-------|
| Total femelles adultes | 1205,2 | 293,4 | 258,9 | 29,0 | 80,9 | 129,3 | 247,5 | 30,5 | 111,0 |
| Vaches traites | 29,3 | 145,6 | 156,5 | 19,0 | 55,3 | 92,3 | 130,3 | 03,1 | 100,4 |
| N° de vaches traites | 11 | 49,6 | 60,4 | 65,7 | 08,4 | 71,4 | 60,0 | 70,5 | 72,1 |

En 1975, les vaches importées et les vaches croisées représentent 10,4 p.100 des vaches traites contre 5 p.100 en 1971. Cette augmentation semble plus directement liée à l'augmentation du nombre de vaches importées et croisées qu'aux potentialités génétiques réelles de ces deux types. En effet, depuis le début des importations, l'infrastructure sanitaire d'encadrement n'étant pas adéquate, le cheptel, très sensible, paie un lourd tribut aux agressions microbiennes et parasitaires.

Si on considère les proportions de vaches traites à l'intérieur de chaque race :

| | |
|-------------------|------------|
| - Importées | 78,7 p.100 |
| - Croisées | 67 p.100 |
| - Locales | 57,3 p.100 |

il apparaît que les problèmes de stérilité et de lente maturité sexuelle sont liés presque uniquement aux races locales seules. Les quantités de lait produites, les moyennes de production par vache traite et par éleveur trayant sont rassemblés dans le tableau n° 14.

Il ressort à nouveau que, si les vaches dont la production est supérieure à 2000 litres représentent une minorité, (1,5 p.100 du total des vaches traites), leur production globale représente 10 p.100 du total produit. En revanche, les vaches dont la production est inférieure à 400 litres par an représentent 64,2 p.100 du total des vaches traites mais ne produisent que 31,1 p.100 du total.

Le lait est autoconsommé. En effet la population rurale au Maroc représentant à peu près 70 p.100 de la population totale, le phénomène est compréhensible. De plus, le pourcentage du troupeau de petite taille (Jusqu'à cinq têtes) étant le plus représentatif, la conduite est encore artisanale et l'éleveur agriculteur produit le lait essentiellement pour couvrir les besoins de sa famille. Cependant, depuis 1971, on constate une progression du lait vendu.

En 1977, 83,6 p.100 de la production nationale sont encore autoconsommés; mais, dans certaines régions, le processus inverse commence à s'installer et le pourcen-

TABLEAU N° 14

| | nombre d'élé-
veurs trayants | femelles adul.
traitées. Abres | production en
milliers et % | MOYENNE vaches
traitées/lév. |
|----------------------|---------------------------------|-----------------------------------|--------------------------------|---------------------------------|
| 0 - 999 L. | 222 827 | 565 780
64,2% | 117 698,5
51,1% | 1,69 |
| 400 - 999 L. | 145 601 | 247 492
28,1% | 147 377,1
38,9% | 1,70 |
| 1000 - 1999 L. | 28 383 | 53 482
6,1 % | 72 774,7
19,2% | 1,88 |
| 2000 et plus | 5 736 | 13 633
1,5% | 40 435,7
10,7% | 2,37 |
| total rensei-
gné | 513 547 | 880 388
99,9% | 278 286
99,9% | 1,7 |
| Non renseigné | 128 794 | 161 426 | 78 749,5 | - |
| TOTAL | 642 341 | 1 041 814 | 457 035,6 | 1,62 |

tage de lait vendu augmente. C'est dans ces régions que les efforts d'implantation d'élevage intensif ont été le plus soutenus.

Pourcentage de lait vendu dans quelques régions :

| | 1 9 7 1 | 1 9 7 5 |
|-------------|---------|---------|
| AGADIR | 5,9 % | 31 % |
| BENI-MELLAL | 7,12 % | 38 % |
| SAFI | 1,3 % | 11 % |

Les régions de Marrakech, El Jadida, Settat et Casablanca ont aussi enregistré une nette augmentation des proportions du lait vendu. Par contre d'autres régions ont vu cette part diminuer depuis 1971.

| | 1 9 7 1 | 1 9 7 5 |
|---------------|---------|---------|
| MEKNES | 47,5 % | 29 % |
| RABAT-KENITRA | 18,4 % | 11 % |
| NADOR- OUJDA | 22,2 % | 17 % |

Certains voudraient voir en ce phénomène l'amorce d'une spécialisation par région. Il semble qu'il soit encore trop tôt pour avancer une telle hypothèse. Cependant, dans les régions qui vendent plus de lait aujourd'hui qu'en 1970, le nombre de coopératives laitières a augmenté très rapidement entre 1970 et 1978 et l'installation de centrales laitières dans ces contrées n'a pu que favoriser la mise en place d'un circuit de commercialisation du lait, par exemple à El Jadida, la " Laiterie des Boukkala ".

I-4. Répartition géographique

La répartition géographique du cheptel apporte un

élément très important, la cohérence qui se dégage des trois données : effectifs, production, régions.

Ce sont en effet les régions qui commencent à avoir un effectif important où l'élevage intensif se développe le mieux et où donc la production va être la plus notable, et où la part de commercialisation de la production est la plus grande.

En 1975, quatre provinces regroupent plus de la moitié du cheptel national :

- Rabat - Kénitra - Khemisset
- Marrakech - El Kalaa
- El Jadida
- Settat - Casablanca

Le tableau n° 15 illustre cette répartition à l'échelle nationale.

La répartition des bovins selon la race, par régions, est illustrée par le tableau N° 16. A noter que les régions de Casablanca et de Settat sont les plus dotées en animaux de races importées (39 p.100). Il s'agit d'animaux constitués en troupeaux homogènes. De même la région d'El Jadida est la plus dotée en animaux croisés (30 p.100) qui sont également constitués en troupeaux homogènes.

Le tableau n° 17 précise la production laitière bovine par régions, le tableau n° 18 les taux d'éleveurs trayants et de vaches traites par régions.

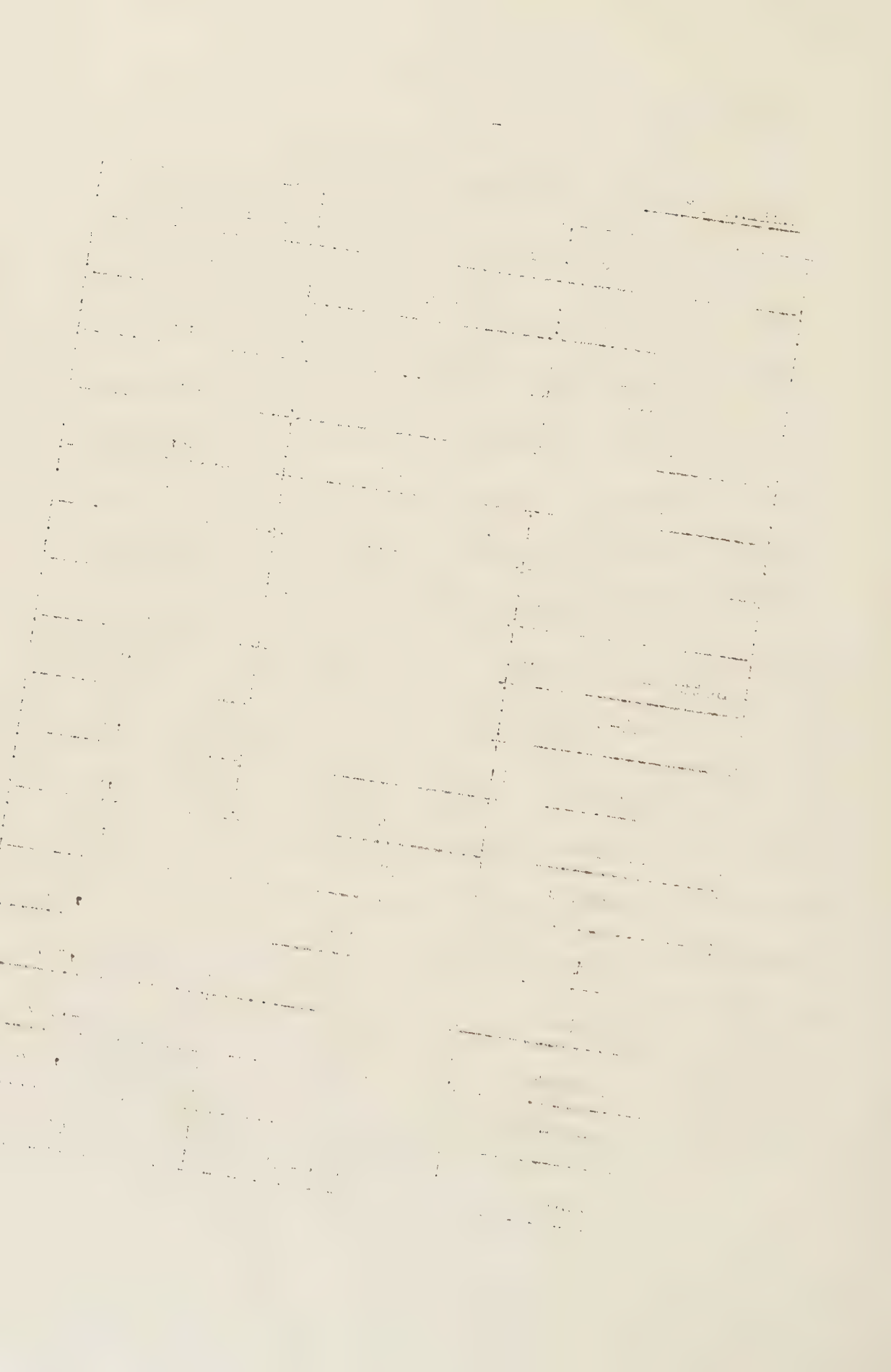
La destination du lait produit, sa répartition entre l'autoconsommation et la vente, par régions, est resumée dans le tableau n° 19.

II- L'ELEVAGE OVIN

Le cheptel comptait en 1975, 14,3 millions de têtes, effectif inférieur à celui de 1971 qui était de 16,7 millions. Cet élevage, dont le profil détaillé figure en première partie, n'a pas enregistré une transformation de fond quant à sa structure et sa répartition géographique. La diminution des effectifs s'explique par différents facteurs dont l'un paraît d'importance : la diminution de la superficie de parcours induite par le programme d'irrigation et, par suite, la désertification des

TABLEAU N° 15

| ! R E G I O N S ! | ! EFFECTIFS BOVINS ! | ! POURCENTAGE ! |
|-----------------------|----------------------|-----------------|
| ! Tanger- Tétouan ! | ! 265 520 ! | ! 7,3 % ! |
| ! Al Hoceima- Fes ! | ! 262 878 ! | ! 7,2 % ! |
| ! Nador - Oujda ! | ! 108 097 ! | ! 3,0 % ! |
| ! Taza ! | ! 113 223 ! | ! 3,1 % ! |
| ! Meknès ! | ! 226 515 ! | ! 6,8 % ! |
| ! Rabat -Kenitra ! | ! 639 717 ! | ! 17,7 % ! |
| ! Settat-Casablanca ! | ! 365 156 ! | ! 10,1 % ! |
| ! Beni-Mellal ! | ! 203 771 ! | ! 5,6 % ! |
| ! El Jadida ! | ! 418 891 ! | ! 11,6 % ! |
| ! Khouribga ! | ! 72 218 ! | ! 2,0 % ! |
| ! Marrakech ! | ! 439 376 ! | ! 12,1 % ! |
| ! Safi ! | ! 197389 ! | ! 5,5 % ! |
| ! Agadir ! | ! 160 977 ! | ! 4,4 % ! |
| ! Ouarzazate ! | ! 91 613 ! | ! 2,5 % ! |
| ! Ksar-el-souk ! | ! 55 874 ! | ! 1,5 % ! |
| ! TOTAL ! | ! 3.620.273 ! | ! 100 % ! |



TABEAU N° 16

| REGIONS | LOCALES | | CROISEES | | IMPORTÉES | | troupeaux non homogènes | | TOTAL | |
|---------|---------|---------|----------|-------|-----------|-------|-------------------------|---------|---------|---------|
| | élev. | effec. | élev. | eff. | élev. | eff. | élev. | effec. | élev. | effec. |
| Tanger | 69 257 | 240 506 | 396 | 1 848 | 265 | 910 | 3525 | 22 256 | 73 442 | 265 520 |
| Tetouan | | | | | | | | | | |
| Fes | | | | | | | | | | |
| Hoceima | 85 904 | 253 523 | 1298 | 4012 | | | 1418 | 4343 | 88 620 | 261 878 |
| Nador | | | | | | | | | | |
| Oujda | 22 243 | 70 684 | 3252 | 15320 | 184 | 1058 | 3034 | 21 035 | 26 713 | 108 097 |
| Taza | 33 931 | 109 192 | 29 | 116 | | | 1 131 | 3915 | 35 091 | 113 323 |
| Meknes | 55 067 | 195 569 | 1 223 | 11532 | 315 | 5 084 | 1 408 | 14 390 | 38 013 | 226 575 |
| Rabat | | | | | | | | | | |
| Kenitra | 90 451 | 454 385 | 799 | 3528 | 134 | 998 | 115 628 | 200 806 | 107 627 | 529 717 |
| Casa. | | | | | | | | | | |
| Settat | 60 157 | 243 974 | 1 872 | 23346 | 1 590 | 8 051 | 10 633 | 69 785 | 74 252 | 365 156 |
| Beni- | | | | | | | | | | |
| Mellal | 42 278 | 139 621 | 817 | 5 810 | 9 | 1 234 | 18 672 | 157 106 | 151 176 | 202 771 |

(voir suite p.)

TABEAU N° 16

| | | troupeaux non | | | | TOTAL | |
|--------------|---------|---------------|---------|----------|-----------|-----------|---------|
| | | homogènes | | | | | |
| REGIONS | élev. | effec. | LOCALES | CROISEES | IMPORTEES | homogènes | effec. |
| | élev. | effec. | élev. | eff. | élev. | eff. | élev. |
| Marrakech | 119 619 | 355 832 | 2 348 | 10192 | 5 | 560 | 112 960 |
| El Jadida | 63 885 | 277 162 | 7 159 | 34633 | 78 | 1999 | 112 434 |
| Khouribga | 13 992 | 56 632 | 216 | 1 320 | | | 896 |
| Safi | 61 052 | 177 289 | 228 | 456 | 101 | 303 | 4261 |
| Agadir | 61 951 | 140440 | 590 | 1 842 | 148 | 1 325 | 3 309 |
| Ouarzate | 32 209 | 77 146 | 92 | 104 | | | 4 009 |
| Ksar-el Souk | 22 541 | 53 494 | 196 | 532 | | | 588 |
| TOTAL | 814537 | 2025449 | 20520 | 11467 | 2834 | 20520 | 64 005 |
| | | | | | | 659 633 | 921 697 |
| | | | | | | | 3620273 |

TABLEAU N°17

| REGIONS | Total
Eleveurs | Femelles
adultes | éleveurs
trayants
1975 | Femelles adul-
tes traites | Qte lait
trait par an | Eleveurs
trayants
1974 |
|-------------------|-------------------|---------------------|------------------------------|-------------------------------|--------------------------|------------------------------|
| Tanger
Tétouan | 73 442 | 150 355 | 34 368 | 50 731 | 18 806 008 | 141 892 |
| Fes
Al Hoceima | 88 620 | 136 550 | 47 202 | 61 849 | 36 204 170 | 147 436 |
| Nador
Oujda | 28 713 | 53 229 | 23 000 | 38 661 | 15 984 591 | 21 526 |
| Taza | 35 091 | 60 005 | 23 404 | 30 626 | 12 464 323 | 26 188 |
| Meknès | 38 013 | 107 962 | 29 429 | 59 722 | 53 743 420 | 31 143 |
| Rabat
Kénitra | 107 027 | 317 878 | 72 528 | 158 068 | 147 133 475 | 76 345 |
| Casa-
Settat | 74 252 | 172 196 | 61 486 | 124 632 | 156 365 822 | 161 792 |
| Beni-
Mellal | 51 776 | 100 265 | 40 261 | 69 275 | 17 329 987 | 56 084 |

(voir suite p. 229)

Suite du Tableau n° 17

| REGIONS | Total
éleveurs | févelles
adultes | éleveurs
trayants
1972 | Femelles adul-
tes traites | Qte lait
trait par an | éleveurs
trayants
1974 |
|--------------|-------------------|---------------------|------------------------------|-------------------------------|--------------------------|------------------------------|
| Marrakech | 134 940 | 221 515 | 101 525 | 149 188 | 65 908 501 | 98 820 |
| El Jadida | 83 556 | 186 861 | 64 847 | 116 123 | 60 100 891 | 60 631 |
| Khouribga | 15 104 | 32 248 | 13400 | 24 588 | 4 815 780 | 13 564 |
| Safi | 65 642 | 94 657 | 48 317 | 60 929 | 26 518 185 | 45 799 |
| Agadir | 66 006 | 83 439 | 40 973 | 50 137 | 26 242 868 | 40 533 |
| Quarzazate | 36 390 | 45 936 | 25 624 | 29 892 | 7 435 920 | 24 343 |
| Ksar-el-souk | 23 325 | 25 965 | 15 457 | 17 393 | 7 982 060 | 16 045 |
| TOTAL | 921 897 | 1 761 063 | 641 631 | 1 041 614 | 457 035 601 | 642 541 |

Secondly, the document outlines the procedures for reconciling the accounts. It states that a regular reconciliation process should be followed to identify any discrepancies between the recorded transactions and the actual bank statements. This helps in detecting errors or unauthorized transactions early on.

Thirdly, the document addresses the issue of budgeting and financial planning. It suggests that a detailed budget should be prepared at the beginning of each fiscal year, which serves as a guide for managing the organization's finances throughout the year. Any deviations from the budget should be analyzed and reported.

Finally, the document concludes by stressing the need for transparency and accountability in financial management. It encourages the use of clear and concise language in all financial reports and statements, making them easily understandable for all stakeholders involved.

TABLEAU N° 18 Taux d'éleveurs trayants et de vaches traites par régions.

| REGION | Elev. trayants x 100 | Vaches traites x100 |
|-----------------|----------------------|---------------------|
| | total d'éleveurs | total |
| Tétouan-Tanger. | 46,79 | 35,6 |
| Fes-Al Hoceima | 53,26 | 45,3 |
| Nador-Oujda.... | 80,10 | 72,6 |
| Taza | 66,69 | 51,0 |
| Meknès..... | 77,41 | 55,3 |
| Rabat-Kénitra.. | 67,76 | 49,7 |
| Casa-Settat.... | 82,00 | 72,4 |
| Beni-Mellal.... | 77,75 | 69,0 |
| Marrakech..... | 75,24 | 67,3 |
| El Jadida..... | 77,60 | 62,2 |
| Khouribga..... | 88,71 | 76,2 |
| Safi..... | 73,50 | 64,4 |
| Agadir..... | 62,07 | 60,0 |
| Ouarzazate..... | 70,41 | 65,0 |
| Ksar-el-souk... | 66,67 | 66,9 |
| TOTAL | 69,92 | 58,6 |

TABLEAU N° 19

Répartition du lait traité entre l'autoconsommation
et la vente (en milliers de litres.).

| REGIONS | LAIT AUTOCONSOMMÉ | LAIT VENDU | PRODUCTION
totale |
|------------------|-------------------|------------|----------------------|
| Tanger - Tétouan | 14 605 | 4 202 | 18 806 100 % |
| Fez- al Hoceima | 36 182 | 23 | 0 % 36 204 100 % |
| Nador - Oujda | 13 275 | 2 709 | 17 % 15 984 100 % |
| Taza | 12 456 | 6 | 0 % 12 464 100 % |
| Meknès | 38 351 | 15 394 | 29 % 53 743 100 % |
| Rabat- kénitra | 41 882 | 5 251 | 11 % 47 133 100 % |
| Casa - Settat | 39 800 | 16 565 | 29 % 56 366 100 % |
| Beni-Mellal | 10 720 | 6 610 | 38 % 17 330 100 % |

(voir suite p.232)

suite du TABLEAU N° 19

| REGIONS | LAIT AUTOCONSOMME | LAIT VENDU | PRODUCTION totale |
|--------------|-------------------|------------|-------------------|
| Marrakech | 51 573 | 14 335 | 65 909 100 % |
| El Jadida | 43 235 | 16 866 | 60 101 100 % |
| Khouribga | 4 816 | | 4 816 100 % |
| Safi | 23 488 | 3 030 | 26 518 100 % |
| Agadir | 17 993 | 8 250 | 26 243 100 % |
| Ouarzazate | 7 434 | 2 | 7 436 100 % |
| Ksar-el-souk | 7 982 | | 7 982 100 % |
| TOTAL | 363 794 | 93 242 | 457 036 100 % |

T. LEAU N° 20 Importance relative des effectifs ovins
par régions

| REGIONS | EFFECTIFS OVINS | POURCENTAGE |
|-------------------|-----------------|-------------|
| Tanger - Tétouan | 508 844 | 3,6 % |
| Al hoceima - Fes | 814 685 | 5,7 % |
| Nador - Oujda | 1 210 555 | 8,5 % |
| Taza | 555 008 | 4,1 % |
| Meknès | 1 283 373 | 9,0 % |
| Rabat - Kénitra | 1 541 030 | 10,8 % |
| Settat-Casablanca | 1 147 406 | 8,0 % |
| Beni-Mellal | 1 097 708 | 7,7 % |
| Marrakech | 2 059 113 | 14,4 % |
| El Jadida | 630 323 | 4,4 % |
| Khouribga | 616 724 | 4,3 % |
| Safi | 763 780 | 5,4 % |
| Agadir | 897 263 | 2,8 % |
| Ouarzazate | 715 257 | 5,0 % |
| Ksar-el-souk | 899 227 | 6,3 % |
| TOTAL | 14.270.297 | 100 % |

TABLEAU N° 21 Courbe de concentration - Total pays.

| Taille
du
troupeau | ELEVEURS | | | ANIMAUX | | |
|--------------------------|----------|-------|-------------|------------|-------|-------------|
| | Nombre | % | %
cumulé | effectifs | % | %
cumulé |
| 1 - 4 têtes | 117 355 | 20,4 | 20,4 | 389 400 | 2,7 | 2,7 |
| 5 - 10 t. | 122 645 | 21,3 | 41,7 | 985 986 | 6,9 | 9,6 |
| 11 - 20 t. | 134 549 | 23,4 | 65,1 | 2.049.871 | 14,4 | 24 |
| 21 - 30 t. | 71 334 | 12,4 | 77,5 | 1.817.929 | 12,8 | 36,8 |
| 31 - 50 t. | 64 590 | 11,2 | 88,7 | 2.521.634 | 17,7 | 54,5 |
| 51 - 100 t. | 44 627 | 7,7 | 96,4 | 3.046.317 | 21,4 | 75,9 |
| 101-150 t. | 11 392 | 2,0 | 98,4 | 1.360.806 | 9,6 | 85,5 |
| 151- 200 t. | 5 538 | 1,0 | 99,4 | 980 064 | 6,9 | 92,4 |
| 201-300 t. | 2 066 | 0,4 | 99,8 | 498 631 | 3,5 | 95,9 |
| 301-400 t. | 339 | 0,1 | 99,9 | 111 677 | 0,8 | 96,7 |
| 401-500 t. | 133 | 0,0 | 99,9 | 61 872 | 0,4 | 97,1 |
| +de 500 t. | 549 | 0,1 | 100 | 415 510 | 2,9 | 100 |
| TOTAL | 575 117 | 100 % | | 14.239.697 | 100 % | |

parcours du fait de leur surcharge. Par ailleurs, le cheptel ovin subit toujours les mêmes agressions microbiennes et parasitaires auxquelles il paie un lourd tribut, et il continue à être la cible de choix quand il y a des années de sécheresse comme par exemple l'année 1974.

B- ORGANISATION

1)- Bases légales

Comme vu précédemment, le premier texte organisant l'encadrement sanitaire au Maroc est l'arrêté viziriel du 16 novembre 1916 (16 hija 1331), qui crée le "service zootechnique et des épizooties". Le dahir du 1^{er} novembre 1917 (16 moharrem 1336) le transforme en "service de l'élevage".

Le dahir du 5 mai 1916 crée les services de police sanitaire vétérinaire aux ports, aéroports et postes frontaliers. L'arrêté viziriel du 4 juin 1933 (11 safar 1352) crée les "services provinciaux de l'élevage".

Le décret du 7 août 1956 (30 hija 1375) crée les "services vétérinaires municipaux". Le dahir du 30 Juin 1962 (27 moharrem 1382) transforme le service de l'élevage en "Division des services vétérinaires et de l'élevage".

L'instruction ministérielle du 30 octobre 1971 transforme la division des services vétérinaires et de l'élevage en "Direction des services vétérinaires et de l'élevage".

L'instruction ministérielle du 23 juin 1975 crée les "directions provinciales de l'agriculture".

2)- Echelon central

Le Ministère de l'Agriculture et de la Réforme agraire comprend 7 directions (Voir organigramme).

La direction de l'élevage comprend trois divisions:

- Division de la production animale
- Division des haras
- Division de la santé animale.

La division de la santé animale comprend :

- le service des actions prophylactiques
- le service de l'inspection des produits d'origine animale.

Le service des actions prophylactiques comprend deux bureaux :

- un bureau d'étude et d'orientation
- un bureau des interventions prophylactiques

Le service de l'inspection des produits d'origine animale comprend :

- un bureau de réglementation
- un bureau de contrôle des abattoirs.

3)- Echelon provincial

depuis l'avènement et la mise en plan du programme d'irrigation au Maroc, on voit s'individualiser deux types de régions : les régions irriguées qui dépendent des offices régionaux de mise en valeur agricole (O.R.M.V.A.) et les régions " Bour " (perimètres non irrigués) dépendant des directions provinciales de l'agriculture. Ces deux types d'administration sont différents car s'adressant à des zones différentes, mais l'un et l'autre comporte un service de l'élevage.

Au sein des O.R.M.V.A. et des directions provinciales de l'agriculture, le service de l'élevage comprend :

- un bureau de la santé animale
- un bureau de la production animale
- une section administrative.

Les deux services sont tout à fait indépendants l'un de l'autre à l'échelon local, bien que relevant tout deux de l'autorité de la direction de l'élevage à l'échelon central.

Cette structure pose de nombreux problèmes pour l'application des directives émanant des services centraux. Ces problèmes apparaissent surtout dans le domaine des prophylaxies contre les maladies réputées légalement contagieuses. Les deux services de l'élevage existant, au niveau de chaque province, n'ont pas les mêmes moyens d'

1. The first part of the report is devoted to a general

description of the object of the study and the methods used.

2. The second part of the report is devoted to a detailed

description of the results of the study and the conclusions drawn.

3. The third part of the report is devoted to a discussion of the

results of the study and the conclusions drawn.

4. The fourth part of the report is devoted to a summary of the

results of the study and the conclusions drawn.

5. The fifth part of the report is devoted to a summary of the

results of the study and the conclusions drawn.

6. The sixth part of the report is devoted to a summary of the

results of the study and the conclusions drawn.

7. The seventh part of the report is devoted to a summary of the

results of the study and the conclusions drawn.

8. The eighth part of the report is devoted to a summary of the

results of the study

action tant humains que matériels. Il en découle deux stratégies différentes d'exécution des programmes de vaccinations, d'où des campagnes de prophylaxies hasardeuses.

Ministre de l'agriculture

Secrétariat général

Coordination - Contrôle
Planification
Relations extérieures

Direction des affaires économiques et de l'industrie agricole.

Direction de l'enseignement agricole et de la formation professionnelle

Direction de la recherche agronomique

Direction de l'élevage

Direction des eaux et forêts et de la conservation des sols.
Direction de la conservation des sols et des travaux topographiques

Services extérieurs

Etablissements régionaux

Services généraux

Service des affaires générales

Division de la santé animale

Division protection animale

Division des haras

PROPOSITIONS

A - LEGISLATION

L'élevage au Maroc ayant subi l'évolution précédemment décrite, il ressort de la comparaison entre cette évolution et la législation en vigueur une certaine discordance, en particulier pour ce qui concerne l'exercice de la médecine vétérinaire. Certains textes de lois, datant des années 1920, font mention des "vétérinaires libres" mais restent bien imprécis sur leurs prérogatives.

En fait, jusqu'à nos jours, la seule médecine vétérinaire pratiquée sur le cheptel, est une "médecine de groupe", orientée sur les prophylaxies et les traitements anti-parasitaires. La pathologie individuelle est négligée. Si cette attitude pouvait être satisfaisante quand on s'adressait à un bétail rustique et résistant, elle ne l'est plus pour un bétail qui, en plus de ses exigences alimentaires et hygiéniques, nécessite une surveillance médicale quasi quotidienne.

Avec la spécialisation vers laquelle tend l'élevage apparaissent de nouveaux problèmes : métrites, mammites, septicémies néo-natales... etc. Le budget de la direction de l'élevage ne permet pas de faire face à la demande accrue de médications spécialisées et individuelles.

D'autre part, le circuit de distribution de médicaments vétérinaires n'est plus adapté aux besoins. En effet, il est placé sous le seul contrôle des pharmaciens. Cette organisation ne peut répondre aux besoins actuels. Les officines ou dépôts sont concentrés dans les villes et centres urbains. Les distances entre le distributeur et le consommateur, l'animal malade, conduisent à des retards de traitements souvent fatals.

L'encadrement par les vétérinaires est encore numériquement insuffisant. Dès 1981, l'Institut Agronomique et Vétérinaire Hassan II de Rabat, où l'enseignement vétérinaire a été créé par le décret N° 2-73-554 du 10 hja

Summary of the Report

The following is a summary of the report on the progress of the work during the year 1900. The work has been carried out in accordance with the plan laid down at the beginning of the year, and has resulted in the completion of the following items:

1. The first part of the report deals with the general principles of the subject, and the methods of investigation. It is divided into two sections, the first of which deals with the theory, and the second with the practice. The theory is based on the principles of the science of the subject, and the practice is based on the results of the experiments.

2. The second part of the report deals with the results of the experiments. It is divided into two sections, the first of which deals with the results of the experiments on the theory, and the second with the results of the experiments on the practice. The results of the experiments on the theory are in general in accordance with the theory, and the results of the experiments on the practice are in general in accordance with the practice.

3. The third part of the report deals with the conclusions of the work. It is divided into two sections, the first of which deals with the conclusions of the theory, and the second with the conclusions of the practice. The conclusions of the theory are in general in accordance with the theory, and the conclusions of the practice are in general in accordance with the practice.

4. The fourth part of the report deals with the recommendations of the work. It is divided into two sections, the first of which deals with the recommendations of the theory, and the second with the recommendations of the practice. The recommendations of the theory are in general in accordance with the theory, and the recommendations of the practice are in general in accordance with the practice.

1393 (4 janvier 1974), formera 50 vétérinaires par an. Il s'avère donc nécessaire de créer une médecine vétérinaire privée au Maroc et de la structurer au mieux afin qu'elle puisse répondre aux besoins nationaux.

C'est en ce sens que le Gouvernement a présenté au Parlement, pour répondre à cette nécessité, un PROJET DE LOI RELATIF A L'EXERCICE DE LA MEDECINE, DE LA CHIRURGIE ET DE LA PHARMACIE VETERINAIRE PRIVEES , dont le texte est le suivant :

TITRE I

Des conditions d'exercice de la médecine et de la chirurgie vétérinaires

Article premier - Nul ne peut exercer, à titre privé, la médecine et la chirurgie vétérinaires s'il n'y est préalablement autorisé.

Nul ne peut être autorisé à exercer, à titre privé, la médecine et la chirurgie vétérinaires s'il n'est titulaire du diplôme de docteur vétérinaire délivré par l'Institut agronomique et vétérinaire Hassan II ou d'un diplôme de docteur vétérinaire obtenu dans un autre Etat et reconnu équivalent au diplôme correspondant délivré par l'Institut précité.

Peuvent être autorisés, sans avoir à remplir toutes les conditions prévues par le décret N° 2-73-554 du 10 hijra 1393 (4 janvier 1974) relatif aux conditions d'admission à l'Institut agronomique et vétérinaire Hassan II ainsi qu'à la durée des études et aux conditions d'obtention des diplômes délivrés par cet Institut, les vétérinaires non titulaires du doctorat vétérinaire dont le recrutement auprès du Ministère de l'agriculture et de la réforme agraire est antérieur à la création de l'enseignement vétérinaire au Maroc.

Art.2- L'exercice de la médecine vétérinaire comporte l'examen de l'animal, le diagnostic, l'ordonnance d'un traitement et éventuellement, les soins et l'intervention chirurgicale.

L'exercice à titre onéreux ou gratuit de la médecine vétérinaire privée concernant les maladies déclarées contagieuses est subordonné à l'obtention par le vétérinaire

- 11 -

... ..
... ..
... ..

... ..
... ..
... ..
... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

d'une autorisation particulière dite " mandat sanitaire".

TITRE II

Produits médicamenteux à usage vétérinaire

art.3- On entend par médicament vétérinaire, toute substance, composition, préparation extemporanée ou spécialité, présentées comme possédant des propriétés curatives ou préventives à l'égard des maladies animales, ainsi que tout produit pouvant être administré à l'animal en vue d'établir un diagnostic médical et de restaurer, corriger ou modifier ses fonctions organiques.

Est ainsi considéré comme médicament vétérinaire l'aliment supplémenté défini comme étant tout mélange préparé à l'avance de médicament et d'aliment et présenté pour être administré aux animaux, sans transformation, dans un but thérapeutique, préventif ou curatif.

Toutefois, n'est pas considéré comme médicament vétérinaire l'aliment supplémenté défini comme étant tout aliment destiné aux animaux contenant, sans qu'il soit fait mention de propriétés curatives ou préventives, certaines substances ou compositions visées à l'alinéa 1°; la liste de ces substances ou compositions, leurs destinations, leur mode d'utilisation sont fixés par l'administration.

art.4- Nul ne peut fabriquer, importer ou vendre en gros, les produits à usage vétérinaire sans autorisation préalable.

Tout établissement dont l'objet est de préparer, vendre en gros, ou distribuer en gros, les médicaments vétérinaires doit y être préalablement autorisé.

art.5- Les établissements visés à l'article 4 cidessus doivent être la propriété d'un pharmacien, d'un docteur vétérinaire ou d'une société dont la direction générale est assurée par un pharmacien ou docteur vétérinaire.

La fabrication, la composition ou la préparation des produits pharmaceutiques vétérinaires, le conditionnement en vue de la vente au poids médicinal d'un produit

vétérinaire ne peut s'effectuer que sous la surveillance directe des pharmaciens ou des vétérinaires.

Pour assurer le contrôle direct de la fabrication, du conditionnement et de la repartition des médicaments vétérinaires, les établissements visés ci-dessus sont tenus de faire appel au concours d'un nombre de pharmaciens ou docteurs vétérinaires proportionné à l'importance de l'établissement et la nature de son activité.

Pour l'application de ces dispositions, les actes pharmaceutiques sont définis par l'une des activités suivantes :

- 1° Les achats et le contrôle des matières premières;
- 2° La fabrication des médicaments;
- 3° Le conditionnement et le contrôle de ces produits finis;
- 4° L'achat, la vente et le magasinage des médicaments, à l'exclusion de la comptabilité, de la publicité, de l'entretien et du contentieux y relatifs.

art.6- aucun médicament vétérinaire préfabriqué, aucune spécialité vétérinaire ne peuvent être présentés à la vente s'ils n'ont été agréés par l'administration conformément à la législation en vigueur.

art.7- Sans préjudices de l'application des dispositions relatives aux conditions de vente et de détention des médicaments et des substances vénéneuses notamment celles du dahir du 12 rebia II 1341 (2 décembre 1922) portant réglementation sur l'importation, le commerce, la détention et l'usage des substances vénéneuses, la préparation extemporanée, la détention en vue de leur cession aux utilisateurs et la délivrance au bétail, à titre gratuit ou onéreux, des médicaments vétérinaires sont réservés :

a) aux pharmaciens d'officine : toutefois la délivrance au détail des médicaments vétérinaires - sauf lorsqu'il s'agit de médicaments contenant des substances toxiques ou vénéneuses à doses exonérées - est subordonnée à la présentation d'une ordonnance établie conformément à la législation en vigueur par un docteur vétérinaire autorisé à exercer, ou par un vétérinaire-inspecteur d'Etat.

b) aux docteurs vétérinaires autorisés à exercer la médecine et la chirurgie vétérinaires privées, sans tenir officine ouverte, dans les lieux d'exercice de leur profession, à domicile ou dans celui de leurs clients.

c) aux services techniques et organismes soumis à la tutelle du ministère de l'agriculture et de la réforme agraire et placés sous la responsabilité d'un vétérinaire inspecteur d'Etat.

d) aux départements vétérinaires de l'Institut agronomique et vétérinaire Hassan II pour le traitement des animaux admis en consultations ou hospitalisés.

art.8- Toutefois, les coopératives, sociétés ou associations d'éleveurs légalement constituées et agréées en vertu des dispositions de l'article 9 ci-après, peuvent, sous le contrôle d'un docteur vétérinaire privé participant effectivement à l'encadrement du groupement, détenir et délivrer à leurs membres, pour l'exercice exclusif de leurs activités, les médicaments vétérinaires à l'exclusion :

a) des produits reconnus nocifs par la réglementation en vigueur et dont les effets sont susceptibles d'être à l'origine d'une contravention à la législation sur les fraudes;

b) des produits susceptibles d'entraver le contrôle sanitaire des denrées provenant des animaux auxquels ils ont été administrés.

Dans tous les cas, le médecin vétérinaire demeure responsable de la détention et de l'utilisation des médicaments vétérinaires dont il a ordonné la délivrance et pour le groupement.

art.9- L'agrément des groupements d'éleveurs en vue de détenir et de délivrer à leurs membres certains médicaments vétérinaires est subordonné à l'engagement de mettre en oeuvre un programme d'assainissement et d'amélioration du cheptel approuvé par l'administration.

Par programme d'assainissement et d'amélioration du cheptel, il faut entendre la définition de la ou des interventions devant être réalisées systématiquement dans

The first part of the report deals with the general situation of the country. It is a very interesting and informative study of the country's development and progress. The author has done a great deal of research and has gathered a wealth of material. The report is well written and is a valuable contribution to the study of the country's development.

The second part of the report deals with the economic situation of the country. It is a very interesting and informative study of the country's economic development and progress. The author has done a great deal of research and has gathered a wealth of material. The report is well written and is a valuable contribution to the study of the country's economic development.

The third part of the report deals with the social situation of the country. It is a very interesting and informative study of the country's social development and progress. The author has done a great deal of research and has gathered a wealth of material. The report is well written and is a valuable contribution to the study of the country's social development.

The fourth part of the report deals with the political situation of the country. It is a very interesting and informative study of the country's political development and progress. The author has done a great deal of research and has gathered a wealth of material. The report is well written and is a valuable contribution to the study of the country's political development.

The fifth part of the report deals with the cultural situation of the country. It is a very interesting and informative study of the country's cultural development and progress. The author has done a great deal of research and has gathered a wealth of material. The report is well written and is a valuable contribution to the study of the country's cultural development.

The sixth part of the report deals with the environmental situation of the country. It is a very interesting and informative study of the country's environmental development and progress. The author has done a great deal of research and has gathered a wealth of material. The report is well written and is a valuable contribution to the study of the country's environmental development.

The seventh part of the report deals with the international situation of the country. It is a very interesting and informative study of the country's international development and progress. The author has done a great deal of research and has gathered a wealth of material. The report is well written and is a valuable contribution to the study of the country's international development.

The eighth part of the report deals with the future of the country. It is a very interesting and informative study of the country's future development and progress. The author has done a great deal of research and has gathered a wealth of material. The report is well written and is a valuable contribution to the study of the country's future development.

un but prophylactique sur l'ensemble d'un troupeau, lot ou bande d'animaux, selon un calendrier préétabli en fonction des dominantes pathologiques particulières à chaque type d'élevage et compte tenu tant des conditions géographiques propres à la région que des facteurs climatiques.

art.10- Il est interdit de solliciter auprès du public des commandes de médicaments vétérinaires par l'entremise de courtiers ou par tout autre moyen, ou de satisfaire à de telles commandes.

Il est en outre interdit à toute personne, à l'exception des docteurs vétérinaires dans l'exercice de leur art, de vendre des médicaments vétérinaires à domicile.

La cession à titre gratuit ou onéreux de médicaments vétérinaires est interdite sur la voie publique, dans les foires, marchés et manifestations publiques, à toute personne, même titulaire du diplôme de pharmacien ou de docteur vétérinaire.

art.11- Les établissements mentionnés à l'article 4 ci-dessus ne sont pas autorisés à délivrer au public les médicaments vétérinaires tels qu'ils sont définis à l'article 3 de la présente loi.

art.12- Outre les officiers de police judiciaire, le contrôle de l'application des dispositions de la présente loi est assurée concurremment par les inspecteurs des pharmacies, les fonctionnaires du corps d'Etat des vétérinaires-inspecteurs et les agents du service de la répression des fraudes.

TITRE III

Sanctions

art.13- Sans préjudice, le cas échéant, de l'application de peines plus graves prévues par les législations spéciales notamment celle relative à la répression des fraudes ainsi que celle relative aux substances vénéneuses, tout exercice illégal de la médecine, chirurgie ou pharmacie vétérinaires privées est puni d'une amende de 2 000 à 20 000 dirhams.

... ..
... ..
... ..
... ..
... ..

... ..
... ..
... ..
... ..
... ..

... ..
... ..
... ..
... ..
... ..

... ..
... ..
... ..
... ..
... ..

... ..
... ..
... ..
... ..
... ..

... ..
... ..
... ..
... ..
... ..

... ..
... ..
... ..
... ..
... ..

... ..
... ..
... ..
... ..
... ..

L'amende est doublée en cas de récidive pour infraction de qualification identique commise dans le délai de 3 ans après le prononcé d'une décision de condamnation devenue irrévocable. Le délinquant peut être condamné, en outre, à un emprisonnement dont la durée n'excède pas un an.

Art.14- L'usurpation de titre de vétérinaire est passible des peines édictées par l'article 381 du Code pénal.

Art.15- Tout exercice à titre onéreux ou gratuit de la médecine vétérinaire privée concernant les maladies déclarées contagieuses sans avoir obtenu le mandat sanitaire prévu à l'article 2, 2° alinéa, est puni d'une amende de 2000 à 20 000 dirhams et d'un emprisonnement de trois mois à un an, ou de l'une de ces deux peines seulement.

Art.16- Toute autre infraction aux dispositions de la présente loi est passible d'une amende de 500 à 5000 Dirhams.

L'amende est doublée en cas de récidive pour infraction de qualification identique commise dans le délai de trois ans après le prononcé d'une décision de condamnation devenue irrévocable. Le délinquant peut être condamné en outre, à un emprisonnement dont la durée n'excède pas un an.

Si l'infraction a été commise dans un établissement prévu par l'article 4 ci-dessus ou si cet établissement est irrégulièrement tenu ou géré, les juridictions de jugement peuvent, accessoirement à la peine principale, ordonner la fermeture temporaire ou définitive de l'établissement.

Art.17- L'interdiction temporaire d'exercer la profession devra être prononcée par la juridiction de jugement dans les conditions prévues à l'article 87 du Code pénal lorsque le vétérinaire est condamné :

1° à une peine prévue par la législation sur les substances vénéneuses, sans préjudice des sanctions spéciales prévues par l'article 7 du dahir portant loi n°1-73-282 du 28 rebia II 1394 (21 mai 1974) relatif à la répression de la toxicomanie et la prévention des toxico-

manes.

2° à une peine criminelle;

3° à une peine délictuelle par une chambre criminelle pour des faits qualifiés crimes par la loi.

Cette interdiction pourra être définitive.

art.18- Sont abrogées toutes dispositions contraires ou ayant le même objet, notamment :

- le dahir du 16 jourmada II 1332 (12 mai 1914) portant réglementation de la médecine vétérinaire.

- En ce qui concerne la médecine, la chirurgie et la pharmacie vétérinaires ; le dahir n°1-59-367 du 21 chaabane 1379 (19 février 1960) portant réglementation des professions de médecin, pharmacien, chirurgien-dentiste, herboriste et sage-femme, à l'exception des articles 3 (5° alinéa) 4,5 (3°, 5° et 7° alinéas), 13 (premier, 4° et 5° alinéas) 14, 15, 15 bis (Premier, 3° et 4° alinéas), 15 ter, 15 quater et 15 quinquies.

Ce projet de loi peut recueillir approbation pour l'ensemble des dispositions qu'il comporte, quelques réserves peuvent être émises quant aux lois organiques qui vont en découler et notamment celles concernant l'article 2 du titre premier (mandat sanitaire).

Au Maroc, la clientèle d'animaux de compagnie étant très peu développée, une grande part des actions vétérinaires va s'adresser aux maladies réputées légalement contagieuses selon les lois en vigueur. La lutte contre ces affections paraît fondamentale : les textes d'application concernant le mandat sanitaire devraient être pris après beaucoup de réflexion et de discernement, après une nécessaire réflexion d'au moins deux ans.

En fait l'attribution du mandat sanitaire et ses conséquences en médecine vétérinaire privée sont peu compatibles encore avec de multiples facteurs :

Actuellement , le bétail n'est pas identifié (bagué). Le mouvement des animaux bovins et ovins se fait au gré des transactions commerciales, sans aucun contrôle. Les tuberculoses, par exemple, sont encore des décou-

1. The first part of the report deals with the general situation of the country and the results of the survey. It is divided into two sections: the first section deals with the general situation of the country and the second section deals with the results of the survey.

2. The second part of the report deals with the results of the survey. It is divided into two sections: the first section deals with the results of the survey and the second section deals with the results of the survey.

3. The third part of the report deals with the results of the survey. It is divided into two sections: the first section deals with the results of the survey and the second section deals with the results of the survey.

4. The fourth part of the report deals with the results of the survey. It is divided into two sections: the first section deals with the results of the survey and the second section deals with the results of the survey.

5. The fifth part of the report deals with the results of the survey. It is divided into two sections: the first section deals with the results of the survey and the second section deals with the results of the survey.

6. The sixth part of the report deals with the results of the survey. It is divided into two sections: the first section deals with the results of the survey and the second section deals with the results of the survey.

7. The seventh part of the report deals with the results of the survey. It is divided into two sections: the first section deals with the results of the survey and the second section deals with the results of the survey.

8. The eighth part of the report deals with the results of the survey. It is divided into two sections: the first section deals with the results of the survey and the second section deals with the results of the survey.

9. The ninth part of the report deals with the results of the survey. It is divided into two sections: the first section deals with the results of the survey and the second section deals with the results of the survey.

10. The tenth part of the report deals with the results of the survey. It is divided into two sections: the first section deals with the results of the survey and the second section deals with the results of the survey.

vertes d'abattoirs et il est impossible, dans l'ignorance de l'origine géographique des animaux, de dresser des cartes épidémiologiques. Les fiches de prophylaxies n'existent pas, les vaccinations étant pratiquées lors des rassemblements d'animaux, auxquels les éleveurs sont de plus en plus réfractaires. Le bétail, souvent de grande valeur, est soit mal vacciné, soit non vacciné.

Le délai proposé, de deux ans minimum, avant que le secteur vétérinaire privé n'intervienne dans la lutte contre les maladies réputées légalement contagieuses, permettra à la direction de l'élevage de mettre en place les structures nécessaires pour aboutir à une prophylaxie efficace.

B- INTERVENTION DE L'ETAT

Identification

L'identification est aujourd'hui nécessaire et permettrait la concrétisation de toute action sanitaire ou autre sur le cheptel. Si la direction de l'élevage opte pour l'identification par baguage des animaux, elle doit garder le monopole de l'achat, du stockage et de la distribution des bagues. La lecture des chiffres ou des lettres (ou des deux) portés sur les bagues doit permettre facilement de reconnaître la région de provenance de l'animal; une mention spéciale doit être ajoutée quand il s'agit d'animaux de race pure, qu'ils soient importés ou nés et élevés au Maroc. Des livres généalogiques doivent être ouverts, tant pour les ovins que les bovins, les conditions d'inscription sur ces registres fixées soit par décret, soit par décret afin d'apporter toute assurance nécessaire aux propriétaires des animaux inscrits sur la valeur de ceux-ci. Outre le facteur d'encouragement indirect pour les éleveurs, l'identification des animaux et les livres généalogiques permettront de fixer les races ovines et bovines et de tracer une politique cohérente d'implantation et de protection de telle ou telle race, dans telle ou telle espèce et dans telle ou telle région.

A structure nouvelle à mettre en place par l'Etat correspond une mentalité nouvelle à instaurer.

Dans ce sens, une expérience heureuse a été réalisée

au printemps 1979, dans la province d'El Jadida. Il importe de rendre hommage au Ministre de l'agriculture et de la réforme agraire, au Gouverneur de la province d'El Jadida et au Directeur de l'élevage, pour l'aide et l'assistance qu'ils ont apportées au projet d'organisation d'une " foire de commercialisation de bétail de race pure " dans la province d'El Jadida.

En fait, depuis 1976, par les contacts avec les éleveurs et les responsables du secteur de l'élevage, il était apparu un certain " non suivi " des produits, taurillons et génisses, des bovins importés. Les efforts fournis par l'Etat, depuis les années 1970 pour l'importation des bovins de race pure, dans le sens du plan laitier tracé par le Gouvernement, sont freinés par la perte assez importante des produits nés au Maroc, issus de femelles importées. Ces pertes sont occasionnées par deux facteurs :

- l'abattage
- le croisement

L'éleveur ayant importé des génisses pleines dans les conditions exceptionnelles précédemment décrites, se trouve embarrassé, après les vêlages, d'un nombre de jeunes animaux de race pure, variable suivant l'importance de l'exploitation. Mais dans tous les cas, l'éleveur ne peut garder tous les produits. Le système économique de l'exploitation oblige donc l'éleveur à commercialiser une partie de ces produits. Le seul débouché existant est le " souk ", foire hebdomadaire communale. Dans ces foires, les transactions et mercuriales sont imposées par le chevillard et le boucher : de ce fait, 95 p.100 du bétail de race pure est dirigé vers les abattoirs. Ainsi la vie économique de ce bétail hautement perfectionné aura duré 2 ans, voire 3 ou 4 ans au maximum; sa production est, par la force des choses, limitée seulement à celle de la viande. On est loin du but recherché.

Il est alors apparu que l'organisation des foires annuelles par l'Etat, pour la commercialisation de ce bétail, pourrait être la solution qui éviterait cette perte de capital.

Dès le printemps 1979, la première foire répondant à ces normes a été organisée dans la province d'El Jadida. Elle a accueilli 100 génisses pleines et 20 taurillons, tous animaux de race pure pie-noire. Cette manifes-

tation a eu lieu pendant trois jours et 80 p.100 des animaux présentés ont fait l'objet de transactions commerciales. Les leçons tirées de cette expérience sont multiples.

Du point de vue économique, tous les animaux commercialisés ont échappés au boucher et ont été acquis par des éleveurs. L'Etat subventionne à 20 p.100 l'achat d'animaux de race pure et le Crédit agricole prête jusqu'à 60 p.100 de la valeur vénale du troupeau acquis. Les prix ont été par conséquent fonction de la valeur réelle de l'animal (aptitude à la production) et non de l'offre et de la demande. Les prix ont varié entre 5000 et 6500 Dirhams. Boucher et chevillard, la valeur bouchère passant au second plan, étaient exclus des transactions.

Sur les 120 animaux remplissant les conditions minimales pour être commercialisés dans cette foire, 16 étaient la propriété de la COMAGRI, 14 de la SOGETA, toutes deux sociétés d'Etat. 24 ont été présentés par l'association d'éleveurs de Casablanca et le reste, soit à peine 66 têtes de bétail, appartenaient à des particuliers de la province d'El Jadida, qui compte un effectif d'environ 420 000 têtes de bovins dont plus de 20 000 génisses pleines importées. Mais la sélection des animaux par les vétérinaires des services de l'élevage de la D.P.A et de l'O.R.M. V.A.D. , qui a duré plus d'un mois, n'a pu en retenir plus, soit que les produits des génisses importées aient été abattus, soit que, dès la deuxième gestation, il y ait eu croisement, soit que le contrôle laitier n'ait pas été effectué sur la mère.

Deux observations sont à retenir, qui grèvent l'efficacité d'une organisation :

- le croisement abusif;
- le contrôle laitier, insuffisant.

Seul l'Etat peut apporter la solution pour éviter cette dilution des génotypes de valeur en instaurant une politique cohérente de l'insémination artificielle. La direction de l'élevage doit en réétudier la structure. L'insémination artificielle doit être, au niveau local, sous le contrôle d'un vétérinaire qui pourrait se pencher sur les problèmes posés par le retard de fécondité et la stérilité qui induisent un manque à gagner notoire.

Une des options adoptées par le Gouvernement maro-

cain depuis plus de dix ans, est la production laitière. Il semble indispensable que le contrôle laitier soit généralisé, au moins pour les bovins importés. Ce contrôle complètera l'insémination artificielle et les deux actions permettront une sélection appropriée d'animaux hautement qualifiés qui formeront une pépinière à partir de laquelle l'implantation et la fixation de races marocanisées seront aisées.

Aujourd'hui, le contrôle laitier autant que l'insémination artificielle obéissent au hasard des disponibilités humaines et matérielles de tel ou tel service et du bon vouloir des éleveurs. En matière de production laitière, apparaît une infrastructure qui pourrait permettre d'aboutir à une couverture des besoins nationaux. Pour la production carnée, il n'est rien de semblable. La demande accrue a obligé les pouvoirs publics à se tourner encore ces dernières années vers l'importation : l'Etat doit tracer un plan de production des viandes, comparable au plan laitier. La sélection, la fixation des races et leur régionalisation doivent être prises comme bases de cette action. Dans les zones irriguées, le choix est orienté vers l'élevage laitier; il reste les parties de plaines qui sont " Bour ", les plateaux et une partie des chaînes de l'Atlas et du Rif, où doit être développée la production de viande bovine et ovine.

Les actions d'encouragement à l'éleveur, telles que pratiquées aujourd'hui, sous forme de distribution d'aliments de bétail pendant les périodes difficiles, doivent faire place à des actions plus approfondies et moins ponctuelles. Nous citons l'exemple de l'expérience vécue en 1979. L'été, la disette avait menacé le cheptel, surtout ovin, l'urgence de la situation exigeait une action rapide de sauvegarde. Les moyens classiques d'intervention de la direction de l'élevage ont été utilisés : distribution d'orge, de pulpe et approvisionnement en eau par camions-citernes. Parallèlement, sur notre proposition, la Commission de l'agriculture du Parlement suggérait d'entreprendre à titre expérimental, une action complémentaire : l'achat d'ovins sur pied par des sociétés étatiques (COMAGRI et SOGETA). Cette action a été programmée et réalisée par l'Etat. Bien que cette expérience ait été limitée par le nombre d'animaux acquis (quelques dizaines de milliers de têtes), son bénéfice a été grand

tant pour l'éleveur que pour l'Etat, puisqu'il y a eu économie de viande. Il faut espérer qu'une telle action soit généralisée en attendant d'avoir une infrastructure frigorifique qui permettrait la conservation de la viande et atténuerait les problèmes de l'alimentation des troupeaux acquis.

Pour la production de la viande, seul l'Etat peut résoudre le problème posé par la désertification des sols, induite par la surcharge des parcours et le nombre limité des points d'eau pendant la saison chaude. L'orientation de l'élevage ovin vers le croisement industriel semble apporter une solution partielle.

C- INTERVENTION DU SECTEUR PRIVE

La médecine vétérinaire privée, par son rôle fondamental dans l'encadrement sanitaire du cheptel, ne pourra s'exercer efficacement que si les conditions requises énumérées ci-dessus sont mises en place.

Si le Parlement approuve le projet de loi qui lui est soumis, une ère nouvelle sera ouverte à l'art vétérinaire au Maroc. Cependant, le vétérinaire privé doit rester un auxiliaire de l'Etat dans le domaine des maladies réputées légalement contagieuses et de l'inspection des denrées d'origine animale. Dans cette optique il serait bénéfique de créer au niveau de chaque province un service vétérinaire, réduit au minimum, qui assurerait la coordination entre le service de l'élevage de l'O.R.M.V.A., le service de l'élevage de la D.P.A. et les vétérinaires privés pratiquant dans la province. Le service de coordination dirigé par un vétérinaire de l'Etat, serait en contact d'une part avec les autorités provinciales pour résoudre les problèmes locaux, d'autre part avec la Direction de l'élevage pour l'application de ses instructions, notamment en matière de police sanitaire.

Dans ces conditions, le vétérinaire privé pourra exercer efficacement.

Toujours dans un souci d'efficacité, un Ordre des vétérinaires devrait être rapidement créé, les discordances de points de vue entre praticiens ne manquant pas. Ces différences de conception trouvent principalement leur origine dans les écoles de formation des vétérinaires maro-

The first part of the report deals with the general situation of the country. It is a very interesting and informative study of the country's development. The author has done a great deal of research and has gathered a wealth of material. The report is well written and is a valuable contribution to the study of the country's development.

The second part of the report deals with the economic situation of the country. It is a very interesting and informative study of the country's economic development. The author has done a great deal of research and has gathered a wealth of material. The report is well written and is a valuable contribution to the study of the country's economic development.

CONCLUSIONS

The report shows that the country has made great progress in its development. The author has done a great deal of research and has gathered a wealth of material. The report is well written and is a valuable contribution to the study of the country's development.

The report also shows that there are still many problems to be solved. The author has done a great deal of research and has gathered a wealth of material. The report is well written and is a valuable contribution to the study of the country's development.

The report is a very interesting and informative study of the country's development. The author has done a great deal of research and has gathered a wealth of material. The report is well written and is a valuable contribution to the study of the country's development.

The report is a very interesting and informative study of the country's development. The author has done a great deal of research and has gathered a wealth of material. The report is well written and is a valuable contribution to the study of the country's development.

The report is a very interesting and informative study of the country's development. The author has done a great deal of research and has gathered a wealth of material. The report is well written and is a valuable contribution to the study of the country's development.

The report is a very interesting and informative study of the country's development. The author has done a great deal of research and has gathered a wealth of material. The report is well written and is a valuable contribution to the study of the country's development.

The report is a very interesting and informative study of the country's development. The author has done a great deal of research and has gathered a wealth of material. The report is well written and is a valuable contribution to the study of the country's development.

cains. Ces écoles sont multiples : Maroc (depuis 1974), France, Espagne, Italie, Bulgarie, Pologne... etc. L'ordre des vétérinaires pourra aplanir beaucoup de difficultés et aider aussi à l'épanouissement d'une profession jeune au Maroc : l'art vétérinaire.

C O N C L U S I O N S

=====

Les élevages bovin et ovin au Maroc ont connu de nombreuses vicissitudes du fait d'évolutions politiques et structurelles.

L'analyse montre que l'on peut diviser leur évolution en trois grandes périodes : 1920 - 1950, 1950-1970 et depuis 1970.

L'élevage bovin a été d'abord pratiqué à l'aide de races autochtones. L'apport de bovins importés a surtout favorisé la production laitière et l'amélioration par le croisement des races locales. Il est trop souvent resté cantonné dans des élevages spécialisés. Plus récemment, avec l'aide de l'Etat, il a largement participé à l'amélioration sensible des races locales, mais les descendances sont mal exploitées ou disparaissent par leur vente en boucherie.

L'élevage ovin pourrait être particulièrement florissant, mais il est lourdement grevé par les affections microbiennes et parasitaires, et faute d'une meilleure organisation, contribue, en périodes défavorables à la désertification des parcours.

Il apparait donc que diverses mesures, outre celles déjà mises en oeuvre, devraient être prises pour mieux organiser la gestion du cheptel. Elles sont de nature diverse, intéressant les structures, l'organisation des marchés ... etc. Parmi elles, en tout premier lieu, se situe la réorganisation des actions vétérinaires.

La voie de la privatisation de la profession vétérinaire est ouverte avec, pour corollaires, la mise en oeuvre d'une identification systématique des animaux et la mise en place d'opérations prophylactiques planifiées. Cette nouvelle conception des actions de la profession vétérinaire est le complément indispensable des efforts de l'Etat marocain de mise en valeur des terres par l'irrigation et l'aide économique à l'acquisition de cheptels importés.

CONCLUSIONS

Les élevages bovin et ovin au Maroc ont connu de nombreuses vicissitudes du fait d'évolutions politiques et structurelles.

L'analyse montre que l'on peut diviser leur évolution en trois grandes périodes : 1920-1950, 1950-1970 et depuis 1970.

L'élevage bovin a été d'abord pratiqué à l'aide de races autochtones. L'apport de bovins importés a surtout favorisé la production laitière et l'amélioration par croisement des races locales. Il est trop souvent resté cantonné dans des élevages spécialisés. Plus récemment, avec l'aide de l'Etat, il a largement participé à l'amélioration sensible des races locales mais les descendance sont mal exploitées ou disparaissent par leur vente en boucherie.

L'élevage ovin pourrait être particulièrement florissant, mais il est lourdement grevé par les affections microbiennes et parasitaires, et faute d'une meilleure organisation, contribue, en périodes défavorables, à la désertification des parcours.

Il apparaît donc que diverses mesures, outre celles déjà mises en œuvre, devraient être prises pour mieux organiser la gestion du cheptel. Elles sont de nature diverse, intéressant les structures, l'organisation des marchés, etc... Parmi elles, et en tout premier lieu, se situe la réorganisation des actions vétérinaires.

La voie de privatisation de la profession vétérinaire est ouverte avec, pour corollaires, la mise en œuvre d'une identification systématique des animaux et la mise en place d'opérations prophylactiques planifiées. Cette nouvelle conception des actions de la profession vétérinaire est le complément indispensable des efforts de l'Etat marocain de mise en valeur des terres par l'irrigation et l'aide économique à l'acquisition de cheptels importés.

Vu :

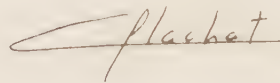
LE DIRECTEUR

de l'École Nationale Vétérinaire de Lyon,



LE PROFESSEUR RESPONSABLE

de l'École Nationale Vétérinaire,



Vu :

LE DOYEN,

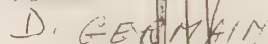
LE PRÉSIDENT DE LA THÈSE,



Vu et permis d'imprimer

LYON, le 30/07/1980 19

LE RECTEUR, PRÉSIDENT DU CONSEIL DE L'UNIVERSITÉ LYON I



BIBLIOGRAPHIE

- 1- VAYSSE J. L'élevage au Maroc
Publication du Service de l'élevage
(1950)
- 2- LAMIRE E. Les bovins au Maroc
Publication du Service de l'élevage
(1950)
- 3- MIEGEVILLE J; Les ovins au Maroc
Publication du Service de l'élevage
(1950)
- 4- ANDRE A. Elevages bovins, porcins, camelidés,
équidés
Atlas du Maroc (1955)
- 5- JOLY F. Elevage ovins et caprins
Atlas du Maroc (1954)
- 6- EYRAUD Législation vétérinaire - Instructions
sur les maladies contagieuses et pa-
rasitaires.
Service de l'élevage (1935)
- 7- VAYSSE J. Législation vétérinaire. Instructions
sur les maladies contagieuses et para-
sitaires.
Service de l'élevage (1949)
- 8- GAUD J. Géographie des maladies
Atlas du Maroc (1956)
- 9- MOUSLIFI SEDRATI M. L'opération viande congelée
est-elle une solution au problème
de la viande au Maroc ?
Thèse Doctorat vétérinaire TOULOUSE
(1964)
- 10- MONJAL R. L'inspection fédérale des viandes aux
Etats-Unis
Thèse Doctorat vétérinaire ALFORT
(1968)

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

- 11- BENELMOUFFOK A. L'Hygiène des denrées alimentaires et les lois religieuses de l'Islam
Thèse Doctorat vétérinaire
TOULOUSE (1968)
- 12 - FAÏK B. Les abattoirs des souks de la province de Marrakech
Thèse Doctorat vétérinaire
ALFORT (1972)
- 13- BENHABBARI B. De la législation sanitaire vétérinaire au Maroc
Thèse Doctorat vétérinaire
ALFORT (1973)
- 14- DAKKAK A. Le problème de la brucellose au Maroc dans le cadre des mutations de l'élevage des bovins
-Essai de vaccination par le vaccin PB 19
Thèse Doctorat vétérinaire
ALFORT (1973)
- 15- BRIOUGA J. Echinococcose - Hydatidose au Maroc. Epidémiologie et prophylaxie
Thèse Doctorat vétérinaire
ALFORT (1974)
- 16- NOURI L. Ressources alimentaires du bétail dans le sud du Maroc
Thèse Doctorat vétérinaire
ALFORT (1974)
- 17- MARHABEN A. La législation marocaine en matière d'inspection des viandes (Bilan et recommandations)
Thèse Doctorat vétérinaire
RABAT (1977)
- 18- Division des affaires économiques du M.A.R.A
Statistiques agricoles
Analyse des structures du cheptel, bovins, ovins et caprins
Juillet 1976

- 19- Division des affaires économiques du M.A.R.A.
Statistiques agricoles Analyse des structures du chep-
tel bovin, ovin, caprin
Janvier 1977
- 20- Division des affaires économiques du M.A.R.A.
Etudes agronomiques
Productions animales
Août 1978
- 21- F.A.O. Annuaire de la production
Vol. 16
- 22- Statistiques du mouvement commercial et maritime
1960 - 1971
- 23- Office national de l'irrigation
Principaux éléments de base
d'un plan d'orientation des
productions animales sur les
périmètres irrigués .
-

TABLE DES MATIERES

| | |
|--|-----|
| INTRODUCTION..... | 1 |
| L'ELEVAGE AU MAROC | 2 |
| I- PERIODES 1920 - 1950 | 2 |
| A- LES BOVINS..... | 2 |
| a) secteur autochtone | 3 |
| b) secteur importé | |
| B- LES OVINS | 13 |
| II- PERIODE 1950 - 1970 | 20 |
| LEGISLATION EN MATIERE D'ELEVAGE | 32 |
| L'ELEVAGE DE 1970 A NOS JOURS | 214 |
| A- PROFIL | 214 |
| I- L'ELEVAGE BOVIN | 214 |
| I-1. Structures | 214 |
| I-2. Reproduction | 217 |
| I-3. Production | 219 |
| I-4. Répartition géographique | 223 |
| II- L'ELEVAGE OVIN | 224 |
| B- ORGANISATION | 236 |

1900

1901

1902

1903

1904

1905

1906

1907

1908

1909

1910

1911

1912

1913

1914

1915

1916

1917

1918

1919

1920

| | |
|--|-----|
| 1) bases légales | 236 |
| 2) Echelon central | 236 |
| 3) Echelon provincial | 237 |
| PROPOSITIONS | 240 |
| A- LEGISLATION | 240 |
| B- INTERVENTION DE L'ETAT | 248 |
| C- INTERVENTION DU SECTEUR PRIVE | 252 |
| CONCLUSIONS | 254 |
| BIBLIOGRAPHIE | 255 |
